

La résistance allemande 1933 - 1945



La résistance allemande

Travail de réflexion et de recherche des élèves de l'établissement scolaire Notre-Dame des Missions Saint-Pierre, 4 rue Kennedy 94220 Charenton.

Liste des élèves encadrés par Mme Laurence Krongelb et Mr. Jean-Patrick Zivi, professeurs d'histoire-géographie :

par ordre alphabétique :

Azoulay David	Lecoinge Thibault
Bedos Thomas	Mendez Alexia
Bouvier Charlotte	Nguyen Caroline
Canadell Celia	Phan Van Huom Jonathan
Candeille Lucile	Pinard-Legry Bertrand
Clerc Cécile	Portier Claire
Comte Licia	Rambourg Mathilde
Courtin Alexis	Routhian Alexandra
Desmichel Perrine	Secheresse Emilie
Engel Céline	Sourzac-Lamy Benjamin
Ferreira Rachel	Tmim Sarah
Jahel Camille	Vallot Sophie
Kalmes Marie	Villard Alizée
	Vince Justine

La couverture a été réalisée par Camille Jahel, élève de seconde. Elle est le résultat d'un montage d'un montage photo d'une croix gammée modifiée et du poing d'une affiche de John Heartfield qui visait à soulever les allemands contre le nazisme.

Remerciements à Mme Berthild Tourenc pour ses connaissances et conseils précieux, à Mikaël Joubin responsable informatique et à Lara Wajnszok, Licia Comte et Mathilde Rambourg pour leur aide technique.

Remerciements à la Fondation pour la Mémoire de la Shoah et au Mémorial de la Shoah qui nous ont permis de participer au voyage d'étude au camp d'Auschwitz, le 17 mars 2005.

Avant-propos

La résistance allemande , une association de deux mots qui pourrait bien paraître surprenante à nombre de personnes. Pourtant, il y a beaucoup à écrire sur le sujet, bien plus que les quelques mots des manuels scolaires -quand on les trouve- sur la résistance allemande, symbolisée par Hans et Sophie Scholl. Aussi, le challenge était-il de taille : contribuer à faire s'interroger les jeunes, à s'informer et à comprendre une vérité historique méconnue à l'exception des spécialistes. Le « défrichage » de la question a commencé voilà une vingtaine d'années seulement et s'est amplifié avec la chute du Mur qui permit l'accès à de nouveaux fonds d'archives , ceux de l'ex-RDA et de l'ex-URSS.

Ainsi, 27 élèves de seconde, première et terminale L, ES et S se sont attelés à la tâche, se répartissant les thèmes , en fonction de leur centre d'intérêt. Leur travail ne prétend pas être exhaustif sur la question mais le propos se veut cohérent et clair autour de quelques idées essentielles.

BIBLIOGRAPHIE

Livres – Colloques – Documents iconographiques :

- La résistance allemande contre Hitler 1933-1945*, Barbara KOEHN, P.U.F Politique d'aujourd'hui 2003
- La résistance allemande contre le nazisme*, édité par l'Association Nationale des Anciens Combattants (ANACR), Comité régional d'Alsace, sous la direction de Roland Pfefferkorn -1998
Cette publication rassemble les contributions présentées lors du colloque qui s'est tenu les 18 et 19 mars 1997 à Strasbourg conjointement à l'exposition consacrée aux Allemands qui ont combattu dans la résistance et à l'action de la Weisse Rose (Rose blanche).
- Des Allemands contre le nazisme opposition et résistance 1933-1945*, Paris Albin Michel 1997 (1997 Actes du colloque dirigé par Christine Levisse-Touzé et Stefan Martens).
- Conjuration et attentats contre hitler*, Phileas Fogg, Paris Musées, exposition 8 novembre 2003-25 avril 2004, Mémorial du marechal Leclerc de Hautecloque et de la Liberation de Paris, Musée Jean Moulin.
- La résistance dans les camps de concentration nationaux-socialistes 1938-1945* Herman Lanjbein , Fayard, 1981
en Allemand: « Nicht wie die Schafe zur Schlachtbank » 1980
- Revue du cercle d'étude de la déportation et de la Shoah*, petit cahier n°19: « Pour une histoire des Justes ». Conférence débat: mercredi 18 décembre 2003- lycée Edgard-Quinet, 75009 Paris.
- Gedenkstätte Deutscher Widerstand*, Berlin – Allemagne, documentation du Musée de Berlin.
- A Berlin sous les nazis- une allemande contre Hitler*, Ruth Andreas -Friedrich, Flammarion 1966
En Allemand: *Der Schattenmann Tagebuchaufzeichnungen von Ruth Andreas-Friedrich 1938-1948*, suhrkamp taschenbuch.
- Seul dans Berlin*, Hans Fallada 1965 (réédition 2002) Folio- n°3977
en Allemand: *Jeder stirbt für sich allein* 1945.
- Encore une heure de gagnée, comment un musicien juif survécut aux années du nazisme*. Peter Schneider, Grasset 2002
- Tous les Allemands n'ont pas un coeur de pierre*, Maria Kahle, Liana Levi 2001
- Ces Allemands qui ont défié Hitler 1933-1945*, Gérard Sandoz

- *L'Allemagne 1870-1970*, Serge Berstein et Pierre Milza, collection: un siècle d'histoire.

- La Rose Blanche à Munich et ailleurs
Anneliese Knoop-Graf
Vice-président de la Fondation de la Rose Blanche

- La résistance de la jeunesse et des étudiants. Témoignages
Franz Josef Müller
Membre de la Rose Blanche
Président de la Fondation de la Rose Blanche

- *Si c'est un homme*, Primo Levi

- *Mein Kampf*, Adolf Hitler

- *Le pianiste*, Wladyslaw Szpilman

- *Chronique de la seconde guerre mondiale*, édition chronique

- *La révolte des Justes, les juifs contre Hitler*, Lucien Steinberg

- *1943-1945 La résistance en enfer*, Roger Leroy, Roger Linet et Max Nevers

Encyclopédies :

- Encyclopédie Encarta
- Encyclopédie Hachette
- Encyclopédie Universalis (version 9)
- Encyclopédie de la Shoah

Sites Internet :

Les politiques

<http://resistanceallemande.online.fr>

<http://www.marxists.org/francais/bios.htm>

<http://www.lexhist.ch/externe/protect/textes/f/F27964.html>

<http://moulinjc.1.free.fr>

<http://www.crrl.com.fr/archives/Allemands%20contre%20nazisme/resisgm.htm>

Les Eglises : les témoins de Jéhovah

<http://membres.lycos.fr/bibelfrscher/doc/EJohnson.htm>

Les jeunes

http://en.wikipedia.org/wiki/The_Swing_Movement_in_Nazi_Germany

<http://www.dtm.de/lemo/html/wk2/widerstand/index.html>

<http://www.fondationresistance.com/liens/liens.htm>

<http://hypo.ge-dip.etat-ge.ch/www/cliotexte/html/rose.blanche.html>

http://resistanceallemande.online.fr/rose_blanche/la_rose_blanche.htm

<http://perso.micro-video.fr/clqvalindre/resistances/4013eq5/rosebl.htm>

<http://perso.wanadoo.fr/wwii/europe/allemande/resisjeunesse.htm>

<http://www.heimdallr.ch/Art/wr.html>

http://www.planetenonviolence.org/index.php?action=article&id_article=131445&id_rubrique=7871

<http://www.ushmm.org/wlc/article.php?lang=fr&ModuleId=65>

<http://www.qbg.kbs-koeln.de/jugend2004/nszeit/widerstand/weisserose.htm>

<http://www.sabinchenstadt.de/trbz/oeffeinr/schulen/gss/scholl.htm>

Les juifs

<http://memorialwlc.recete.lbn.fr/article.php?lang=fr&ModuleId=70>

<http://www.ushmm.org/wlc/article.php?lang=fr&ModuleId=189>

<http://aphgcaen.free.fr/dossiers/2gm.htm>

<http://jewishgen.org/ForgottenCamps/Camps/TreblinkaFr.html>

http://perso.wanadoo.fr/d-d.natanson/ghetto_varsovie.htm-22k

<http://memorial-wlc.recette.lbn.fr/article.php?lang=fr&ModuleId=165>

<http://wwwpolishresistance-ak.org/5%20Fr.htm-30k>

Les Justes

http://perso.wanadoo.fr/d-d.natanson/justes_allemands.htm

<http://www.newyork.israël.org/mfa/go.asp?MFAHOfux0-34K>

Les exilés

<http://www.parutions.com/pages/1-10-55-3653.html-20k>

<http://www.fondationresistance.org/approches/barot.htm>

<http://perso.wanadoo.fr/libertaire/nazisme.htm>

http://www.paris.fr/musees/memorial/annales_musees/comunique_presse/com_nazisme.htm

Sommaire

Introduction

La résistance politique

I. L'échec de la République de Weimar et la droite conservatrice.

II. A la vue de la montée du NSDAP, les partis politiques s'inquiètent et tentent de s'opposer.

- A. Le parti communiste cherche à mobiliser des opposants
- B. Des manifestations sont organisées par les partis de gauche
- C. Les adversaires des nazis tentent de s'allier
- D. Les sociaux-démocrates tentent de protéger la jeune république de Weimar

III. Les prises de pouvoir consécutives d'Hitler vont de paires avec des réactions de résistance de plus en plus importantes.

- A. Organisations de manifestations et de grèves
- B. Le 28 février 1933: l'incendie du Reichstag
- C. Des élections de mars 1933 à l'interdiction de tous les partis de l'opposition
- D. Les premières répressions
- E. L'union politique s'impose d'elle même, très largement influencée par le modèle français

IV. Les actions menées par les résistants politiques pendant la seconde guerre mondiale sont multiples et diverses mais difficiles.

- A. L'édition de journaux illégaux devient un moyen de résister
- B. Les alliances politiques renforcent la résistance : l'attentat du 20 juillet 1944 reste un symbole de la résistance allemande
- C. La formation d'autres groupes indépendants vient renforcer l'idée de résistance

- _ « Roter Stosstrupp »
- _ « Neu Beginnen »
- _ Le cercle de Kreisau
- _ l'orchestre rouge

D. La résistance politique des femmes n'est pas un mythe

V. La résistance allemande dans les camps de concentration

La résistance civile en Allemagne

I. Les Églises

A. Les catholiques

- I - Les catholiques tombent aussi dans le piège du nazisme
 - a. L'action catholique tend à devenir revendicative

1. Les catholiques veulent maintenir un contact avec le régime nazi, afin d'obtenir des compromis, mais en vain.
 2. Le concordat de 1933 semble pouvoir apaiser les tensions
- b . Le catholicisme entre résistance et indifférence
- II. Les nazis s'opposent aux catholiques et les catholiques s'organisent

B. Les Protestants

I – Les protestants principaux soutien du régime, basculent dans la résistance au régime nazi

- a. L'adhésion des protestants au nazisme repose tout d'abord sur un malentendu
- b. Nombreux sont les ministres du culte protestant et simples fidèles qui entrèrent rapidement en résistance.
 1. Dietrich Bonhoeffer représente l'archétype du protestant « contestataire » (1906-1945)
 2. Martin Niemöller sut aussi résister à l'idéologie nazie (1892-1954)
 3. La résistance protestante touche les fidèles ordinaires

C. Les Témoins de Jéhovah

1. Présentation
2. Les témoins de Jéhovah, un groupe actif
3. Les témoins de Jéhovah persécutés par les nazies

II. Les jeunes

A. La résistance de la jeunesse au sein d'organisations autonomes: Les Bünde et les organisations des Eglises catholiques et protestantes.

1. Les Bünde
2. Les organisations résistantes de la jeunesse catholique et protestante

B. Des groupes de résistants formés spontanément à l'initiative de jeunes sans liens avec les autres organisations

1. Les pirates de l'Edelweiss
2. Le mouvement «Swing Kids»
3. La Rose Blanche (Die Weisse Rose)
 - a. Membres principaux de la Rose Blanche
 1. Munich
 2. Hambourg
 - b. Historique de la Rose Blanche
 1. Les prémices de la résistance
 2. Les actions de la Rose Blanche
 - a. La réaction et la diffusion des quatre premiers tracts
 - b. Le cinquième tract: plus politique que les précédents
 - c. Le sixième tract
 3. Les procès
 4. Franz Joseph Müller, un membre parmi tant d'autres, fondateur de la fondation de la Rose Blanche

III. La résistance de la communauté juive allemande

A . Présentation de la communauté juive en Allemagne de 1933 à 1938 et les mesures discriminatoires

B. Les aspects spécifiques de la résistance et de l'opposition des Juifs en Allemagne

1. Les activités de la jeunesse
2. Les notables de la Fédération des Juifs d'Allemagne (Die Reichsvertretung und Reichsvereinigung)
3. Les activités de la Fédération culturelle des Juifs (Judischer Kulturbund)
4. Les actions de protestation collectives ou individuelles ainsi que l'aide à la fuite illégale ou à la plongée dans la clandestinité
 - a. Édith Wolff et le groupe sioniste «chuf chaluzi» (cercle des pionniers)
 - b. Werner Scharff la «communauté pour la paix et le renouveau»
 - c. Des associations catholiques et protestantes, notamment les Quakers mais aussi des individus isolés ont secouru les juifs

C. Les juifs dans les camps de concentration

IV. Les Justes

A. Qu'est ce qu'un «Juste parmi les nations»?

B. Les critères de reconnaissance d'un Juste

C. Des exemples de Justes

La résistance civile à l'étranger: les exilés

I. La résistance politique

A. La politique des émigrés en France

B. La résistance armée

II. La résistance culturelle

A. Au niveau de la littérature

B. Dans le graphisme: John Heartfield (1891-1968)

C. L'aide scientifique

D. L'aide apportée par la religion

III. Les tentatives d'union des forces résistantes

A. Front populaire allemand

B. Union franco-allemande

C. «Council for a democratic Germany» (CDG)

D. Comité national de l'Allemagne Libre

E. L'autre Allemagne et Allemagne Libre

IV. Les représailles nazies

- A. Propagande nazie
- B. Interventions diplomatiques
- C. Représailles juridiques
- D. Prises d'otage
- E. Enlèvements et meurtres

Les militaires

I Hitler est perçu comme un intrigant par certains militaires de haut rang

II Certains hauts gradés de l'état major entrent en rébellion active face aux risques inconsidérés de guerre.

III Il est difficile de s'attaquer à un homme auquel on a prêté serment de fidélité d'autant qu'Hitler est très protégé.

Conclusion générale

Introduction

1933-1945 – 12 ans de dictature nazie totalitaire, implacable, terrible : c'est long. Pourtant, l'opposition se manifeste dès l'accession d'Hitler au pouvoir. En mars 1933, le camp de concentration de Dachau, ouvre ses portes aux opposants. En 1939, déjà plus de 100 000 Allemands sont emprisonnés. 12 ans de courageux combats : un prix souvent très lourd à payer pour ces hommes et ces femmes pétris d'idéaux démocratiques et respectueux de l'Homme. Combien d'exécutions sommaires, combien de disparitions, combien de déportations? Le nazisme, véritable machine à broyer, s'abat sur toute voix qui s'élève. C'est certainement la force des convictions, le courage individuel, le courage de la conscience, qui expliquent le « non » allemand au nazisme. Ces opposants, ces résistants, ces allemands du « non » comme on les appelle aussi parfois, qui sont-ils? En l'état actuel des travaux des historiens, on peut dire, que ce sont des hommes et des femmes de tout âge, issus de tous les milieux sociaux. Les uns appartiennent à des groupes politiques, comme les militants communistes et socialistes, d'autres appartiennent à une communauté chrétienne. Parmi les Juifs, considérés par le IIIème Reich comme des ennemis « raciaux », certains plus lucides, plus solides aussi physiquement et psychologiquement et mieux organisés ont tenté de se soustraire et de combattre la « pieuvre » nazie. D'autres encore, individuellement, ont choisi de dire « non » pour des raisons personnelles.

En outre, la résistance allemande est par certains aspects spécifique : non seulement elle combat l'ennemi de l'intérieur, la dictature et l'homme qui l'incarne, mais aussi à partir de 1939, résister, dire « non » à Hitler, c'est souhaiter qu'il perde la guerre. On peut s'imaginer les souffrances de conscience que cela a posé, non seulement aux militaires, mais aussi aux civils qui précisément, parce qu'ils aimaient leur pays, ont fait le choix à un certain moment de souhaiter la défaite de l'Allemagne.

D'autre part, à la différence des autres résistants européens, la résistance allemande n'a pu compter sur l'appui d'aucune autre puissance.

Enfin, au travers de nombreux exemples, on constate que si le plus grand nombre d'Allemands a survécu au « rouleau compresseur nazi » en faisant le dos rond, des voix, au contraire, ont refusé toute concession au nazisme. Les événements ont contribué à la prise de conscience et déterminé les actions des uns et des autres restés sur le territoire national ou en exil.

La résistance a pris diverses formes, depuis le non-respect de la réglementation nazie jusqu'aux tentatives d'assassinat contre Hitler. Mais dans un Etat où tous les organes démocratiques avaient disparu, remplacés par le Führerprinzip (obéissance absolue aux volontés du Führer), dans un pays où la terreur s'abattait sur la population avec son cortège de maux associés comme la délation, la surveillance, l'intimidation et la répression sur les familles, la lutte contre Hitler revêtit en général des formes plus clandestines et moins amples que dans les pays sous « la botte nazie ».

Ruth Andreas-Friedrich, écrivain berlinoise mentionne dans son journal les difficultés et les dangers à s'opposer à Hitler et malgré cette situation, le grand nombre de ses coreligionnaires à avoir participé à des actes de résistance. Il est impossible de fixer leur nombre car leurs actions étaient de nature très discrètes. Elle écrit : « le courage des opinions dans une dictature n'est pas régi par les mêmes lois que l'opposition dans une démocratie... Le moindre contact n'est établi qu'à grand peine. Nous n'avons aucune Organisation derrière nous. Ni aucun parti puissant pour nous appuyer. Notre travail est un travail isolé. Mais ce travail isolé est accompli par des milliers d'Allemands, qui se sont mis au service de l'humanité, en dépit des souffrances, des persécutions et de la tyrannie. »

Elle-même, ne manque pas d'audace et de courage en tenant son journal du 27 septembre 1938 au 28 avril 1945 afin de témoigner de ce qu'elle entend, voit et vit.

La résistance allemande sera traitée de façon thématique, tout d'abord les politiques, premières victimes du nazisme, puis la résistance civile en Allemagne, au travers des Eglises, des jeunes, de la communauté juive et des Justes. Pour échapper aux arrestations, à l'emprisonnement et / ou à la déportation, des Allemands prirent le chemin de l'exil. De l'étranger, ils continuèrent de protester et d'apporter si possible leur soutien aux résistants de l'intérieur. Enfin, dans une dernière partie, nous évoquerons la résistance des militaires dont l'action la plus connue est la tentative d'attentat contre Hitler, le 20 juillet 1944.

La résistance politique

Résistance politique

En 1933, les grands partis de la scène politique allemande sont le SPD (sociaux-démocrates), la CDU (droite conservatrice), le KPD (Parti communiste) et un parti qui ne cesse de prendre de l'ampleur le NSDAP (parti nazi), présidé par le futur Führer, A.Hitler. Et chacun craint que la fragile République de Weimar ne parvienne pas à résister à la crise économique qui sévit dans le pays. Pourtant lorsque Hitler renverse la République, personne ne semble vraiment préparé et conscient de ce qui a lieu et la résistance politique vogue ainsi entre désorganisation et discorde...

I- L'échec de la République de Weimar et de la droite conservatrice

La constitution allemande, pratiquement imposée par les alliés, donne naissance à une république fédérale et démocratique : la République de Weimar.

Cette République est très mal accueillie par les Allemands d'autant plus qu'elle est l'une des conséquences du traité de Versailles que tous les Allemands considèrent comme une honte.

A cela s'ajoute d'énormes problèmes économiques consécutifs à la guerre et aggravés par la crise économique mondiale de 1923. Le budget du Reich connaît un déficit de 31 milliards de Marks.

En 1929 la crise économique mondiale atteint l'Allemagne. Les impôts directs et indirects augmentent, la production baisse, plus personne ne croit en la République et les partis extrêmes gagnent en influence.

Le vieux maréchal Hindenburg, président de la République de Weimar, provoque imprudemment une consultation par référendum. Les grands vainqueurs des élections sont les partis hostiles à la République, les Nazis (6,5 millions de voix et 107 sièges) et les communistes (4,5 millions de voix). Il n'y a plus d'espoir de former une majorité de droite et la crise du régime est ouverte.

Lors d'une nouvelle élection présidentielle en 1932, le vieux maréchal ne l'emporte qu'au second tour. On assiste à une poussée nazie. Hitler regroupe 13,4 millions de voix. Ecrasant la droite traditionnelle, le nazisme se pose désormais en héritier de la République. Hindenburg écarte le précédent chancelier Brüning et nomme von Papen à sa place.

Von Papen veut mettre fin au régime républicain et parlementaire, il cherche aussi à domestiquer les nazis. Il avait la volonté de rechristianiser le pays, de combattre le bolchevisme culturel, de démonter la protection sociale.

Le Reichstag dissous et les SA à nouveau autorisés (cette section d'assaut du NSDAP avait été interdite depuis le putsch manqué de Hitler en 1923 à Munich), la situation devient intenable pour Von Papen.

Le pays, soumis à la terreur des SA, s'approche de la guerre civile; au Reichstag, dont Goering (futur numéro deux du III^{ème} Reich après Hitler) devient président en 1932, le Chancelier ne pouvait disposer que d'une quarantaine de voix.

Pour briser la poussée nazie, von Papen comptait sur la lassitude des électeurs. Le 1er décembre 1932, il propose à Hindenburg de modifier la Constitution pour créer un Etat fort. Hindenburg refuse et confie le pouvoir à Schleicher qui ne réussit pas à gagner les sympathies de la gauche et s'attire la haine de Hitler, l'hostilité des milieux d'affaires et des agrariens.

L'accession d'Hitler au pouvoir est le résultat d'une intrigue conduite par Schleicher. Ce dernier manœuvra pour séparer Gregor Strasser, le leader du parti nazi à Berlin, de Hitler et y réussit. Toutefois, contre toute attente, au lieu de désagréger, le parti nazi, il le renforce. Il réclame alors à Hindenburg les pleins pouvoirs pour instaurer une dictature militaire.

Hindenburg refuse. Schleicher doit démissionner le 29 janvier 1933 et Hitler lui succède le 30. Ainsi celui qui s'estimait en mesure d'endiguer le nazisme a par ses manœuvres favorisé son accession au pouvoir.

II - A la vue de la montée du NSDAP, les partis politiques s'inquiètent et tentent de s'opposer.

A - Le parti communiste cherche à mobiliser des opposants

Le parti communiste allemand (KPD) reste de toute évidence le premier parti politique à avoir, dès 1932-33, résisté de façon significative et groupée au nazisme montant. Les communistes ont dès la fin des années 20 tenté de contrer l'émancipation de la NSDAP. Dans un premier temps, ils cherchent à convaincre les militants nazis à rejoindre leur politique d'opposition, puis ils organisèrent de grandes manifestations de protestation. Le parti se heurte alors à un problème, en apparence paradoxal : ses militants préfèrent, de plus en plus, rejoindre le parti nazi, qui promet à tous un emploi et un meilleur confort de vie ; alors que le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter et que crise fait rage en Allemagne, le KPD, enfermé dans sa logique de classe, semble s'isoler de plus en plus au sein de la société allemande, mais également au sein de la population ouvrière.

B - Des manifestations sont organisées par les partis de gauche

Dès la fin des années 20 les sociaux-démocrates se joignent aux communistes pour organiser de grandes manifestations afin de protester contre la montée du nazisme, de même que les organisations paramilitaires républicaines, le "*Reichsbanner*" et le "*Eiserne Front*", composées essentiellement de sociaux-démocrates, combattent le "*Harzburger Front*", formé du NSDAP, les nationalistes du "*Deutschnationale Volkspartei*" de Hugenberg et le "*Stahlhelm*".

C - Les adversaires des nazis tentent de s'allier

Une alliance entre le parti social-démocrate (SDP) et le parti communiste (KPD) est envisagée au cours de l'année 1933, mais ne peut aboutir en raison des divergences politiques. Le SPD préférerait alors combattre le fascisme, pour l'essentiel, dans le cadre du parlement.

D - Les sociaux démocrates tentent de protéger la jeune République de Weimar

Après sa tentative de coup d'Etat en 1923, Hitler est perçu comme une menace pour la République de Weimar, même si cette menace a trop souvent été sous-estimée. Aussi les sociaux-démocrates se sentent-ils les garants de la jeune et fragile République allemande. Ils restent donc en alerte pour contrer des tentatives de putsch. Mais les dirigeants du SPD restent divisés et indécis sur la stratégie à adopter en cas de putsch ; certains voulaient organiser une grève générale et de grandes manifestations et privilégient l'intervention de troupes paramilitaires pour la défense de la démocratie, d'autres préfèrent

opter pour des solutions non-violentes et parlementaires, dans le cadre des mesures fixées par la loi.

III - Les prises de pouvoir consécutives d'Hitler vont de pair avec des réactions de résistances de plus en plus importantes.

A - Organisations de manifestations et de grèves

Le 30 janvier 1933, dès l'annonce de l'élection d'Hitler comme chancelier, le parti communiste appelle à la grève générale et à des manifestations de masse, actes, durement réprimandés par de nombreuses arrestations, perquisitions et rafles.

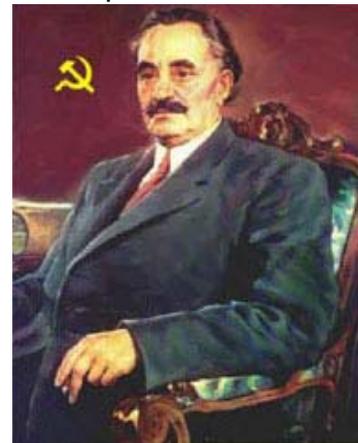
Les sociaux- démocrates défilent également par milliers : 20 000 partisans le 7 février à Berlin, 15 000 à Lübeck le 19 février, plusieurs dizaines de milliers également à Dortmund le 26 février. Les troupes nazies arrêtent lors de ces manifestations des dirigeants du parti, et les SA et SS (escadrille de protection) n'hésitent pas à tirer dans la foule le 2 février à Lübeck, lors d'une manifestation de protestation contre l'arrestation du député social-démocrate Julius Leber, libéré quelques temps, puis arrêté de nouveau, le 13 février à Francfort-sur-l'Oder. A partir de la mi-février, les manifestations et les rencontres de militants sont systématiquement dispersées par la police, les SS et les SA.

B - Le 28 février 1933 : l'incendie du Reichstag

Le 28 février 1933 la nouvelle tombe en Allemagne que Marinus van der Lubbe, un Hollandais communiste n'ayant pas toutes ses capacités mentales, a incendié le Reichstag, le Parlement allemand, exécutant apparemment les ordres du communiste bulgare, Georgi Dimitrov. Rappelons que Georgi Dimitrov (1882–1949) était au départ un imprimeur, syndiqué en 1900, membre du parti socialiste bulgare en 1903. Dès 1909, il dirigea la centrale syndicale et fut membre du Comité Central du parti *Tesnjaki* ("étroit", proche des bolcheviques). Il fut aussi élu député en 1913, emprisonné en 1918. Fondateur du parti communiste et condamné à mort par contumace après l'échec de l'insurrection de 1923, il se réfugia à Moscou et débuta son ascension politique. Il fut ensuite affecté à Berlin, là où eut lieu l'incendie du Reichstag. Son comportement lors du procès qui suit lui vaut un grand prestige. Après sa libération, il devient donc Secrétaire général du parti, lors du VII^e Congrès (1935). Il est le principal porte-parole de la nouvelle ligne des "fronts populaires" (mouvements d'unions des partis de gauche) et s'associe à tous les crimes de Staline. Dimitrov revient finalement en Bulgarie après 1945 et dirige le pays jusqu'à sa mort d'une main de fer.

Adolf Hitler, après l'incendie et l'arrestation de Dimitrov, conseillé par Goering, parvint à discréditer le parti communiste et ainsi à l'évincer de la vie politique. Mais, en réalité, le véritable responsable de l'incendie reste inconnu (ou serait partisan du NSDAP). Hitler profita alors de l'événement pour se faire accorder les pleins pouvoirs en mars 1933. Le décret prévoit entre autres:

- la suspension des libertés individuelles données par la constitution de Weimar



Dimitrov (1882-1949)

(art.1)

- l'autorisation au gouvernement du Reich d'exercer les pleins pouvoirs dans les Länder en cas de nécessité (art.2).

- ou encore, punit de mort le crime de haute trahison, le sabotage, l'empoisonnement et condamne aux travaux forcés les troubles à l'ordre public (art.3).

C'est pourquoi, l'incendie du Reichstag est un événement essentiel dans la vie politique de l'Allemagne de ces années 30, car après l'adoption de la loi des pleins pouvoirs, Hitler n'aura aucun mal à traquer « légalement » ses ennemis et opposants politiques.

Dans un tout premier temps, c'est le parti communiste qui est concerné et même interdit.

C - Des élections de mars 33 à l'interdiction de tous les partis de l'opposition

Cette élection constitua également, après l'incendie de février, un tournant politique. En effet, le 5 mars 1933, le parti nazi recueille 44% des suffrages et donc 288 sièges, nombre insuffisant pour modifier la constitution et cela parce que les grands partis ne se sont pas effondrés comme Hitler l'espérait. Les démocrates obtiennent 5 sièges, le SPD 120 députés et le parti communiste, en dépit de la terreur dont il a été victime, 81 élus (dont aucun ne peut siéger et doit fuir). Hitler va donc chercher à s'allier avec d'autres partis. Les députés du Zentrum mêlent notamment leurs voix à celles des nazis. Au moment de voter les pleins pouvoirs, 94 députés du SPD ont pris part au vote, malgré les menaces des SS et des SA. 26 députés du SPD avaient été arrêtés par les nazis ou s'étaient enfuis et n'ont pas pu voter. Les sociaux-démocrates restent la seule faction parlementaire à voter contre les pleins pouvoirs accordés à Hitler ; le parti communiste est définitivement interdit le 6 mars et tous les députés communistes étaient emprisonnés.

Otto Wels, chef du groupe parlementaire socialiste, proteste notamment avec courage devant l'Assemblée en déclarant qu'il veut « défendre les principes d'humanité et de justice, de la liberté et du socialisme, car aucune loi des pleins pouvoirs donne le droit de détruire des idées qui sont éternelles et indestructibles. »

Mais tous ces efforts restent vains, le 23 mars 1933, l'acte d'habilitation est voté et Hitler parvient donc à détenir le pouvoir législatif pour quatre ans sans contrôle du Reichstag, autrement dit, les pleins pouvoirs.

Finalement, en mai, les syndicats sociaux-démocrates sont interdits et dissous. Le 22 juin 1933, le SPD est dissous, et le 14 juillet, le NSDAP proclamé parti unique. Une partie des dirigeants du SPD s'exile alors en Tchécoslovaquie, et tente de coordonner l'action des militants à partir du siège de Prague.

D - Les premières répressions

Dans les jours qui suivent l'incendie du Reichstag et donc du décret du 28 février, la moitié des 300 000 membres du KPD sont arrêtés et souvent assassinés ou déportés, notamment Georgi Dimitrov, jugé, mais qui échappe à la mort, ou encore Ernst Thälmann, chef du KPD, au début du mois de mars 33, exécuté en 1944. Les communistes allemands se trouvent contraints à l'exil. Walter Ulbricht, chef provisoire du

KPD, doit partir pour la Tchécoslovaquie. Wilhelm Pieck crée une antenne du parti à Paris, et tous deux gagnent, en 1939, l'URSS. Toutes ces persécutions et ces fuites causent rapidement le tarissement des forces nécessaires à la poursuite du travail clandestin.

Le 21 mars 33 sont créés les camps de concentration de Dachau et d'Oranienburg à l'usage des opposants politiques.

E - L'union politique s'impose d'elle-même, très largement influencée par le modèle français

Au milieu de l'année 1934, le comité exécutif de l'Internationale communiste met à sa tête Dimitrov et décide devant le danger nazi grandissant de changer ses priorités : l'objectif n'est donc plus pour l'instant la révolution prolétaire, mais davantage la lutte pour défendre la démocratie. En même temps les sociaux-démocrates prennent également conscience de la situation et lancent alors un appel à renverser le pouvoir national-socialiste par l'union des forces ouvrières dans le manifeste de Prague de janvier 1934. Aussi, rapidement des socialistes de gauche appartenant au SAP (parti du travail socialiste), au groupe « Neu Beginnen » (nouveau commencement) ainsi que des représentants de premier plan du SPD tel que Max Braun, Rudolf Breitscheid ou Victor Schiff s'opposèrent-ils à d'autres partisans socialistes refusant fermement toute unité d'action. L'exemple français du front populaire fut alors décisif. En effet ceux qui étaient parvenu à un terrain d'entente entre socialistes (SFIO) et communistes (PCF), courant 1935, pour combattre la montée de l'extrême droite, inspirèrent les émigrés politiques allemands et lancèrent même un message les suppliant de s'unir, au cours d'une manifestation, le 27 juillet 1935 : « nous vous en conjurons : mettez un terme aux divisions ». C'est donc Willi Münzenberg qui s'employa à réaliser l'unité. Anciennement chargé de la propagande du KPD, il parvint à convaincre les sociaux-démocrates encore sceptiques et dans le courant de l'été de cette année un comité fut créé. Il se réunissait alors dans les locaux de l'hôtel Lutétia à Paris, y siégeait alors à la fois W.Münzenberg et Braun et Schiff. Mais en 1937 ce « front populaire allemand » qui a connu quelques difficultés dans sa direction interne, commença à s'affaiblir jusqu'à devenir quasi-inexistant après l'exclusion de Münzenberg et l'accord de Munich qui montrait un A.Hitler bien installé. Münzenberg meurt assassiné en 1940 près de Grenoble.

IV - Les actions menées par les résistants politiques pendant la seconde guerre mondiale sont multiples, diverses, mais difficiles.

A - L'édition de journaux illégaux devient un moyen de résister

La diffusion de tracts et de publications visaient à informer le peuple allemand dans l'espoir qu'il se soulève contre le nouveau Führer. Des tracts avaient aussi pour but d'aider les réfugiés à fuir l'Allemagne.

Les exemples sont ici nombreux. En effet, des militants de nombreux partis (KPD, SDP notamment) se lancent, non sans risque, dans cette activité clandestine. On peut ainsi évoquer de nombreux résistants, tels que :

- Joseph Römer qui, après avoir déjà publié, à la fin des années 20 un journal communiste, *Élan nouveau*, et avoir été arrêté en 1933 puis déporté 6 ans en camp de concentration, tenta d'organiser un attentat contre Hitler. Finalement, en 1940, J.Römer créa un groupe de résistance qui diffusait un autre journal clandestin, *Service de renseignements*. Mais il est de nouveau arrêté en 1942 et exécuté en 44.
- R.Uhrig, fut arrêté une première fois en 1934, parce qu'il avait diffusé un journal clandestin mais également parce qu'il avait récolté des fonds pour les familles de victimes des persécutions nazies. Ce communiste fut libéré après 21 mois de travaux forcés et continua alors la résistance en créant une organisation de résistance en 1938 à Berlin.
- Wilhelm Knöchel, autre militant communiste, qui dirigea à partir de 1935 le comité exilé du KPD à Amsterdam, rentra en 41 en Allemagne pour réorganiser la résistance communiste dans la Ruhr. Son organisation diffusa clandestinement une publication antinazie, *Le combattant de la paix*, qui informait les Allemands des crimes nazis et de la situation internationale, les incitant ainsi au soulèvement pour renverser la dictature. Il fut arrêté par la Gestapo en 1943 et exécuté en 44. Finalement son organisation fut démantelée et une cinquantaine de communistes furent alors arrêtés, torturés et assassinés.



B - Alliances politiques renforcent la résistance

Une alliance s'effectue finalement entre le KPD avec le SPD, en 1935.

Des militants sociaux-démocrates s'allient à des résistants issus d'autres mouvements. Ainsi, Julius Leber, Theodor Haubach, Carlo Mierendorff et Adolf Reichwein coopèrent avec les civils et les militaires pour organiser l'attentat contre Hitler et la tentative de putsch du 20 juillet 1944. La plupart des acteurs sont exécutés le 5 janvier 1945 à Berlin-Plötzensee.

L'attentat du 20 Juillet 1944 reste un symbole de la résistance allemande:

Contrairement à ce que l'on croit souvent, cette conjuration n'est pas une affaire de seuls militaires, mais elle a germé dans l'esprit de civils excédés par la tournure de la situation allemande. Cette conjuration de 1944 ne fut pas, non plus comme l'avait laissé entendre Hitler, la cause d'une résistance bornée et infime mais plutôt le fruit éclaté d'une longue réflexion et d'un long combat contre l'Allemagne nazie.

Les conjurés étaient pour la plupart issus des milieux conservateurs et imprégnés des conceptions traditionnelles autoritaires. Certains soutiennent les vues du diplomate Ulrich von Hassell, afin d'obtenir une position de force contre l'Union soviétique, tandis que d'autres aux aspirations plutôt socialistes soutenus par Friedrich Graf von Schulenburg, ambassadeur de l'Allemagne à Moscou aspirent à une entente avec l'Union soviétique.



Les conjurés partagent cependant la conviction que les injustices commises par les nazis devront être jugés et sévèrement punis. Au cours de la guerre, les liens entre les résistants civils et militaires se renforcent, il faut surmonter les désaccords politiques. Ludwig Beck, chef d'état major général de la Wehrmacht et Carl Friedrich Goerdeler, maire de Leipzig, y arrivent cependant, et établissent les fondements d'une politique pour une Allemagne libérée de la domination nazie.

Quand l'Allemagne attaque la Pologne le premier septembre 1939, le Général Beck a démissionné de ses fonctions comme responsable de la Wehrmacht. A partir de l'année 1938 il avait déjà travaillé dans un groupe de résistants avec Goerdeler.

Les conjurés sont conscients que la condition essentielle à l'établissement de la paix en Allemagne et au rétablissement d'un état libre est l'élimination de Hitler. Il préparent son assassinat depuis 1943.

Ayant pris conscience que la direction militaire ne saurait se décider à une action commune, ils concentrent de plus en plus leurs efforts sur trois objectifs : éliminer Hitler, obtenir le commandement militaire et assumer les responsabilités gouvernementales. C'est la fameuse « Opération Walkyrie ».

L'« Opération Walkyrie » était au départ un plan qui organisait de façon très détaillée le déploiement de troupes de réserve vers le front. En 1943, ces plans sont élargis et transformés en un ordre d'alerte générale, au cas où les nombreux travailleurs étrangers et prisonniers de guerre détenus en Allemagne déclencheraient des émeutes ; l'état de siège aurait alors été déclaré et l'armée aurait pris le contrôle du pays.

Ce plan n'avait en soi rien à voir avec un putsch éventuel, mais les conjurés y avaient ajouté des ordres secrets sous la forme d'enveloppes scellées que les commandants des unités concernées n'étaient autorisés à ouvrir que lors du déclenchement de l'"Opération Walkyrie" par le mot clé "Walkyrie". Ces unités auraient dû alors occuper les bâtiments du gouvernement et des ministères, les émetteurs radio, les bureaux de téléphone et de télégraphie, les camps de concentration, et contrôler les nœuds de communication.

De plus, ces enveloppes contenaient l'ordre de désarmer les unités SS et d'arrêter leurs dirigeants.



Claus Schenk
Graf von
Stauffenberg

Les plans des conjurés prévoyaient également que le pouvoir exécutif passe aussitôt après l'attentat aux mains du commandant de l'armée de réserve, et d'officiers acquis à la cause.

Cependant, cet attentat ne pouvait être mené que par des personnes ayant accès au cercle restreint du pouvoir et donc à Hitler en personne. C'est donc le comte von Stauffenberg promu récemment chef d'état major de l'armée intérieure, force destinée à assurer la sécurité dans les grandes villes et dont la fonction lui permet d'assister fréquemment à des conférences autour de Hitler qui sera choisi pour l'éliminer.

Les espoirs de la conjuration reposaient sur la déclaration du gouvernement écrite par Beck et Goerdeler. Il s'agit d'un projet solide qui condamne la dictature tout en souhaitant revenir à un état de droit. Des extraits de ce texte sont présentés ci-dessous.

La bombe posée par Stauffenberg explosa mais ne fit que blesser légèrement Hitler. L'action menée par les conjurés fut donc un échec et se solda par plus d'une centaine d'arrestations et d'exécutions immédiates. Cependant, aujourd'hui encore la conjuration du vingt juillet 1944 reste un symbole fort et incontestable de la lutte anti- nazie.

Déclaration du gouvernement

Ludwig Beck, Carl Friedrich Goerdeler

Projet Eté 1944

1/ Notre tâche première réside dans l'établissement de l'absolue primauté du droit. (...)

Aucune communauté d'êtres humains ne peut exister en l'absence du droit. (...).

Chacun, dans sa vie, connaît des moments où il réclame le respect du droit. (...). Dieu a fait apparaître la nécessité du droit et de son application équitable et impartiale. (...). Pour cela, il faut en revenir à l'ancien statut d'indépendance des magistrats. (...). Le droit doit être épuré.

Le droit sera appliqué envers toute personne qui l'aura violé. (...). La sécurité de l'individu et de la propriété sera de nouveau protégée contre l'arbitraire. (...). Les camps de concentration seront dissous, les innocents relâchés et les coupables soumis à une procédure de droit commun. Mais nous exigeons également que personne n'ait recours à la justice sommaire.

2/ Nous voulons rétablir la morale dans tous les domaines de la vie privée et de la vie publique. (...). La corruption a été nourrie par les plus hauts et les plus hauts dignitaires (...) tout bien acquis de façon malhonnête sera confisqué et rendu aux personnes qui ont été dépossédées.

Les affectations spéciales pour raisons politiques sont supprimées. (...). Pour garantir le droit et la morale, il faut traiter tous les hommes avec décence. Il sera mis un terme immédiat à la persécution des Juifs. (...)

Refaire de la famille la cellule de base de la communauté nationale (...). Pour y parvenir, il a besoin de l'aide des parents, de la force de la religion et du concours de toutes les Eglises. (...).

Le salut de notre peuple réside dans le retour à l'intégrité de la famille.

Nous ne voulons pas que notre peuple soit divisé (...), la réconciliation à l'intérieur de notre peuple, (...), nous restons unis dans le droit et la morale.

3 / Nous lutterons contre le mensonge. (...) Notre peuple a été dupé (...) c'est pourquoi nous ferons tout ce qui est nécessaire pour que cette honnêteté soit respectée dans l'information du peuple (...), nous supprimerons tout ce qui a trait à la propagande gratuite.

4 / La liberté intellectuelle ainsi que la liberté de conscience, la liberté religieuse et la liberté d'opinion qui ont été bafouées seront rétablies.

Les Eglises retrouveront le droit d'exercer librement, (...) elles seront séparées de l'Etat. (...). La pensée chrétienne inspirera l'Etat dans ses paroles, et ses actes (...). Mais être un vrai chrétien signifie également faire preuve de tolérance envers les autres croyances, et même envers chaque libre penseur.

La presse doit redevenir libre.

5 / C'est surtout la jeunesse allemande qui réclame la sérénité. (...) car la jeunesse et son éducation sont l'une de nos préoccupations essentielles. La responsabilité de l'éducation sera confiée en premier lieu aux parents. L'école doit semer chez l'enfant, avec simplicité, loyauté, et assurance, les graines du savoir élémentaire. L'éducation doit redevenir des plus générale possible et englober le cœur et la raison. (...). L'éducation et l'enseignement pourront ensuite être dispensés (...) sur cette base dans le calme et la continuité.

6 / Il convient de réorganiser l'administration. (...) Notre administration, s'est transformée en un tas de machines qui travaillent sans buts utiles. (...). Le fonctionnaire doit devenir un exemple à suivre dans l'ensemble de sa vie professionnelle et privée. (...). Toutes les nominations et toutes les promotions prononcées depuis le 01.01.1933, sont déclarées provisoires.

7 / Le bon fonctionnement de l'administration, la juste répartition des tâches communes et leur exécution ne sont possibles que sur la base d'une Constitution. Or une constitution définitive ne pourra être arrêtée avec l'approbation du peuple qu'une fois la guerre terminée.

Les provinces du Reich, ainsi que les arrondissements et les communes jouiront d'une autonomie administrative.

8 / En temps de guerre, on ne peut pratiquer qu'une économie dirigée (...) nous supprimerons également toutes les mesures qui ont trop empiété sur les libertés individuelles. (...) L'objectif du rétablissement de l'entière liberté économique et de l'accès aux marchés mondiaux. Cet accès ne doit pas être entravé par des interventions de l'Etat.

Un ordre économique équitable, l'ouvrier allemand doit avoir lui aussi la possibilité de prendre part aux responsabilités.

La propriété est la base de tout progrès économique et culturel ; la propriété sera protégée.

9 / Nous définirons l'esprit de la politique de notre gouvernement qui sera axée sur la conciliation équitable des intérêts, la politique sociale. Son objectif sera de protéger les faibles. (...) Nous devons tous accomplir un travail énorme pour remplacer ce qui a disparu : vêtements, logements, lieux de production ou équipements domestiques. Et enfin, nous voulons redonner à nos enfants la possibilité de connaître une vie meilleure. Nous sommes convaincus de pouvoir y arriver, à condition que le droit, la morale et la liberté reprennent leur place.

10 / Le bon ordre des budgets publics est la base essentielle de toute économie saine.

Les dépenses doivent rester dans la limite des recettes. (...). Nous espérons pouvoir trouver des solutions permettant de rembourser les dettes si nous réunissons à rétablir une coopération confiante entre les peuples.

11 / Mais la guerre n'est pas encore terminée. Dans cette situation, nous devons tous dédier notre travail, nos sacrifices et notre amour aux hommes qui défendent la patrie (...).

Nous devons prêter assistance à toutes les victimes que cette guerre a faites.

12 / Ayant mis en garde contre cette guerre qui a déversé tant de souffrances sur l'humanité toute entière, nous pouvons parler en toute franchise.(...) En ce moment présent, nous proclamons que notre tâche première consiste à laver le nom de l'Allemagne. (...) Nous nous y attacherons avec bravoure et patience.

Reprenons le chemin du droit, de la morale et du respect mutuel ! Ces principes nous guideront tous dans l'accomplissement de notre devoir.

C - La formation d'autres groupes indépendants vient renforcer l'idée de résistance

- « Roter Stoßtrupp »

En novembre 1933 est ainsi créé le mouvement de résistance "*Roter Stoßtrupp*", constitué d'étudiants et de jeunes travailleurs sociaux-démocrates, et dirigé par Rudolf Küstermeier et Karl Zinn. Dans leurs journaux, ils critiquaient les erreurs commises par les directions du SPD et du KPD et appelaient à la formation d'un nouveau parti de travailleurs qui combattrait pour la révolution prolétarienne. Mais cette organisation est très vite démantelée, et ses membres furent arrêtés à la fin de l'année 1933.

- « Neu Beginnen »

"*Neu Beginnen*" était une autre organisation sociale-démocrate qui s'est séparée de la ligne fixée par la direction du parti. Dès 1929, de jeunes sociaux-démocrates et communistes critiques vis-à-vis de la stratégie du SPD et du KPD avaient formé ce groupe espérant renouveler ainsi le mouvement ouvrier. Cette organisation tenue secrète dès sa création favorisa le passage vers la clandestinité. Un siège de "*Neu Beginnen*", dirigé par Karl Frank, fut créé à Prague en 1933 ; son travail consistait à se procurer de l'argent pour financer les militants vivant dans le Reich et à informer l'Etranger sur les exactions du régime nazi. Le programme de ce groupe, qui décrivait la situation des travailleurs en Allemagne et proposait des lignes directrices pour combattre le national-socialisme, a trouvé un grand écho dans le Reich et à l'Etranger. Des cercles de discussion clandestins se sont constitués en Allemagne et de nombreux sympathisants se sont joints au mouvement. "*Neu Beginnen*" se fixait pour objectifs de former des cadres capables d'encadrer les militants et de les préparer au travail clandestin, à la transmission illégale d'informations et au maintien du contact avec l'Etranger. Ces mesures étaient censées préparer une prise de pouvoir lors de la chute du régime hitlérien. Mais à partir de 1935, la Gestapo a commencé à démanteler ces réseaux, ce qui a freiné leurs activités. Le rapprochement éphémère avec le "*Volksfront*", (communistes et sociaux-démocrates) de novembre 1935, permit une coopération entre ces mouvements de résistance. Ils

publièrent en 1938 un programme commun, intitulé *"Deutsche Freiheit"*, insistant sur la nécessité d'une forme de résistance morale, politique et activiste. Les dirigeants de ces réseaux arrêtés à l'automne 1938, le mouvement se désagrège progressivement. Les dernières cellules sont démantelées en 1944.

- Le cercle de Kreisau , un cercle d'intellectuels résistants :

Le cercle de Kreisau était un cercle de discussion composé de divers intellectuels d'horizons politiques différents motivés pour la plupart par l'éthique chrétienne.

Certains de ses membres qui ont survécu à la guerre se sont d'ailleurs impliqués dans la création du parti démocrate chrétien allemand, la CDU.

Ses divers membres avaient pour but de préparer l'Allemagne post-hitlérienne. Il comptait, de 1938 à 1944, date de sa dissolution vingt membres actifs et vingt sympathisants. Son nom lui a été assigné par la Gestapo et se réfère au lieu de rassemblement du cercle de discussion dans le domaine de la famille von Moltke en Silésie.



Helmuth James
Graf von Moltke

En effet, le cercle a été créé par Helmuth James Graf von Moltke, neveu du maréchal qui a mené l'Allemagne à la victoire durant la guerre franco-allemande de 1870.

Ce dernier condamna dès le début la montée du nazisme étant persuadé que l'accession d'Hitler au pouvoir représentait un danger de guerre immédiat. Il refusa en 1933 après la prise de pouvoir de Hitler, bien qu'ayant achevé de brillantes études de droit, un poste de juge, préférant devenir avocat et offrant ainsi une aide juridique à ses amis et connaissances juifs.

En 1942, il apprit l'existence des camps d'extermination et en fit part au cercle. Il fut arrêté en janvier 1944, condamné à mort et exécuté le 26 janvier 1945.



Peter Graf
Yorck von
Wartenburg

Une autre figure de proue du cercle fut Peter Graf von Wartenburg qui se joignit au cercle au début de l'année 1940. C'était un cousin lointain de von Moltke, haut fonctionnaire de l'état depuis 1938, son grand-père était lié à la fin de l'occupation napoléonienne. Lui aussi était donc le descendant d'une grande figure de l'Allemagne.

On prétend qu'au début il soutenait le NSPDA, voyant dans ce parti le renouveau de l'Allemagne et du peuple allemand et que ce n'est qu'après avoir ouvert les yeux sur les exactions nazies qu'il s'en est détourné..

Dès 1938, il commence sérieusement à s'opposer à la politique nazie et se met alors à la recherche de gens partageant ses idées. Sa rencontre avec von Moltke a permis d'élargir le cercle de Kreisau.

En 1942, il est incorporé à la Wehrmacht ce qui permit au cercle de fortifier ses contacts avec les opposants militaires au régime. Il propose ses services au fameux comte de Stauffenberg pour la préparation et l'exécution du putsch manqué du 20 Juillet 1944.

L'échec de l'attentat fut la cause de l'arrestation des membres du cercle et de leurs exécutions.

Ce groupe était certes un groupe d'intellectuels mais ils n'étaient pas sans relation avec la pratique politique. Ils imaginaient l'Allemagne post-hitlérienne comme un état démocratique, qui ne serait pas dominé par l'économie mais défendrait des valeurs humaines.

Il souhaitait que la propriété privée soit sauvegardée mais préconisait la nationalisation des grosses entreprises de production. L'état devait reposer sur des petites communautés bénéficiant d'une autonomie administrative car pour eux les citoyens devaient bénéficier d'une large responsabilité dans la nouvelle Allemagne afin d'éviter le retour à une société de masse sans intelligence aucune.

Il voulait transformer l'appareil administratif centralisé et anonyme en une administration plus concrète et immédiate ce qui permettrait le maximum d'autonomie aux petites communautés intégrées dans un état extrêmement décentralisé. Ceci dénote une certaine méfiance conservatrice du cercle de Kreisau vis-à-vis des sociétés de masse moderne.

Cependant, l'état allemand devait selon eux se débarrasser de l'autoritarisme par la base. Le meilleur moyen pour que les Allemands apprennent à faire bon usage de leurs nouvelles libertés reste l'éducation. C'est pourquoi les membres du cercle, principalement d'inspiration chrétienne refusaient une séparation nette de l'Eglise et de l'Etat et désirait faire jouer un rôle moralisateur et éducatif à l'Eglise dans la nouvelle Allemagne.

Une autre revendication essentielle du cercle était la sécurité juridique. Selon eux les crimes commis par les nazis devaient être punis de la manière la plus sévère qui soit et le peuple allemand devait reconnaître sa culpabilité dans les exactions nazies. Ils prévoient même la constitution d'un tribunal international de guerre et concevait un droit international des peuples comme le fondement d'une nouvelle communauté internationale, plus forte que l'ancienne SDN et empreinte d'une autorité morale et juridique.

Les membres du cercle souhaitaient également que l'Allemagne soit ouverte au monde occidental dans la perspective d'une union européenne.

On le voit donc les idées partagées par les membres du cercle se sont révélées extrêmement fécondes et ont certainement, dans une moindre mesure, influencé la politique allemande et internationale d'après guerre notamment en ce qui concerne la création de l'ONU, du tribunal de Nuremberg et surtout de l'Allemagne fédérale décentralisée.

L'orchestre rouge :

C'est ainsi que la gestapo, à partir de 1941, désignait des groupes de résistance agissant en France, en Belgique et à Berlin pour le compte de renseignements militaires soviétiques. Les recherches sur ce groupe ont été souvent faussées par le contexte de guerre froide qui suivit la seconde guerre mondiale et ce n'est que depuis 1989 que des informations plus objectives sont trouvées sur cette organisation. On sait ainsi, qu'au milieu de l'année 1938, Léopold Trepper se rendit



Arvid Harnack

à Bruxelles pour le compte des services de renseignements soviétiques, afin de monter un réseau de renseignements en Europe occidentale. Entre 1939 et 1941, les actions de ce groupe furent réduites par les invasions nazies en France et en Belgique, mais même après cette date le rôle de ces deux antennes resta réduit. Toutefois, la situation à Berlin fut tout autre. « L'orchestre rouge » commença par être divisé en plusieurs groupes d'individus d'origines sociales et d'obédiences idéologiques diverses

En 1939, ces groupes coopèrent; à partir de 1940, les groupes de résistance se réunirent autour de deux hommes : Arvid Harnack,



Harro Schulze-Boysen

scientifique et en faveur de l'économie planifiée communiste, qui, dès 1932, avait formé un groupe de résistance avec des élèves du lycée pour adultes de Berlin où enseignait sa femme ; et Harro Schulze-Boysen, très engagé depuis la République de Weimar et travaillant dans le secteur de l'observation aérienne, ce qui permettra d'obtenir certaines informations.

Malgré le pacte de non-agression signé entre l'URSS et l'Allemagne, « l'orchestre rouge » agit de différentes façons pour contrer l'occupant nazi. La plus importante de leurs missions consistait à transmettre des informations militaires à l'Union soviétique. C'est ainsi qu'ils tentèrent à plusieurs reprises de prévenir du danger d'une agression allemande contre l'URSS, dès 1940, mais les hauts dirigeants, notamment Staline lui-même, ne semblaient pas accorder beaucoup d'importance à ces avertissements. De plus, ce type d'informations avaient beaucoup de mal à être transmises jusqu'à Moscou. « L'orchestre rouge » procédait également à des distributions ciblées de tracts d'informations sur les crimes de masses commis par les nazis, des messages pacifistes, messages d'encouragement... Durant l'hiver 41-

42, par exemple, le cercle autour de Harro Schulze-Boysen rédigea un tract : « Le peuple craint pour l'avenir de l'Allemagne » proposant alors des moyens d'arrêter la guerre et une réorganisation de la vie politique allemande et déclarant aussi : « une victoire finale de l'Allemagne national-socialiste est à présent exclue. ». Ils furent ainsi l'un des premiers groupes de résistance allemande à prédire une défaite militaire de la Wehrmacht. Le groupe aidait également des juifs clandestins berlinois et des prisonniers de guerre français en leur transmettant des lettres et des vivres. En mai 42 ils posèrent même des affiches, critiquant violemment les nazis, dans Berlin.

Mais en août 42, Schulze-Boysen est arrêté, après que la gestapo ait intercepté des documents mentionnant son nom et son adresse, ainsi que plus de 100 membres du groupe. Tous sont jugés, torturés et, bien qu'étant civils, comparaissent devant le tribunal militaire du Reich. Tout cela découle alors sur une cinquantaine de condamnations à mort et une quarantaine de peines de prisons, Arvid Harnack et Harro Schulze-Boysen, notamment sont pendus.

D - La résistance politique des femmes n'est pas un mythe :

Les femmes restent, trop souvent, les grandes oubliées des historiens de la résistance. Pourtant elles ont joué un rôle éminent à tous les échelons de la lutte anti-nazie à tel point qu'en 1943, lors du démantèlement de « l'orchestre rouge », groupe de résistants communistes, près de la moitié des personnes arrêtées étaient des femmes. Parmi celles-ci, émerge Rosa HELFERS, résistante au sein de la SPD. Elle s'engage auprès des femmes et enfants de prisonniers sociaux-démocrates. Ancienne directrice de la maison d'arrêt pour femmes de Barnimstrasse à Berlin, elle conserve de nombreux contacts dans le milieu carcéral. Cela lui permet de rester au courant des questions de santé concernant les prisonniers et de faire en sorte que tout se passe au mieux pour eux.

Katharina RAHR, organise des collectes clandestines pour les familles des détenus des camps, notamment de Dachau. Elle ne s'est jamais soumise au régime nazi. Sa résistance s'est traduite par notamment des refus de participer aux collectes en faveur du parti national socialiste. Pour l'anecdote, elle a également chassé de son appartement la responsable nazie des affaires féminines alors qu'elle venait la féliciter pour la naissance de son enfant.

On peut aussi citer Clara BLOHM-SCHUCH, élue SPD soutient actif de la conseillère municipale berlinoise Ilse JANKOWSKI poursuivie par la Gestapo. Emprisonnée Clara BLOHM-SCHUCH succombe en 1936. Ses obsèques, à la fin du mois de mai 36, fut le lieu de la dernière manifestation des sociaux-démocrates contre le parti nazi.

V- La résistance allemande dans les camps de concentration

Toutes les arrestations de résistants politiques se concluent, le plus souvent soit par un assassinat, soit par la déportation dans un camp de concentration.

Dachau, le premier ouvert, compta parmi ses occupants de nombreux hommes politiques. Kurt Schumacher, par exemple, membre du SPD fut condamné pour haute trahison. Pour être resté fidèle à ses convictions, il fut interné à Dachau de 1933 à 1945, avec une courte interruption en 1943. Il survécut à sa détention.

Avec la déclaration de guerre, non seulement, le nombre de camps augmenta, mais aussi, il ne fut plus question de « sortie » et de retour à la « liberté ». En outre, aux détenus Allemands s'ajoutèrent les « ennemis » étrangers du Reich.

Hermann Langbein, auteur d'un important ouvrage, intitulé, « la résistance allemande dans les camps nationaux-socialistes (1938-1945) », témoigne de l'organisation clandestine de résistance dans les camps. Né à Vienne en 1912, membre des Brigades Internationales en Espagne, il fut lui-même interné, d'abord dans divers camps français puis à Dachau en 1941, à Auschwitz en 1942 et à Neuengamme de 1944 à la fin de la guerre.

Il écrit, par exemple, qu'à Sachsenhausen, en 1941, des anti-fascistes allemands ont déjà mis en place une organisation clandestine de résistance. Elle est dirigée par les communistes Albert Buchmann, Rudi Grosse et le Lagerälteste Harry Naujocks. Maintes fois décimée par les SS, elle fut chaque fois reconstituée. Comme dans les autres camps, les groupes de résistance sélectionnent rigoureusement leurs membres. Le cloisonnement indispensable, la peur des mouchards et les affinités naturelles font que les groupes se forment, le plus fréquemment, selon les nationalités et les liens doctrinaux. Ici comme ailleurs, la résistance clandestine permet de mettre en œuvre une solidarité agissante, de recueillir et de communiquer des informations sur le déroulement des opérations militaires,

d'organiser l'accueil des nouveaux arrivants et de leur trouver des affectations dans des kommandos moins pénibles, de saboter la production industrielle ou encore de tenter de s'évader. Alors qu'à Sachsenhausen, les actes de sabotage avaient permis d'arrêter la fabrication du bombardier HE 177 et que les représailles furent terribles, les politiques allemands Auguste Baumgarte, Max Opitz, Otto Walter continuèrent cependant leur action avec Fritz Wintz et Engelmann ainsi que des camarades d'autres nationalités. Quant aux tentatives d'évasion, peu réussirent, beaucoup échouèrent. A Auschwitz, le chef allemand du service du travail, Otto Küssel, s'évada de son kommando avec des amis polonais. Quand bien des années après, on lui demanda les raisons de cette décision si dangereuse – l'évasion eut lieu le 29 décembre 1942, alors que la victoire des Alliés était encore bien lointaine et que lui-même avait tous les privilèges dont jouissaient souvent les Allemands – il répondit : « les Polonais de mon kommando voulaient s'évader ; Mietek, étant officier, devait compter qu'il serait fusillé tôt ou tard. Je n'avais le choix qu'entre les dénoncer ou filer avec eux, car s'ils étaient partis sans moi, personne n'aurait cru que je n'étais pas au courant et j'y serai passé à mon tour. Mais je ne voulais pas les dénoncer ». Le Kapo allemand Georg Arold s'évada lui aussi avec un groupe de Polonais d'un camp extérieur de Majdanek. Tous deux s'engagèrent ensuite avec les Polonais dans le combat contre les nationaux-socialistes : Arold dans un groupe de partisans, Küssel dans la clandestinité à Varsovie. A Natzweiler, le kapo allemand Hans Gasch aida à préparer l'évasion sensationnelle de cinq détenus le 4 août 1942.

Cependant, la solidarité relatée à maintes reprises entre les Allemands et les déportés d'autres nationalités ne doit pas cacher une autre réalité. En effet, le fait que la notion nationale – socialiste de « race » assurait aux prisonniers Allemands des conditions plus favorables qu'aux autres, conditions qu'ils pouvaient mettre à profit s'ils voulaient essayer de s'opposer à la terreur et à la corruption des SS, cette situation particulière ne leur valait pas que des avantages. Des témoignages attestent de méfiance à leur égard, parfois même de haine violente. Ce sentiment se résumait dans la formule : « Un Allemand reste un Allemand ». Il est vrai que certains d'entre eux ont ouvertement exprimé leur haine des Slaves ainsi que des Juifs par le geste et la parole, laissant apparaître un nationalisme exacerbé.

Néanmoins, on se gardera de généraliser en la matière, dès lors que la connaissance du sujet ne repose que sur des témoignages et comme l'écrit Henri Langbein : « un individu ne pouvait donc relater les choses que de son point de vue personnel ».

Pour conclure sur la résistance allemande des politiques, on peut dire que bien qu'elle ait existé, elle se heurta à partir de 1933 à de grandes difficultés. La Gestapo, en effet, s'est avérée très informée et les groupes d'actions furent donc démantelés chacun leur tour. Les arrestations, les déportations, les assassinats ou mêmes les tortures se comptent donc par milliers sous la dictature nazie. Une autre difficulté fut l'organisation interne des groupes, ces derniers étant souvent rongés par la mésentente et les conflits de direction ou d'idéologies.

Documents annexes



Nach der Novemberrevolution 1918 schließt sich Willi Eichler der SPD an und wird wenig später einer der engsten Vertrauten von Leonard Nelson, der 1917/18 einen Internationalen Jugendbund als neue Erziehungsgemeinschaft auf lebensreformerischer Grundlage geschaffen hat. Zu den engen Mitarbeiterinnen von Nelson gehören auch die Pädagogin Minna Specht und die Publizistin Mary Saran. Als der Jugendbund wegen politischer Differenzen aus der SPD ausgeschlossen wird, entsteht der Internationale Sozialistische Kampfbund (ISK). Nach dem Tod von Nelson 1927 wird der ISK von Eichler geführt. Im November 1933 muss er aus Deutschland fliehen und baut in Paris eine Auslandszentrale auf. In den folgenden Jahren konzentriert sich Eichler auf den Kampf gegen das NS-Regime mit publizistischen Mitteln. Im April 1938 wird er wegen seiner politischen Tätigkeit aus Frankreich ausgewiesen, findet aber in London Asyl. 1941 tritt Eichler mit seinem Kampfbund der Union deutscher sozialistischer Organisationen in Großbritannien bei und wird auch Mitglied der Landesgruppe deutscher Gewerkschafter in Großbritannien. Anfang 1946 kehrt Eichler nach Deutschland zurück. Er gilt als maßgeblicher Theoretiker der SPD und als Vater des »Godesberger Programms«.

Literatur

Sabine Lemke-Müller:
Ethischer Sozialismus und soziale Demokratie.
Der politische Weg Willi Eichlers vom ISK zur SPD.
Bonn 1988

Inge Hansen-Schaberg:
Minna Specht. Eine Sozialistin in der Landerziehungsheimbewegung (1918 bis 1951). Untersuchung zur pädagogischen Biographie einer Reformpädagogin.
Frankfurt a. M. 1992

Mary Saran:
Gib niemals auf. Erinnerungen.
Bonn 1979

Auf Initiative von Walter Loewenheim entsteht 1929 die Leninistische Organisation (LO), auch als Org bezeichnet, die sich als konspirative Kaderorganisation versteht. Ihre Mitglieder sind kritische Kommunisten oder Sozialdemokraten.

Im September 1933 erscheint in Karlsbad unter dem Pseudonym »Miles« die von Loewenheim verfasste Schrift »Neu beginnen!«. Sie findet im In- und Ausland große Beachtung und gibt der Org ihren neuen Namen Neu Beginnen. Schwerpunkt der illegalen Arbeit sind Schulungen sowie die Sammlung und Verbreitung von Berichten und Informationen aus Deutschland, die illegal von Kurieren ins Ausland gebracht werden. Die größte Gruppe von Neu Beginnen ist im Berliner Raum aktiv, andere Gruppen gibt es in Sachsen, Ostthüringen und Süddeutschland. Das Auslandsbüro wird unter maßgeblicher Beteiligung von Karl Frank 1934 in Prag gegründet.

Als dominierendes Mitglied der Leitung tritt Walter Loewenheim seit 1934 dafür ein, die illegale Arbeit in Deutschland einzustellen, die besten Kader ins Ausland zu retten und den Nationalsozialismus von außen zu bekämpfen. Dies führt im Juni 1935 zu seiner Absetzung. Zahlreiche Mitglieder von Neu Beginnen werden Ende 1935 verhaftet, viele von ihnen zu zum Teil hohen Strafen verurteilt. Eine kleine Gruppe kann in Berlin die illegale Arbeit bis Kriegsende fortsetzen.

Seit Ende 1933 gilt der wichtigste Teil der illegalen Arbeit von Neu Beginnen der Berichterstattung für die im Ausland hergestellten Publikationen. Bis September 1936 wird monatlich der »Bericht über die Lage in Deutschland« herausgegeben, 1934 teilweise ins Englische übersetzt, von 1936 bis 1939 der »Sozialdemokratische Wochenbrief«, später der »Informationsbrief«. Die »Deutschen Inlandsberichte«, zwischen 1936 und 1940 verfasst, erscheinen zum Teil auch in norwegischer und französischer Sprache, die englische Ausgabe »Reports from Inside Germany« bis 1941. In den USA gibt Vera Franke ab 1939 die »Inside Germany Reports« heraus. Im Sommer 1939 wird die Exil-Zentrale von Neu Beginnen von Prag über Paris nach London verlegt. Hier setzen sich Erwin Schöttle, Richard Löwenthal und Waldemar von Knoeringen für die Weiterführung selbständiger Gruppen im Ausland ein.

Übersicht

Das Attentat auf Hitler und der Umsturzversuch vom 20. Juli 1944 sind aufs engste mit dem Namen von Claus Schenk Graf von Stauffenberg verbunden. Er steht im Mittelpunkt der Ausstellungseinheit, die sich in seinem ehemaligen Dienstzimmer befindet.

Die Gedenktafel an der Wand gegenüber dem Schreibtisch, der seinen Arbeitsplatz andeutet, erinnert an die Tätigkeit Stauffenbergs in diesem Raum zwischen dem 1. Juni und dem 20. Juli 1944 als Chef des Stabes beim Befehlshaber des Ersatzheeres. Die Tafel zeigt zugleich die einzig erhaltene Aufnahme von Stauffenbergs Arbeitsplatz im Jahr 1944.

Vier Ausstellungstafeln schildern Stauffenbergs Lebensweg, seinen Werdegang in der militärischen Opposition gegen den Nationalsozialismus und schließlich das Attentat im Führerhauptquartier Wolfschanze bei Rastenburg in Ostpreußen.

Die Andeutung des Schreibtisches in der Mitte des Raumes – originale Möbel sind nicht mehr erhalten – soll daran erinnern, daß sich die Besucher der Ausstellung hier im Zentrum des Umsturzversuches vom 20. Juli 1944 befinden. Die hier präsentierten Dokumente erinnern an die engen Verbindungen Stauffenbergs zu seinen Mitverschwörern Generaloberst Ludwig Beck, Oberst Albrecht Ritter Mertz von Quirnheim und Generalfeldmarschall Erwin von Witzleben. An dieser Stelle ist auch einer der wenigen erhaltenen Briefe Stauffenbergs aus der Kriegszeit zu sehen, er ist an General Friedrich Paulus gerichtet.

Stauffenberg und das Attentat vom 20. Juli 1944

Nach der Kaltstellung von Hans Oster, der Zerschlagung der Gruppe in der Abwehr und der Versetzung von Henning von Tresckow an die Ostfront wird Oberst Claus Schenk Graf von Stauffenberg zur zentralen Gestalt der Umsturzbestrebungen im Oberkommando des Heeres. Wie Tresckow ist auch er der Überzeugung, die Wehrmacht könne nur durch den Tod Hitlers zum Handeln veranlaßt werden.

Claus Schenk Graf von Stauffenberg

In Schwaben 1907 geboren und katholisch erzogen, zeichnet sich Stauffenberg schon früh durch ein sozialethisch begründetes Verantwortungsbewußtsein aus. Gemeinsam mit seinem Bruder Berthold, der bereits vor ihm zum inneren Kreis der Verschwörer gegen Hitler zählt, setzt er sich mit den Grundfragen menschlicher Existenz und den Prinzipien politischer Gestaltung auseinander. Von großer Bedeutung für die geistige und moralische Entwicklung der Brüder Stauffenberg ist der Dichter Stefan George.

Entwicklung zum Verschwörer

Erst im Verlauf des Krieges erkennt Stauffenberg den verbrecherischen Charakter der nationalsozialistischen Politik. Nur allmählich und langsamer als seine Mitverschwörer kann er sich aus der Faszination lösen, welche die militärischen Erfolge Hitlers auf ihn ausüben. Nach einer schweren Verwundung, bei der er ein Auge, die ganze rechte Hand und Finger der linken verliert, wird er im September 1943 als Stabschef in das Allgemeine Heeresamt berufen. Zu diesem Zeitpunkt zählt er zum engsten Kreis der entschlossenen Gegner des Regimes. Sein neuer Vorgesetzter wird General Friedrich Olbricht, der seit 1938 eine treibende Kraft der militärischen Umsturzbestrebungen ist.

Verbindungen zwischen zivilem und militärischem Widerstand

Olbricht weicht Stauffenberg in seine Umsturzpläne ein und führt ihn mit Ludwig Beck und Carl Friedrich Goerdeler zusammen. Von seiner zentralen Stellung im Heeresamt aus versucht Stauffenberg, die verschiedenen Kreise und Gruppen der Widerstandsbewegung zu einigen. Nach seiner Überzeugung müssen sich alle Widerstandsgruppen trotz ihrer Unterschiede auf gemeinsame Ziele verständigen, um nach dem Anschlag auf Hitler im entscheidenden Augenblick der „Stunde X“ den Umsturz unverzüglich und entschlossen herbeizuführen.

Das Attentat auf Hitler

Als sich 1943 wiederholt Attentatspläne zerschlagen und schließlich im Sommer 1944 enge Mitverschwörer wie Adolf Reichwein und Julius Leber verhaftet werden, entschließt sich Stauffenberg Anfang Juli 1944, trotz seiner schweren Verwundung und seiner Schlüsselrolle in Berlin, selbst den Anschlag auf Hitler zu wagen. Am 20. Juli 1944 gelingt es ihm, eine Bombe in das scharf bewachte Führerhauptquartier Wolfschanze nahe dem ostpreußischen Rastenburg einzuschleusen und in der Lagebesprechung explodieren zu lassen. Nach Berlin zurückgekehrt, kann Stauffenberg der Nachricht vom Überleben Hitlers zunächst keinen Glauben schenken. Gemeinsam mit seinem Freund Albrecht Ritter Mertz von Quirnheim versucht er fieberhaft, hohe Offiziere für den Umsturz zu gewinnen. In den späten Abendstunden muß er das Scheitern des Anschlags erkennen. Noch in derselben Nacht werden Stauffenberg, sein Adjutant von Haefen, Mertz von Quirnheim und Olbricht als die Hauptverantwortlichen des Attentats standrechtlich erschossen. Ludwig Beck wird zum Selbstmord gezwungen. Henning von Tresckow nimmt sich wenig später an der Ostfront das Leben.

**Claus Schenk Graf
von Stauffenberg**



Stauffenberg (links) mit Eltern und Geschwistern Lautlingen, um 1923

Stauffenbergs Vater Alfred Schenk Graf von Stauffenberg ist zunächst Stallmeister des Königs von Württemberg und bekleidet später das hohe Amt eines Oberhofmarschalls. Seine Frau Caroline, eine geborene Gräfin von Uxkull-Gyllenband, ist eine Urenkelin des preußischen Generals der Befreiungskriege und großen Heeresreformers August Wilhelm Graf Neidhardt von Gneisenau.



Claus Schenk Graf von Stauffenberg und seine Frau Nina geborene Freiin von Lerchenfeld Bamberg, St-Jakobs-Kirche, nach der kirchlichen Trauung am 26. September 1933

Stauffenberg wird nach der Auflösung des Bamberger Reiterregiments im Sommer 1934 an die Kavallerieschule Hannover versetzt. Anschließend an die Kriegsakademie in Berlin kommandiert, absolviert er bis 1938 eine Generalstabsausbildung. In seinem Lehrgangs- und Hörsaalkameraden Albrecht Ritter Mertz von Quirnheim trifft er auf einen Freund und späteren Mitverschwörer.



Claus Schenk Graf von Stauffenberg mit seinen Söhnen Berthold Maria, Franz Ludwig und Heimeran Wuppertal, um 1940

Mitte November 1940 wird Stauffenbergs Tochter Valérie geboren. Seine Söhne sind zu dieser Zeit zwischen zwei und sechs Jahren alt. Nach dem 20. Juli 1944 fallen sie wie Stauffenbergs Frau Nina unter die Sippenhaft.



Claus Schenk Graf von Stauffenberg als Offizier des Reiterregiments 17, Bamberg 1934

Nach dem Abschluß des Lehrgangs für Generalstabsoffiziere an der Kriegsakademie wird Stauffenberg zweiter Generalstabsoffizier (Ib) beim Stab der 1. Leichten Division unter Generalleutnant Erich Hoepner. Zu Stauffenbergs Aufgaben gehört die Versorgung seiner Einheit mit Nachschub. Im Herbst 1938 nimmt Stauffenberg an der Besetzung des Sudetenlandes teil. Zu dieser Zeit zählt Hoepner bereits zum Kreis der Verschwörer um Erwin von Witzleben.



Claus Schenk Graf von Stauffenberg nahe der Geburtsstadt von Stefan George Bingen, um 1935

Der Dichter Stefan George beeindruckt die Brüder Berthold und Claus von Stauffenberg tief. Anfang Juli 1933 verläßt George Bingen und stirbt am 4. Dezember 1933 in Locarno. Sein Tod erschüttert Claus von Stauffenberg. Später besinnt er sich immer wieder auf einzelne Verse des Lyrikers, die ihm als Maximen seines Handelns und Verhaltens dienen. Tief sind in Stauffenberg aber auch Grundsätze des katholischen Glaubens verankert.



Claus Schenk Graf von Stauffenberg als Generalstabsoffizier der 6. Panzerdivision Hachenburg/Westerwald, 1940

Stauffenbergs Einheit kommt beim Überfall auf Polen zum Einsatz, anschließend wird er als Generalstabsoffizier bei der Westoffensive gegen Frankreich eingesetzt. Nach wechselnden Verwendungen in der Organisationsabteilung des Oberkommandos des Heeres wird Stauffenberg Anfang 1943 zur 10. Panzerdivision versetzt, die General Erwin Rommels Rückzug in Afrika decken soll. Am 7. April 1943 schwer verwundet, kann Stauffenberg noch vor der Kapitulation der deutschen Afrika-Truppen in die Heimat geflogen werden.

La résistance
civile

en Allemagne

I – Les Eglises

INTRODUCTION

Pour de nombreux historiens, il n'y eut pas de résistance de la part des Eglises allemandes. Comme l'explique Barbara Koehn, dans son livre « la résistance allemande contre Hitler – 1933-1945 » cette négation s'explique par un sens exclusivement politique lié au terme de résistance.

Toutefois, la réalité est beaucoup plus subtile. S'il est vrai que des membres des Eglises catholiques et protestantes ont adhéré sans réserve au national-socialisme, d'autres ont cherché des compromis avec un régime qui ne cachait pas son intention de les détruire, afin de sauver ce qui pouvait l'être, d'autres, enfin ont ouvertement manifesté leur opposition.

Combien courageuse nous apparaissent les prises de positions de Monseigneur von Galen et celles des pasteurs Bonhoeffer ou Niemöller.

Pour peu que la foi marque une rupture avec les volontés nationalistes de l'Etat, elle devient la cible d'attaques violentes et d'une répression terrible comme ce fut le cas pour les témoins de Jéhovah.

A – Les catholiques

I – LES CATHOLIQUES TOMBENT AUSSI DANS LE PIEGE DU NAZISME

A priori, le Concordat de juillet 1933 pouvait donner satisfaction aux catholiques. Négocié par le nonce monseigneur Pacelli (futur Pie XII) , il allait dans le sens d'une reconnaissance du fait catholique, dans une Allemagne en majorité protestante. Une majorité d'évêques a pu croire que le nouveau régime allait faciliter la vie des croyants. Certains plus au courant de la doctrine du nouveau chancelier (sans doute avaient-ils lu « mein kampf ») restaient plus réservés et attendaient de voir la suite des événements. Cette alliance de la « carpe et du lapin » n'était pas disposée à durer tant l'idéologie nazie s'opposait au message évangélique prôné par le Vatican. A l'inverse des protestants, organisés en *Landeskirchen*, (instances locales élues, infiltrées par les nazis), les personnalités ecclésiastiques catholiques étaient nommées par Rome, d'où une plus grande indépendance vis à vis de l'infiltration nazie. Si l'opposition politique était impossible en raison du Concordat, des catholiques ont cependant résisté au nazisme sur le plan moral.

a - L'action catholique tend à devenir revendicative :

1- Les catholiques veulent maintenir un contact avec le régime nazi, afin d'obtenir des compromis, mais en vain .

Ainsi, la même année que **Bertram** (catholique au rôle pour le moins ambigu), l'évêque de Berlin, Schreiber, déclara qu'il n'était interdit à personne de devenir membre du parti nazi. Le parti politique catholique, le **Zentrum**, collabora à partir de 1932 avec le

NSDAP. Peu de voix catholiques s'élevèrent contre cette compromission avec les nazis : il est donc important de citer le père jésuite **Max Pribilla**, **Fritz Gerlich** et **Ingbert Naab** dans la revue catholique "*Der Gerade Weg*" et **Bernhard Letterhaus**, (membre d'un syndicat catholique et du parti Zentrum) ; après l'arrivée au pouvoir de Hitler, il fit plusieurs voyages à l'étranger, afin de prendre contact avec d'autres syndicats catholiques, en vue de préparer la résistance au nazisme. A partir de 1939, il travailla dans le service de contre-espionnage de la Wehrmacht, ce qui lui permit de pouvoir transmettre des informations confidentielles à ses amis résistants. Il participa à la préparation de l'attentat du 20 juillet 1944, et fut arrêté immédiatement après la tentative de putsch. Il fut condamné à mort, et fut exécuté le 14 novembre 1944.

Lors de la conférence épiscopale de Fulda en 1932, les évêques catholiques allemands décidèrent que des catholiques ne pouvaient pas devenir membres du NSDAP, le programme de ce parti étant hérétique. Mais l'épiscopat était extrêmement divisé, et si des évêques comme Preysing et Kaller condamnaient le nazisme, d'autres s'en accommodaient très bien comme Bertram. Et deux mois après l'arrivée au pouvoir de Hitler, à la suite de sa déclaration sur le respect des droits des Églises et de son vœu d'établir des relations amicales avec le Vatican, il fut décidé que les catholiques pouvaient finalement devenir membres du parti nazi, et que l'Église catholique pourrait s'arranger avec Hitler. Et en avril 1933, lors du boycott des magasins juifs par les nazis, le cardinal Bertram, qui avait quelques années auparavant critiqué l'idéologie nazie, décida de ne pas prendre position. Seul le père **Eckert** protesta alors au nom de l'éthique chrétienne contre la persécution des juifs.

2 – Le concordat de 1933 semble pouvoir apaiser les tensions

Dès le mois d'avril 1933 commencèrent des pourparlers entre le Vatican et le régime nazi au sujet d'un Concordat, qui vit le jour au mois de juillet de la même année. Quelques membres du clergé catholique allemand, tels le cardinal Schulte et l'évêque Preysing, critiquèrent ce Concordat, estimant qu'il serait préférable de condamner le gouvernement nazi, au lieu de pactiser avec lui. Ils n'accordaient pas leur confiance à Hitler, qui s'était engagé à faire du christianisme la base du nouveau régime, et en avait donné sa parole d'honneur au Pape. Le parti centriste avait décidé le 5 juillet 1933 de se dissoudre, et le 20 juillet fut signé le Concordat qui garantissait aux catholiques allemands la liberté de culte en échange de la non-ingérence de l'Église catholique dans la politique nazie.

Il est clair que des ecclésiastiques catholiques soutenaient Hitler, et après les succès militaires de celui-ci, certains lui envoyèrent même des lettres de félicitations. Ainsi, le cardinal Bertram envoya des lettres élogieuses à Hitler, dans lesquelles il tentait cependant d'amadouer le dictateur vis-à-vis de l'Église catholique.

Les divisions internes étaient telles que le cardinal Bertram ne parvint pas à inciter tout l'épiscopat allemand à faire une déclaration commune contre le nazisme. Ainsi, d'un corps en apparence uni, l'appréhension de la réalité du nazisme était différente. Ainsi, le cardinal Bertram n'a jamais pu accepter qu'un ministre, même nazi, puisse être un criminel. Monseigneur Clemens August Cardinal von Galen, évêque de Münster n'a « jamais rien compris à la politique », mais il a compris que l'extermination des malades mentaux et des invalides était une violation totale du christianisme. En revanche, il ne s'est pas beaucoup occupé de l'antisémitisme. Monseigneur von Preysing, évêque de Eichstätt puis de Berlin fut le seul parmi les chefs de l'église allemande à percer totalement la pensée d'Hitler et de son idéologie. Enfin, le mouvement ouvrier catholique s'opposa et mena des actions contre le mouvement nazi.

b- Le catholicisme entre résistance et indifférence

le monde catholique connaît quelques personnalités hors pair, hostiles à tout compromis. Ainsi, plusieurs ecclésiastiques catholiques se sont opposés dans les années 30 à l'idéologie nazie, en soulignant son incompatibilité avec la foi catholique.

Le cardinal Bertram, critiqua les théories nationalistes et racistes nazies, ainsi que la prétention de Hitler de créer un "*christianisme positif*" imprégné de l'idéologie nazie, indépendant de Rome et de toute autorité internationale, et incorporé à l'État totalitaire. En 1931, les évêques de Bavière, puis de Cologne et de Paderborn condamnèrent l'idéologie nazie, sans rapport avec les dogmes chrétiens. Ils s'appuyaient sur la condamnation par le Pape Pie XI du mouvement monarchiste "*Action française*". « La reconnaissance officielle » *de facto*, du régime nazi par l'Église catholique entraîné par la signature du Concordat fut lourde de conséquences. L'Église, liée par sa signature perdait le droit de se prononcer sur des questions sans rapport direct avec le culte, tandis que l'état allemand perdait celui d'intervenir dans les affaires religieuses et devait respecter les biens ecclésiastiques. Ainsi, lorsqu'en novembre 1933 l'ancien dirigeant de l'action catholique de Munich, **Mühler**, fut arrêté parce qu'il avait raconté des "*mensonges*" au sujet du camp de concentration de Dachau, le Vatican ne prit pas position.

Des religieux comme le père jésuite **Rupert Mayer** qui n'hésitaient pas à critiquer ouvertement le régime dans leurs sermons furent persécutés par les nazis. Le père **August Froehlich**, refusa de faire le salut hitlérien ; il fut arrêté en 1941 non sans avoir protesté contre les mauvais traitements infligés aux travailleurs forcés dans une entreprise allemande. Il fut déporté, torturé, et mourut le 22 juin 1942 au camp de concentration de Dachau. Le père **Muckermann**, exilé aux Pays-Bas, parvint à transmettre clandestinement en Allemagne des tracts condamnant le nazisme et la politique de Hitler. Et le 22 mars 1935 fut fondé un "*Comité d'aide aux non-aryens catholiques*", qui proposait une aide juridique aux catholiques d'origine juive, et les aidait à trouver un pays d'accueil pour fuir l'Allemagne. Le 10 novembre 1938, au lendemain de la "*Nuit de Cristal*", le prier de la cathédrale de Berlin, **Bernhard Lichtenberg**, appela les fidèles à prier pour les Juifs et les prisonniers des camps de concentration, parmi lesquels se trouvaient également beaucoup de prêtres. Arrêté en octobre 1941, il fut déporté et mourut en 1943. **Margarete Sommer**, universitaire destitué de sa chaire en raison de son engagement catholique, aida des catholiques d'origine juive. En 1942, elle rédigea un rapport qu'elle envoya au Vatican sur le traitement réservé aux Juifs par les nazis, sur la déportation en camps de concentration. **Gertrud Luckner**, pacifiste engagée travaillant pour l'organisation de bienfaisance catholique "*Caritas*", aida des prisonniers de guerre et des Juifs ; elle fut arrêtée en 1943 par la Gestapo et déportée au camp de concentration de Ravensbrück. En 1943, des prêtres catholiques de Stettin, dont **Carl Lamprecht**, **Friedrich Lorenz**, **Herbert Simoleit** et **Alfons Maria Wachsmann**, furent condamnés à mort pour "*démoralisation des troupes*" parce qu'ils avaient écouté des émissions radiodiffusées étrangères.

En 1937, l'Église décida de réagir : les évêques allemands écrivirent un mémorandum au ministre chargé des questions religieuses, afin de protester contre l'attitude du régime à l'égard des catholiques, et le Pape Pie XI publia en mars 1937 l'encyclique "*Mit brennender Sorge*", "*Avec un souci brûlant*", (texte rédigé par son secrétaire d'Etat, monseigneur Pacelli, ancien non à Berlin, négociateur du Concordat de 1933). Ce texte

faisait part de son inquiétude quant aux multiples violations du Concordat de la part du gouvernement nazi. Des centaines de milliers d'exemplaires de ce document furent imprimés et distribués clandestinement en Allemagne ; les nazis, en guise de représailles, arrêtaient des prêtres et des adolescents ayant distribué des exemplaires de l'encyclique, et les déportèrent en camp de concentration. L'évêque de Berlin, **Konrad Graf von Preysing**, fut l'un des rares évêques qui continuèrent à défendre ouvertement et courageusement des opinions antinazies, même après l'arrivée au pouvoir de Hitler. Il faisait partie avec **Fritz Gerlich** et **Ingbert Naab**, rédacteurs de la revue "*Der Gerade Weg*", d'un groupe de résistance catholique, le "*cercle de Konnersreuth*", dont l'objectif consistait à rechercher des moyens efficaces de contrer le régime nazi. Après l'assassinat de **Gerlich** en 1934, Preysing parvint à faire fuir **Naab** en Suisse ; Preysing ne fut pas arrêté en raison de sa très grande popularité.

Il avait à plusieurs reprises mis les autres évêques en garde contre le nazisme, était un ennemi déclaré du Concordat, et participa à la rédaction de l'encyclique du Pape Pie XI. Preysing critiquait l'attitude de l'Église vis-à-vis du nazisme ; il rendit compte au Pape des événements se déroulant dans l'Allemagne nazie, et il était persuadé que l'on ne pourrait rien obtenir de Hitler par des voies diplomatiques ; il était partisan d'une prise de position claire de la part du Vatican, qui serait capable d'encourager les Allemands à organiser de grandes manifestations contre le régime.

Preysing, choqué par les télégrammes élogieux que le cardinal **Bertram** envoyait à Hitler, démissionna en 1940 de son poste de secrétaire de presse de la conférence épiscopale de **Fulda**, et entra en contact avec le "*cercle de Kreisau*" et les conjurés du 20 juillet 1944, tout comme les Pères jésuites Alfred Delp, Lothar König et Augustin Rösch. Juriste de formation, Konrad Graf von Preysing rédigea également une lettre pastorale concernant le Droit et ses violations par le régime nazi, qui fut lue en chaire et qui eut un grand écho en Allemagne et à l'étranger.

D'autres catholiques ont manifesté leur opposition vis-à-vis de certains points de la politique nazie. Ainsi, des organismes caritatifs, des médecins et des ecclésiastiques catholiques protestèrent contre l'eugénisme, que les nazis avaient rendu légal en juillet 1933 sous la forme d'une "*loi sur la prévention de la transmission héréditaire de maladies*". L'encyclique "*Casti connubii*", publiée en 1930, interdisait ces pratiques au nom du respect de la vie. En 1934, le directeur de l'action catholique de l'évêché de Berlin, **Erich Klausener**, qui avait organisé les Journées catholiques de Berlin en 1933 et 1934, fut assassiné sur l'ordre personnel de Hitler le 30 juin 1934, quelques jours après une messe en plein air qui avait rassemblé des dizaines de milliers de fidèles, ce que Hitler avait considéré comme un affront personnel. En 1940, l'archevêque **Michael von Faulhaber** protesta auprès du ministre de la Justice au sujet de l'assassinat des invalides et des malades mentaux, jugés par les nazis "*indignes de vivre*", car "*improductifs*" sur le plan économique. "*L'opération T4*", qui fit plusieurs milliers de victimes, fut finalement suspendue officiellement en août 1941 mais continua sous d'autres formes plus insidieuses : les nazis administrèrent des médicaments aux malades ou les laissèrent mourir de faim dans les institutions. **Faulhaber** proposa de plus en 1941 au cardinal Bertram que l'Église catholique condamne publiquement les persécutions dont étaient victimes les juifs, ce qui ne se réalisa pas.

En 1935, l'évêque de Münster, **Clemens August Graf von Galen**, avait osé protester officiellement contre la venue à Münster d'Alfred Rosenberg, l'un des théoriciens du nazisme, et en 1941, il prononça avec un courage exceptionnel trois sermons condamnant l'assassinat des malades mentaux et des invalides, la réquisition de locaux religieux ou l'arrestation de personnalité catholiques. Pour de nombreux chrétiens sincères, le courage

de l'évêque agissait comme la délivrance d'une forte contrainte. Ainsi il existait encore quelqu'un qui, bien que conscient de risquer ainsi sa vie, avait à cœur de proclamer la vérité. Ces sermons furent reproduits en d'innombrables exemplaires et diffusés jusqu'aux premières lignes du front. En 1946, le **Pape Pie XII** a honoré le courage de l'évêque de Münster en l'élevant à la dignité de cardinal. Les nazis n'osèrent pas arrêter Clemens August Graf von Galen en raison du soutien que lui témoignait la population.

II- Les nazis s'opposent aux catholiques et les catholiques s'organisent

⋮

La Gestapo veillait, et le régime adopta une attitude de plus en plus agressive vis-à-vis des catholiques. Ainsi, le journal des jeunesses catholiques, "*Junge Front*", qui adoptait une attitude réservée face aux nazis, fut interdit de publication à plusieurs reprises, avant d'être définitivement interdit en janvier 1936 ; peu de temps après, 50 dirigeants de mouvements catholiques furent arrêtés. En 1933, ce journal, qui était diffusé à 300 000 exemplaires, avait appelé à la solidarité avec les Juifs lors du boycott des magasins juifs. De plus, les jeunesses hitlériennes, assistées par la police, essayaient constamment de perturber les réunions des associations de jeunesse catholiques. Celles-ci, ainsi que toutes les organisations de jeunesse non nazies, furent interdites en décembre 1936 ; tous les jeunes Allemands furent désormais obligés d'intégrer les jeunesses hitlériennes. Mais des mouvements de jeunesse catholiques continuèrent à exister dans la clandestinité, en aidant des persécutés, et en diffusant des tracts hostiles au régime.

En 1941, **Walter Klingenbeck**, un ancien membre des jeunesses catholiques, diffusa avec quelques adolescents catholiques, grâce à un émetteur clandestin, des émissions qui appelaient à la chute du régime nazi et qui communiquaient les nouvelles censurées par les nazis et entendues dans des émissions radiodiffusées étrangères. Walter Klingenbeck fut arrêté en 1942, condamné à mort, et exécuté le 5 août 1943. La condamnation à mort de ses amis **Daniel von Recklinghausen** et **Hans Haberl** fut finalement commuée en une peine de travaux forcés de huit ans. D'autres adolescents, comme **Theo Hespers**, **Walter Hammer** et **Karl Paetel**, ont pu à partir de leur pays d'exil diffuser des journaux et des tracts antinazis en Allemagne.

En 1935-36, les nazis eurent recours à des pseudo-procès afin d'éliminer des opposants catholiques : des prêtres furent accusés d'être mêlés à des scandales financiers et à des affaires de mœurs, et furent arrêtés sous ce prétexte.

L'attitude d'une partie des catholiques allemands oscilla entre le soutien et l'accommodement au nazisme, sans doute par crainte du communisme ou du désordre. Certes, leur marge de manœuvre était minime, étant donné les persécutions nazies dont ils étaient victimes. Cependant, quelques personnalités comme l'évêque de Berlin Konrad Graf von Preysing, l'évêque de Münster Clemens August Graf von Galen, ou encore les prêtres Franz Reinisch et Max Josef Metzger ont eu le courage de s'opposer aux nazis et à leur politique criminelle, et de défendre les persécutés au nom des valeurs chrétiennes, incompatibles avec l'idéologie nazie. Des pèlerinages ainsi que de grandes

manifestations, comme celle de 1938 à Aix-la-Chapelle (*Aachen*) menée sous le slogan "*Le Christ pour l'Allemagne, l'Allemagne par le Christ*" rassemblèrent également des dizaines de milliers de catholiques opposés à l'idéologie nazie. Les communistes donnèrent l'ordre à leurs militants de se joindre à ces grandes manifestations qui représentaient l'un des rares moyens de se lever contre le régime.

B – Les protestants

I – Les protestants, principaux soutien du régime, basculent dans la résistance au régime nazi :

Les protestants représentent les deux tiers des chrétiens en Allemagne. L'Eglise protestante ne dispose pas, comme l'Eglise catholique d'autorité suprême et d'un ordre rigoureusement hiérarchisé. Elle se présente comme une union d'Eglises régionales autonomes : les Landeskirchen, possédant des compétences égales. Le sommet est constitué par un synode élu pour six ans qui se réunit une fois par an afin de traiter des questions d'intérêt général.

a – L'adhésion des protestants au nazisme repose tout d'abord sur un malentendu

Certes, l'Eglise protestante avait été, au départ, largement favorable au mouvement politique d'Hitler. La plupart des pasteurs n'avaient-ils pas voté pour le DNVP, le parti allié d'Hitler, lors des élections de janvier 1933 ? Cette tendance s'explique par des raisons historiques dont les principales sont la perte pour l'Eglise protestante de son prince protestant avec la Révolution de 1918 et la politique d'exclusion menée par les différents gouvernements successifs de la république de Weimar à son encontre. En outre, l'Eglise protestante fut assez naïve pour se laisser leurrer par la propagande nazie. Ne proclamait-elle pas dans son programme de 1920, article 24, que son parti repose sur un « Christianisme positif » ? Mais Hitler prit soin de ne pas expliquer ce qu'il entendait par là : l'assimilation de la religion chrétienne à l'idéologie national-socialiste.

En 1933, le Führer, réaffirme dans une déclaration qu'il allait poursuivre en tant qu'homme d'état chrétien, les traditions éthiques et religieuses de la Prusse. Mais, dès la fin de l'année, l'Eglise ne pouvait plus douter de la volonté d'Hitler de mettre l'Eglise au pas. Hitler pouvait encore compter sur le soutien de la « communauté religieuse des chrétiens allemands » (Glaubensgemeinschaft Deutscher Christen) qui s'appuyait sur les traditions aryennes allemandes en faisant du Christ un combattant héroïque ; il dit reconnaître en l'Eglise confessante, une église d'opposition au régime.

b- Nombreux sont les ministres du culte protestant et simples fidèles qui entrent rapidement en résistance.

Pasteurs et civils luttèrent avec détermination et courage contre les dérives du national-socialisme.

1 – Dietrich Bonhoeffer représente l'archétype du protestant « contestataire » (4 février 1906-9 avril 1945)

Il venait d'une famille de la grande bourgeoisie berlinoise ; son père était professeur en psychologie et neurologie. Dietrich avait épousé la carrière théologique puis était devenu pasteur et maître de conférence à l'université de Berlin. Très tôt, il compta parmi les opposants du régime.

Il s'opposa, avec des étudiants, au groupe des Chrétiens Allemands ainsi qu'aux mesures prises contre les Juifs et réussit à convaincre quelques protestants du bien fondé de sa

revendication contre l'anti-sémitisme et le régime nazi, soutenu par l'Eglise du Reich (Reichkirsche). Il écrivit de nombreux articles pour pousser les protestants à se révolter contre cette politique ; son article « l'Eglise face à la question juive » publié en 1933 rappelle aux protestants qu'ils ont le devoir de condamner l'Etat lorsque celui-ci commet des crimes.

Il fit aussi des conférences aux USA afin de sensibiliser les gens au combat contre le nazisme. On lui proposa de s'y installer, mais il refusa car il souhaitait rester dans son pays pour y susciter l'éveil des consciences et lutter plus activement contre le régime. Son séminaire fut fermé par la Gestapo en 1940. Il entra alors au service du contre-espionnage, dirigé par l'amiral Canaris. Il se rendit compte que la résistance des religions ne pourrait pas, à elle seule, faire tomber ce régime. C'est pourquoi il décida de participer à la conjuration du 20 juillet 1944. Arrêté en 1942, Dietrich Bonhoeffer fut transféré en février 1945, au camp de concentration de Flossendrück et pendu en avril 1945.

2 – Martin Niemöller sut aussi résister à l'idéologie nazie (1892-1984)

Le synode de la Prusse, dirigé par les Chrétiens Allemands soumis à Hitler, s'empressa en septembre, d'introduire le paragraphe « aryen » dans les statuts de l'Eglise. Ce paragraphe avait été déjà mis en place par l'administration du Reich en avril 1933. Il avait entraîné la mise à pied de tous les fonctionnaires d'origine juive, hormis les vétérans de 1914-1918. Cette mesure raciale fut étendue aux employés et pasteurs d'origine juive de l'Eglise protestante prussienne. En même temps les Chrétiens Allemands tentèrent de s'attaquer au dogme Chrétien pour le mettre en conformité avec la croix gammée.

Les manifestations de solidarité avec les protestants juifs et la constatation de la politique antisémite, conduisent, le 21 septembre 1933, à la fondation d'une union de détresse (le Pfarrernotbund) destiné à soutenir les pasteurs et d'autres employés juifs de l'Eglise protestante prussienne. Le fondateur de cette union de détresse fut le pasteur Niemöller de la paroisse de Dalhem (faubourg aisé de Berlin). Son initiative s'inspirait des pratiques de lutte de la Réforme (retour aux sources du protestantisme et aux enseignements de Martin Luther). En outre, la naissance du Pfarrernotbund, aboutit à la constitution d'une église d'opposition contre les Chrétiens Allemands et le régime nazi. En 1933, un peu plus du tiers des pasteurs (6000) avaient rejoint cette organisation. Au début de 1934, presque la moitié des pasteurs et des paroisses avaient adhéré à ce mouvement.

Personnage charismatique Martin Niemöller mena une action remarquable en direction des plus démunis. Il lança de véhémentes protestations contre les propos jugés scandaleux du Gauführer des Chrétiens Allemands de Prusse, le docteur Rainer Krause qui fustigeait la « mentalité juive de marchands de bestiaux et les histoires de souteneurs du Nouveau Testament ». Il critiqua aussi la « théologie du bouc émissaire et de pécheur pleurnicheur du rabbin Paulus ». C'est avec succès que le Pfarrernotbund défendit le dogme protestant. Sa renommée en fut renforcée.

C'est ainsi qu'il proclama : « Nous rejetons comme erronée la thèse qui prétend que l'Etat est l'autorité unique et totale de l'homme et lui confère le droit de s'arroger les tâches qui appartiennent à l'Eglise »... « Nous rejetons comme erronée, la thèse qui permet à l'Eglise d'intervenir dans le domaine de l'Etat et de devenir elle-même une annexe de l'Etat. » (Concordat de 1933)

On remarque que si dans la déclaration de Balmen est réaffirmée la liberté de conscience du chrétien on dénonce aussi les prétentions idéologiques des régimes totalitaires. Mais la contestation reste théologique et évite soigneusement les sujets politiques comme le sort des protestants d'origine juive et de l'existence des camps de concentration.

En 1937, Hitler fit arrêter Martin Niemöller ainsi que d'autres personnalités. Son arrestation fit l'effet d'une bombe et provoqua une réaction, tant en Allemagne qu'à l'étranger. Jugé

au printemps 1938, Niemöller ressortit libre du tribunal, la cour suprême du Reich ayant choisi de faire triompher le droit au risque de déplaire au régime. Toutefois, dès sa sortie, Martin Niemöller, appréhendé par les SS, fut incarcéré dans le camp de concentration de Buchwald en tant que prisonnier personnel du Führer, puis transféré à Dachau. Aujourd'hui encore, sa fameuse mise en garde résonne à nos oreilles comme un avertissement :

« Lorsque les nazis vinrent chercher les communistes, je me suis tu, je n'étais pas communiste.

Lorsqu'ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je me suis tu, je n'étais pas social-démocrate.

Lorsqu'ils sont venus chercher les juifs, je me suis tu, je n'étais pas juif.

Quand ils sont venus chercher les catholiques, je me suis tu ; je n'étais pas catholique.

Et quand ils sont venus me chercher, il n'y avait plus personne pour protester. »

Théophile Wurm prit la suite de Martin Niemöller à la tête de l'Eglise Confessante. Après avoir pris contact avec Dietrich Bonhoeffer, il s'engagea dans la résistance politique pour lutter plus efficacement contre le nazisme.

3 –La résistance protestante touche les fidèles ordinaires

Des milliers de voix, groupés autour de leurs pasteurs, s'élevèrent contre Hitler. Mais combien, entamèrent une résistance active ?

Des protestants comme Gertrud Staewen, pédagogue dont les livres furent censurés ainsi que Franz Kaufmann, ancien haut-fonctionnaire créèrent une organisation clandestine qui donnait des faux papiers aux Juifs afin qu'ils puissent s'enfuir et des cartes de rationnement pour qu'ils puissent se nourrir.

L'un et l'autre furent arrêtés par la Gestapo. Franz Kaufmann fut torturé, déporté et assassiné en 1944 ; quant à Gertrud Staewen, elle sortit vivante de la guerre et de l'enfer.

Le juriste Friedrich Weessler, juif de confession protestante et conseiller juridique de « l'Eglise confessante », fut le co-auteur d'un texte politiquement engagé contre le régime. Il parut dans la presse étrangère à la mi- juillet 1936. Parmi les différents aspects évoqués, retenons ceux qui dénonçaient clairement l'incompatibilité de l'idéologie raciste et antisémite du national-socialisme avec les enseignements du Christ dont l'amour du prochain. Il dénonçait la volonté du régime de vouloir chasser l'Eglise de la vie publique et de l'enseignement dans les écoles. Le texte déplorait aussi que la morale chrétienne et la légalité soient remplacées par une morale utilitaire au service de la nation et de la race.

Weessler mentionnait également les camps de concentration et la terreur que le Gestapo faisait régner en Allemagne, signes tangibles de l'abolition de l'Etat de droit. Enfin, il s'élevait contre le culte du chef, rejeté comme l'expression de l'orgueil de l'homme moderne qui se met à la place de Dieu. Il fut arrêté en 1937 et mourut assassiné en 1938 à Sachsenhausen, devenant le premier martyr de « l'Eglise confessante. »

La résistance de l'Eglise Confessante ne faiblit pas face au régime totalitaire bien que dans la plupart des cas, elle ne dépassa pas les limites de ses compétences spirituelles. Les voix des pasteurs Bonhoeffer et Niemöller comme plusieurs centaines d'autres s'élevèrent contre le national-socialisme au risque d'y perdre la vie.

Bien qu'isolé, il est important de terminer en rappelant la hardiesse du contenu du douzième Synode Confessant de la Prusse en 1943 qui condamnait sans réserve, les massacres perpétrés contre les juifs en Pologne et en Russie par les nazis, s'appuyant sur le respect divin : « Tu ne tueras pas »

La Gestapo poursuivit sa lutte sans relâche contre ces hommes. Arrestations, tortures, procès déportations et exécutions faisaient parties du quotidien redouté.

C - Les Témoins de Jéhovah, résistants au régime nazis :

1. Présentation :

Fondée par l'homme d'affaire américain Charles Russell, et basée aux États-Unis depuis 1870, la congrégation des Témoins de Jéhovah constituait un groupe religieux relativement réduit en Allemagne, comptant environ 30 000 adeptes en 1933. La communauté des Témoins de Jéhovah était surtout implantée dans les couches modestes, restait très soudée, se proclamait politiquement neutre et rejetait toute violence. Si certains des nazis les plus extrémistes, tels que l'idéologue Alfred Rosenberg, comparaient et associaient les Témoins de Jéhovah aux communistes, aux francs-maçons et aux Juifs, d'autres dirigeants nazis avaient plus justement intégré que ces rapprochements étaient complètement faux, car les Témoins n'éprouvaient aucune sympathie pour ces groupes et n'avaient en général rien à voir avec eux. S'ils s'étaient montrés disposés à rechercher des compromis avec les nazis et s'ils avaient restreint leurs activités à la sphère religieuse, à l'exemple de la plupart des autres minorités, les nazis auraient bien pu les considérer comme une nuisance secondaire et les laisser plutôt tranquille. Mais les Témoins de Jéhovah étaient inflexibles.

2. Les Témoins de Jéhovah, un groupe actif:

Refusant tout compromis avec un régime qu'ils finirent par considérer comme l'incarnation du Diable sur la terre, les adeptes passèrent à l'offensive. Non seulement ils persistèrent à se réunir, à s'organiser et à faire du prosélytisme après qu'ils eurent été mis hors la loi, au printemps 1933, au grand jour tout d'abord puis clandestinement, mais aussi ils refusèrent d'utiliser le « Heil Hitler ! », alors qu'il était devenu un délit de refuser de saluer le Führer. Ils refusèrent également de participer aux rassemblements politiques ou d'entrer dans les organisations politiques et économiques nazies. Ils refusèrent le service militaire, même après qu'il fut rendu obligatoire au printemps 1935, le front du travail allemand (obligatoire) et de voter aux élections. De même, ils refusèrent de participer aux manifestations et parades nazies. Les autorités nazies dénonçaient en outre les Témoins de Jéhovah pour leurs liens avec les États-Unis. Tous les Témoins ont refusé de porter les armes pour le régime nazi.

Alors qu'il leur suffisait de signer une promesse de mettre un terme à leurs activités illégales et de renoncer à leur foi pour être libéré de camp de concentration, éviter de longues peines de prison, voire échapper à une sentence de mort, ils refusaient. Pire encore, aux yeux des nazis, la majorité des Témoins de Jéhovah exprimaient sans retenue leur opposition au régime en distribuant des tracts qui dénonçaient des exemples précis d'atrocités nazies, en citant des noms de tortionnaires de la Gestapo, de la police et du parti nazi, et en appelant le peuple allemand à se détourner du faux prophète Hitler et à affirmer sa fidélité à Jésus.

Les Témoins de Jéhovah de toute l'Allemagne furent invités à se réunir à Berlin, aux Wilmersdorfer Tennishallen, le 25 juin 1933. On attendait 5 000 personnes mais, malgré l'hostilité ambiante, 7 000 Témoins eurent le courage d'être présents. Les assistants adoptèrent une résolution intitulée " Déclaration ". Dans ce document, ils

protestaient contre les restrictions auxquelles était soumise l'œuvre des Témoins de Jéhovah, expliquaient clairement leur position et n'avaient toute participation à des activités séditionnelles en faveur d'une quelconque cause. Le texte a été distribué à 2,1 millions d'exemplaires, et beaucoup de Témoins ont été arrêtés pour ceci.

3. Les Témoins de Jéhovah, persécutés par les nazis :

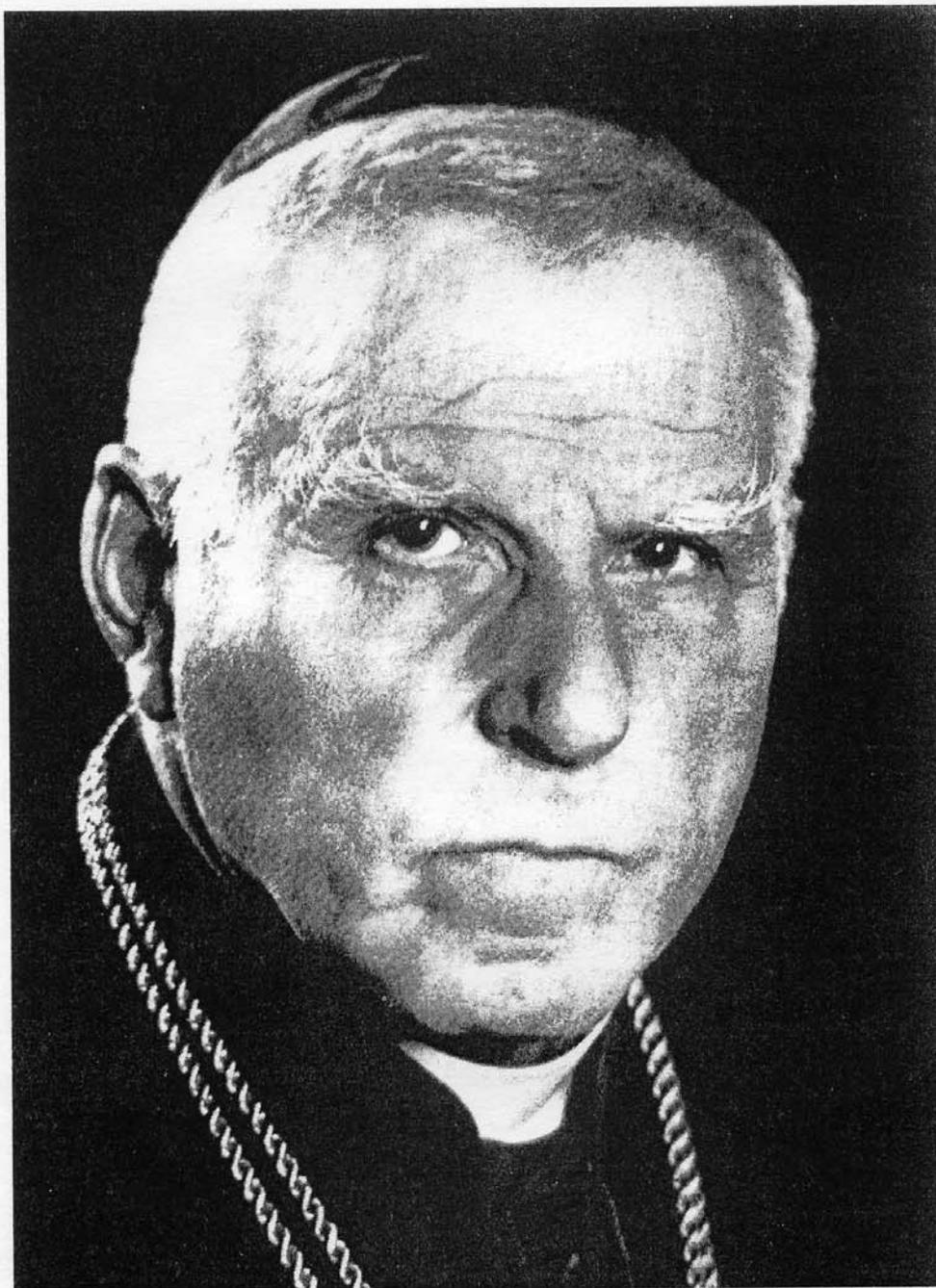
Du fait de leur résistance, du caractère international et apolitique de leur organisation, les Témoins de Jéhovah ont subi de nombreuses représailles. Ainsi, nombres de Témoins ont été déportés en camp de concentration où ils portaient un triangle mauve pour les reconnaître, ou enfermés en prison. Ils ont été interdits purement et simplement. Leur organisation était devenue illégale après que le ministre de l'intérieur du Reich et de Prusse ait ordonné la dissolution de l'organisation des Témoins de Jéhovah. La revue interne « Der Wachtturm » de l'association internationale de la Bible (autre nom des Témoins de Jéhovah) a été interdite de publication. Souvent ils perdaient leur emploi, leurs assurances chômage et autres aides sociales. Les enfants de Témoins de Jéhovah qui refusaient de chanter les chants patriotiques à l'école et de crier « Heil Hitler » étaient ridiculisés par les professeurs, et même exclus de l'école.

Les Témoins de Jéhovah payèrent leur résistance. Le premier auteur qui étudia leur persécution dans tous ses détails, Friedrich Zipfels, déclara en 1965 que les Témoins souffrirent « pratiquement tous sans exception » de la persécution sous le III^e Reich, que 97 % d'entre eux connurent une forme de persécution ou une autre, et que environ un sur trois en mourut. Michael H. Kater, qui écrivit à leur sujet quatre ans plus tard, recourut à des critères d'appréciation plus stricts qui le firent ramener le pourcentage plus près de 50 %. S'accordant avec Zipfels sur le fait qu'ils furent horriblement persécutés, Kater calcula que 10 000 Témoins de Jéhovah au plus avaient été arrêtés et que 4 000 à 5 000 d'entre eux étaient morts en prison et dans les camps de concentration. Constatant qu'un Témoin sur deux fut détenu et qu'un sur quatre mourut pendant sa période de détention, Kater résuma leur persécution en déclarant que « nul autre groupe cohérent, à part les Juifs, ne fut persécuté aussi intensément à l'époque hitlérienne ».

Tout récemment, en 1994, dans un livre très documenté sur le sort des Témoins dans l'Allemagne nazie, Detlev Garbe a revu encore ces chiffres à la baisse. Selon son estimation minutieuse, environ un tiers des 25 000 à 30 000 Témoins qui vivaient dans l'Allemagne nazie subirent la prison, 2 000 d'entre eux peut-être passèrent par les camps de concentration, dont environ 1 200 furent tués. Quelle que soit l'estimation correcte, ces chiffres permettent de se faire une idée de la priorité que les nazis accordèrent à la répression de ce groupe religieux, et de la brutalité qu'ils employèrent pour parvenir à leurs fins. Dès le moment où ils procédèrent aux premières arrestations de Témoins de Jéhovah, peu après l'incendie du Reichstag, à la fin de l'hiver 1933 jusqu'aux tous derniers jours du III^e Reich, les nazis employèrent pratiquement tous les moyens à leur disposition pour les « exterminer » (Hitler lui-même utilisait cette expression comme il l'avait fait pour les Juifs). Les Témoins de Jéhovah sont la catégorie la plus touchée par les exactions nazies par rapport à leur nombre.

Documents annexes

Monseigneur Clemens August
Cardinal von Galen

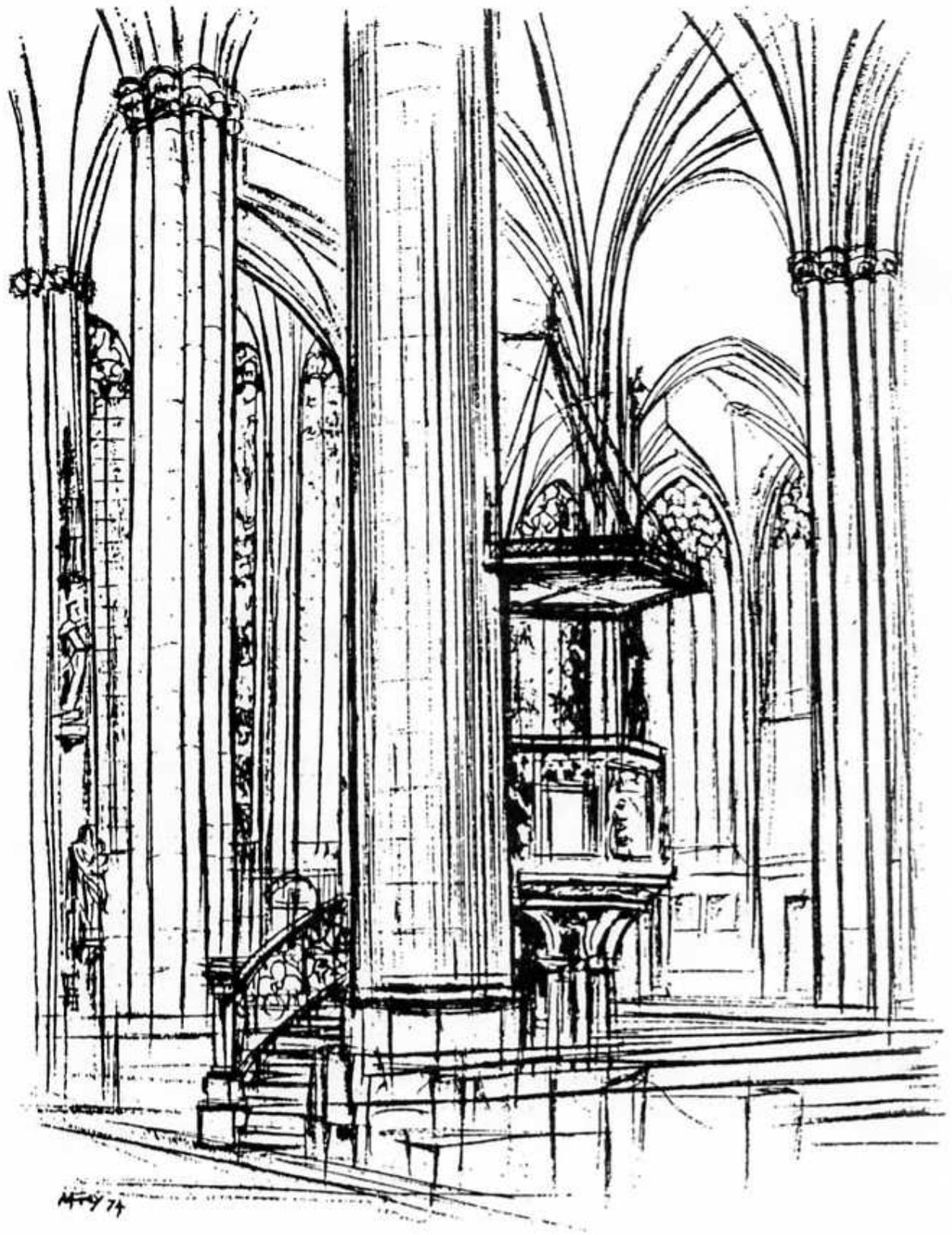


Sermons du
13 juillet 1941 • 20 juillet 1941 • 3 août 1941

Introduction

Les 13 et 20 Juillet, ainsi que le 3 Août 1941, l'évêque de Münster, Monseigneur Clemens August von Galen, tenait à l'église Saint-Lambert et à l'église Notre-Dame ses sermons mondialement connus. Avec un courage exceptionnel, il dénonça les injustices commises par les autorités national-socialistes. Pour de nombreux chrétiens sincères – et pas seulement catholiques –, le courage de l'évêque agissait comme la délivrance d'une forte contrainte. Ainsi il existait encore quelqu'un qui, bien que conscient de risquer ainsi sa vie, avait à coeur de proclamer la vérité. Ces sermons furent reproduits en d'innombrables exemplaires et diffusés jusqu'aux premières lignes du front. En 1946, S. S. le Pape Pie XII a honoré le courage de l'évêque de Münster en l'élevant à la dignité de cardinal.

Pour répondre à un désir maintes fois exprimé, nous rééditons ici ces sermons. Aux hommes de notre époque, le cardinal von Galen a également quelque chose à dire. Ne s'agit-il pas ici, à une époque où règne le matérialisme, que tous ceux qui se disent Chrétiens trouvent leur ligne de conduite dans l'observance des commandements de Dieu, et puisent dans la foi en Jésus-Christ la force nécessaire pour s'y conformer.



Sermon de Monseigneur Clemens August, Comte von Galen, prêché le dimanche 13 Juillet 1941, en l'église Saint-Lambert de Münster

Mes chers fidèles de Saint-Lambert!

J'éprouve, aujourd'hui, le besoin de vous lire personnellement, du haut de la chaire de cette église paroissiale et régionale, un message épiscopal et pastoral concernant les événements qui se sont produits cette semaine. Je tiens surtout à vous exprimer mes condoléances, à vous qui fûtes jadis mes paroissiens. Les pertes et les dévastations sont particulièrement importantes dans quelques secteurs de la paroisse de Saint-Lambert, tout comme d'ailleurs dans d'autres quartiers de la ville. J'espère que l'intervention des autorités compétentes, municipales et nationales, et tout particulièrement votre esprit d'entraide et vos contributions à la quête, qui sera faite tout à l'heure en faveur de l'association Caritas et de l'oeuvre paroissiale de la Charité, permettront d'atténuer partiellement la misère que s'est abattue sur nos concitoyens. Je m'étais proposé d'ajouter quelques mots sur le sens de cette épreuve que Dieu nous envoie: Ne pourrions-nous y voir l'oeuvre de Dieu, désireux de nous ramener à Lui? Dieu veut ramener Münster à Lui! Comme nos ancêtres se sentaient proches de Dieu, au sein de la Sainte Eglise de Dieu! Comme leur vie était illuminée par leur foi en Dieu, dirigée par la crainte sacrée de Dieu et l'amour de Dieu, et cela aussi bien sur le plan de leur vie professionnelle et de leur vie de citoyen que sur le plan de leur vie familiale. En est-il encore ainsi de nos jours? Dieu veut ramener Münster au bercail.

C'est surtout cela que je désirais vous exposer, aujourd'hui, quelques réflexions. Je dois toutefois reposer, car je me suis trouvé contraint à traiter, aujourd'hui, publiquement, quelque chose d'autre: un événement bouleversant qui s'est produit hier, précisément, à la fin de cette terrible semaine!

Münster se trouve encore sous le choc de la terrible destruction, causée par l'ennemi extérieur, celui contre lequel nous nous battons. Et voilà qu'hier, à la fin de cette même semaine, hier, le 12 juillet, la Police Secrète de l'Etat a mis les scellés sur les deux maisons que l'ordre des Jésuites, la Compagnie de Jésus, possède dans notre ville. Il s'agit à la maison Sentmaring, dans la Weseler Straße, et de la maison de Saint-Ignace, dans la Königstraße. Les habitants en ont été expulsés; les pères et les frères ont été contraints à quitter, immédiatement, sans délai, non seulement leur maison, mais encore leur ville et leur pays: ils sont désormais interdits de séjour en Westphalie et dans la Rhénanie. Et la même épreuve a été infligée, hier également, aux soeurs missionnaires de l'Immaculée Conception de Wilkinghege, Frankfurter Straße. Leur maison, elle aussi, a été saisie; elles-mêmes sont expulsées de Westphalie; elles ont toutefois bénéficié d'un sursis: elles doivent avoir quitté la région ce soir, avant 6 heures. Les immeubles, les propriétés et tous leurs biens sont confisqués par l'administration de la Westphalie.

Ainsi, la tornade antireligieuse qui sévit depuis longtemps déjà en Autriche, chez les Sudètes et dans les régions récemment annexées de la Warta, du Luxembourg, de la Lorraine et d'autres encore, s'abat maintenant sur la Westphalie. Préparons-nous à apprendre d'autres nouvelles terribles au cours des jours prochains: confiscation d'autres couvents et monastères par la Gestapo, expulsion de leurs religieux, nos frères et nos soeurs, enfants de familles de chez nous, fidèles compatriotes, jetés à la rue comme des liotes privés de tous droits ou chassés du pays comme de la vermine.

Et cela se produit précisément au moment où tout tremble et frémit dans l'attente de nouveaux bombardements nocturnes pouvant tuer chacun d'entre nous ou en faire un réfugié

sans abri. Et pendant ce temps, on expulse des hommes et des femmes innocents, voire méritants, considérés de tous, on les chasse de leurs modestes propriétés; on transforme des compatriotes allemands, des concitoyens de Münster, en réfugiés sans foyer!

Et pourquoi? «Pour des raisons d'Etat», m'a-t-on répondu sans plus d'explications. Aucun habitant de ces couvents n'est sous le coup d'une accusation, soit délit ou crime; aucun n'est poursuivi devant un tribunal ou même condamné! Si quelqu'un d'eux était coupable, on pourrait le traduire devant un tribunal. Mais a-t-on le droit de punir des innocents?

Je vous le demande, à vous qui êtes témoins que les pères jésuites et les soeurs de l'Immaculée Conception ont, depuis des années, passé, dans le calme et la paix, leur vie consacrée uniquement au service de Dieu et au salut des hommes; je vous le demande: Qui considère ces hommes et ces femmes comme coupables d'un délit quelconque? Qui ose soulever contre eux une accusation? Que celui qui l'ose prouve le bien-fondé de ses affirmations! Même pas la Gestapo n'a porté une telle accusation, à plus forte raison un tribunal ou le procureur général.

Je proclame ici, publiquement, en tant qu'évêque officiellement responsable de l'ordre missionnaire de Wilkinghege, que j'éprouve le plus grand respect envers ces soeurs modestes et dévouées, qui sont expulsées aujourd'hui. C'est mon ami, mon compatriote, mon collègue si vénéré, l'évêque P. Amandus Bahlmann, qui a fondé cet ordre essentiellement destiné à évangéliser le Brésil.

Je proclame, en tant que citoyen allemand et en tant qu'évêque, que je me sentirai lié jusqu'à mon dernier souffle par une dette d'amour et de reconnaissance à la Compagnie de Jésus, à mes professeurs, éducateurs et amis, et que j'éprouve, aujourd'hui, envers eux, que j'ai pu observer dès ma plus tendre jeunesse, depuis cinquante ans, une vénération d'autant plus grande que s'accomplit en ce moment même, pour eux, la prophétie de Jésus-Christ à ses disciples: «Comme ils m'ont persécuté, ils vous persécuteront aussi. Si vous étiez de ce monde, le monde vous aimerait comme son propre bien. Comme vous n'êtes pas de ce monde, mais en êtes sortis par mon croix, le monde vous hait.»

Rempli pour eux de la plus profonde affection, je salue, aujourd'hui, de cette chaire, au nom aussi des fidèles catholiques de la ville et de l'évêché de Münster, ces élus de Jésus-Christ, haïs du monde et envoyés vers un exil immérité. Que Dieu récompense tout le bien qu'ils nous ont fait! Que Dieu ne nous punisse pas, nous et notre ville, pour toutes les injustices et le bannissement infligés à ces fidèles disciplines, hommes et femmes! Que Dieu dans sa toute-puissance ramène bientôt ici ces chers exilés, nos frères et nos soeurs.

Mes chers Diocésains! En raison de la rude épreuve que nous ont imposée les attaques ennemies, je voulais, tout d'abord, passer sous silence d'autres mesures prises récemment par la Gestapo, m'incitant directement à protester publiquement. Mais si la Gestapo, elle, ne tient pas compte des événements qui ont sinistré des centaines d'habitants de notre ville, si elle continue précisément en ce moment de jeter à la rue des innocents, les chassant de leur pays, alors je ne dois plus hésiter à exprimer publiquement mes protestations justifiées et à lancer de sérieux avertissements.

Plusieurs fois déjà, et ceci encore récemment, la Gestapo a arrêté des citoyens allemands, respectables et considérés, puis, sans accusation ni possibilité de défense, les a privés de leur liberté, les expulsant de leur patrie ou les internant. Au cours des dernières semaines, deux de mes plus proches collaborateurs, membres du chapitre de notre évêché,

de notre cathédrale, ont été arrêtés à leur domicile par la Gestapo, sans préavis, et assignés à résidence loin de Münster. J'ai protesté sur le champ auprès du Ministre des Cultes du Reich mais n'ai reçu aucune réponse, bien que plusieurs semaines se soient écoulées depuis là. Un coup de téléphone passé à la Gestapo m'a permis d'apprendre ceci: Aucun des deux chanoines n'est soupçonné ou accusé d'avoir commis un délit quelconque. Tous deux ont été condamnés au bannissement sans accusation ni possibilité de se défendre!

Mes chers Chrétiens, écoutez bien! On nous a confirmé officiellement que nul acte répréhensible n'est reproché aux chanoines Vorwerk et Echelmeyer. Ils n'ont rien commis de condamnable.

Et pourtant ils ont été frappés d'interdiction de séjour.

Et pourquoi? Parce que j'ai fait quelque chose qui ne plait pas au Gouvernement. Lors de la nomination de quatre chanoines, au cours des deux dernières années, le Gouvernement m'a fait savoir, dans trois cas, que le choix ne lui convenait pas. Comme, d'après le Concordat prussien de 1929, le Gouvernement ne possède pas le droit de veto sur ces nominations, j'ai maintenu mon choix dans deux des quatre cas de nomination. Je n'ai rien fait d'illégal en agissant ainsi, je n'ai fait qu'exercer mon droit légitime, garanti par écrit. Je peux le prouver à tout moment. Qu'on me traduise devant un tribunal si l'on croit que j'ai agi contrairement à la loi. Mais je suis convaincu qu'aucun tribunal allemand, digne de ce nom, ne me condamnera à cause de mon comportement lors de la nomination des deux membres du chapitre de la cathédrale.

Est-ce la raison pour laquelle on a fait intervenir non pas un tribunal mais la Police secrète de l'Etat, dont les agissements sur le territoire du Reich allemand ne sont, malheureusement, soumis à aucun contrôle judiciaire? Chaque citoyen allemand se trouve ainsi livré, sans protection ni défense, à la domination de la Gestapo. Absolument sans protection ni défense! De nombreux citoyens allemands en ont fait l'expérience au cours des dernières années, tel notre cher professeur de religion, Friedrichs, qui est gardé prisonnier sans procès ni jugement, ou les deux chanoines qui ont été frappés d'interdiction de séjour, et maintenant ce sont nos religieux, expulsés sans préavis, hier et aujourd'hui, de leur propriété, de leur ville, de leur pays.

Si persuadé qu'il soit d'être le plus fidèle, le plus scrupuleux des citoyens, si convaincu qu'il soit de son innocence absolue, nul d'entre nous n'est à l'abri de l'arrestation subite à son domicile et de l'emprisonnement dans les caves ou les camps de concentration de la Police secrète de l'Etat.

Je suis conscient de ce que cela peut m'arriver, un jour, à moi aussi. Parce qu'alors je ne pourrai plus parler publiquement, je veux parler aujourd'hui en public, mettre, publiquement, en garde contre les dangers que courent ceux qui continuent de suivre un chemin qui, j'en suis convaincu, attire le châtement de Dieu sur l'humanité, le malheur et la ruine sur notre peuple et notre pays.

En protestant contre ces mesures et ces sanctions de la Police secrète de l'Etat, en exigeant publiquement l'abolition de cet état de choses et l'examen des décisions de la Gestapo par un tribunal, ou leur révocation, je ne fais rien d'autre que ce que le Docteur Hans Frank, Gouverneur Général et Ministre du Reich, écrivait dans la revue »Akademie für Deutsches Recht« (Académie pour le droit allemand) (1941, fascicule 2, p. 25):

«Nous, nous voulons cet équilibre solide de l'ordre intérieur qui ne laisse pas passer le droit pénal à l'autorité absolue exercée par un parquet sur un accusé condamné à priori et privé de tout moyen de défense... Le Droit doit donner à chaque personne la possibilité légale de se défendre, d'éclaircir son cas et de se protéger ainsi contre le pouvoir arbitraire et l'injustice. Sinon, nous ferions mieux de parler, non pas de Droit pénal, mais de pouvoir répressif... Il est impossible de combiner l'édifice du droit avec une damnation sans aucune possibilité de défense... Notre tâche est de proclamer à voix aussi haute et aussi énergiquement que ceux qui plaident en faveur de l'autorité sous quelque forme que ce soit, qu'il nous incombe de représenter courageusement l'autorité du Droit comme partie intégrante essentielle d'un pouvoir durable.»

C'est ce qu'écrivait le Ministre du Reich, le Docteur Hans Frank.

Je suis conscient qu'en tant qu'évêque, propagateur et défenseur de l'ordre juridique et moral voulu par Dieu, accordant à chacun des droits et des libertés devant lesquels, selon la volonté de Dieu, toute revendication humaine doit s'incliner, je suis appelé, tout comme le Ministre Frank, à représenter, courageusement, l'autorité du Droit et à condamner, comme une flagrante injustice, la condamnation d'innocents n'ayant nulle possibilité de défense.

Chrétiens! L'arrestation de nombreuses personnes intègres, au casier judiciaire intact, sans possibilité de défense et sans verdict rendu, l'arrestation de deux chanoines, la fermeture des couvents et l'expulsion de religieux innocents, nos frères et nos sœurs, m'amènent, aujourd'hui, à vous rappeler, publiquement, la vieille maxime toujours valide: «Justitia est fundamentum regnorum!» La justice est la seule fondation stable de tout Etat!

Le droit de vie, d'inviolabilité, de liberté est un élément indispensable de tout règlement social moral. Certes, l'Etat peut limiter les droits de ses citoyens par des sanctions, ceci, toutefois, seulement envers des délinquants dont la culpabilité doit être prouvée au cours d'un procès impartial. Un Etat qui dépasse cette limite posée par Dieu et qui tolère ou ordonne la condamnation d'innocents mine sa propre autorité et sape le respect de sa souveraineté dans l'esprit de ses citoyens.

Malheureusement, nous avons dû constater, à maintes reprises, au cours de ces dernières années, que des peines plus ou moins sévères, en général des peines d'emprisonnement, ont été prononcées et exécutées sans que l'accusé ait été reconnu coupable au cours d'un procès régulier, et ait eu l'occasion de défendre son droit, de prouver son innocence. Combien d'Allemands souffrent dans les prisons de la police, dans les camps de concentration, combien sont bannis de leur pays natal, sans avoir été jamais jugé par un tribunal régulier ou qui, après avoir été acquittés, ont été arrêtés, de nouveau par la Gestapo et remis en prison! Combien sont bannis de leur terre natale et du lieu de leurs activités professionnelles! Que l'on songe de nouveau à l'honorable évêque de Rottenburg, Jean-Baptiste Sproll, un vieillard des 70 ans, qui a dû, il y a quelque jours, fêter ses 25 ans d'épiscopat loin de son diocèse, en exil, la Gestapo l'ayant expulsé trois ans plus tôt de son évêché. J'évoque encore une fois les deux chanoines de notre cathédrale, les révérends Vorwerk et Echelmeyer. Je pense à notre vénérable professeur de religion Friedrichs, qui languit dans un camp de concentration. Je veux m'abstenir de citer d'autres noms, aujourd'hui. Cependant, nous avons tous présent à l'esprit le nom d'un pasteur protestant, qui avait risqué sa vie pour l'Allemagne pendant la guerre mondiale, comme officier allemand et commandant de sous-marin, qui a ensuite exercé son ministère entre autres à Münster, et qui est, depuis des années déjà, privé de sa liberté; nous éprouvons tous le plus grand respect pour sa bravoure et le courage avec lequel il défend sa foi.

Vous voyez à ce dernier exemple, mes chers Chrétiens, que le problème que j'évoque devant vous n'est pas un problème lié à la confession catholique, mais un problème chrétien et même un problème humain et national général: «La justice est le fondement des Etats!» Nous déplorons, nous observons avec la plus grande inquiétude que ce fondement est ébranlé de nos jours, que la justice, cette vertu naturelle et chrétienne, indispensable à l'existence ordonnée de toute société humaine, n'est pas sauvegardée sans équivoque en faveur de tous, ni honorée. Ce n'est pas seulement en raison des droits de notre Eglise, mais aussi par amour pour notre peuple et par souci sérieux de notre patrie que nous sollicitons, désirons et exigeons: Justice! Qui ne craindrait pour sa maison s'il découvrait que les fondations sont sapées?

«La Justice est le fondement des Etats!» Le pouvoir public ne peut donc s'opposer sans hypocrisie, en vue d'un succès durable, au recours à la violence contraire à la loi de la part des occasionnellement plus forts, à l'oppression des faibles et à leur abaissement à un indigne esclavage, que si les détenteurs de ce pouvoir public s'inclinent eux-mêmes, avec respect, devant la majesté souveraine de la justice et n'utilisent son glaive qu'au service de la justice. Seul le détenteur de pouvoirs, dont les décisions et les poursuites pénales se révèlent aux yeux d'un juge impartial comme étant exemptes de tout arbitraire et pesées sur la balance incorruptible de la justice, pourra compter sur la loyauté et les services volontaires de personnes intègres. C'est pour cela que la pratique des condamnations et des sanctions sans possibilité de défense, sans verdicts rendus, la damnation sans appel de condamnés à priori, comme le disait le Docteur Frank, Ministre du Reich, engendrent un sentiment d'injustice et une disposition à la crainte, à l'anxiété et à une lâcheté servile, qui, à la longue, pourraient notre entité nationale et détruire notre société, la communauté de notre peuple.

C'est ce que pensent et redoutent tous les Allemands à l'esprit droit. C'est ce qu'exprimait, en 1937, un haut magistrat, courageusement, en termes clairs, publiés dans le journal administratif du Reich: «Plus le pouvoir absolu d'une administration est grand, plus une garantie contre les abus s'avère indispensable; car d'autant plus graves sont les conséquences des fautes, d'autant plus grand est le danger d'arbitraire et d'abus. Si la juridiction administrative est exclue, un mode régulier de contrôle impartial doit être prévu en tout cas, afin d'éviter d'éveiller un sentiment d'absence de droits qui finirait, en tous cas, par menacer dangereusement la communauté nationale.» (Journal administratif du Reich 1937, p. 572 – Herbert Schelcher, Président du Tribunal administratif d'instance supérieure de Dresde.)

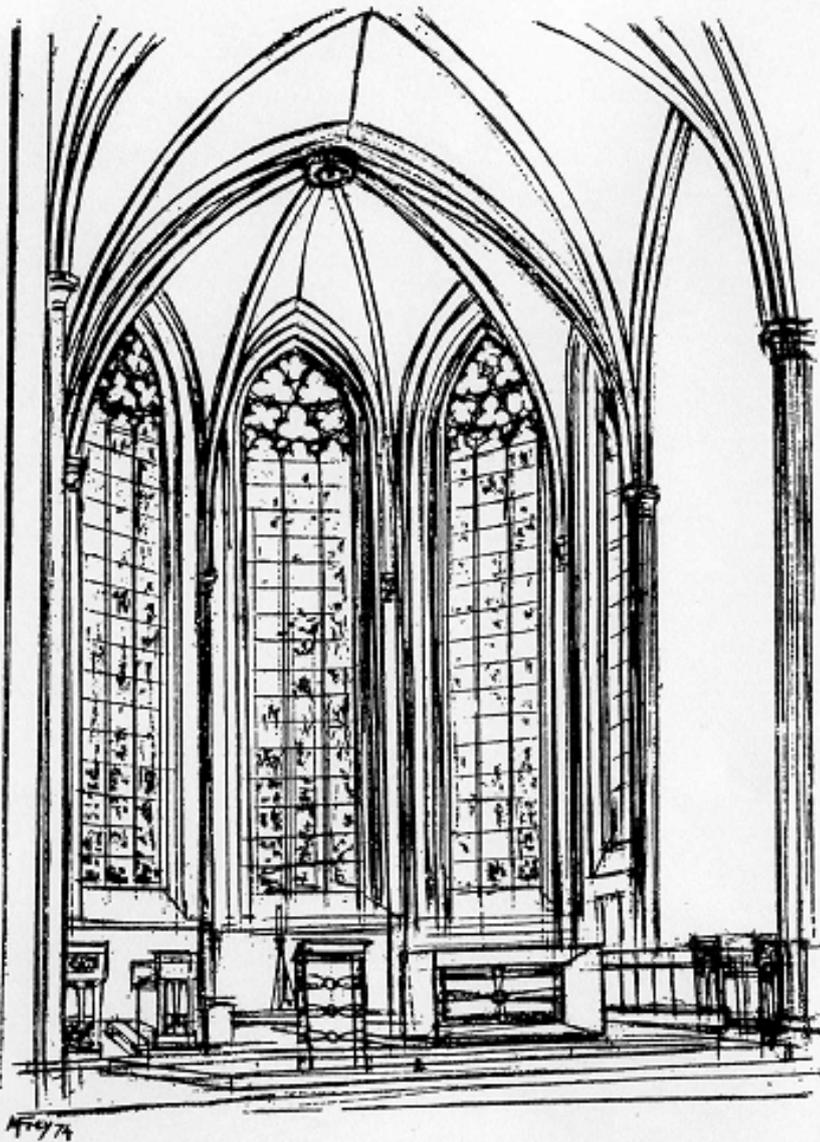
Aucun recours à la juridiction administrative n'est à notre disposition contre les décisions et les poursuites pénales de la Gestapo. Comme nous ignorons tous la voie à suivre pour que soient impartialement examinés les agissements de la Gestapo, ses attentats à la liberté individuelle, ses interdictions de séjour, ses arrestations, ses incarcérations de ressortissants allemands dans des camps de concentration, un sentiment d'absence de droits s'est déjà installé dans de vastes fractions de la population allemande, voire une crainte lâche portant un grave préjudice à notre communauté nationale. Mon devoir d'évêque, me commandant de défendre l'ordre moral, le devoir auquel m'oblige mon serment, prêté devant Dieu et le Gouvernement du Reich, m'engageant à «empêcher, dans la mesure de mes forces, tout préjudice qui pourrait menacer le peuple allemand», me contraignent vu les agissements de la Gestapo, à mettre en garde en exposant ces faits!

8

Mes chers Chrétiens! On me reprochera peut-être d'affaiblir, par mon sermon, le moral du peuple allemand à l'arrière du front, en temps de guerre. A ce reproche j'oppose l'argument suivant: Ce n'est pas moi qui suis à l'origine d'un affaiblissement du moral de l'intérieur, mais ceux qui, en dépit de la guerre, en dépit de la semaine d'épouvante, des terribles attaques ennemies, infligent des peines des plus sévères à des citoyens allemands innocents, sans jugement et sans possibilité de défense, dépouillant nos frères et nos sœurs, nos religieux, confisquant leur avoir et leurs biens, les jetant à la rue, les chassant du pays! Ils détruisent la sécurité du droit, ils minent le sens de la justice, ils anéantissent la confiance placée dans le gouvernement! Et c'est pourquoi j'éleve la voix, au nom de l'intégrité du peuple allemand, au nom de la majesté de la justice, dans l'intérêt de la paix et de l'unité du front intérieur, c'est pourquoi je proclame à haute voix, en tant qu'Allemand, en tant que citoyen intègre, en tant que représentant de la religion chrétienne, en tant qu'évêque catholique: Nous exigeons la justice! Si cet appel demeure ignoré, sans écho, si le règne de la souveraine justice n'est pas rétabli, alors notre patrie sombrera, victime de la corruption interne, elle se putréfiera, malgré l'héroïsme des nos soldats et leurs victoires glorieuses.

Prions pour tout ceux qui sont en détresse, tout particulièrement pour nos religieux, pour notre ville de Münster; que Dieu nous épargne d'autres épreuves, à nous, à notre peuple allemand, à notre patrie, à son chef d'Etat.

9



Sermon de Monseigneur Clemens August, Comte von Galen, prêché le dimanche 20 Juillet 1941, en l'église Notre-Dame de Münster

Mes chers Paroissiens,

En ce dimanche, dans toutes les paroisses du diocèse n'ayant pas encore souffert des bombardements, une quête sera faite au bénéfice des habitants de Münster. J'espère que grâce à l'intervention des services compétents de la municipalité et de l'Etat et à l'aide fraternelle des catholiques de notre diocèse, dont les dons sont administrés et distribués par l'organisation allemande Caritas, il sera possible de soulager bien des misères.

Dieu soit loué: depuis plusieurs jours, aucune attaque aérienne n'est venue bouleverser notre ville. Malheureusement, je dois le déclarer, il n'en a pas été de même en ce qui concerne les attaques de nos ennemis intérieurs, dont j'avais parlé, en l'église Saint Lambert, dimanche dernier, le jour même où elles avaient débuté; malgré nos protestations et malgré la souffrance qu'elles causent à leurs victimes et à leurs proches, ces attaques continuent.

Comme je l'avais officiellement dénoncé dimanche dernier, la Gestapo a commis une infamie flagrante en dissolvant la congrégation du couvent de Wilkinghege et de la maison des Jésuites de Münster, confisquant leurs biens immobiliers et mobiliers, jetant les habitants à la rue et les expulsant de leur patrie. L'administration régionale (Gauleitung) a également réquisitionné le Couvent de N.D. de Lourdes, Frauenstraße. Le même jour, le dimanche 13 juillet – je l'ignorais encore ce jour-là –, la Gestapo occupait et réquisitionnait le collège St. Camille, situé dans le quartier de Südmühle, ainsi que l'Abbaye bénédictine à Gerleve, dont elle chassait les pères et les frères. Ceux-ci recevaient l'ordre de quitter la Westphalie le jour même. Puis, le 15 juillet, ce furent les Bénédictines de l'Abbaye de L'Adoration perpétuelle de Vinnenberg, près de Warendorf, qui étaient expulsées et chassées par-delà de la frontière de la province. Le 17 juillet, c'était le tour des religieuses de la Sainte-Croix de la maison d'Aspel, près de Rees. Il leur fallait abandonner non seulement leur propriété, mais encore quitter la circonscription de Rees. Sans la charité chrétienne, ces malheureux, ces hommes et ces femmes sans abri, auraient été livrés à la famine et aux intempéries.

Une triste nouvelle me parvenait encore, il y a quelques heures: Hier, 19 juillet, à la fin de cette deuxième semaine de terreur pour notre pays de Münster, la Gestapo occupait et réquisitionnait la maison provinciale des missionnaires du Sacré-Coeur, ce grand couvent que chacun connaît à Hiltrup, et expropriait les membres de l'ordre. Les pères et les frères y demeurant encore devaient avoir quitté les lieux hier soir à 20 heures. Eux aussi sont expulsés de Westphalie et de la province du Rhin.

C'est avec intention que je dis «les pères et frères y demeurant encore». Si j'insiste sur ces termes, c'est que, comme je l'apprenais récemment, par hasard, 161 des missionnaires de Hiltrup sont sous les drapeaux, dont certains se trouvent directement sous le feu de l'ennemi; 53 pères s'occupent des blessés dans les infirmeries; 42 théologiens et 66 frères servent la patrie, en soldats, l'arme à la main, et plusieurs ont été décorés de la Croix de Fer et d'autres médailles militaires. La situation est analogue chez les Pères de Südmühle, les Jésuites de Sentmaring et les Bénédictins de Gerleve! Et tandis que tous ces citoyens allemands, unis par une fidèle camaraderie à nos autres frères allemands, accomplissent leur devoir, risquant leur vie pour leur patrie, on s'empare, impunément et au mépris du droit, de leur maison, détruisant la base familiale qu'est leur couvent. Lorsque, comme nous l'espérons tous, ils reviendront victorieux, ils trouveront leur communauté expulsée et leur couvent occupé par des étrangers, disons même, des ennemis.

Non! Aucune communion de pensée ou de sentiment n'est possible entre moi et eux et tous ceux qui partagent leurs responsabilités. Je ne les haïrai pas, mais je souhaite de tout cœur qu'ils prennent conscience de ce qu'ils font, et qu'ils changent d'attitude.

Dans ce même esprit chrétien, j'ai, immédiatement, adressé au Ciel une prière pour le salut de l'âme de M. Roth, haut-fonctionnaire ministériel, mort subitement le 5 juillet.

Prêtre catholique dans le diocèse de Munich, il était devenu, il y a plusieurs années, fonctionnaire du Ministère des Cultes, et ceci sans l'autorisation et même contre la volonté de son évêque. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, il rédigea et signa de nombreux documents portant atteinte aux droits de l'Eglise et souillant la dignité de celle-ci. Et voilà qu'il vient de se noyer dans les eaux impétueuses de l'Inn, au cours d'une promenade en bateau. Que Dieu ait pitié de son âme!

Ainsi, comme nous l'a recommandé notre Sauveur, nous sommes décidés à prier pour tous ceux qui nous persécutent et nous calomnient. Mais je refuse toute entente avec eux tant qu'ils continueront à dépouriller des innocents des leurs biens, à les expulser ou à les interner.

Non! La communion sur le plan de la conviction et des aspirations au sein de notre peuple est irrémédiablement détruite, contre notre volonté et malgré nos avertissements. Je ne peux pas m'imaginer que nos citoyens, établis ici de longue date, nos paysans, nos artisans, nos ouvriers, nos parents, nos frères et nos enfants, qui, en ce moment, sur le front, risquent leur vie pour l'Allemagne, puissent communier sur le plan de la pensée et des convictions avec ceux qui persécutent et chassent de chez eux les serviteurs de notre Eglise.

Certes, nous leur obéirons, tant qu'ils auront des ordres à nous transmettre en tant que représentants de l'autorité légale. Mais une communion de pensée et de conviction, un sentiment d'entente intime sont impossibles entre nous et ces persécuteurs de l'Eglise, ces pilleurs de couvent, qui chassent de chez elles des femmes et des jeunes filles sans défense, enfants de nos familles les plus respectables, nos soeurs. Ils les expulsent de leur couvent où elles vivaient, en partie depuis plusieurs décennies, dans le travail et la prière, ne faisant que du bien à notre peuple. Une entente entre eux et nous est impossible! J'aurais honte, j'en rougirais devant Dieu et devant vous, devant nos ancêtres si nobles de cœur et d'esprit, devant mon père défunt, si chevaleresque, qui nous a dirigé et éduqué, mes frères et moi, nous enseignant rigoureusement le respect et la vénération de toute femme et toute jeune fille, l'esprit chevaleresque incitant à protéger toutes les victimes innocentes, tout particulièrement celles qui, en tant que femmes, sont l'image de nos propres mères, tout comme de notre bien-aimée Mère de Dieu, notre Mère du Ciel. Que j'aurais honte de fraterniser avec ceux qui expulsent de chez elles des femmes innocentes et sans défense et les expulsent du pays, dépourvues de tout! A cela s'ajoute ce que j'ai déjà exposé dimanche dernier, en l'Eglise Saint-Lambert, et que je répète aujourd'hui avec insistance, mû par l'amour que j'éprouve pour notre peuple ou pour notre patrie: Ces représailles de la part de la Gestapo envers des innocents, sans verdict rendu, sans procès et sans possibilité de défense, cette «damnatio sans avocat d'un accusé condamné d'avance et privé de tout moyen de défense», comme le citait le Ministre du Reich, le Dr. Hans Frank; tout cela réduit à néant la protection de la justice, mine l'esprit de justice et détruit la confiance dans le gouvernement de l'Etat.

Certes, nous, Chrétiens, ne ferons pas de révolution! Nous continuerons d'accomplir notre devoir dans l'obéissance à Dieu et pour l'amour de notre patrie et de nos compatriotes. Nos soldats continueront à combattre et à mourir pour l'Allemagne, mais pas pour ces gens

Comment cela se terminera-t-il? Le problème n'est pas de trouver un logement provisoire pour ces citoyens de Münster sans abri. Leurs coreligionnaires des autres maisons de l'ordre décidaient spontanément, en présence de cette situation, de se contenter du strict nécessaire pour offrir à ces sans-abri table et logis. Non, le problème n'est pas là. Comme je l'ai entendu dire, l'office régional du cinéma s'installe au couvent de la Vierge Immaculée, à Wilkinghege et l'abbaye bénédictine va servir de maison d'accouchement pour mères célibataires. J'ignore encore ce qu'il adviendra de Sentmaring, Südümhle et Vinnenberg. Aucun journal n'a encore fait mention de ces victoires faciles de la Gestapo, remportées, ces jours derniers, sur des religieux sans défense et des femmes sans protection, ni des conquêtes de l'administration régionale, la Gauleitung, s'emparant de biens appartenant à des citoyens allemands.

Lundi dernier, 14 juillet, je suis allé voir le Gouverneur de la province et lui ai demandé d'intervenir en faveur des droits de liberté et de propriété de citoyens allemands intégrés. Il m'a expliqué que la Gestapo est une administration autonome dans les agissements de laquelle il ne peut s'immiscer. Il m'a cependant promis de transmettre, sur le champ, ma requête et mes prières à son supérieur, le Gauleiter Dr. Meyer. Ceci est demeuré sans effet.

Ce même lundi, j'ai envoyé le télégramme suivant à la Chancellerie du Reich du Führer à Berlin:

«Alors que l'ennemi s'efforce, depuis le 6 juillet, de détruire la ville de Münster par de terribles attaques aériennes de nuit, la Gestapo a commencé, le 12 juillet, à réquisitionner les couvents et les maisons religieuses de la ville et de ses alentours, dépossédant les ordres religieux en faveur de la Gauleitung. Les habitants, des hommes et des femmes intégrés, d'honorables membres de familles allemandes, dont les proches se battent actuellement pour l'Allemagne, sont dépossédés et chassés de leur maison, expulsés de la province. Je prie le Führer et Chancelier du Reich, au nom de la justice et dans l'intérêt de l'unité du front intérieur, de protéger la liberté et la propriété de citoyens allemands contre l'arbitraire de la Gestapo.»

J'ai adressé des télégrammes analogues au Gouverneur de la Prusse, au Maréchal Goering, au Ministre de l'Intérieur, au Ministre des Cultes et, finalement, au Commandement Suprême de la Wehrmacht. J'avais espéré que, sinon mon appel à la justice, du moins la considération des suites que de telles mesures ne manqueraient pas d'avoir sur l'unité du front intérieur, en ces temps de guerre, inciterait les services en question à intervenir en vue de mettre fin aux attaques de la Gestapo contre nos frères et nos soeurs, et qu'on ne refuserait pas une aide chevaleresque à des femmes allemandes, innocentes. Ce fut en vain; les attaques ont continué et, comme je le prévoyais depuis longtemps déjà et l'avais exposé dimanche dernier, nous nous trouvons devant les ruines de la cohésion de notre peuple qui a été détruite, brutalement, ces jours derniers.

J'ai attiré, avec insistance, l'attention du Gouverneur, des Ministres et du Commandement Suprême de la Wehrmacht sur les répercussions de tels actes de violence dirigés contre des citoyens allemands intégrés, des femmes allemandes sans défense. De telles voies de faits, contraires à tout esprit chevaleresque et ne pouvant provenir que d'une haine profonde contre la religion chrétienne et l'Eglise catholique, ont pour effets le sabotage et la destruction de la cohésion nationale, une cohésion nationale avec des hommes qui persécutent nos religieux, nos frères et nos soeurs, sans autre forme de procès, sans enquête, sans possibilité de défense et sans verdict.

qui, par leur comportement cruel envers nos religieux, leurs frères et leurs sœurs, blessent nos cœurs et déshonorent le nom d'Allemand devant Dieu et devant les hommes. Nous continuerons à combattre l'ennemi extérieur; mais contre l'ennemi intérieur, qui nous frappe et nous torture, nous ne pouvons pas nous battre avec des armes. Là, il ne nous reste qu'un seul moyen de défense: Une résistance énergique, persévérante et rigoureuse!

S'aguerri! Demeurer ferme! Nous voyons clairement et faisons l'expérience de ce que cache la nouvelle doctrine, celle qu'on nous impose depuis des années, et au nom de laquelle la religion a été bannie des écoles, nos associations sont opprimées et les jardins d'enfants catholiques vont être supprimés: une haine insondable du Christianisme, que l'on veut exterminer. Si mes informations sont exactes, Monsieur Schmidt, Directeur d'Etudes, s'est prononcé lui-même en faveur de tels projets, dans la salle municipale, devant un public, venu par contrainte, parmi lequel on trouvait également des écoliers et des écolières.

S'aguerri! Demeurer ferme! Acutelement, nous ne sommes pas le marteau, mais l'enclume. Le marteau, ce sont ceux – essentiellement étrangers et rênégats – qui veulent, par la force, nous faire plier, nous détourner du droit chemin, de Dieu, nous, nos jeunes, notre peuple. Mais que dit le forgeron? Il nous enseigne que ce qui est forgé sur l'enclume n'obtient sa forme pas seulement du marteau, mais aussi de l'enclume. L'enclume ne peut, ni n'a besoin de rendre les coups. Si elle est suffisamment résistante, stable et dure, elle durera, en général, beaucoup plus longtemps que le marteau. Peu importe la force des coups du marteau: l'enclume est là, immobile et forte, et servira encore longtemps à former ce qui sera de nouveau forgé.

L'enclume, ce sont ceux qui sont emprisonnés injustement, ceux qui sont bannis et expulsés bien qu'innocents. Dieu les assistera pour qu'ils demeurent fermes dans leur attitude chrétienne malgré la rudesse des coups du marteau de la persécution et la profondeur de blessures imméritées qui leur seront infligées.

Ce qui sera forgé sur l'enclume, ces jours-ci, se sont nos religieux, nos pères, nos frères et nos sœurs. Avant-hier, j'ai pu visiter une partie de ces exiliés, dans leur refuge provisoire et m'entretenir avec eux. J'ai été réconforté et enthousiasmé par le comportement plein de bravour de ces hommes courageux, de ces faibles femmes innocentes, chassés brutalement de leur couvents, de leur chapelle, éloignés du tabernacle, et qui vont maintenant la tête haute, conscients de leur innocence, vers un exil immérité confiants envers Celui qui nourrit les oiseaux du ciel et revêt le lys des champs, emplis de cette joie que le Maître recommandait à ses disciples: «Heureux serez-vous, lorsque les hommes vous haïront, vous repousseront de leur société, vous chargeront d'opprobres et rejetteront votre nom comme infâme, à cause de moi. Rejoisissez-vous en ce jour-là et tressaillez de joie, car voici votre récompense est grande dans le Ciel.» (S. Luc. VI, 22-23; Mt. V, 11-12) En vérité, ces hommes et ces femmes sont des chefs-d'oeuvre de l'art du Forgeron divin.

Ce qui sera forgé, ces temps-ci, c'est notre jeunesse, la génération montante qui n'a pas encore obtenu sa forme, que l'on peut encore modeler, qui est encore sensible! Nous ne pouvons pas la soustraire aux coups de marteau de l'incroyance, des ennemis de Jésus-Christ, des faux enseignements et des fausses mœurs! Que lui présente-t-on, que lui inflige-t-on au cours de ces soirées patriotiques, au cours de ces séances de travail, dans le cadre des associations de la jeunesse, auxquelles les jeunes sont censés se rendre en plein accord avec leurs parents? Qu'enseigne-t-on dans les écoles où les enfants sont, aujourd'hui, contraints de se rendre sans qu'il soit tenu compte de la volonté des parents? Que

lisent-ils dans les nouveaux livres d'école? Chers parents chrétiens, faites-vous montrer ces livres, surtout les livres d'histoire pour les classes terminales. Vous serez horrifiés de la façon dont la vérité historique est falsifiée en vue de remplir les enfants sans expérience de méfiance à l'égard du Christianisme, voire même de haine envers la croyance chrétienne. Dans les établissements scolaires de prédilection, les Ecoles de Hitler, dans les nouvelles écoles normales où sont formés les futurs instituteurs et institutrices, on bannit, par principe, toute influence chrétienne, voire toute activité religieuse. Et qu'advient-il de ces enfants envoyés dans des régions lointaines pour être de la soustraire aux dangers des bombardements aériens? Qu'en est-il pour eux de l'enseignement religieux et des devoirs imposés par la religion? Parents chrétiens, vous devez vous préoccuper de tout cela si vous ne voulez pas manquer à vos devoirs les plus sacrés, si vous voulez avoir la conscience en repos et subsister devant Celui qui vous a confié ces enfants pour que vous les conduisiez dans les sentiers de Dieu.

Nous sommes l'enclume, pas le marteau! Vous ne pouvez pas soustraire vos enfants aux coups de marteau des ennemis de la foi, des ennemis de l'Eglise. Mais l'enclume, elle aussi, participe au façonnage. Il faut que maison paternelle, l'amour paternel et maternel, la confiance inspirée par les parents à leurs enfants, voire vie chrétienne exemplaire soient une enclume dure, forte et inébranlable capable de résister à la force des coups de marteau de l'ennemi, une enclume aguerrissant en permanence les jeunes encore faibles et les affermissant dans la volonté sacrée de ne pas se laisser détourner du chemin de Dieu.

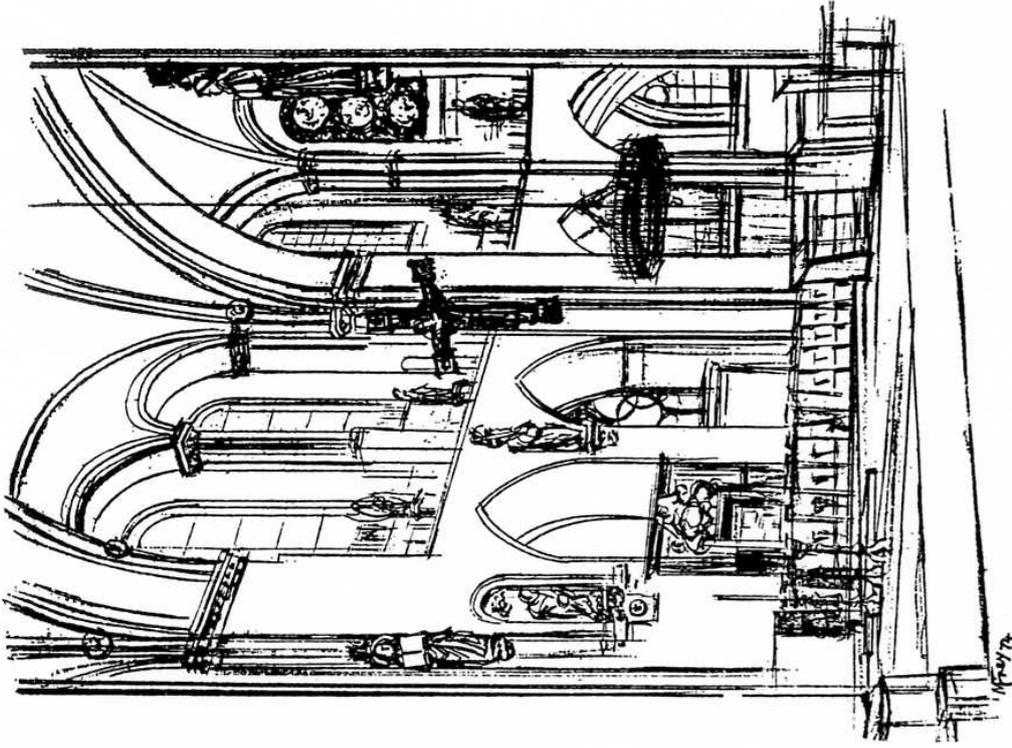
Ce qui sera forgé, ces temps-ci, c'est nous tous, presque sans exception. Et combien d'entre nous sont assujettis par la pension, la rente versée par l'Etat, les allocations familiales et autres! Qui d'entre nous est encore indépendant, libre arbitre en ce qui concerne ses biens ou son commerce? Il se peut qu'en temps de guerre, il soit nécessaire de surveiller et de gérer plus étroitement la production et la consommation des marchandises, voire de les rassembler et d'imposer leur répartition; qui d'ailleurs ne s'y soumettrait pas de son plein gré par amour de son peuple et de sa patrie? Mais de cela il résulte également une certaine dépendance vis-à-vis de maintes personnes et administrations, qui ne se bornent pas à limiter la liberté des échanges commerciaux, mais entravent encore la liberté des convictions lorsqu'il s'agit là de personnes et d'administrations aux vues hostiles au Christianisme qu'elles s'efforcent d'imposer à leurs subordonnés. Les fonctionnaires sont tout particulièrement soumis à un tel assujettissement. Quel courage, quel héroïsme faut-il à bon nombre d'entre eux pour demeurer chrétiens, se comporter en fidèles catholiques et faire profession de foi malgré la pression exercée sur eux.

Nous sommes, actuellement, l'enclume, servant fidèlement peuple et patrie malgré les coups qui nous assaillent, mais prêts également, dans un esprit de sacrifice extrême, à nous conformer à la parole: «Plutôt obéir à Dieu qu'aux hommes!» Dieu s'adresse à chacun de nous par l'intermédiaire de la conscience formée par la foi. Obéissons toujours et sans hésiter à la voix de notre conscience. Suivons l'exemple de ce ministre de la justice prussien de Frédéric le Grand, dont j'ai déjà fait mention il y a quelque temps. Au roi Frédéric le Grand, qui lui demandait d'annuler le jugement qu'il avait rendu en toute légalité et de modifier son verdict conformément aux desirs du souverain, ce gentilhomme chevaleresque, un certain de Monsieur de Münchhausen, donnait la magnifique réponse que voici: «Ma tête est à la disposition de Votre Majesté, mais pas ma conscience. Je suis prêt à mourir pour mon roi, je lui serai obéissant jusqu'à recevoir la mort de la main du bourreau. Ma vie appartient au roi, pas ma conscience!» A-t-elle disparu la race d'hommes de cette trempe défendant à tout prix

prussiens de ce genre? N'y a-t-il plus de citoyens, de paysans, d'artisans, d'ouvriers possédant un tel sens de leurs responsabilités, un tel courage? Je ne puis ni ne veux le croire: Et c'est pourquoi, je vous répète, encore une fois: Aguerissez-vous! Demeurez fermes! Demeurez inébranlables! Comme l'enclume sous les coups du marteau! Il se peut que l'obéissance à Dieu, la fidélité à la voix de la conscience, nous coûtent, à vous comme à moi-même, la vie, la liberté ou la patrie. Mais plutôt mourir que pécher! Que la grâce de Dieu, sans laquelle nous ne pouvons rien, nous contîenne, à vous et à moi, cette fermeté inébranlable et nous la conserve!

Mes chers Diocésains de Münster! Dans la nuit du 7 au 8 juillet, après qu'une bombe explosive avait détruit la nef latérale de la cathédrale, une bombe, tombant le long du mur extérieur, détruisait la fontaine de Saint Ludger, le monument commémoratif du retour d'exil du bienheureux évêque Johann-Bernhard, en 1884. Les statues des deux évêques, Suitger et Erpho, se tenant à droite et à gauche du monument, sont considérablement endommagées. Par contre, la statue de pierre de Saint Ludger, apôtre de nos régions de Münster et premier évêque de Münster, est demeurée presque intacte. Sa main droite, levée vers le ciel dans un geste de bénédiction, il semble nous lancer ce message par la voie de la protection presque miraculeuse de sa statue: «Quoiqu'il puisse arriver, gardez fermement la foi chrétienne, révélée par Dieu et transmise par nos ancêtres! Au milieu de la destruction des oeuvres humaines, au sein de la misère et de la tourmente, je vous exhorte avec ces mots que le premier pape écrivait déjà aux Chrétiens en détresse: «Humiliez-vous donc sous la puissante main de Dieu, afin qu'il vous exalte, au temps de sa visite. Jetez en Lui toutes vos sollicitudes, car Lui-même prend soin de vous. Soyez sobres et veillez, car votre adversaire, comme un lion rugissant, rôde autour de vous cherchant qui dévorer: Résistez-lui, forts dans la foi... Le Dieu de toute grâce qui vous a appelés à son éternelle gloire dans le Christ Jésus, après quelques souffrances, achèvera Lui-même son oeuvre, vous affermira, vous fortifiera. A Lui soient la gloire et la puissance dans les siècles de siècles.» (S. Pierre, I, 5, 6-11)

Prions pour nous familles, pour nos religieux, pour tous ceux qui souffrent injustement, pour toutes les victimes de l'adversité, pour notre peuple, pour notre patrie et pour son Führer.



Sermon de Monseigneur Clemens August, Comte von Galen, prêché le dimanche 3 août 1941, en l'église Notre-Dame de Münster

Je dois malheureusement vous informer que la Police Secrète de l'Etat a poursuivi, cette semaine, son oeuvre dévastatrice au sein des ordres religieux. Mercredi, le 30 juillet, la Gestapo a occupé la maison provinciale des Soeurs d'Ulf à Mülhausen, dans le district de Kempen, qui dépendait autrefois de l'évêché de Münster, et expulsé ses habitantes. Celles-ci, dont un grand nombre est originaire de notre diocèse, ont été contraintes de quitter le jour même la région. Selon des informations de source sûre, le couvent des missionnaires de Hiltrup a été également occupé jeudi, le 31 juillet, et réquisitionné par la Gestapo. Les pères qui y demeuraient ont été expulsés.

Comme je l'avais déjà déclaré, publiquement, le 13 juillet, ici même, dans cette église Saint Lambert, après l'expulsion des Jésuites et des soeurs clarisses hors de Münster, aucun des habitants de ces couvents n'est accusé d'un délit ou d'un crime, ni n'a été condamné. Comme je viens de l'apprendre, des bruits courent maintenant à Münster, selon lesquels ces religieux, tout particulièrement les Jésuites, auraient manqué à la loi et se seraient même rendus coupables de haute-trahison, ce qui aurait même été prouvé dans certains cas. Je le déclare: il s'agit là d'une vile calomnie envers des citoyens allemands, nos frères et nos soeurs, une calomnie que nous ne pouvons accepter sans protestation. Contre un garçon, qui osait prononcer de telles choses en présence de témoins, j'ai déjà porté plainte auprès du procureur général. J'espère que cet homme aura rapidement à rendre raison des ses paroles et que nos tribunaux auront encore le courage de punir les calomnieurs osant souiller l'honneur de citoyens allemands intègres ayant été déjà dépouillés de leurs biens. J'invite mes auditeurs, tous nos honnêtes concitoyens à noter, dès aujourd'hui, immédiatement les noms, adresses de personnes accusant, en leur présence, nos religieux, ainsi que noms et adresses de témoins éventuels. J'espère qu'il existe encore ici, à Münster, des hommes ayant le courage de coopérer en engageant officiellement leur personne, leur nom et, si nécessaire, leur serment pour que justice soit rendue et que soient combattues ces accusations qui empoisonnent la communauté nationale. Si de telles accusations sont proférées contre nos religieux en leur présence, je leur demande d'en référer immédiatement à leur curé ou à l'évêché pour qu'un protocole y relatif soit établi. Il est de mon devoir de sauvegarder l'honneur de notre clergé, de notre Eglise catholique, ainsi que l'honneur de la ville de Münster et du peuple allemand. Je me sens donc tenu de porter plainte auprès du parquet pour obtenir la mise au point légale de ces faits et la punition des méprisables calomnieurs de nos religieux.

(Après lecture de l'Evangile du 9ème dimanche après la Pentecôte):

«En ce temps-là, Jésus s'étant approché de Jérusalem, en apercevant la ville, il pleura sur elle, en disant: Si tu connaissais, toi aussi, du moins en ce jour qui t'est donné, ce qui ferait ta paix! Mais maintenant ces choses sont cachées à tes yeux. Viendront sur toi des jours où tes ennemis t'environneront de tranchées, t'investiront et te serreront de toutes parts; ils te renverseront par terre, toi et tes enfants qui sont dans ton sein, et ils ne laisseront pas dans ton enceinte pierre sur pierre, parce que tu n'as pas connu le temps où tu as été visitée. Etant entré dans le temple, il se mit à chasser ceux qui y vendaient et y achetaient, leur disant: «Il est écrit: Ma maison est une maison de prière et vous en avez fait une caverne de voleurs.» Et il passait les journées à enseigner dans le temple» (Luc. 19,41-47).

Mes chers Diocésains!

L'évangile de ce dimanche rapporte un événement bouleversant: Jésus pleure! Le Fils de Dieu pleure! Si quelqu'un pleure, c'est qu'il souffre. Il peut souffrir dans son cœur et dans sa chair. Jésus, Lui, ne souffrait pas physiquement, et pourtant il pleurait. Combien oppressante devait être cette douleur de l'âme, cette douleur du cœur pour que Lui, le plus vaillant de tous les hommes, pleure! Pourquoi pleurait-il? Il pleurait sur Jérusalem, la Ville Sainte, la ville de Dieu si chère à son cœur, la capitale de son peuple. Il pleurait sur les habitants, ses compatriotes, qui ne voulaient pas prendre conscience de ce qui seul pouvait détourner le châtiment divin, prévu par son omniscience, déterminé par sa justice divine: «Si tu connaissais, toi aussi, du moins en ce jour qui t'est donné, ce qui ferait la paix!» Pourquoi les habitants de Jérusalem ne le reconnaissent-ils pas? Peu de temps avant, Jésus avait déclaré: «Jérusalem, Jérusalem, combien de fois ai-je voulu rassembler tes enfants, comme une poule rassemble sa couvée sous ses ailes. Mais tu n'as pas voulu!» (Luc. 13,34)

Tu n'as pas voulu! Moi, ton roi, ton Dieu, je voulais! Mais toi, tu ne voulais pas! Combien protégé, gardé et défendu est le poussin sous l'aile de sa mère; elle le réchauffe, le nourrit et le défend. C'est ainsi que je voulais te protéger, te garder, te défendre contre toutes les adversités. Je voulais et tu n'as pas voulu.

C'est pour cela que Jésus pleure, que cet homme fort pleure, que Dieu pleure! Il pleure sur le crime qu'est ce refus: Je ne veux pas! Il pleure sur la folie, l'injustice de ce refus et sur les calamités qui en découlent, calamités qu'il prévoit dans son omniscience, calamités qu'il doit envoyer dans son équité lorsque l'homme oppose son refus aux commandements de Dieu, aux appels à sa conscience, aux sollicitations pleines d'amour de l'Ami divin, le meilleur des pères: «Si tu connaissais, toi aussi, du moins en ce jour qui t'est donné, ce qui ferait la paix! Mais maintenant ces choses sont cachées à tes yeux!» Rien n'est plus terrible, rien n'est d'une injustice plus inouïe, rien n'est plus funeste que l'opposition de la volonté de l'homme à la volonté de Dieu! Tu n'as pas voulu! C'est pour cela que Jésus pleure sur Jérusalem.

Certes, il existe dans la doctrine catholique des commandements que l'on n'est pas tenu de suivre lorsque ceci est lié à de trop grandes difficultés. Mais il existe aussi des devoirs de conscience dont nul ni rien ne peut dispenser, et que nous devons remplir même au risque de notre vie. Dans aucun cas une personne n'a le droit de tuer un innocent, si ce n'est dans les cas de guerre ou de légitime défense.

Chrétiens! Voici un extrait de la lettre pastorale des évêques allemands, datée du 26 juin de l'année courante et lue le 6 juillet dans toutes les églises catholiques d'Allemagne:

Ce même 6 juillet, j'avais commenté cette lettre collective comme suit:

«Depuis quelques mois, des rumeurs nous parviennent, selon lesquelles des malades, soignés depuis assez longtemps dans des hôpitaux et des maisons de santé psychiatriques et considérés comme incurables, sont transportés d'office en d'autres lieux, sur l'ordre de Berlin. En général, la famille est informée, à peu de temps de là, que le malade est décédé, son corps incinéré, et que ses cendres peuvent être retournées à la famille. On peut supposer, avec une probabilité touchant la certitude, que ces nombreux malades mentaux ne sont pas morts d'une mort naturelle, mais que ces décès ont été provoqués, suivant le précepte du mépris de l'existence de ceux qualifiés d'«indignes de vivre», un précepte permettant donc de tuer des innocents lorsque leur vie est jugée sans valeur pour le peuple et

22

l'Etat. Un précepte terrible qui justifie le meurtre d'innocents et autorise légalement l'assassinat de personnes qui ne sont plus en mesure de travailler: des invalides, des estropiés, des malades incurables, des personnes affaiblis par l'âge.»

Comme je l'ai appris de source sûre, les maisons de santé et les hôpitaux de la province de Westphalie établissent maintenant des listes des patients qui, considérés comme «improductifs», doivent être transportés en d'autres lieux et exterminés peu après. Le premier convoi a quitté, cette semaine, l'établissement de Marienthal, près de Münster.

Allemands et Allemandes! Le § 24 du code pénal du Reich a encore force de loi, et il stipule que «quiconque tue volontairement un homme est passible de la peine de mort pour meurtre lorsque ce dernier a été prémédité.» Probablement, en vue de se protéger contre cette disposition de la loi ceux qui, sciemment, extérieurement de pauvres gens, membres de nos familles, les transfèrent d'abord dans un autre hôpital, loin d'ici. Leur mort est attribuée à une maladie quelconque. Les cadavres étant incinérés aussitôt, ni leurs proches ni la police ne peuvent vérifier ce qui a conduit à la mort. On m'a assuré qu'au Ministère de l'Intérieur du Reich ainsi que dans les services du Dr. Conti, chef des médecins du Reich, on ne se cachait pas de ce qu'en Allemagne, effectivement, de nombreux malades mentaux aient été déjà supprimés délibérément et que bien d'autres le seraient encore à l'avenir.

Le § 139 du code pénal du Reich stipule que «celui qui prend connaissance en toute crédibilité d'un projet de crime attentant à la vie humaine et omet d'en avertir en temps utile les autorités compétentes ou la personne menacée, est passible d'une peine.» Lorsque j'ai eu connaissance du projet de transférer en un autre lieu des malades de Marienthal en vue de mettre fin à leurs jours, j'ai porté plainte, en date du 28 juillet, par lettres recommandées adressées au Tribunal de Première Instance et au Chef de la Police de Münster, et rédigées dans les termes suivants:

«Selon les informations qui me sont parvenues, un grand nombre de patients de la maison de santé provinciale de Marienthal, considérés comme «concitoyens improductifs» doivent être transférés (le 31 juillet, dit-on) à la maison de santé d'Eichberg pour y être tués délibérément, comme c'était déjà le cas – selon la conviction générale – lors de transports analogues, précédents. De tels agissements ne violent pas seulement les lois divines et naturelles, mais étant encore passibles, en tant qu'homicides volontaires, de la peine de mort selon le § 211 du code pénal du Reich, je porte plainte, conformément au § 139 du code pénal du Reich et conformément à mon devoir, et demande que, en vue de protéger les citoyens menacés, des mesures immédiates soient prises contre les services projetant le transport et l'assassinat de malades et prie de bien vouloir m'informer de ce qui aura été fait dans ce sens.» Je n'ai reçu aucune nouvelle concernant une intervention du parquet ou de la police.

En date du 26 juillet, j'avais déjà protesté énergiquement auprès de l'administration provinciale de Westphalie, responsable des soins et de la guérison des malades. Mais sans succès. Comme je l'apprenais, près de 800 personnes ont déjà été transférées de la maison de santé de Warstein en d'autres lieux.

Nous devons donc nous attendre à ce que de pauvres malades sans défense soient assassinés tôt ou tard. Et pourquoi? Pas pour avoir commis un crime passible de la peine de mort; pas non plus pour avoir assailli un de leurs gardiens ou de leurs infirmiers, lequel n'aurait plus eu d'autre ressource que de recourir lui-même à la violence pour défendre sa propre vie en toute légitimité. Car se sont là des cas dans lesquels – à côté des combats

23

contre l'ennemi de la patrie, au cours d'une guerre justifiée – le recours à la violence, pouvant aller jusqu'à entraîner la mort de l'agresseur, est autorisé.

Mais ici ce n'est pas le cas! Ces malheureux malades ne sont pas amenés à mourir pour un tel motif, mais en vertu de la décision d'un service administratif quelconque, en fonction de l'expertise d'une commission quelconque, les ayant jugés « indignes de vivre » parce que les considérant comme faisant partie des « citoyens improductifs ». On décide: ils ne peuvent plus participer à la production nationale, ils sont comparables à une vieille machine qui ne fonctionne plus, à un vieux cheval boiteux, à une vieille vache qui ne donne plus de lait. Que fait-on d'une telle machine? On la met à la ferraille. Que fait-on d'un cheval boiteux, d'une bête improductive?

Non, je ne veux pas aller jusqu'au bout de ma comparaison. Sa justification et son évidence sont trop terribles.

C'est qu'ici, il ne s'agit ni de machines, ni de chevaux ou de vaches, dont le seul rôle est de servir les hommes, de produire pour les hommes. On peut démolir les premières et abattre les autres lorsqu'ils cessent de remplir leur rôle.

Non, ici, il s'agit d'êtres humains, de nos compatriotes, nos frères et sœurs! De pauvres gens, de malades, des gens improductifs, si vous voulez. Mais ont-ils pour autant perdu le droit de vivre? N'avons-nous, nous-mêmes, vous et moi, le droit de vivre que tant que nous serons productifs, que tant que les autres nous considéreront comme tels?

Si l'on pose en principe et pratique la théorie selon laquelle on peut supprimer ses semblables lorsqu'ils deviennent « improductifs », alors malheur à nous lorsque nous vieillirons et perdrons nos forces! Si l'on a le droit de supprimer les êtres improductifs, alors malheur aux invalides ayant sacrifié leurs membres et leurs forces au processus de la production. Si l'est permis d'exterminer nos semblables improductifs, alors malheur à nos braves soldats qui reviendront du front, grands blessés, estropiés, invalides!

Une fois le droit accordé aux hommes de tuer leurs semblables improductifs – même s'il s'agit, pour commencer, de pauvres malades mentaux sans défense –, l'assassinat de tous les improductifs, donc malades incurables, invalides de travail et de la guerre, l'assassinat donc de nous tous, lorsque nous serons vieux, faibles et donc improductifs, l'assassinat sera autorisé par principe! Il suffira alors de publier un décret secret selon lequel le procédé appliqué aux malades mentaux est étendu à d'autres « improductifs », qu'il est à appliquer également aux poitrinaires et tuberculeux, aux vieillards affaiblis, aux invalides du travail, aux grands blessés de guerre! Nul d'entre nous ne sera plus sûr de sa vie: une quelconque commission peut alors le mettre sur la liste des « improductifs », considérés, à son avis, comme « indignes de vivre »! Et nulle police ne pourra le protéger, nul tribunal punir son assassinat et infliger à son meurtrier le châtiment mérité! Qui pourra avoir encore confiance en un médecin? Peut-être signalera-t-il le malade comme étant « improductif » et recevra l'ordre de le tuer! – On ne peut s'imaginer la dépravation des mœurs, la méfiance générale pénétrant jusqu'au sein des familles qui découleraient de l'application de tels préceptes! Malheur au genre humain, malheur à notre peuple allemand, si le saint commandement de Dieu « Tu ne tueras pas! » proclamé par le Seigneur sur le mont Sinaï, dans le tonnerre et la foudre, inscrit par Dieu, notre créateur dans la conscience de l'homme dès le commencement des temps, malheur si ce commandement n'est pas gardé, non seulement violé, mais encore si cette violation est même tolérée et facilement acceptée, sans que ceux qui enfreignent ce commandement encourrent une peine!

Je vais vous donner un exemple de ce qui se passe actuellement. A Marienthal, il y avait un homme âgé de 55 ans – un paysan d'un canton de la juridiction de Münster. Je pourrais vous citer son nom. Il souffrait depuis quelques années de troubles mentaux et avait été, de ce fait, hospitalisé dans la maison de santé de Marienthal. Ce n'était pas vraiment un déséquilibré mental, un aliéné. Il pouvait recevoir des visites et se réjouissait chaque fois que ses proches venaient le voir. Sa femme et l'un de ses fils, soldat sur le front et alors en permission, lui ont rendu visite il y a deux semaines. Le fils aime beaucoup son père. On se quitta le cœur serré. Le soldat reviendra-t-il? Reverra-t-il son père? Chaque jour, il risque sa vie, il peut tomber sur le champ de bataille, mourant pour la patrie! Ce qui est sûr, c'est que le soldat ne reverra plus son père ici-bas, car ce dernier figure depuis lors sur la liste des improductifs. Un de ses proches, qui voulait lui rendre visite, cette semaine, à Marienthal, a été éconduit avec l'information que, sur ordre du Conseil des Ministres de la Défense Nationale, le malade avait été transféré ailleurs. On ne pouvait lui dire où. La famille recevrait des nouvelles dans quelques jours. Ou apprendra-t-elle? Ce que d'autres familles ont déjà appris dans d'autres cas semblables: Que la personne est morte, que le cadavre a été incinéré, que l'on peut se faire retourner les cendres du défunt contre versement d'une taxe. Quant au soldat, qui est sur le front et risque sa vie pour ses compatriotes, pour le peuple allemand, il ne reverra plus son père ici-bas, parce que ces mêmes compatriotes, à l'arrière du front, l'ont tué.

Les faits que je rapporte sont authentiques. Je pourrais citer le nom du malade, celui de sa femme, de son fils, le soldat, le nom du village où ils vivent.

« Tu ne Tueras pas! » Ce commandement a été inscrit par Dieu dans la conscience de l'homme, bien avant qu'un code pénal n'ait menacé l'assassinat d'un châtimement, bien avant qu'un système judiciaire, un tribunal, n'ait poursuivi et condamné un assassin. Cain, qui tua son frère Abel, s'était rendu coupable d'assassinat bien avant qu'il n'existe des Etats et des tribunaux. Et il avait pressé par sa conscience: « Ma faute est trop grande pour qu'elle puisse m'être pardonnée! Le premier, qui me trouvera, me tuera, moi, l'assassin! » (Gen. 4,13).

« Tu ne tueras pas! » Ce commandement de Dieu, du seul maître ayant droit de vie et de mort, était inscrit dans le cœur de l'homme dès l'origine; bien avant que Dieu n'ait révélé aux Enfants d'Israël, sur le Mont Sinaï, sa loi morale, gravée dans la pierre, en phrases brèves et concises, que l'Écriture Sainte nous a transmises et que nous avons apprises par cœur, au cathéchisme, lorsque nous étions enfants.

« Je suis le Seigneur ton Dieu! » – C'est ainsi que commence cette loi immuable. « Tu n'auras pas d'autres dieux en dehors de moi! » Ce commandement nous a été donné par Dieu, le seul Dieu, l'Universel, le Tout-Puissant, Dieu qui sait tout, Dieu infiniment saint et juste, notre Créateur et notre futur Juge! C'est par amour pour nous qu'il a inscrit ces commandements dans nos cœurs et qu'il nous les a préchés; car ils correspondent aux besoins de notre nature, créée par Dieu; ils sont les normes indispensables d'une vie humaine, d'une vie sociale conformes à la raison, agréables à Dieu, salutaires et saintes. Par ces commandements, Dieu, notre Père, veut rassembler ses enfants comme la poule rassemble ses poussins sous ses ailes. Tant que nous, Humains, obéissons à ces commandements, répondons à ces invitations, à ces appels de Dieu, nous sommes protégés, abrités, assurés contre le malheur, sauvés de la perdition qui nous menace, comme le poussin sous l'aile de la poule.

« Jérusalem, Jérusalem, combien de fois ai-je voulu rassembler tes enfants, comme une poule rassemble sa couvée sous ses ailes. Mais tu ne l'as pas voulu! ». Doit-il en devenir de même en Allemagne, dans notre province de Westphalie, dans notre ville de Münster? Qu'en est-il, en Allemagne, de l'obéissance aux commandements de Dieu?

Le huitième commandement de Dieu: « Tu ne porteras pas de faux témoignages, tu ne tiendras pas de propos mensongers! ». Que de fois, ce commandement est violé effrontément, même publiquement!

Le septième commandement de Dieu: « Tu ne prendras pas le bien d'autrui, le bien de ton prochain! ».

Quels biens sont encore à l'abri, après l'expropriation et la dépossession arbitraires dont ont été frappés nos frères et nos sœurs? Quels biens sont encore à l'abri, si ces biens, ces propriétés, confisqués illégalement, ne sont pas rendus?

Le sixième commandement de Dieu: « Tu ne commettras pas d'adultère! ».

Songez aux instructions et aux assurances, données par Rudolf Hess – disparu entretemps –, dans sa douteuse lettre, publiée dans toute la presse, concernant la liberté des relations sexuelles et la maternité illégitime. Que ne lit-on et n'observe-t-on pas ici même, à Münster, d'impudique et de vil! A quelle impudeur dans l'habillement les jeunes ont-ils dû s'habituer: la préparation des adultes futurs! On détruit la pudeur, ce rempart de la chasteté.

Et maintenant, c'est le cinquième commandement de Dieu: « Tu ne tueras pas! » qui est ignoré, transgressé sous les yeux mêmes de l'autorité responsable de l'observation des lois et chargée de protéger la vie: on se permet de tuer volontairement des innocents, des malades, uniquement parce qu'ils sont devenus « improductifs », incapables de participer à la production de biens.

Qu'en est-il de l'observation du quatrième commandement prescrivant le respect et l'obéissance vis-à-vis des parents et des supérieurs? La position et l'autorité des parents sont déjà considérablement minées et continueront à être ébranlées, de plus en plus, par toutes les exigences auxquelles la jeunesse doit satisfaire contrairement à la volonté des parents. Croit-on qu'il soit possible de maintenir un respect sincère et une obéissance consciencieuse envers les autorités de l'Etat, si l'on continue de violer les lois de l'autorité suprême, les commandements de Dieu, si l'on va jusqu'à combattre, jusqu'à tenter d'exterminer la foi en Dieu, le seul vrai Dieu, Dieu Tout-Puissant, le Maître du ciel et de la terre?

En Allemagne, à Münster aussi, on a déjà, depuis longtemps, cessé de pratiquer, publiquement, les trois premiers commandements de Dieu. Combien profanant le dimanche et les jours de fêtes, ne participent plus à l'office divin? Combien blasphémant, outragent Dieu, profanant, déshonorent son nom, lui font injure?

Et le premier commandement: « Tu n'auras pas d'autres dieux en dehors de moi! ».

Au lieu du seul vrai Dieu, de l'Eternel, on invente à son gré et vénère des idoles: la nature, l'Etat, le peuple, la race. Et nombreux sont ceux dont le vrai dieu est « le ventre », pour reprendre l'expression employée par Saint Paul dans son épître aux Philippiens (3, 19), c-à-d. le bien-être personnel, auquel ils sacrifient tout, même l'honneur et la conscience; le plaisir des sens, l'ivresse de l'argent, de la puissance! On en vient ensuite à tenter de s'attribuer des droits divins, on a l'audace de s'attribuer le droit de vie et de mort envers ses semblables.

Jésus s'étant approché de Jérusalem, en apercevant la ville, pleura sur elle, en disant: « Si tu connaissais, toi aussi, du moins en ce jour qui t'est donné, ce qui ferait la paix! Mais maintenant ces choses sont cachées à tes yeux. Viendront sur toi des jours où tes ennemis t'environneront de tranchées, t'investiront et te serreront de toutes parts; ils te renverseront par terre, toi et tes enfants qui sont dans ton sein, et ils ne laisseront pas dans ton enceinte pierre sur pierre, parce que tu n'as pas connu le temps où tu as été visitée. » Avec les yeux de sa chair, Jésus ne voyait que les murs et les tours de Jérusalem; mais l'omniscience divine lui permettait de voir ce qu'il en était vraiment de la ville et de ses habitants, de voir jusqu'au fond de leurs cœurs. « Jérusalem, combien de fois ai-je voulu rassembler tes enfants, comme une poule rassemble sa couvée sous ses ailes . . . mais tu n'as pas voulu! ». C'est cette grande douleur qui étreint le cœur de Jésus et fait couler ses larmes. « Je voulais ton bien! Mais tu ne le veux pas! ».

Jésus voyait ce qu'il y avait de coupable, de terrible, de criminel, de funeste dans ce « Je ne veux pas! », ce refus de sa volonté. L'homme minuscule, la créature fragile, oppose à la volonté de Dieu sa propre volonté, créée par Lui. Jérusalem et ses habitants, son peuple élu et privilégié s'opposent à la volonté de Dieu, bravent, fous et criminels, la volonté de Dieu! C'est pour cela que Jésus pleure. Il pleure sur ce péché abominable et sur le châtiement inéluctable. Dieu ne permet pas que l'on se moque impunément de Lui.

Chrétiens de Münster! Le Fils de Dieu n'a-t-il jadis, dans son omniscience, vu que Jérusalem et son peuple? N'a-t-il pleuré que sur Jérusalem? Le peuple d'Israël est-il le seul peuple que Dieu ait entouré des soins d'un père et de l'affection d'une mère, qu'il ait protégé et attiré vers Lui? Et qui ne l'aurait pas voulu? Qui aurait refusé la vérité de Dieu, rejeté la loi de Dieu et aurait ainsi couru à la perdition?

Jésus, le Dieu omniscient, n'a-t-il pas vu jadis aussi notre peuple allemand, notre Westphalie, notre ville de Münster, notre Bas-Rhin? Et n'a-t-il pas aussi pleuré sur nous? Sur Münster?

Depuis 2000 ans, il a enseigné à nos ancêtres et nous enseigne, à nous, Sa Vérité. Il nous guide avec Sa Loi, Il nous nourrit de sa Grâce, et nous rassemble, comme la poule rassemble sa couvée sous ses ailes. Le Fils de Dieu, qui sait tout, a-t-il vu, autrefois, qu'Il Lui faudrait aussi, de nos jours, prononcer à notre égard cette sentence: « Tu n'as pas voulu! Voyez, vos demeures vont être ravagées! ». Que ce serait terrible!

Mes Chrétiens! J'espère qu'il est encore temps, mais c'est le dernier instant! Nous devons reconnaître, aujourd'hui encore, en ce jour, ce qui fait notre paix! Ce qui seul peut nous sauver, nous préserver du Tribunal de Dieu: Faire des commandements de Dieu la règle de notre vie et prendre pour devise: « Plutôt mourir que pécher! ».

Implorons par la prière et une sincère pénitence le pardon et la miséricorde de Dieu, pour nous, pour notre ville, pour notre pays et pour notre cher peuple allemand.

Nous voulons éviter toutes relations intimes avec quiconque continue de défier le Tribunal de Dieu. Nous voulons nous soustraire, nous et les nôtres, à l'influence de quiconque fait cause commune avec ceux qui détournent notre jeunesse du Christianisme, qui déposent et exproprient nos religieux, qui envoient des êtres innocents, nos frères et nos sœurs, à la mort, nous voulons nous dérober, nous et les nôtres à leur influence, pour ne pas être contaminé par leurs pensées et leurs agissements contraires à la Volonté divine, pour ne pas nous rendre complices et encourir de ce fait le châtiement que Dieu, dans sa justice, doit

infliger et infligera à tous ceux qui, semblables à l'ingrate ville de Jérusalem, ne veulent pas ce que Dieu veut.

O Dieu, fais nous donc tous reconnaître, aujourd'hui, en ce jour, avant qu'il ne soit trop tard, ce qui ferait notre paix!

O Jésus, Sacré-Coeur, affligé jusqu'aux larmes par l'aveuglement et les iniquités des hommes, aide-nous par ta grâce, afin que nous tendions toujours à ce qui t'est agréable et que nous renoncions à ce qui te déplaît, afin que nous gardions ton amour et trouvions la paix de nos âmes! Amen.

Souvenez-vous de ceux qui vous conduisent, qui vous ont annoncé la parole de Dieu, (St. Paul aux Hébreux, 13,7)

Le comte Clemens August von Galen est né le 16 Mars 1878, au Château-fort de Dinklage, fils d'une famille nombreuse, catholique, d'origine noble, dans la partie oldenbourgeoise du diocèse de Münster. Ses parents, le Comte Ferdinand Héribert von Galen et Elisabeth, née Comtesse von Spee, l'élevèrent dans une foi profonde et un grand esprit de famille. Il fit ses études au lycée des Jésuites, à Feldkirch, et obtint son baccalauréat en 1896 à Vechta. Après avoir terminé ses études de philosophie, à Fribourg (Suisse), il décida de devenir prêtre. Après ses études de théologie, à Innsbruck et à Münster, il fut ordonné prêtre le 28 Mai 1904, dans la cathédrale de Münster, par Monseigneur Hermann Dingelstad, alors évêque. Vicaire de la cathédrale de Münster, pendant les premières années de son sacerdoce, il accompagna son oncle, le comte Maximilian Gereon von Galen, évêque coadjuteur, dans ses déplacements de confirmation. En 1906, il commença ses tâches pastorales à Berlin en tant que vicaire de Saint Matthias (à Schöneberg). Il fut curé de St. Mattheus, puis, à partir de 1919, curé de St. Mattheus. Dans les temps difficiles de la première guerre mondiale et dans le chaos d'après-guerre, il se révéla être un prêtre d'une grande piété, père spirituel ardent et dévoué, inlassablement engagé au service des catholiques qui lui étaient confiés dans la grande ville de diaspore. En 1929 l'évêque, Mgr. Johannes Poggenburg le rappela à Münster, en le nommant prêtre de l'église Saint-Lambert. En Septembre 1933, il apprit que S.S. le Pape Pie XI le nommait évêque du diocèse de Münster, qui était vacant depuis le mois de Janvier. Le 28 Octobre 1933, il fut consacré par le Cardinal Schulte, Archevêque de Cologne. Fidèle à sa devise «Nec laudibus, nec timore» – Indifférent aux éloges des hommes et ne les craignant pas –, il devint le bon pasteur du troupeau de fidèles qui lui étaient confiés. Très tôt déjà, il s'opposa aux agissements du National-Socialisme, remplis d'animosité envers l'Eglise. Cette opposition s'exprima pour la première fois, dans sa lettre pastoral de carême en 1934. C'est avec zèle et dévouement qu'il accomplit les devoirs de son ministère épiscopal. Les relations étroites et chaleureuses, entretenues avec les fidèles du diocèse lui procurèrent de grandes joies, tout particulièrement lors de ses déplacements en vue d'administrer le sacrement de confirmation. Sa collaboration fraternelle avec les évêques allemands, son dévouement fidèle au Saint-Père témoi-

gnaient de sa sincère fidélité envers l'Eglise. Les souffrances des persécutés, surtout celles de ses prêtres internés dans les camps de concentration, celles des soldats et de bien d'autres personnes éprouvées par la guerre, excitaient sa profonde compassion. Lorsque le gouvernement national-socialiste persista, malgré les ravages de la guerre, dans sa conduite remplie d'amitié envers l'Eglise, allant jusqu'à saisir les couvents et les monastères et à commencer de tuer des malades mentaux, il se sentit obligé d'élever la voix. Les 13 et 20 Juillet, ainsi que le 3 Août 1941, il tint ses trois célèbres sermons, diffusés dans le monde entier. Il s'attendait fermement à des sévices de la part du gouvernement qu'il avait blâmé, et savait qu'il mettait ainsi sa vie en jeu. Mais il était prêt à accepter le martyre pour Dieu, Jésus-Christ, ses frères et ses soeurs. La guerre détruisit la ville épiscopale: il souffrit plus de la destruction de la cathédrale que de la perte de sa maison et de ses biens. Tel un rocher, l'évêque demeura debout au milieu de ses prêtres et des fidèles, et ce également au cours des mois difficiles d'après-guerre. Le 18 Février 1946, le Pape Pie XII l'éleva à la dignité de membre du collège des cardinaux. Revenant de Rome, le cardinal faisait son entrée triomphale à Münster, le 16 Mars 1946. Peu après, il tomba gravement malade; une opération tentée ne put sauver sa vie terrestre. Le 19 Mars 1946, le jour de la fête de Saint Joseph, et l'anniversaire de son baptême, il reçut les sacrements. Le 22 Mars 1946, vers 17 heures, Dieu le rappela à Lui, dans son royaume éternel. Des milliers de fidèles vinrent prier auprès de son catafalque, dans la chapelle d'Erpho de l'église Saint Maurice et accompagnèrent son corps, lorsque celui-ci fut conduit, le 28 Mars, à sa dernière demeure, dans la chapelle de St. Ludgerus de la cathédrale détruite. Le 10 Juillet 1956, la communauté des prêtres «Confraternitas Sacerdotum Bonae Voluntatis» pria son successeur d'ouvrir un procès de béatification en faveur du Cardinal von Galen. Le 22 Octobre 1956, l'évêque, Mgr. Michael Keller satisfaisait à cette demande. Le procès de béatification, ouvert auprès de la congrégation romaine compétente, est en cours depuis Novembre 1959. Beaucoup de travail et beaucoup de prières sont encore nécessaires pour conduire à son succès.

Nombreuses sont les prières exaucées par l'intercession de ce serviteur de Dieu, ayant été enregistrées. Tous ceux ayant bénéficié de son intercession sont priés de bien vouloir en informer le Docteur Heilbernd, chanoine de la cathédrale, boîte postale 1366, 4400 Münster.

II - La résistance des jeunes

Avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, il existait en Allemagne comme dans beaucoup d'autres pays européens de multiples organisations de jeunesse : celles qui étaient propres aux pays germaniques : les *Bünde*, celles qui étaient rattachées aux institutions ecclésiastiques protestantes et catholiques et des groupes de jeunes sans liens avec les autres organisations.

A. La résistance de la jeunesse au sein d'organisations autonomes : les *Bünde* et les organisations des Eglises catholiques et protestantes.

1. Les *Bünde*

La jeunesse des *Bünde* se soustrayait à l'autorité des adultes qu'elle jugeait incompatible avec ses aspirations profondes et prenait elle-même en main la conception ainsi que la direction de ces organisations. Les *Bünde* ne voulaient pas être soumis à l'emprise d'un parti politique ; ils n'étaient pas rattachés à une doctrine politique contraignante comme le marxisme ou le national-socialisme. Ils se distinguaient également des jeunes catholiques et protestants en affichant un esprit combatif et élitiste. La jeunesse des *Bünde* prônait un nouveau mode de vie en rupture avec la civilisation moderne technique et urbaine et appelait à elle les jeunes Allemands qui cherchaient leur idéal dans les valeurs très différentes de celles qu'avaient véhiculées libéralisme et marxisme du XIX^{ème} siècle.

Les jeunes Allemands des *Bünde* exaltaient la camaraderie et l'amitié, les sentiments forts que procurent l'aventure et le retour à une vie simple, en harmonie avec la nature. Ils cultivaient l'esprit viril et héroïque d'une génération qui se disait perdue après les vains sacrifices de la Première Guerre mondiale et après l'effondrement, en 1918, de la société politique allemande d'avant-guerre.

Dans ce rejet véhément et non-conformiste du monde des adultes et de la civilisation moderne se manifestait une force explosive révolutionnaire que le national-socialisme essaya de capter et de canaliser. Le parti d'Hitler avait prévu d'incorporer au plus vite cette jeunesse avide d'autonomie et de liberté dans sa propre organisation pour jeunes, la jeunesse hitlérienne, mais sans y parvenir malgré ses efforts de séduction répétés. Elle représentait justement tout ce que la jeunesse allemande rejetait : la jeunesse hitlérienne avait été fondée par des adultes et était soumise aux directives idéologistes d'un parti politique. Mais après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, la situation changea rapidement. Le nouveau régime intervint avec brutalité dans le droit fondamental de la libre association en frappant de la même interdiction d'abord les organisations de la jeunesse ouvrière, ensuite celle des *Bünde*, avant de s'en prendre, à la fin de l'année 1933, aux organisations protestantes et catholiques.

Les organisations autonomes de la jeunesse, à savoir les *Bünde*, rejoignirent très vite celles des jeunes résistants ouvriers de la lutte clandestine. Les plus déterminés parmi les jeunes bundistes se lancèrent immédiatement après janvier 1933 dans le combat. Connu sous le nom de la *schwarze Bünde* (« Association noire »), ils firent preuve d'une grande maturité politique et d'un génie dans l'organisation clandestine qui n'avait rien à envier aux activités des résistants adultes. Les cas de collaboration entre jeunes et adultes sont malheureusement restés très rares.

Un des groupes les plus actifs se nommait *schwarze Jungmannschaft* (« Association noire des jeunes gens ») ; constitué dès janvier 1933, il se consacrait à de multiples activités clandestines comme par exemple la préparation à la conspiration et à la lutte contre le régime. Il possédait son propre organe de presse intitulé *Die Unerbittlichen* (« Les implacables »). Munis de faux papiers, les membres de ce groupe imprimèrent et distribuèrent une masse impressionnante d'écrits antihitlériens, dont un recueil de poésie satirique.

Mais la Gestapo parvint à démanteler la *schwarze Jungmannschaft* ainsi que d'autres *schwarze Bünde*. Comme la jeunesse ouvrière organisée, la jeunesse des *Bünde* paya un lourd tribut de sang pour avoir voulu résister à un régime beaucoup trop répressif. Lorsque les *Bünde* furent interdits le 24 juin 1933, une tempête de protestations se leva dans les rangs de la jeunesse affiliée à ces organisations. Elle ne put cependant ni empêcher la dissolution de nombreux *Bünde*, ni l'intégration forcée des autres dans la jeunesse hitlérienne.

2. Les organisations résistantes de la jeunesse catholique et protestante

On trouva, dans la lutte contre le régime politique que menèrent les jeunes appartenant à des organisations catholiques et protestantes, une prise de conscience politique et morale très importante.

Dès son arrivée au pouvoir, Hitler avait essayé d'intégrer les groupes de jeunes catholiques et protestants dans la jeunesse hitlérienne. S'il put, avec quelques difficultés tout de même, réussir à soumettre les organisations protestantes, il n'en fut pas de même pour les organisations catholiques grâce au concordat conclu entre Hitler et le Saint-Siège le 20 juillet 1933 qui était supposé garantir l'autonomie des jeunes catholiques et les mettraient à l'abri de la pression idéologique du régime national-socialiste.

Pour l'Eglise, le concordat était censé empêcher le gouvernement hitlérien de s'attaquer aux groupes et aux institutions catholiques. Cependant, ces organisations durent faire face à de nombreuses pressions exercées par les jeunesses hitlériennes. Les autorités ecclésiastiques, soucieuses de préserver l'existence de l'Eglise en Allemagne, proposèrent alors aux jeunes croyants de chercher un compromis voire une collaboration mais ce rapprochement n'eut pas lieu car certains groupes, très fermement opposés au régime, s'y refusèrent radicalement. Après ce violent échec, le régime se montra encore plus menaçant et l'on eut à déplorer les premières victimes.

Le 30 juin 1934, lors du massacre organisé par Hitler afin de se débarrasser de ses rivaux et ennemis, Adalbert Probst fut assassiné. Ce jeune chef de l'Union catholique avait participé aux préparatifs du coup d'Etat avec le l'avocat munichois, fervent catholique, Edgar Julius Jung. Aussitôt après l'assassinat du jeune Probst, sa photo circula parmi les jeunes qui le vénérèrent comme un martyr, mort pour défendre la cause du catholicisme allemand. Des rapports de la Gestapo de cette époque relatent d'importants troubles dans les régions catholiques de l'Allemagne.

La résistance de la jeunesse catholique allemande s'illustra aussi par la parution régulière du journal *Die junge Front* (« Le jeune Front »), qui atteignit peu avant son interdiction en 1936, un tirage de 300 000 exemplaires. Il critiquait clairement et sans détour l'idéologie nazie et l'hostilité du régime envers l'Eglise catholique.

Quelque temps après, en violation totale avec le concordat, le régime procéda à l'arrestation de cinquante dirigeants de la jeunesse catholique et vers 1937 il frappa d'interdiction toutes les

organisations de jeunes croyants. En riposte, les jeunes catholiques se regroupèrent en cercles clandestins, souvent soutenus par des prêtres courageux.

La jeunesse catholique allemande participa aussi à la distribution clandestine de l'encyclique du pape Pie XI : « Avec une brûlante angoisse » (*Ardenti cura*). Ces actes de distribution étaient extrêmement sévèrement punis par le régime qui cherchait à tout prix à étouffer la voix accusatrice du pape.

Les incidents du 16 mai 1935 survenus à Münster en Westphalie montrent particulièrement bien l'ampleur du conflit qui existait entre les jeunes catholiques et le régime. Le parti national-socialiste organisa une campagne anticatholique afin de combattre l'influence de l'église sur les croyants. Un idéologue nazi était venu faire une conférence sur la foi allemande libérée de toutes les scories étrangères. Une foule s'était massée devant l'endroit où se tenait cette conférence de propagande antichrétienne. Dans cette foule, beaucoup de jeunes croyants se mirent à entonner des chants religieux et scandèrent des slogans tels que *Heil Christus* (« Salut le Christ ») – évidente critique du *Heil Hitler* – ou « Tout pour le Christ » et « Vive l'Allemagne catholique ». Pendant ce temps, d'autres catholiques s'étaient rassemblés devant la cathédrale et se mirent à chanter les chants de leurs organisations « Quand nous marchons » ; « Christ, Seigneur des temps nouveaux ». Les partisans nazis ripostèrent en scandant des paroles hostiles à l'Eglise. S'ensuivit un véritable combat de rue pendant lequel les jeunes catholiques se trouvèrent en première ligne. A plusieurs reprises retentit le cri « A bas Hitler ! ». La Gestapo, immédiatement dépêchée sur les lieux, se lança dans une chasse aux coupables, accusant d'emblée les dirigeants des jeunesses catholiques ainsi que les membres de l'ancien parti catholique d'être à l'origine de ces manifestations antihitlériennes.

La jeunesse protestante qui, fin 1932, comptait environ 1,2 million de membres, fut, quant à elle, exposée à de graves difficultés. En effet, le régime tenta très tôt de l'intégrer dans les jeunesses hitlériennes. Il réalisa son projet en plusieurs étapes.

Vers 1933, les organisations de la jeunesse protestante se virent intimer l'ordre de limiter leurs activités au domaine strictement confessionnel et ecclésial. Fin décembre 1933, l'Office de la jeunesse évangélique fut dissous et incorporé dans les jeunesses hitlériennes malgré de vives protestations.

Au début de 1934, ce fut le tour des cercles de lecture biblique qui regroupaient beaucoup de jeunes protestants.

Enfin, le 20 février 1934, toutes les organisations de la jeunesse protestante furent déclarées membres des jeunesses hitlériennes.

Toutefois, bon nombre de jeunes protestants n'acceptèrent ni la dissolution des cercles de lecture biblique, ni la limitation de leur liberté de conscience qui les empêchaient de protester contre le nazisme qu'ils considéraient comme une religion de la race et du sang. Ils organisèrent alors des groupes de lecture biblique clandestins où ils pouvaient discuter librement et se soutenir mutuellement dans leur foi.

Le journal *Junge Wacht* (« La jeune sentinelle »), qui fut interdit en 1938, apportait soutien moral et spirituel aux protestants.

Un groupe de résistance de la jeunesse protestante fut constitué par l'Eglise confessante. Cette organisation : la *Junge Kirche* (« La jeune Eglise ») critiquait l'idéologie nazie car elle ne correspondait pas aux enseignements du Christ et des apôtres.

Cette très sévère répression organisée par le régime nazi, ne put briser la ferveur des jeunes catholiques et protestants qui restèrent fidèles à leur foi et leurs opinions.

B. Des groupes de résistants formés spontanément à l'initiative de jeunes,

sans liens avec les autres organisations.

1. Les pirates de l'Edelweiss

On a beaucoup parlé en Allemagne des *Edelweisspiraten* (pirates de l'Edelweiss), particulièrement actifs en Saxe et en Rhénanie dès 1937. C'étaient des bandes désorganisées de jeunes renégats qui refusaient l'embrigadement dans les jeunesses hitlériennes et se révoltaient contre le régime.

On compta par milliers les filles et les garçons qui firent partie de ce groupe. La plupart d'entre eux, issue des milieux ouvriers, était dispensée de service militaire pour travailler dans les usines d'armement. En général c'était des marginaux qui vivaient dans des immeubles en ruines à la suite des bombardements, et se nourrissaient de chapardages dans les trains de marchandises.



Cinq jeunes membres du groupe de résistants des Edelweisspiraten

Tout d'abord, les Pirates de l'Edelweiss se distinguaient des autres jeunes par un style particulier : les cheveux longs, portant des habits de couleurs vives (short, chemise à carreau, foulard rouge noué autour du cou) et, au revers gauche du veston, l'edelweiss, formé d'épingles à têtes polychromes. Ils avaient une culture et des rites qui leur étaient propres, très axés sur la provocation.

Plutôt qu'une véritable idéologie politique revendiquée, ce qui soudait ces jeunes c'était leur amitié, un esprit de camaraderie et l'hostilité envers le monde des adultes, responsables de toutes les contraintes. Leur rejet du régime restait avant tout marqué par la protestation contre la perte de la liberté associative et individuelle.



Cinq résistants appartenant au groupe des Edelweisspiraten

Ce mouvement de jeunes livrait bataille aux jeunesses hitlériennes, pour lesquelles ils n'avaient que mépris, en dévastant leurs maisons et en endommageant leurs affiches. Ils écrivaient également des paroles hostiles au régime sur les murs des bâtiments. Par ailleurs, ils cherchaient le contact avec les personnes qui vivaient en dehors des normes de la société telles que les étrangers - notamment les travailleurs russes enrôlés de force - avec qui ils avaient établi des liens lors de rencontres nocturne dans les parcs et sur les places publiques. Enfin, ils écoutaient les radios étrangères comme la BBC et répandaient autour d'eux les informations recueillies.



Réunion musicale entre les Edelweisspiraten

Leurs affrontements avec les forces de police et la *Hitlerjugend* étaient fréquents et les pirates de l'Edelweiss durent malheureusement payer un lourd tribut à leur rébellion :

beaucoup d'entre eux ont été torturés par la gestapo et envoyés en camp de concentration (notamment Moringen près du Harz ouvert en 1942 et Neuwied près de Coblenze ouvert en 1944 pour les moins de 20 ans). D'autres ont même été tués. Ainsi, le 27 octobre 1944, onze d'entre eux furent pendus sans procès, par les nazis à Cologne; le plus jeune avait seize ans.

Durant la guerre, les civils considéraient les pirates de l'Edelweiss comme des criminels et, en dehors du groupe, ils n'avaient que très peu d'amis. Après la guerre, cette opinion envers eux n'a pas changé de façon significative et il n'existe aujourd'hui qu'une petite plaque commémorative à Cologne mentionnant la pendaison du 27 octobre 1944. La raison pour laquelle les gens avaient tellement de soupçons au sujet de ces résistants est que ces jeunes leur donnaient mauvaise conscience. Ce n'était que des enfants et pourtant ils affrontaient des personnages aussi redoutés que le chef de la gestapo de Cologne.

2. Le mouvement *swing kids*

La réglementation stricte de la culture de la jeunesse en Allemagne nazie par Hitler a mené à l'apparition de plusieurs mouvements clandestins contestataires, par lesquels les adolescents pouvaient mieux exercer leur indépendance. Le mouvement *swing kids* était constitué de jeunes essentiellement issus de milieu bourgeois qui protestaient, en rejetant la musique populaire propagée par le parti nazi, pour lui préférer le jazz américain forme particulièrement « balancante » (swing). Le jazz, et plus particulièrement le swing, étaient offensant pour la dictature nazie : ces deux types de musique favorisaient non seulement la libération sexuelle, mais ils étaient associés à « l'ennemi américain » et également à la « race africaine inférieure ». Pour les nazis, le jazz était une « musique de nègre ».

Naturellement, tout le jazz n'était pas interdit en Allemagne. Une version germanique plus douce était populaire dans les clubs et montrait la grandeur du troisième Reich.

Les *swing kids* restauraient les tempos originaux et les messages des morceaux de jazz, en les remettant au goût du jour pour protester, à travers la musique, contre la réglementation sociale à laquelle ils devaient faire face. *Lottern* (vie de débauche), était un terme populaire que les *swing kids* employaient pour se définir, indiquant ainsi que le mouvement s'opposait brutalement à la répression des mœurs sexuelles du régime nazi. Les rapports faits par des observateurs des Jeunesses Hitlériennes sur les réunions des *swing kids* et sur le jitterbug (type de danse) ont insisté sur le caractère sexuel de la danse qu'ils pratiquaient. Un rapport décrit comme "dépravation morale", le fait que cette jeunesse révoltée éprise de danse prenne du plaisir sexuel dans ses prestations.

En dépit de ceci, le swing a été toléré à un certain degré en Allemagne au moins jusqu'en 1940, année où un festival de swing, tenu à Hambourg, a attiré plus de 500 jeunes. Cependant, celui-ci a été étroitement surveillé par la jeunesse hitlérienne. Quand ces rassemblements ont été interdits, des clubs clandestins de swing se sont formés dans toutes les principales villes du Reich.

Cela s'explique par le fait que les participants étaient issus de la haute bourgeoisie allemande. Le swing ne passant pas à la radio allemande, *les swing kids* devaient inévitablement avoir accès à la musique et donc posséder d'importantes collections de disques. De même, pour comprendre les paroles des chansons, principalement américaines, il était nécessaire de posséder des rudiments d'anglais.

Les garçons portaient de longues vestes, des chaussures avec des semelles de crêpe (pour danser) et des écharpes voyantes. Les filles, elles, avaient les cheveux longs et desserrés et se maquillaient de façon excessive.

Bien qu'il n'ait pas été politique, le mouvement des *swing kids* tendait à rejeter le racisme



Image tirée du film *Swing kids* (1993)

de la société nazie. La musique qu'ils écoutaient était américano-africaine et ils

acceptaient bien volontiers les juifs dans leur cercle. Leur comportement, décrit par beaucoup de nazis comme « dégradant », a participé à l'opposition du militarisme spartiate que le régime essayait d'inculquer à la jeunesse.



Différents mouvements de swing

Le 2 janvier 1942, Himmler écrit à Heydrich et l'invite à mater les meneurs du mouvement *swing kid*. L'ordre est bientôt suivi : des clubs sont pillés et des participants déportés.

3. La Rose Blanche (Die Weisse Rose)

Quant au groupe de la Rose Blanche, il est connu loin au-delà des frontières de l'Allemagne.

Groupés autour du professeur Huber, un enseignant estimé des étudiants en médecine de l'Université de Munich, ils formèrent le cercle le plus important de la Résistance des jeunes Allemands contre Hitler. On compte, en effet, une centaine d'étudiants, d'élèves, d'enseignants, de professeurs de médecine, de libraires, d'écrivains et d'artistes ayant fait partie du groupe de la Rose Blanche.

Le groupe de résistance La Rose Blanche fut fondé au printemps 1942 à l'Université de Munich par **Hans Scholl** et **Alexander Schmorell**.

Le 22 février 1943, trois étudiants allemands d'une vingtaine d'années sont décapités à la hache dans la prison de Stadelheim, près de Munich.

Leur crime est d'avoir dénoncé le nazisme dans le cadre d'un mouvement clandestin, «La Rose blanche»

Comment, de juin 1942 à février 1943 une poignée de jeunes étudiants ont-ils pu défendre les valeurs démocratiques au prix de leur vie ? Comment ont-ils pu diffuser sous le manteau six tracts incendiaires tout en écrivant le soir des slogans pacifistes et antinazis sur les murs de Munich ?

a) Membres principaux de la Rose Blanche :

1) Munich :



1917-1943 Alexander Schmorell

1918-1943 Hans Scholl

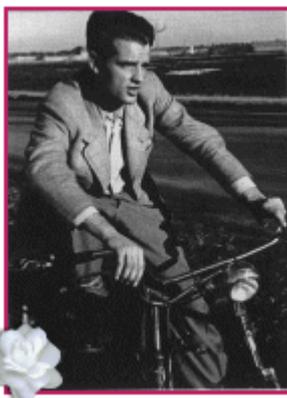
1921-1943 Sophie Scholl

1919-1943 Christoph Probst

1918-1943 Willi Graf

1893-1943 Kurt Huber

Hans Scholl



Né le 22 septembre 1918 à Ingersheim dans le Wurtemberg. Condamné à mort et exécuté le 22 février en 1943 à Munich.

Dès 1937, il participe à des activités anti-gouvernementales. Fin 1937, il est emprisonné par la Gestapo pendant plusieurs semaines. Il entame des études de médecine en 1939 à Munich, puis devient soldat en 1940 dans une compagnie d'étudiants. Il distribue les premiers tracts au printemps 1942. Il part pour le front de l'Est le 22 juillet 1942. Il est arrêté en même temps que sa soeur le 18 février 1943.

Sophie Scholl



Née le 9 mai 1921 à Forchtenberg près de Nuremberg. Condamnée à mort et exécutée le 22 février 1943 à Munich.

Très tôt, elle acquiert une conscience politique. En mai 1942, elle s'inscrit à l'Université de Munich pour étudier la biologie et la philosophie. Par l'intermédiaire de son frère **Hans**, elle rencontre Carl Muth qui aura, ainsi que le professeur **Kurt Huber** une très grande influence sur elle. Elle aide beaucoup son frère Hans, duplique et distribue les tracts. Elle est arrêtée en même temps que lui, le 18 février 1943, après avoir déposé des tracts dans la cour de l'Université.

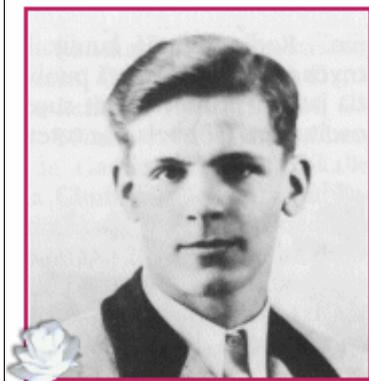
Alexander Schmorell



Né le 16 septembre 1917 à Orenburg, en Russie. Arrêté le 24 février 1943. Condamné à mort le 19 avril 1943 et il est exécuté à Munich le 13 juillet 1943.

Sa famille est russe et allemande. Il étudie la médecine en 1939 à Hambourg. Après son service militaire en automne 1940, il va étudier à Munich et fait la connaissance de **Hans Scholl** puis de **Willi Graf**. Ils rédigent ensemble les premiers tracts avant d'être envoyés en Russie sur le front de l'Est. À leur retour, ils nouent des contacts avec d'autres groupes de résistants.

Christoph Probst



Né le 6 novembre 1919 à Murnau en Bavière. Condamné à mort et exécuté le 28 février 1943 à Munich.

Il commence ses études en 1939 après son service militaire. Il se marie en 1940 et a trois enfants. Il connaît **Schmorell** depuis l'école et c'est par lui qu'il entre dans la résistance. Ses amis lui conseillent de prendre ses distances pour ne pas se mettre en danger à cause de ses enfants, mais il insiste pour rester dans le groupe. Il est fait prisonnier le 20 février et condamné à mort avec **Hans** et **Sophie Scholl**. Il se fait baptiser à l'église catholique juste avant son exécution. Son beau-père est assassiné.

Willi Graf

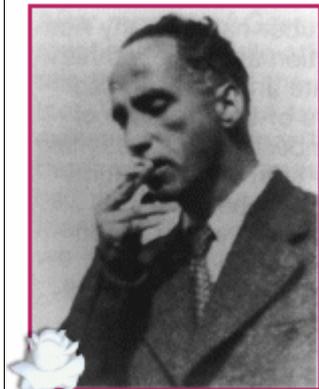


Né le 2 janvier 1918 à Kuchenheim. Condamné à mort le 19 avril 1943 à Munich et exécuté le 12 octobre 1943.

Il fait partie d'un groupe de jeunesse catholique. Il commence des études de médecine en 1937 et il est incorporé comme infirmier dans la Wehrmacht en 1940. Il fait la connaissance de **Hans Scholl** et de **Alexander Schmorell** avec lesquels il est envoyé sur le front de l'Est de juillet à octobre 1942. Pendant les vacances de Noël 1942, il fait le tour de ses anciens amis et essaie de les rallier à sa cause.

Il est arrêté par la Gestapo le 18 février 1943.

Kurt Huber



Né le 24 octobre 1893 à Chur, en Suisse. Condamné à mort le 19 avril 1943 à Munich et exécuté le 13 juillet 1943.

Professeur de philosophie à l'Université de Munich. Ses cours et ses séminaires attirent régulièrement un grand nombre d'étudiants. Il fait la connaissance de **Hans Scholl** et de ses amis en juin 1942. Après avoir participé à la rédaction du cinquième tract de début février 1943, c'est lui qui rédige entièrement le dernier tract de l'organisation ; il est arrêté le 27 février, laissant seuls sa femme et deux enfants.

2) Hambourg :



Hans Konrad Leipelt 1921-1945

Karl Ludwig Schneider 1919, libéré le 12 avril 1945 à Stendal

Traute Lafrenz 1919, libérée le 15 avril 1945 à Bayreuth

Heinz Kucharski 1919-1945

Bruno Himpkamp 1925, libéré le 12 avril 1945 à Stendal

Albert Suhr 1920, libéré le 12 avril 1945

b) Historique de La Rose Blanche

1) Les prémices de la résistance :

Résidant à Ulm et âgé de 14 ans en 1933, le lycéen **Hans Scholl** n'est pas au début insensible aux discours de Hitler. Il s'engage avec sa sœur **Sophie** dans les Jeunesses Hitlériennes mais prend assez vite ses distances.

Aidé par ses parents, il rompt avec le national-socialisme et se consacre à ses études de médecine.

C'est **Hans Scholl** qui choisit le nom de La Rose Blanche ; il voulait donner un nom symbolique capable de traduire tout un programme, il s'était inspiré des romances espagnoles de la « Rosa Blanca » qui l'avait impressionné à l'époque. Quatre ans plus tard, sa décision est prise, il décide d'entrer en résistance par l'écrit.

Un noyau dur se constitue autour de **Hans** et **Sophie Scholl** (protestants) et de trois étudiants en médecine que lie une solide amitié : **Alexander Schmorell** (25 ans, orthodoxe et fils d'un médecin de Munich) ; **Christoph Probst**, (23 ans, marié et père de famille), et **Willi Graf** (24 ans, catholique), qui refusaient d'accepter le totalitarisme dans lequel avait sombré l'Allemagne, et voulaient sauvegarder leur indépendance d'esprit face au "nihilisme intellectuel" que représentait le nazisme. Ils ont été particulièrement frappés par les souffrances et les sacrifices inutiles dus à la guerre contre l'Union Soviétique. Ils parlèrent de la situation politique avec **Kurt Huber**, professeur à l'Université de Munich, réputée pour ses cours de philosophie qui impressionnaient et influençaient beaucoup les étudiants. **Kurt Huber** les encouragea à résister et devint le mentor de la Rose Blanche. Révoltés par la dictature hitlérienne et les souffrances causées par la guerre, les étudiants se décidèrent à agir pendant l'été 1942.

2) L'Action de la Rose Blanche

a) La rédaction et la diffusion des quatre premiers tracts (voir annexe)

Hans Scholl et **Alexander Schmorell** rédigèrent les quatre premiers tracts, ils les envoyèrent par la poste de la fin du mois de juin à la mi-juillet à des destinataires

soigneusement choisis à Munich, principalement des intellectuels. Leurs auteurs anonymes y appelaient à la "*résistance passive*". Les étudiants se référèrent dans leurs tracts à d'éminents penseurs et écrivains comme Schiller, Goethe, Novalis, mais aussi Lao Tseu, Aristote, et citèrent également la Bible. Les destinataires de ces tracts, pour la plupart écrivains, professeurs d'université, directeurs d'établissements scolaires, libraires et médecins de Munich et de ses environs, étaient censés reproduire les tracts et les envoyer au plus grand nombre possible de gens.

Ces textes s'adressaient également à leurs condisciples étudiants de l'Université de Munich, les invitant à une réflexion sur les valeurs et à la révolte contre l'Etat qui les bafouait, les pressant d'assumer leur responsabilité.

Les tracts furent diffusés de manière artisanale (distribués de la main à la main, adressés par la poste, mis dans des boîtes aux lettres, déposés chez des restaurateurs...), surtout par **Hans Scholl** et **Schmorell**, aidés de **Sophie**, de **Probst** et d'une amie de **Hans, Traute Lafrenz**. Le petit groupe comptait sur la démultiplication par les destinataires. Pour eux faire de la résistance signifiait diffuser des tracts (six entre Juin 1942 et février 1943) et écrire des slogans hostiles au régime sur les murs des habitations munichoises.

En juillet 1942, **Hans Scholl**, **Alexander Schmorell** et **Willi Graf** furent incorporés dans la Wehrmacht en tant qu'étudiants en médecine, pour servir comme infirmiers au front de l'Est ; ils furent envoyés en URSS pour trois mois.

Les étudiants écrivirent sur les murs des slogans pacifistes et antifascistes, collectèrent du pain pour des détenus de camps de concentrations et s'occupèrent de leurs familles. Les actions de la Rose Blanche furent prises en exemple à partir de janvier 1943 par des intellectuels du sud de l'Allemagne et de Berlin. Leurs tracts furent également recopiés et distribués à Hambourg par un groupe de jeunes gens en contact avec la Rose Blanche, qui s'était constitué autour de **Hans Konrad Leipelt**, étudiant en chimie.

Tout ceci conduisit le groupe à une double évolution. Tout en restant ancrés dans les fondements éthiques des origines, ses membres adoptèrent une vision globale et des prises de position politiques, nourries d'échanges sur l'aménagement politique et social à mettre en place après guerre. D'autre part, ils estimèrent qu'il fallait s'adresser plus largement au peuple allemand. Le réseau d'universités où ils avaient des contacts s'étendit.

Ils appelaient l'intelligentsia allemande, représentant de la culture chrétienne occidentale, à assumer sa responsabilité politique. Elle aurait failli depuis la fin de la Première Guerre Mondiale dans sa vocation sociale. Alexandre Schmorell dira devant les juges : « il faut absolument que cette intelligentsia soit étroitement liée au peuple, elle doit penser et ressentir la même chose que celui-ci, sinon, elle ne le comprendra pas et mènera sa propre politique sans prêter attention au peuple, sans défendre ses intérêts.



Les membres fondateurs de la Rose Blanche

b) Le cinquième tract : plus politique que les précédents.

C'est en janvier 1943, lorsque la bataille de Stalingrad atteignit son paroxysme que les étudiants rédigèrent avec leur professeur **Kurt Huber** le cinquième tract de la Rose Blanche. Des milliers d'exemplaires furent imprimés et distribués non seulement à Munich, mais aussi à Augsburg, Francfort, Stuttgart, Salzburg, Linz et Vienne. Il était intitulé *Tract du mouvement de résistance en Allemagne*, ce qui traduisait les ambitions de ses auteurs. On pense que 6 à 9000 exemplaires furent diffusés, non sans prendre de grands risques : les **Scholl** allèrent jusqu'à en laisser à la gare centrale de Munich, dans les rues, sur les voitures en stationnement...

Ce tract s'adressait à tous les Allemands. Sur le plan politique, le tract recommandait le fédéralisme en Allemagne et en Europe et prenait position contre le militarisme prussien. La défaite allemande était clairement pressentie et le peuple allemand exhorté d'en finir avec le national-socialisme.

Le tract se prononçait aussi contre un antibolchevisme primaire et confessait un socialisme non doctrinaire inspiré de la tradition catholique allemande du XIXe siècle et des encycliques dirigées contre les méfaits du capitalisme et du libéralisme.

c) Le sixième tract

En février 1943, après la défaite de Stalingrad, **Kurt Huber** rédigea le sixième tract, celui-ci s'adressa directement aux étudiants, qu'on estimait désormais plus sensibles. Le tract commenta la défaite de Stalingrad, condamna les méthodes nazies, invita la jeunesse à se mobiliser contre le régime, comme l'avaient fait leurs prédécesseurs en 1813 contre la domination napoléonienne, ce tract fut imprimé à plus de 2 000 exemplaires.

Malheureusement, le 18 février 1943, **Hans Scholl** et sa sœur **Sophie** sont aperçus par le concierge de l'Université de Munich en train de jeter des centaines de tracts du haut du deuxième étage donnant sur le hall. Ils sont aussitôt arrêtés avec leurs amis, livrés à la Gestapo (la police politique) et emprisonnés à Stadelheim.

Ce tract s'adressait exclusivement aux étudiants de l'Université de Munich considérés par les membres de la Rose Blanche comme un milieu contestataire par excellence. La libération de la jeunesse allemande sous le totalitarisme hitlérien fut soumise à une critique acerbe.

3) Les procès

Lors des deux procès expéditifs devant le tribunal du peuple le 18 février et le 19 avril 1943, les six acteurs principaux furent condamnés à mort pour « préméditation de crime de haute trahison », « complicité avec l'ennemi » et « démoralisation des forces militaires ».

Hans et Sophie, après avoir revu une dernière fois leurs parents, Robert et Magdalene Scholl, sont aussitôt décapités par les nazis. Avant de mourir sous la hache du bourreau, **Hans Scholl** s'écrie « Vive la Liberté ! » Depuis, les trois jeunes martyrs dont Christoph Probst reposent les uns à côté des autres dans le cimetière voisin de la forêt de Perlach.

Le second procès frappe quatorze accusés pris dans la même vague d'arrestations : le professeur **Kurt Huber**, **Alexander Schmorell** et son camarade **Willi Graf** sont condamnés à mort. A l'automne 1943, le réseau de Hambourg est lui aussi démantelé par la Gestapo.

Dix autres membres de la Rose Blanche, dont huit à Hambourg, amis des **Scholl**, jeunes étudiants des Universités d'Ulm et de Sarrebruck, ou sympathisants actifs comme Eugen Grimminger qui les avait aidés financièrement sont envoyés en camp de concentration où ils paieront aussi de leur vie leur participation aux activités du mouvement. 80 personnes furent arrêtées dans le sud de l'Allemagne, et 50 personnes dans la région de Hambourg ; elles furent condamnées à des peines de prison allant jusqu'à cinq ans, pour avoir été en contact avec la Rose Blanche.

Les tracts de la "Rose Blanche" comptent parmi les très rares textes de la résistance à dénoncer avec véhémence l'extermination des juifs : "Qu'on nous permette seulement de rapporter un fait : depuis l'invasion de la Pologne, 300.000 Juifs ont été abattus comme des bêtes." Par leur jeunesse, leur courage lumineux, par la force de leurs idées et par l'étendue de l'action qu'ils ont menée à eux seuls, les "étudiants de Munich" sont devenus le symbole d'une résistance uniquement dictée par la conscience. Ils avaient tous moins de vingt-cinq ans, à l'exception du professeur **Huber**, qui fut plutôt un conseiller. Pour tous ceux qui disent "non" à l'injustice et au mensonge, **Sophie, Hans, Alexander** et **Willi** sont devenus à jamais des modèles.



Alexander Schmorell , Sophie Scholl et Christoph Probst

4) Franz Josef Müller un membre parmi tant d'autres... fondateur de la Fondation de la Rose Blanche

Franz Joseph Müller venait tout juste de terminer le lycée, il faisait partie d'un groupe de huit jeunes gens, influencés par le catholicisme, le protestantisme, mais surtout par l'exemple de leurs parents, très tôt entrés en opposition à l'état hitlérien. Pour ces jeunes gens la résistance avait commencé au moment où ils étaient parvenus à rendre leurs fiches pour les Jeunesses Hitlériennes introuvables, mais ces huit jeunes ont fait bien plus, ils ont tous fait partie du mouvement de résistance la Rose Blanche. C'est à Ulm que Franz distribuait ces tracts signés la Rose Blanche qu'il recevait de Hans Scholl qui connaissait ce petit groupe.

Durant un colloque Franz prit la parole pour parler de ces tracts et des actions qu'il faisait de nos jours. Pour lui :

Le premier tract se référait à la culture allemande. Il rappelait qu'il est du devoir de l'Etat d'encourager le progrès de l'esprit.

Le second tract portait à la connaissance des Allemands le péché originel des nazis et leur plus grand crime, la mise en pratique d'un racisme mortel.

Le troisième et le quatrième tract s'adressaient directement aux Allemands et leur enseignaient la résistance passive. Ils établirent un « catalogue » de mesures pour informer les concitoyens allemands.

Le cinquième tract était le plus important. C'était le tract Européen qui avait pour objectif une Allemagne fédérative, une Europe fédérative. Ils y mentionnaient les Droits de l'Homme.

Le sixième tract était un appel direct au soulèvement contre les nazis, rédigé par le professeur Huber : « L'heure est venue, on ne peut attendre davantage ».

Le rôle de Franz était la distribution de ces tracts, aux professeurs d'universités, aux médecins et aux aubergistes qui servaient de « multiplicateurs ».

Franz dit lui-même « J'ai eu de la chance, on m'a condamné à une peine de prison ». Mais Franz est à présent le Président de la fondation de la Rose Blanche, cette fondation a été créée au Sénat des Etats-Unis mais c'est en Allemagne que l'activité a débuté. Cette fondation est présente dans dix pays et cela ne cesse d'augmenter. Leurs objectifs sont la lutte contre le racisme et les formes extrêmes du nationalisme. Ils sont devenus un symbole, le symbole d'une jeunesse active durant cette terrible période.



Symbole du groupe

La résistance des jeunes dans l'Allemagne nazie ne fut pas aussi importante que celle des ses aînés. Ces jeunes qui se sont sacrifiés pour défendre leurs opinions et les leurs croyances restent néanmoins les martyrs les plus émouvants de cette sombre partie de l'Histoire.

Premier tract

Il n'est rien de plus indigne
d'un peuple civilisé que de se laisser, sans résistance, régir par l'obscur
bon plaisir d'une clique de despotes. Est-ce que chaque Allemand honnête n'a
pas honte aujourd'hui de son Gouvernement? Qui d'entre nous pressent quelle
somme d'ignominie pèsera sur nous et nos enfants, quand le bandeau qui maintenant
nous aveugle, sera tombé, et qu'on découvrira l'atrocité extrême de ces crimes?
Si le peuple allemand est déjà à ce point corrompu et décadent, qu'il abandonne
sans opposition, avec une confiance insensée en un déterminisme contestable
de l'histoire, ce que l'homme possède de plus haut : le libre-arbitre et la
liberté, refusant de s'insérer dans le cours de l'histoire pour la subordonner
finalement à sa volonté ; s'il est devenu une masse dénuée d'esprit, d'individualité,
de courage, alors c'est lui-même qui prépare sa ruine. Le peuple allemand,
selon Goethe, relève d'une essence tragique comparable à celle des Grecs ou
des Juifs. Aujourd'hui, il ressemble plutôt à un troupeau d'hommes., lâches,
sans volonté, obéissant à tous les maîtres, prêts à se laisser mener à l'abîme.
Ceci n'est qu'une apparence. Par un long système de violation des consciences,
on a obligé chaque individu à se taire ou à mentir. Peu d'hommes eurent le
courage de dénoncer le mal ; ils ont voulu alerter l'opinion : la mort fut
leur seule récompense. Il y aura encore beaucoup à dire sur le destin de ces
héros.

Si chacun attend que son voisin
commence, nous verrons se rapprocher le jour terrible de la vengeance. On
aura jeté la dernière victime dans la gueule du démon, sacrifice absurde,
démon insatiable. Aussi faut-il que tout individu prenne conscience de sa
responsabilité en tant que membre de la civilisation occidentale chrétienne
; qu'il se défende, en cette dernière heure, selon tous ses moyens ; qu'il
combatte ce fléau de l'humanité, le fascisme, ou tout autre système de dictature
semblable. Où que vous soyez, organisez une résistance passive, -une Résistance-,
et empêchez que cette grande machine de guerre athée continue de fonctionner.
Faites ceci avant qu'il ne soit trop tard, avant que nos dernières villes ne
soient devenues un amoncellement de ruines, comme Cologne, et que la jeunesse
allemande ne disparaisse, immolée à la démence d'un monstre. N'oubliez pas
que chaque peuple mérite le gouvernement qu'il supporte.

On lit dans la Législation
de Lycurgue et de Solon, de Schiller :

*".... Si l'on considère l'objectif
qu'elle poursuivait, la législation de Lycurgue est un chef-d'oeuvre dans
l'art de connaître les hommes et de diriger les États. Il désirait un ordre
puissant, tirant de lui-même sa raison d'être, indestructible ; son double
but était de constituer des forces politiques et d'assurer une stabilité de
l'État. Il l'a atteint dans la mesure du possible, étant données les circonstances.
Après un examen superficiel, cette doctrine peut paraître admirable ; qu'on
oppose cependant la fin spéciale que Lycurgue se proposait à celle de l'humanité,
et cette admiration fragile se changera en une désapprobation profonde. Tout
peut être sacrifié au plus grand bien de l'État, tout, sauf ce que l'État
lui-même doit servir. Car il n'est jamais une fin en soi, il n'a d'importance
qu'en tant que condition par laquelle l'humanité peut obéir à sa raison d'être
: développement de toutes les forces humaines, progrès. Une constitution qui
empêche l'épanouissement des aptitudes individuelles et contrecarre le progrès
de l'esprit, est nuisible et condamnable. Elle peut bien relever d'une pensée
cohérente et atteindre, dans son genre, à la perfection, sa stabilité est
plus un objet de blâme que de gloire ; c'est seulement un mal qui se prolonge,
d'autant plus nuisible qu'il aura de durée. [...] La victoire politique fut
acquise par la négation de tout sentiment d'ordre moral ; on orienta les aptitudes
individuelles dans ce sens. Il n'y avait à Sparte ni d'amour conjugal, ni*

d'amour maternel ; l'affection de l'enfant pour le père, de l'ami pour l'ami, était proscrite. Le pays ne comportait que des citoyens, la seule vertu civique qui régnait. [...] Une loi d'État commandait aux Spartiates de se conduire envers leurs esclaves comme des tyrans. L'humanité était outragée et bafouée en ces malheureuses victimes de la guerre. Le code spartiate prescrivait le principe dangereux de considérer les hommes comme des moyens, non comme des fins ; par là, on renversait les fondements du droit naturel et de la moralité. [...] Quelle belle action que celle du vieux guerrier Cajus Marcius, retiré dans son camp devant Rome, abandonnant sa victoire et sa vengeance parce que la vue d'une mère en pleurs lui était intolérable. [...] L'État (de Lycurgue) ne pouvait se maintenir qu'à la seule condition que l'esprit du peuple ne se manifestât pas. Il ne pouvait donc exister qu'en manquant au devoir le plus haut, le seul - d'un État."

Goethe écrit (Le Réveil d'Epiménide,
acte II, scène 4) :

*"Ce qui émerge de l'abîme
Peut prendre forme violente,
Et conquérir la moitié du monde :
A l'abîme le mal retourne.*

*Déjà règne la peur,
Les despotes sont perdus.*

Et tous ceux qui dépendent de la force mauvaise doivent aussi connaître la mort.

*L'heure est venue où je retrouve
Mes amis assemblés dans la nuit*

*Pour le silence sans sommeil,
Et le beau mot de liberté,*

*On le murmure, on le bredouille,
Jusqu'à la nouveauté inouïe :*

*Sur les degrés de notre temple
Nous le crions dans un nouvel*

enthousiasme :

Liberté! Liberté!"

Nous vous demandons de recopier ce tract, et de le répandre.

Deuxième tract

On ne peut pas discuter du nazisme, ni s'opposer à lui par une démarche de l'esprit, car il n'a rien d'une doctrine spirituelle. Il est faux de parler d'une conception du monde nationale-socialiste parce que, si une telle conception existait, on devrait essayer de l'établir ou de la combattre par des moyens d'ordre intellectuel. La réalité est différente. Cette doctrine, et le mouvement qu'elle suscita, étaient, dès leurs prémices, basés avant tout sur la duperie collective, et donc pourris de l'intérieur ; seul le mensonge permanent en assurait la durée. C'est ainsi que Hitler, dans une ancienne édition de "son" livre, - l'ouvrage écrit dans l'allemand le plus laid qu'on puisse lire, et qu'un peuple dit de poètes et de penseurs a pris pour bible! - définit en ces termes sa règle de conduite : "On ne peut pas s'imaginer à quel point il faut tromper un peuple pour le gouverner." Cette gangrène, qui allait atteindre toute la nation, n'a pas été totalement décelée dès son apparition, les meilleures forces du pays s'employant alors à la limiter. Mais bientôt elle s'amplifia et finalement, par l'effet d'une corruption générale, triompha. L'abcès creva, empuantissant le corps entier. Les anciens opposants se cachèrent, l'élite allemande se tint dans l'ombre.

Et maintenant, la fin est proche.

Il s'agit de se reconnaître les uns les autres, de s'expliquer clairement d'hommes à hommes ; d'avoir ce seul impératif sans cesse présent à l'esprit ; de ne s'accorder aucun repos avant que tout Allemand ne soit persuadé de l'absolue nécessité de la lutte contre ce régime. Si nue telle vague de soulèvement

traverse le pays, si quelque chose est enfin vaincu et alors seulement, ce système peut s'écrouler. Le dernier sursaut exigera toutes nos forces. La fin sera atroce, mais si terrible qu'elle doive être, elle est moins redoutable qu'une atrocité sans fin.

Il ne nous est pas donné de porter un jugement définitif sur le sens de notre histoire. Si nous sommes capables de nous purifier par la souffrance, de redécouvrir la lumière après une nuit insupportable, de rassembler nos énergies pour coopérer enfin à l'oeuvre de tous, de rejeter le joug qui oppresse le monde, cette catastrophe nous aidera à trouver notre salut.

Notre dessein n'est pas d'étudier ici la question juive. Nous ne voulons présenter aucun plaidoyer. Qu'on nous permette seulement de rapporter un fait : depuis la mainmise sur la Pologne, 300 000 Juifs de ce pays ont été abattus comme des bêtes. C'est là le crime le plus abominable perpétré contre la dignité humaine, et aucun autre dans l'histoire ne saurait lui être comparé. Qu'on ait sur la question juive l'opinion que l'on veut : les Juifs sont des hommes et ce crime fut commis contre des hommes. Quelque imbécile oserait-il dire qu'ils ont mérité leur sort? Ce serait une idée abominable ; mais cet imbécile, que pense-t-il du fait que toute la jeunesse polonaise ait été anéantie? De quelle façon cela s'est-il passé? Tous les fils de famille entre 15 et 20 ans furent envoyés au travail obligatoire et dans les camps de concentration en Allemagne, toutes les filles du même âge furent expédiées dans les bordels des S.S. Nous vous racontons cette suite de crimes parce que cela touche à une question qui nous concerne tous, et qui doit tous nous faire réfléchir. Pourquoi tant de citoyens, en face de ces crimes abominables, restent-ils indifférents? On préfère ne pas y penser. Le fait est accepté comme tel, et classé. Notre peuple continue de dormir, d'un sommeil épais, et il laisse à ces fascistes criminels l'occasion de sévir.

Faut-il en conclure que les Allemands sont abrutis, qu'ils ont perdu les sentiments humains élémentaires, que rien en eux ne s'insurge à l'énoncé de tels méfaits, qu'ils sont enfoncés dans un sommeil mortel, sans réveil? C'est bien ce qu'il semble et même, si le peuple allemand ne se dégage pas enfin de cette torpeur, s'il ne proteste pas partout où cela lui est possible, s'il ne se range pas du côté des victimes, il en sera ainsi éternellement. Qu'il ne se contente pas d'une vague pitié.

Il doit avoir le sentiment d'une faute commune, d'une complicité, ce qui est infiniment plus grave. Car, par son immobilisme, notre peuple donne à ces odieux personnages l'occasion d'agir comme ils le font. Il supporte ce prétendu gouvernement qui se charge d'une faute immense : il est lui-même coupable de l'existence de ce gouvernement. Chacun rejette sur les autres cette faute commune, chacun s'en affranchit et continue à dormir, la conscience calme. Mais il ne faut pas se désolidariser des autres, chacun est coupable, coupable, coupable!

Cependant, il n'est pas trop tard pour faire disparaître de la surface du globe ce prétendu gouvernement ; nous pouvons encore nous délivrer de ce monstre que nous avons nous-mêmes créé. Nos yeux ont été ouverts par les horreurs des dernières années, il est grand temps d'en finir avec cette équipe de fantoches. Jusqu'à la déclaration de guerre, beaucoup d'entre nous étaient encore abusés : les nazis cachaient leur vrai visage. Maintenant ils se sont démasqués, et le seul, le plus haut, le plus saint devoir de chaque Allemand doit être l'extermination de ces brutes. "Tel administre son peuple sans faire sentir son autorité, et le rend heureux ; tel, dont la gestion est opprimante, le brise."

"La misère, voilà sur quoi se construit le bonheur. Le bonheur ne cache que la misère. Où cela mène-t-il? La fin n'est pas concevable. Ce qui était ordre se transforme en désordre, le bien devient le mal. Le peuple se perd dans la confusion. N'est-ce pas ainsi, tous les jours, depuis longtemps?"

"L'homme supérieur est rigide sans heurter ; il a ses armes, mais ne se blesse pas ; il est sincère, sans rudesse. Il est clarté, et non éclat superficiel."

Lao-Tseu

"Qui entreprend de dominer un pays en lui imposant la forme de son arbitraire, je ne pense pas qu'il atteigne jamais son but ; c'est tout."

"Un Etat est un organisme vivant ; on ne peut, en vérité, le créer de toutes pièces. Qui veut s'en mêler, le corrompt, qui veut s'en rendre maître, le perd."

"Certains d'entre les hommes montrent le chemin, d'autres les suivent. La vie des uns est ardente ; froide celle des autres : ici la faiblesse, ailleurs la force ; à quelques-uns la plénitude, à d'autres, la défaite."

"L'homme supérieur ne recherche pas les extrêmes, ni la domination, ni l'inaccessible."

Lao-Tseu

Nous vous demandons de recopier cette feuille, et de la diffuser.

Troisième tract

"Salus publica suprema lex"

Toute conception idéale de l'État est utopie. Un État ne peut pas être édifié d'une façon purement théorique ; il doit se développer et arriver à maturité comme un individu. Il ne faut cependant pas oublier qu'à la naissance de chaque civilisation préexiste une forme de l'État. La famille est aussi vieille que l'humanité, et c'est en partant de cette première forme d'existence communautaire que l'homme raisonnable s'est constitué un État devant avoir pour base la justice, et considérer le bien de tous comme une loi primordiale. L'ordre politique doit présenter une analogie avec l'ordre divin, et la "*civitas dei*" est le modèle absolu dont il faut, en définitive, se rapprocher. Nous en voulons émettre ici aucun jugement sur les différentes constitutions possibles : démocratie, monarchie constitutionnelle, royauté, etc.... Ceci seulement sera mis en relief : chaque homme a le droit de vivre dans une société juste, qui assure la liberté des individus comme le bien de la communauté. Car Dieu désire que l'homme tende à son but naturel, libre et indépendant à l'intérieur d'une existence et d'un développement communautaires ; qu'il cherche à atteindre son bonheur terrestre par ses propres forces, ses aptitudes originales.

Notre "État" actuel est la dictature du mal. On me répond peut-être : "*Nous le savons depuis longtemps, que sert-il d'en reparler?*" Mais alors, pourquoi ne vous soulevez-vous pas, et comment tolérez-vous que ces dictateurs, peu à peu, suppriment tous vos droits, jusqu'au jour où il ne restera rien qu'une organisation étatique mécanisée dirigée par des criminels et des salopards? Êtes-vous à ce point abrutis pour oublier que ce n'est pas seulement votre droit, mais aussi votre *devoir social*, de renverser ce système politique? Qui n'a plus la force de faire respecter son droit, doit, en toute nécessité, succomber. Nous mériterons de nous voir dispersés sur la terre, comme la poussière l'est par le vent, si nous ne rassemblons pas nos forces et ne retrouvons, en cette douzième heure, le courage qui nous a manqué jusqu'ici. Ne cachez pas votre lâcheté sous le couvert de l'intelligence. Votre faute s'aggrave chaque jour, si vous tergiversez et cherchez des prétextes pour éviter la lutte.

Beaucoup, peut-être la plupart

des lecteurs de ces feuilles, se demandent de quelle façon rendre effective une résistance. Ils n'envisagent pas de possibilités. Nous allons vous montrer que chacun est en mesure de coopérer à l'abolition de ce régime. Ne préparons pas la chute de ce "*gouvernement*" par une opposition individuelle, comme des ermites déçus. Il faut au contraire que des hommes convaincus et énergiques s'unissent, parfaitement d'accord sur les moyens à employer pour

atteindre notre but. Nous n'avons guère à choisir entre ces moyens, un seul nous est donné : *la résistance passive*.

Cette résistance n'a qu'un impératif

: abattre le National-Socialisme. Ne négligeons rien pour y tendre. Il faut atteindre *le nazisme partout* où cela est possible. Cette caricature d'État recevra bientôt le coup de grâce ; une victoire de l'Allemagne fasciste aurait des conséquences imprévisibles, atroces. L'objectif premier des Allemands doit être la défaite des nazis, et non pas la victoire militaire contre le bolchevisme. La lutte contre le nazisme doit *absolument* venir au premier plan. Dans un de nos prochains tracts, nous démontrerons l'extrême nécessité de cette exigence.

Chaque ennemi du nazisme doit

se poser la question : comment peut-il combattre le plus efficacement cet "État" actuel, et lui porter les coups les plus durs? Sans aucun doute par la résistance passive. Il est bien évident que nous ne saurions dicter à chacun sa ligne de conduite ; nous ne donnons ici que des indications générales. A chacun de trouver la façon de les mettre en pratique.

Sabotage dans les fabriques

d'armements, les services travaillant pour la guerre, sabotage dans tous les rassemblements, manifestations, fêtes, organisations, contrôlés par le parti national-socialiste. Il faut empêcher le fonctionnement de cette machine de guerre, qui n'oeuvre *que* pour le maintien et le succès du parti nazi et de sa dictature. *Sabotage* dans tous les domaines économiques et culturels, les universités, les Écoles Supérieures, les laboratoires, les instituts de recherche, les services techniques. *Sabotage* dans toutes les organisations de propagande qui prétendent nous imposer la "*façon de voir*" des fascistes. *Sabotage* dans toutes les branches des arts appliqués, qui dépendent du National-Socialisme et servent sa cause.

Sabotage dans la presse et la littérature, contre tous les journaux à la solde du "*gouvernement*", qui combattent pour ses idées et tentent de répandre des mensonges. Ne donnez pas un sou aux collectes (même faites à des fins charitables), car elles ne sont qu'un camouflage. Le produit de ces quêtes ne va ni aux miséreux ni à la Croix-Rouge. Le gouvernement n'a pas besoin d'argent, la planche à billets tourne sans cesse et fabrique autant de papier-monnaie qu'il désire. Il veut seulement ne jamais relâcher l'oppression du peuple, et lui ôter toute liberté. Cherchez à convaincre vos amis et connaissances de l'absurdité d'une continuation de la guerre ; montrez-leur qu'elle n'offre aucune issue ; faites comprendre quel esclavage intellectuel et économique nous subissons par le nazisme, et de quel renversement de toutes les valeurs religieuses et morales cela s'accompagne ; incitez, enfin, à une *résistance passive!*

On dit dans la Politique d'Aristote :

"Une tyrannie s'arrange pour

que rien ne demeure caché, de ce que les sujets disent ou font ; elle place des espions partout.... elle dresse les hommes du monde entier les uns contre les autres, et rend ennemis les amis. Il entre dans les habitudes d'une telle administration tyrannique d'appauvrir les sujets pour payer la solde des gardes du corps afin que, préoccupés seulement de toucher leur paye, ils n'aient ni le temps, ni le loisir de fomenter des conjurations.... d'établir des impôts très élevés comme ceux réclamés à Syracuse sous Dionysos, où les citoyens avaient perdu en cinq ans toute leur fortune, à payer des redevances.... Enfin le tyran désire faire de la guerre un état permanent...."

Reproduisez et répandez ce tract!

Quatrième tract

On enseigne depuis toujours cette vérité aux enfants : qui ne veut pas écouter les conseils doit expérimenter soi-même. Mais un enfant intelligent ne se brûlera pas deux fois les doigts sur le poêle.

Pendant les dernières semaines, Hitler a enregistré des succès en Afrique et en Russie. Cela eut pour conséquence de renforcer chez les uns l'optimisme, et de plonger les autres dans la consternation, et ceci avec une rapidité inhabituelle chez notre peuple, d'ordinaire indolent. Partout, les adversaires de Hitler, les meilleurs d'entre nous, se plaignaient, exprimaient leur déception et leur découragement. Nous pensions : "*Hitler va-t-il encore....*"

Mais si la marche en avant continue vers l'Est, l'attaque allemande en Égypte est stoppée et Rommel est en mauvaise posture. Ce succès apparent a été acheté au prix de sacrifices si grands, qu'il ne peut déjà plus être envisagé comme une réussite. Aussi, nous vous mettons en garde contre *toute forme* d'optimisme.

Qui a compté les morts? Hitler? Goebbels? Certes, ni l'un ni l'autre. Des milliers d'hommes tombent chaque jour en Russie. C'est le temps des moissons, mais le moissonneur s'est fait soldat, et il roule à plein gaz dans les blés mûrs. Le deuil entre dans les chaumières. Il n'est personne pour sécher les pleurs de la mère. Hitler lui a pris ce qu'elle avait de plus cher, il a mené son enfant à une mort absurde, et maintenant il lui ment encore.

Chaque parole qu'Hitler prononce est un mensonge. Quand il dit : paix, il pense : guerre, et s'il cite, en blasphémant, le nom du Tout-Puissant, il ne songe qu'à la force du mal, à l'Ange déchu, à Satan. Sa bouche est la gueule puante de l'enfer, réprouvée est sa puissance.

Il faut bien mener le combat contre l'état de terreur instauré par le National-Socialisme avec des moyens rationnels ; mais celui qui doute encore de l'existence réelle des puissances démoniaques ne peut pas saisir ce qu'a de métaphysique que l'arrière-plan de cette guerre. Derrière les réalités temporelles, comme au-delà des constructions de l'esprit, il y a la puissance irrationnelle du mal. Partout et sans cesse, l'homme éprouve, dans sa faiblesse immanente, la tentation de renier sa dignité d'être libre. Partout et dans toutes les époques d'extrême misère, des hommes se sont dressés, saints ou prophètes, qui ont défendu la liberté, rappelé le chemin vers le Dieu unique et exhorté le peuple à revenir de ses erreurs. Certes, l'homme est libre mais, sans le secours du vrai Dieu, il reste impuissant contre le mal, il est comme un bateau sans gouvernail, abandonné à la tempête. Aussi faible qu'un nouveau-né, aussi fragile qu'un nuage.

Peux-tu, toi qui es chrétien, hésiter encore lorsque la conservation des biens les plus précieux est en cause, te satisfaire d'un jeu d'intrigues, ajourner ta décision avec l'espoir qu'un autre prenne les armes pour te défendre? Dieu ne t'a-t-il pas donné la force et le courage de combattre? Nous *devons* attaquer l'esprit mauvais où il est le plus néfaste ; c'est-à-dire, aujourd'hui, dans la force de Hitler.

"*Je détournais la tête, et voyais en toutes choses le mal installé sur la terre ; regarde : des hommes ont pleuré, ils ont souffert à cause du mal, et ils n'ont pas été consolés ; ceux qui les ont frappés étaient si puissants qu'on ne pouvait espérer aucune consolation.*"

"*Je chantais la louange des morts qui avaient donné leur vie, plutôt que celle des vivants qui la conservaient encore.*"

(Extraits de la Bible.)

Novalis : "*L'anarchie bien comprise est l'élément constructif de la religion. Elle anéantit les données positives et se manifeste en nouveau fondement du monde.... Si l'Europe ressuscitait, si un État des États, et une science politique certaine s'offraient à nous!.... Est-ce que la hiérarchie.... devrait être encore le principe d'un*

groupement d'États? Le sang coulera en Europe, jusqu'à ce que les nations prennent conscience de leur incroyable démesure et que les peuples, touchés, et comme adoucis par la sainteté de la musique, s'approchent des autels anciens, apprennent les travaux pacifiques et commencent, sur les champs de bataille fumants, à célébrer la paix. Seule la religion peut réveiller la conscience de l'Europe et assurer le droit des peuples : installer sur terre, dans une splendeur nouvelle, la chrétienté, occupée seulement à préserver la paix."

Nous indiquons expressément que la Rose Blanche n'est à la solde d'aucune puissance étrangère. Nous savons que le pouvoir national-socialiste doit être détruit par les armes ; mais le renouveau de cet esprit allemand si dégénéré, nous l'escomptons d'abord de l'intérieur. Ce réveil doit précéder l'exacte reconnaissance de toutes les fautes dont s'est chargé notre peuple ; il doit également précéder le combat contre Hitler et ses innombrables acolytes, membres du parti, et autres traîtres. Aucune peine sur terre, si grande soit-elle, ne pourra être prononcée contre Hitler et ses partisans. Une fois la guerre finie, il faudra, par souci de l'avenir, châtier durement les coupables pour ôter à quiconque l'envie de recommencer jamais une pareille aventure.

N'oubliez pas non plus les petits salopards de ce régime, souvenez-vous de leur noms, que pas un d'entre eux n'échappe! Qu'ils n'aillent pas, au dernier moment, retourner leur veste, et faire comme si rien ne s'était produit.

Nous tenons à ajouter, pour vous rassurer, que nous ne conservons pas les adresses des lecteurs de la Rose Blanche. Elles sont prises au hasard dans les annuaires.

Nous ne nous taisons pas, nous sommes votre mauvaise conscience ; la Rose Blanche ne vous laisse aucun repos!

Cinquième tract

APPEL A TOUS LES ALLEMANDS

La guerre approche de sa fin certaine. Comme en 1918, le gouvernement allemand essaye encore d'attirer l'attention sur la force de l'arme sous-marine ; mais à l'Est, les troupes reculent sans cesse, et on s'attend à une invasion par l'Ouest. L'Amérique n'est pas encore arrivée au maximum de son armement qui dépasse déjà tout ce que l'histoire a connu.

Hitler mène l'Allemagne à sa perte, cela a la certitude mathématique. *Hitler ne peut pas gagner la guerre, il n'arrive qu'à la prolonger!* Sa faute et celle de ses complices a dépassé toute limite. Le châtiment ne saurait tarder!

Mais que fait le peuple allemand? Il n'entend plus, ni ne voit ; il suit aveuglement ses faux maîtres dans le chemin du crime. Victoire à tout prix! Voilà ce que vous avez écrit sur vos drapeaux. "Je combats jusqu'au dernier homme", dit Hitler, quand la guerre est perdue.

Allemands! Voulez-vous subir et imposer à vos enfants l'horrible sort des Juifs? Les mêmes juges, qui châtieront vos maîtres, vous sommeront-ils de rendre compte? Et faudra-t-il, pour vous comme pour eux, appliquer la même loi? Serons-nous, pour toujours, le peuple haï de tous, exclu du monde? Non! Refusez avec énergie d'être plus longtemps les complices des monstres qui nous gouvernent. Prouvez clairement, par votre action, que vous n'êtes pas des dupes! Une nouvelle guerre de libération commence. Les meilleurs combattent à nos côtés. L'indifférence n'est plus permise. Décidez-vous, *avant qu'il ne soit trop tard!*

Ne croyez pas la propagande nationale-socialiste qui, par la peur du danger bolcheviste, vous a terrorisés. Ne croyez pas que le salut du pays dépende des succès du nazisme! Un ordre social criminel ne saurait donner une victoire à l'Allemagne. Séparez-vous à *temps* de tout ce qui sert ou glorifie cette dictature. Une époque viendra où la justice, pour être bien fondée, n'en sera pas moins implacable ; elle condamnera les indécis et les prudents comme des traîtres.

Quelle conclusion tirer de cette guerre, qui ne fut jamais nationale?

D'où qu'elle vienne, la puissance impérialiste ne doit jamais s'instaurer dans l'État. Un militarisme prussien ne doit plus jamais parvenir au pouvoir. Les peuples européens auront à se connaître et à s'unir pour jeter les bases d'un relèvement commun. Toute force de nature dictatoriale, comme celle que l'État prussien a tenté d'établir en Allemagne et dans toute l'Europe, doit rencontrer une opposition irréductible. L'Allemagne future ne peut être que fédérale. Seule une conception saine, et fédérale, de l'État donnera une nouvelle vie à l'Europe affaiblie. Un socialisme bien compris libèrera la classe des travailleurs de la plus basse forme d'esclavage qui est la sienne. L'économie particulariste doit cesser en Europe.

Chaque peuple, chaque individu a droit aux richesses du monde.

Liberté de parole, liberté de croyance, protection des citoyens contre l'arbitraire des états dictatoriaux criminels, telles sont les bases nécessaires de l'Europe nouvelle.

Aidez le mouvement de résistance, distribuez les tracts!

Sixième tract

ETUDIANTS! ETUDIANTES!

La défaite de Stalingrad a jeté

notre peuple dans la stupeur. La vie de trois cent mille Allemands, voilà ce qu'a coûté la stratégie géniale de ce soldat de deuxième classe promu général des armées. Führer, nous te remercions!

Le peuple allemand s'inquiète

: allons-nous continuer de confier le sort de nos troupes à un dilettante?

Allons-nous sacrifier les dernières forces vives du pays aux plus bas instincts d'hégémonie d'une clique d'hommes de parti? Jamais plus! Le jour est venu de demander des comptes à la plus exécration tyrannie que ce peuple ait jamais endurée. Au nom de la jeunesse allemande, nous exigeons de l'État d'Adolf Hitler le retour à la liberté personnelle ; nous voulons reprendre possession de ce qui est à nous ; notre pays, prétexte pour nous tromper si honteusement, nous appartient.

Nous avons grandi dans un État

où toute expression de ses opinions personnelles étaient impossible. On a essayé, dans ces années si importantes pour notre formation, de nous ôter toute personnalité, de nous troubler, de nous empoisonner. Dans un brouillard de phrases vides, on voulait étouffer en nous la pensée individuelle, et on appelait cette méthode : "*formation pour une conception saine du monde*".

Par le choix du Führer, un choix comme on n'en pouvait faire de plus diabolique et de plus borné à la fois, des hommes sont devenus des criminels sans dieu, sans honte, sans conscience ; il en a fait sa suite aveugle, stupide. Ce serait à nous, "*travailleurs intellectuels*" de régler son compte à cette nouvelle clique de Seigneurs. Des combattants du front sont traités comme des écoliers par des Chefs de groupe, ou des aspirants Gauleiter.

Il n'est pour nous qu'un impératif

: lutter contre la dictature! Quittons les rangs de ce parti nazi, où l'on veut empêcher toute expression de notre pensée politique. Désertons les amphithéâtres où paradent les chefs et les sous-chefs S.S., les flagorneurs et les arrivistes. Nous réclamons une science non truquée, et la liberté authentique de l'esprit. Aucune menace ne peut nous faire peur, et certes pas la fermeture de nos Écoles Supérieures. Le combat de chacun d'entre nous a pour enjeu notre liberté, et notre honneur de citoyen conscient de sa responsabilité sociale.

Liberté et Honneur! Pendant dix

longues années, Hitler et ses partisans nous ont rebattu les oreilles de ces deux mots, comme seuls savent le faire des dilettantes, qui jettent aux cochons les valeurs les plus hautes d'une nation. Ce qu'ils entendent par ces mots, ils l'ont montré suffisamment au cours de ces années où toute liberté, matérielle aussi bien qu'intellectuelle, toute valeur morale furent bafouées. L'effusion de sang qu'ils ont répandu dans l'Europe, au nom de l'honneur allemand, a ouvert les yeux même au plus sot. La honte pèsera pour toujours sur l'Allemagne, si la jeunesse ne s'insurge pas enfin pour écraser ses bourreaux et bâtir une nouvelle Europe spirituelle.

Flugblätter der Weissen Rose.

I

Nichts ist eines Kulturvolkes unwürdiger, als sich ohne Widerstand von einer verantwortungslosen und dunklen Trieben ergebenden Herrscherclique "regieren" zu lassen. Ist es nicht so, dass sich jeder ehrliche Deutsche heute seiner Regierung schämt, und wer von uns ahnt das Ausmass der Schmach, die über uns und unsere Kinder kommen wird, wenn einst der Schleier von unseren Augen gefallen ist und die grauenvollsten und jegliches Mass unendlich überschreitenden Verbrechen ans Tageslicht treten? Wenn das deutsche Volk schon so in seinem tiefsten Wesen korruptiert und zerfallen ist, dass es ohne eine Hand zu regen, im leichtsinnigen Vertrauen auf eine fragwürdige Gesetzmässigkeit der Geschichte, das Höchste, das ein Mensch besitzt, und das ihn über jede andere Kreatur erhöht, nämlich den freien Willen, preisgibt, die Freiheit des Menschen preisgibt, selbst mit einzugreifen in das Rad der Geschichte und es seiner vernünftigen Entscheidung unterzuordnen, wenn die Deutschen so jeder Individualität bar, schon so sehr zur geistlosen und feigen Masse geworden sind, dann, ja dann verdienen sie den Untergang.

Goethe spricht von den Deutschen als einem tragischen Volke, gleich dem der Juden und Griechen, aber heute hat es eher den Anschein, als sei es eine seichte, willenlose Herde von Mitläufern, denen das Mark aus dem Innersten gezogen und nun ihres Kernes beraubt, bereit sind sich in den Untergang hetzen zu lassen. Es scheint so - aber es ist nicht so; vielmehr hat man in langsamer, trügerischer, systematischer Vergewaltigung jeden einzelnen in ein geistiges Gefängnis gesteckt, und erst, als er darin gefesselt lag, würde er sich des Verhängnisses bewusst. Wenige nur erkannten das drohende Verderben, und der Lohn für ihr heroisches Mahnen war der Tod. Ueber das Schicksal dieser Menschen wird noch zu reden sein.

Wenn jeder wartet, bis der Andere anfängt, werden die Boten der rächenden Nemesis unaufhaltsam näher und näher rücken, dann wird auch das letzte Opfer sinnlos in den Rachen des unersättlichen Dämons geworfen sein. Daher muss jeder Einzelne seiner Verantwortung als Mitglied der christlichen und abendländischen Kultur bewusst in dieser letzten Stunde sich wehren so viel er kann, arbeiten wider die Geißel der Menschheit, wider den Faschismus und jedes ihm ähnliche System des absoluten Staates. Leistet passiven Widerstand - **W i d e r s t a n d** - wo immer Ihr auch seid, verhindert das Weiterlaufen dieser ateistischen Kriegemaschine, ehe es zu spät ist, ehe die letzten Städte ein Trümmerhaufen sind, gleich Köln, und ehe die letzte Jugend des Volkes irgendwo für die Hybris eines Untermenschen verblutet ist. Vergesst nicht, dass ein jedes Volk diejenige Regierung verdient, die es erträgt!

Aus Friedrich Schiller, "Die Gesetzgebung des Lykurgus und Solon":

"....Gegen seinen eigenen Zweck gehalten, ist die Gesetzgebung des Lykurgus ein Meisterstück der Staats- und Menschenkunde. Er wollte einen mächtigen, in sich selbst gegründeten, unzerstörbaren Staat; politische Stärke und Dauerhaftigkeit waren das Ziel, wonach er strebte, und dieses Ziel hat er so weit erreicht, als unter seinen Umständen möglich war. Aber hält man den Zweck, welchen Lykurgus sich vorgesetzt, gegen den Zweck der Menschheit, so muss eine tiefe Missbilligung an die Stelle der Bewunderung treten, die uns der erste, flüchtige Blick abgeworfen hat. Alles darf dem Besten des Staates zum Opfer gebracht werden, nur dasjenige nicht, dem der Staat selbst nur als ein Mittel dient. Der Staat selbst ist niemals Zweck, er ist nur wichtig als eine Bedingung, unter welcher der Zweck der Menschheit erfüllt werden kann, und dieser Zweck der Menschheit ist kein anderer, als Ausbildung aller Kräfte des Menschen, Fort-

schreitung. Hindert eine Staatsverfassung, dass alle Kräfte, die im Menschen liegen, sich entwickeln; hindert sie die Fortschreitung des Geistes, so ist sie verwerflich und schädlich, sie mag übrigens noch so durchdacht und in ihrer Art noch so vollkommen sein. Ihre Dauerhaftigkeit selbst gereicht ihr alsdann vielmehr zum Vorwurf, als zum Ruhme - sie ist dann nur ein verlängertes Uebel; je länger sie Bestand hat, umso schädlicher ist sie.

.....Auf Unkosten aller sittlichen Gefühle wurde das politische Verdienst errungen und die Fähigkeit dazu ausgebildet. In Sparta gab es keine eheliche Liebe, keine Mutterliebe, keine kindliche Liebe, keine Freundschaft - es gab nichts als Bürger, nichts als bürgerliche Tugend.

.....Ein Staatsgesetz machte den Spartanern die Unmenschlichkeit gegen ihre Sklaven zur Pflicht; in diesen unglücklichen Schlachtopfern wurde die Menschheit beschimpft und misshandelt. In dem spartanischen Gesetzbuche selbst wurde der gefährliche Grundsatz gepredigt, Menschen als Mittel und nicht als Zwecke zu betrachten - dadurch wurden die Grundfesten des Naturrechts und der Sittlichkeit gesetzmässig eingerissen.

.....Welch schöneres Schauspiel gibt der rauhe Krieger Cajus Marcius in seinem Lager vor Rom, der Rache und Sieg aufopfert, weil er die Tränen der Mutter nicht fließen sehen kann!"

"...Der Staat (des Lykurgus) könnte nur unter der einzigen Bedingung fort dauern, wenn der Geist des Volks stillstünde; er konnte sich also nur dadurch erhalten, dass er den höchsten und einzigen Zweck eines Staates verfehlte."

Aus Goethe "Des Epimenides Erwachen", zweiter Aufzug, vierter Auftritt:

Genien

.....
Doch was dem Abgrund kühn entstiegen,
Kann durch ein ehernes Geschick
Den halben Weltkreis übersiegen,
Zum Abgrund muss es doch zurück.
Schon droht ein ungeheures Bangen,
Vergebens wird er widerstehn!
Und alle, die noch an ihn hängen,
Sie müssen mit zu Grunde gehn

Hoffnung

Nun begeg' ich meinen Braven,
Die sich in der Nacht versammelt
Um zu schweigen, nicht zu schlafen,
Und das schöne Wort der Freiheit
Wird gelispelt und gestammelt,
Bis in ungewohnter Neuheit
Wir an unsrer Tempel Stufen
Wieder neu entzückt es rufen:
(Mit Ueberzeugung laut:)
Freiheit!

(gemässigt:)
Freiheit!

(von allen Seiten und Enden Echo:)
Freiheit!

Wir bitten Sie, dieses Blatt mit möglichst vielen Durchschlägen abzuschreiben und weiter zu verteilen!

Man kann sich mit dem Nationalsozialismus geistig nicht auseinandersetzen, weil er ungeistig ist. Es ist falsch, wenn man von einer nationalsozialistischen Weltanschauung spricht, denn, wenn es diese gäbe, müsste man versuchen, sie mit geistigen Mitteln zu beweisen oder zu bekämpfen - die Wirklichkeit aber bietet uns ein völlig anderes Bild: schon in ihrem ersten Keim war diese Bewegung auf den Betrug des Mitmenschen angewiesen, schon damals war sie im Innersten verfault und konnte sich nur durch die stete Lüge retten. Schreibt doch Hitler selbst in einer frühen Auflage "seines" Buches (ein Buch, das in dem übelsten Deutsch geschrieben worden ist, das ich je gelesen habe; dennoch ist es von dem Volke der Dichter und Denker zur Bibel erhoben worden): "Man glaubt nicht, wie man ein Volk betrügen muss, um es zu regieren." Wenn sich nun am Anfang dieses Krebsgeschwürs des Deutschen Volkes noch nicht allzusehr bemerkbar gemacht hatte, so nur deshalb, weil noch gute Kräfte genug am Werk waren, es zurückzuhalten. Wie es aber grösser und grösser wurde und schliesslich mittels einer letzten gemeinen Korruption zur Macht kam, das Geschwür gleichsam aufbrach und den ganzen Körper bedeckte, versteckte sich die Mehrzahl der früheren Gegner, flüchtete die deutsche Intelligenz in ein Kellerloch, um dort als Nachtschattengewächs, dem Licht und der Sonne verborgen, allmählich zu ersticken. Jetzt stehen wir vor dem Ende. Jetzt kommt es darauf an, sich gegenseitig wiederzufinden, aufzuklären von Mensch zu Mensch, immer daran zu denken und sich keine Ruhe zu geben, bis auch der letzte von der äussersten Notwendigkeit seines Kampfes wider dieses System überzeugt ist. Wenn so eine Welle des Aufruhrs durch das Land geht, wenn "es in der Luft liegt", wenn viele mitmachen, dann kann in einer letzten, gewaltigen Anstrengung dieses System abgeschüttelt werden. Ein Ende mit Schrecken ist immer noch besser, als ein Schrecken ohne Ende.

Es ist uns nicht gegeben, ein endgültiges Urteil über den Sinn unserer Geschichte zu fällen. Aber wenn diese Katastrophe uns zum Heile dienen soll, so doch nur dadurch: Durch das Leid gereinigt zu werden, aus der tiefsten Nacht heraus das Licht zu ersehen, sich aufzuraffen und endlich mitzuhelfen, das Joch abzuschütteln, das die Welt bedrückt.

Nicht über die Judenfrage wollen wir in diesem Blatte schreiben, keine Verteidigungsrede verfassen - nein, nur als Beispiel wollen wir die Tatsache kurz anführen, die Tatsache, dass seit der Eroberung Polens dreihunderttausend Juden in diesem Land auf bestialischste Art ermordet worden sind. Hier sehen wir das fürchterlichste Verbrechen an der Würde des Menschen, ein Verbrechen, dem sich kein ähnliches in der ganzen Menschengeschichte an die Seite stellen kann. Auch die Juden sind doch Menschen - man mag sich zur Judenfrage stellen wie man will - und an Menschen wurde solches verübt. Vielleicht sagt jemand, die Juden hätten ein solches Schicksal verdient, diese Behauptung wäre eine ungeheure Anmassung; aber angenommen, es sagte jemand dies, wie stellt er sich dann zu der Tatsache, dass die gesamte polnische adelige Jugend vernichtet worden ist (Gabe Gott, dass sie es noch nicht ist!)? Auf welche Art, fragen sie, ist solches geschehen? Alle männlichen Sprösslinge aus adeligen Geschlechtern zwischen 16 und 20 Jahren wurden in Konzentrationslager nach Deutschland zu Zwangsarbeit, alle Mädchen gleichen Alters nach Norwegen in die Bordelle der SS verschleppt! Wozu wir dies Ihnen alles erzählen, da sie es schon selber wissen, wenn nicht diese, so andere gleich schwere Verbrechen des fürchterlichen Untermenschentums? Weil hier eine Frage berührt wird, die uns alle zutiefst angeht und allen zu denken geben muss. Warum verhält sich das deutsche

"Salus publica suprema lex."

Alle idealen Staatsformen sind Utopien. Ein Staat kann nicht rein theoretisch konstruiert werden, sondern er muss ebenso wachsen, reifen, wie der einzelne Mensch. Aber es ist nicht zu vergessen, dass am Anfang einer jeden Kultur die Vorform des Staates vorhanden war. Die Familie ist so alt, wie die Menschen selbst und aus diesem anfänglichen Zusammensein hat sich der vernunftbegabte Mensch einen Staat geschaffen, dessen Grund die Gerechtigkeit und dessen höchstes Gesetz das Wohl Aller sein soll. Der Staat soll eine Analogie der göttlichen Ordnung darstellen, und die höchste aller Utopien, die civitas Dei ist das Vorbild, dem er sich letzten Endes nähern soll. Wir wollen hier nicht urteilen über die verschiedenen möglichen Staatsformen, die Demokratie, die konstitutionelle Monarchie, das Königtum usw. Nur eines will eindeutig und klar herausgehoben werden: jeder einzelne Mensch hat einen Anspruch auf einen brauchbaren und gerechten Staat, der die Freiheit des Einzelnen als auch das Wohl der Gesamtheit, sichert. Denn der Mensch soll nach Gottes Willen frei und unabhängig im Zusammenleben und Zusammenwirken der staatlichen Gemeinschaft sein natürliches Ziel, sein irdisches Glück in Selbstständigkeit und Selbsttätigkeit zu erreichen suchen.

Unser heutiger "Staat" aber ist die Diktatur des Bösen. "Das wissen wir schon lange," höre ich Dich einwenden, "und wir haben es nicht nötig, dass uns dies hier noch einmal vorgehalten wird." Aber, frage ich Dich, wenn ihr das wisst, warum regt ihr euch nicht, warum duldet ihr, dass diese Gewalthaber Schritt für Schritt offen und im Verborgenen eine Domäne eures Rechtes nach der anderen rauben, bis eines Tages nichts, aber auch gar nichts übrigbleiben wird, als ein mechanisiertes Staatsgetriebe, kommandiert von Verbrechern und Säufern? Ist euer Geist schon so sehr der Vergewaltigung unterlegen, dass ihr vergesst, dass es nicht nur euer Recht, sondern eure s i t t l i c h e P f l i c h t ist, dieses System zu beseitigen? Wenn aber ein Mensch nicht mehr die Kraft aufbringt, sein Recht zu fordern, dann muss er mit absoluter Notwendigkeit untergehen. Wir würden es verdienen, in alle Welt verstreut zu werden, wie der Staub vor dem Winde, wenn wir uns in dieser zwölften Stunde nicht aufrafften und endlich den Mut aufbrächten, der uns seither gefehlt hat. Verbergt nicht eure Feigheit unter dem Mantel der Klugheit! Denn mit jedem Tag, da ihr noch zögert, da ihr dieser Ausgeburt der Hölle nicht widersteht, wächst eure Schuld gleich einer parabolischen Kurve höher und immer höher.

Viele, vielleicht die meisten Leser dieser Blätter sind sich darüber nicht klar, wie sie einen Widerstand ausüben sollen. Sie sehen keine Möglichkeiten. Wir wollen versuchen Ihnen zu zeigen, dass ein jeder in der Lage ist, etwas beizutragen zum Sturz dieses Systems. Nicht durch individualistische Gegnerschaft, in der Art verbitterter Einsiedler, wird es möglich werden, den Boden für einen Sturz dieser "Regierung" reif zu machen oder gar den Umsturz möglichst bald herbeizuführen, sondern nur durch die Zusammenarbeit vieler überzeugter, tatkräftiger Menschen, Menschen, die sich einig sind, mit welchen Mitteln sie ihr Ziel erreichen können. Wir haben keine reiche Auswahl an solchen Mitteln, nur ein einziges steht uns zur Verfügung - der p a s s i v e W i d e r s t a n d

Volk angesichts all dieser schrecklichsten, menschenunwürdigsten Verbrechen so apathisch? Kaum irgendjemand macht sich Gedanken darüber. Die Tatsache wird als solche hingenommen und ad acta gelegt. Und wieder schläft das deutsche Volk in seinem stumpfen, blöden Schlaf weiter und gibt diesen faschistischen Verbrechern Mut und Gelegenheit weiterzuwüten und diese tun es. Sollte dies ein Zeichen dafür sein, dass die Deutschen in ihren primitivsten menschlichen Gefühlen verroht sind, dass keine Saite in ihnen schrill aufschreit im Angesicht solcher Taten, dass sie in einen tödlichen Schlaf versunken sind, aus dem es kein Erwachen mehr gibt, nie, niemals? Es scheint so und ist es bestimmt, wenn der Deutsche nicht endlich aus dieser Dumpfheit auffährt, wenn er nicht protestiert, wo immer er nur kann gegen diese Verbrecherklippe, wenn er mit diesen Hunderttausenden von Opfern nicht mitleidet. Und nicht nur Mitleid muss er empfinden, nein, noch viel mehr: **M i t s o h u l d**. Denn er gibt durch sein apathisches Verhalten diesen dunklen Menschen erst die Möglichkeit so zu handeln, er leidet diese "Regierung", die eine so unendliche Schuld auf sich geladen hat, ja, er ist doch selbst schuld daran, dass sie überhaupt entstehen konnte! Ein jeder will sich von einer solchen Mitschuld freisprechen, ein jeder tut es und schläft dann wieder mit ruhigstem, bestem Gewissen. Aber er kann sich nicht freisprechen, ein jeder ist **s o h u l d i g**, **s c h u l d i g**, **s c h u l d i g**! Doch ist es noch nicht zu spät, diese abscheulichste aller Missgeburten von Regierungen aus der Welt zu schaffen, um nicht noch mehr Schuld auf sich zu laden. Jetzt, da uns in den letzten Jahren die Augen vollkommen geöffnet worden sind, da wir wissen, mit wem wir es zu tun haben, jetzt ist es allerhöchste Zeit, diese braune Horde auszurotten. Bis zum Ausbruch des Krieges war der grösste Teil des deutschen Volkes geblendet, die Nationalsozialisten zeigten sich nicht in ihrer wahren Gestalt, doch jetzt, da man sie erkannt hat, muss es die einzige und höchste Pflicht, ja heiligste Pflicht eines jeden Deutschen sein, diese Bestien zu vertilgen!

"Der, des Verwaltung unauffällig ist, des Volk ist froh. Der, des Verwaltung aufdringlich ist, des Volk ist gebrochen. Elend, ach, ist es, worauf Glück sich aufbaut. Glück, ach, verschleiert nur Elend. Wo soll das hinaus? Das Ende ist nicht abzusehen. Das Geordnete verkehrt sich in Unordnung, das Gute verkehrt sich in Schlechtes. Das Volk gerät in Verwirrung. Ist es nicht so täglich seit langem? Daher ist der Hohe Mensch rechteckig, aber er stösst nicht an, er ist kantig, aber verletzt nicht, er ist aufrecht, aber nicht schroff. Er ist klar, aber will nicht glänzen." Lao-tse.

.....

"Wer unternimmt, das Reich zu beherrschen, und es nach seiner Willkür zu gestalten; ich sehe ihn sein Ziel nicht erreichen; das ist alles."
 "Das Reich ist ein lebendiger Organismus; es kann nicht gemacht werden, wahrlich! Wer daran machen will, verdirbt es, wer sich seiner bemächtigen will, verliert es."
 Daher: "Von den Wesen gehen manche voraus, andere folgen ihnen, manche atmen warm, manche kalt, manche sind stark, manche schwach, manche erlangen Fülle, andere unterliegen."
 "Der Hohe Mensch daher lässt ab von Uebertriebenheit, lässt ab von Ueberhebung, lässt ab von Uebergriffen." Lao-tse.

Wir bitten, diese Schrift mit möglichst vielen Durchschlägen abzuschreiben und weiterzuverteilen.

Mat. 16.5. Zweites Flugblatt der Weissen Rose.
 Nach einem Entwurf von Hans Scholl
 und Alexander Schönnh. Juni 1942.

© Gedenkstätte
 Deutscher Widerstand
 Berlin

Der Sinn und das Ziel des passiven Widerstandes ist, den Nationalsozialismus zu Fall zu bringen und in diesem Kampf ist vor keinem Weg, vor keiner Tat zurückzuschrecken, mögen sie auf Gebieten liegen, auf welchen sie auch wollen. An a l l e n Stellen muss der Nationalsozialismus angegriffen werden, an denen er nur angreifbar ist. Ein Ende muss diesem Unstaat möglichst bald bereitet werden - ein Sieg des faschistischen Deutschland in diesem Kriege hätte unabwehrbare, fürchterliche Folgen. Nicht der militärische Sieg über den Rötschewismus darf die erste Sorge für jeden Deutschen sein, sondern die Niederlage der Nationalsozialisten. Dies muss unbedingt an erster Stelle stehen. Die grössere Notwendigkeit dieser letzteren Forderung werden wir Ihnen in einem unserer nächsten Blätter beweisen.

Und jetzt muss sich ein jeder entschiedene Gegner des Nationalsozialismus die Frage vorlegen: Wie kann er gegen den gegenwärtigen "Staat" am wirksamsten ankämpfen, wie ihm die empfindlichsten Schläge beibringen? Durch den passiven Widerstand - zweifellos. Es ist klar, dass wir unmöglich für jeden Einzelnen Richtlinien für sein Verhalten geben können, nur allgemein andeuten können wir, den Weg zur Verwirklichung muss jeder selber finden.

S a b o t a g e in Rüstungs- und kriegswichtigen Betrieben, Sabotage in allen Versammlungen, Kundgebungen, Festlichkeiten, Organisationen, die durch die nat. soz. Partei ins Leben gerufen werden. Verhinderung des reibungslosen Ablaufs der Kriegsmaschine (einer Maschine, die nur für einen Krieg arbeitet, der a l l e i n um die Rettung und Erhaltung der nat. soz. Partei und ihrer Diktatur geht). S a b o t a g e auf allen wissenschaftlichen und geistigen Gebieten, die für eine Fortführung des gegenwärtigen Krieges tätig sind - sei es in Universitäten, Hochschulen, Laboratorien, Forschungsanstalten, technischen Büros. S a b o t a g e in allen Veranstaltungen kultureller Art, die das "Ansehen" der Faschisten im Volke heben könnten. S a b o t a g e in allen Zweigen der bildenden Künste, die nur im geringsten im Zusammenhang mit dem Nationalsozialismus stehen und ihm dienen. S a b o t a g e in allem Schrifttum, allen Zeitungen, die im Solde der "Regierung" stehen, für ihre Ideen, für die Verbreitung der braunen Lüge, kämpfen. Opfert nicht einen Pfennig bei Strassensammlungen (auch wenn sie unter dem Deckmantel wohlthätiger Zwecke durchgeführt werden. Denn dies ist nur eine Tarnung. In Wirklichkeit kommt das Ergebnis weder dem Roten Kreuz noch den Notleidenden zugute. Die Regierung braucht dies Geld nicht, ist auf diese Sammlungen finanziell nicht angewiesen - die Druckmaschinen laufen ja ununterbrochen und stellen jede beliebige Menge von Papiergeld her. Das Volk muss aber dauernd in Spannung gehalten werden, nie darf der Druck der Kandare nachlassen! Gebt nichts für die Metall- Spinnstoff- und andere Sammlungen! Sucht alle Bekannte auch aus den unteren Volksschichten, von der Sinnlosigkeit einer Fortführung, von der Aussichtslosigkeit dieses Krieges, von der geistigen und wirtschaftlichen Versklavung durch den Nationalsozialismus, von der Zerstörung aller sittlichen und religiösen Werte zu überzeugen und zum passiven Widerstand zu veranlassen!

Aristoteles "Ueber die Politik": "Ferner gehört es (zum Wesen der Tyrannis) dahin zu streben, dass ja nichts verborgen bleibe, was irgend ein Untertan spricht oder tut, sondern überall Späher ihn belauschen ferner alle Welt miteinander zu verhetzen und Freunde mit Freunden zu verfeinden und das Volk mit den Vornehmen und die Reichen unter sich. Sodann gehört es zu solchen tyrannischen Massregeln, die Untertanen arm zu machen, damit die Leibwache besoldet werden kann, und sie, mit der Sorge um ihren täglichen Erwerb beschäftigt, keine Zeit und Müsse haben, Verschwörungen anzustiften.... Ferner aber auch solche hohe Einkommensteuern, wie die in Syrakus aufgelegten, denn unter Dionysios hatten die Bürger dieses Staates in fünf Jahren glücklich ihr ganzes Vermögen in Steuern ausgegeben. Und auch beständig Kriege zu erregen ist der Tyrann geneigt..."
Bitte vervielfältigen und weitergeben!!!

Mat. 16:6: Drittes Flugblatt der Weissen Rose.
„Salus publica suprema lex“ Nach einem Entwurf von
Hans Schöf und Alexander Schmorell, Juli 1942.

© Gedenkstätte
Deutscher Widerstand
Berlin
1999

Es ist eine alte Weisheit, die man Kindern immer wieder aufs neue predigt, dass wer nicht hören will, fühlen muss. Ein kluges Kind wird sich aber die Finger nur einmal an heissen Ofen verbrennen.

In den vergangenen Wochen hatte Hitler sowohl in Afrika, als auch in Russland Erfolge zu verzeichnen. Die Folge davon war, dass der Optimismus auf der einen, die Bestürzung und der Pessimismus auf der anderen Seite des Volkes mit einer der deutschen Trägheit unvergleichlichen Schnelligkeit anstieg. Allenthalben hörte man unter den Gegnern Hitlers, also unter dem besseren Teil des Volkes, Klagerufe, Worte der Enttäuschung und der Entmutigung, die nicht selten in dem Ausruf endigten: "Sollte nun Hitler doch...?"

Indessen ist der deutsche Angriff auf Aegypten zum Stillstand gekommen, Rommel muss in einer gefährlich exponierten Lage verharren - aber noch geht der Vormarsch im Osten weiter. Dieser scheinbare Erfolg ist unter den grauenvollsten Opfern erkauft worden, sodass er schon nicht mehr als vorteilhaft bezeichnet werden kann. Wir warnen daher vor jedem Optimismus.

Wer hat die Toten gezählt, Hitler oder Göbbels - wohl keiner von beiden. Täglich fallen in Russland Tausende. Es ist die Zeit der Ernte, und der Schnitter fährt mit vollem Zug in die reife Saat. Die Trauer kehrt ein in die Hütten der Heimat, und niemand ist da, der die Tränen der Mütter trocknet. Hitler aber belügt die, deren teuerstes Gut er geraubt und in den sinnlosen Tod getrieben hat.

Jedes Wort, das aus Hitlers Munde kommt, ist Lüge; wenn er Freuden sagt, meint er den Krieg, und wenn er in freudigster Weise den Namen des Allmächtigen nennt, meint er die Macht des Bösen, den gefallenen Engel, den Satan. Sein Mund ist der stinkende Rachen der Hölle und seine Macht ist im Grunde verworfen. Wohl muss man mit rationalen Mitteln den Kampf wider den nationalsozialistischen Terrorstaat führen; wer aber heute noch an der realen Existenz der dämonischen Mächte zweifelt, hat den metaphysischen Hintergrund dieses Krieges bei weitem nicht begriffen. Hinter dem Konkreten, hinter dem sinnlich Wahrnehmbaren, hinter allen sachlichen logischen Ueberlegungen, steht das Irrationale, d. i. der Kampf wider den Dämon, wider den Boten des Antichrists. Ueberall und zu allen Zeiten haben die Dämonen im Dunkeln gelauert auf die Stunde, da der Mensch schwach wird, da er seine ihm von Gott auf Freiheit gegründete Stellung im ordo eigenmächtig verlässt, da er dem Druck des Bösen nachgibt, sich von den Mächten höherer Ordnung loslöst und so, nachdem er den ersten Schritt freiwillig getan, zum zweiten und dritten und immer mehr getrieben wird mit rasend steigender Geschwindigkeit - überall und zu allen Zeiten der höchsten Not sind Menschen aufgestanden, Propheten, Heilige, die ihre Freiheit gewahrt hatten, die auf den Einzigen Gott hinwiesen und mit seiner Hilfe das Volk zur Umkehr mahnten. Wohl ist der Mensch frei, aber er ist wehrlos wider das Böse ohne den wahren Gott, er ist wie ein Schiff ohne Ruder, dem Sturm preisgegeben, wie ein Säugling ohne Mutter, wie eine Wolke, die sich auflöst.

Gibt es, so frage ich Dich, der Du ein Christ bist, gibt es in diesen Ringen um die Erhaltung deiner höchsten Güter ein Zögern, ein Spiel mit Intrigen, ein Hinausschieben der Entscheidung in der Hoffnung, dass ein anderer die Waffen erhebt, um Dich zu verteidigen? Hat Dir nicht Gott selbst die Kraft und den Mut gegeben zu kämpfen? Hat Dir nicht das Böse dort angreifen, wo es am mächtigsten ist, und es ist am mächtigsten in der Macht Hitlers.

"Ich wandte mich und sah an alles Unrecht, das geschah unter der Sonne; und siehe, da waren Tränen derer, so Unrecht litten und hatten keinen Tröster; und die ihnen Unrecht taten, waren zu mächtig, dass sie keinen Tröster haben konnten.

Da lobte ich die Toten, die schon gestorben waren, mehr denn die Lebendigen, die noch das Leben hatten..." (Sprüche)

Novalis: "Wahrhafte Anarchie ist das Zeugungselement der Religion. Aus der Vernichtung alles Positiven hebt sie ihr glorreiches Haupt als neue Weltstifterin empor... Wenn Europa wieder erwachen wollte, wenn ein Staat der Staaten, eine politische Wissenschaftslehre uns bevorstünde! Sollte etwa die Hierarchie... das Prinzip des Staatenvereins sein?... Es wird solange Blut über Europa strömen, bis die Nationen ihren fürchterlichen Wahnsinn gewahr werden, der sie im Kreis herumtreibt, und von heiliger Musik getroffen und besänftigt, zu ehemaligen Altären in bunter Vermischung treten, Werke des Friedens vornehmen und ein grosses Friedenstfest auf den rauhenden Walstätten mit heissen Tränen gefeiert wird. Nur die Religion kann Europa wieder aufwecken und das Völkerrecht sichern und die Christenheit mit neuer Herrlichkeit sichtbar auf Erden in ihr friedentiftendes Art installieren."

Wir weisen eindringlich darauf hin, dass die Weisse Rose nicht im Solde einer ausländischen Macht steht. Obgleich wir wissen, dass die nationalsozialistische Macht mit Erlaubnis gebrochen werden muss, suchen wir eine Erneuerung des schwerverwundeten deutschen Geistes von Innen her zu erreichen. Dieser Wiedergeburt muss aber die klare Erkenntnis aller Schuld, die das deutsche Volk auf sich geladen hat, und ein rücksichtsloser Kampf gegen Hitler und seine allzuvielen Helfershelfer, Parteimitglieder, Quislinge usw. vorausgehen. Mit aller Brutalität muss die Kluft zwischen dem besseren Teil des Volkes und allem, was mit dem Nationalsozialismus zusammenhängt, aufgerissen werden. Für Hitler und seine Anhänger gibt es auf dieser Erde keine Strafe, die ihren Taten gerecht wäre. Aber aus Liebe zu kommenden Generationen muss nach Beendigung des Krieges ein Exempel statuiert werden, daß niemand auch nur die geringste Lust je verspüren sollte, Ähnliches aufs neue zu versuchen. Vergesst auch nicht die kleinen Schurken dieses Systems, merkt Euch die Namen, auf dass keiner entkomme! Es soll ihnen nicht gelingen, in letzter Minute noch nach all diesen Scheusslichkeiten die Fahne zu wechseln und so zu tun, als ob nichts gewesen wäre!

Zu Ihrer Beruhigung möchten wir noch hinzufügen, dass die Adressen der Leser der Weissen Rose nirgends schriftlich niedergelegt sind. Die Adressen sind willkürlich Adressbüchern entnommen.

Wir schweigen nicht, wir sind Euer böses Gewissen, die Weisse Rose lässt Euch keine Ruhe!

Bitte vervielfältigen und weitersenden!

Mat. 16.7. Viertes Flugblatt der Weissen Rose.
Nach einem Entwurf von Hans Scholl
und Alexander Schmorell, Juli 1942.

© Gedenkstätte
Deutscher Widerstand
Berlin

Kommissionen! Kommissionen!

Erschüttert steht unser Volk vor dem Untergang der Männer von Stalingrad. Dreihundertdreissigtausend deutsche Männer hat die geniale Strategie des Weltkriegsgefreiten sinn- und verantwortungslos in Tod und Verderben gehetzt. Führer, wir danken dir!

Es gärt im deutschen Volk: Wollen wir weiter einem Dilettanten das Schicksal unserer Armeen anvertrauen? Wollen wir den niedrigen Machtinstinkten einer Parteidolche den Rest der deutschen Jugend opfern? Nimmermehr

Der Tag der Abrechnung ist gekommen, der Abrechnung unserer deutschen Jugend mit der verabscheuungswürdigsten Tyrannei, die unser Volk je erduldet hat. Im Namen der ganzen deutschen Jugend fordern wir von dem Staat Adolf Hitlers die persönliche Freiheit, das kostbarste Gut des Deutschen zurück, um das er uns in der erbärmlichsten Weise betrogen hat.

In einem Staat rücksichtsloser Knebelung jeder freien Meinungsäußerung sind wir aufgewachsen. HJ, SA, SS haben uns in den fruchtbarsten Bildungsjahren unseres Lebens zu uniformieren, zu revolutionieren, zu narkotisieren versucht. "Weltanschauliche Schulung" hiess die verächtliche Methode, das aufkeimende Selbstdenken und Selbstwerten in einem Nebel leerer Phrasen zu ersticken. Eine Führerauslese, wie sie teuflischer und bornierter zugleich nicht gedacht werden kann, zieht ihre künftigen Parteibonzen auf Ordensburg zu gottlosen, schamlosen und gewissenlosen Ausbeutern und Mordbuben heran, zur blinden, stupiden Führergefolgschaft. Wir "Arbeiter des Geistes" wären gerade recht, dieser neuen Herrschicht den Knüppel zu machen. Frontkämpfer werden von Studentenfürhern und Gauleiteraspiranten wie Schuljungen gemassregelt, Gauleiter greifen mit geilen Spässen den Studentinnen an die Ehre. Deutsche Studentinnen haben an der Münchner Hochschule auf die Besudelung ihrer Ehre eine würdige Antwort gegeben, deutsche Studenten haben sich für ihre Kameradinnen eingesetzt und standgehalten. Das ist ein Anfang zur Erkämpfung unserer freien Selbstbestimmung, ohne die geistige Werte nicht geschaffen werden können. Unser Dank gilt den tapferen Kameradinnen und Kameraden, die mit leuchtendem Beispiel vorangegangen sind!

Es gibt für uns nur eine Parole: Kampf gegen die Partei! Heraus aus den Parteigliederungen, in denen man uns politisch weiter mundtot halten will! Heraus aus den Hörsälen der SS- Unter- oder Oberführer und Parteikriecher! Es geht uns um wahre Wissenschaft und echte Geistesfreiheit! Kein Drohmittel kann uns schrecken, auch nicht die Schliessung unserer Hochschulen. Es gilt den Kampf jedes einzelnen von uns um unsere Zukunft, unsere Freiheit und Ehre in einem seiner sittlichen Verantwortung bewussten Staatswesen.

Freiheit und Ehre! Zehn lange Jahre haben Hitler und seine Genossen die beiden herrlichen deutsche Worte bis zum Ekel ausgequetscht, abgedroschen, verdreht, wie es nur Dilettanten vermögen, die die höchsten Werte einer Nation vor die Säue werfen. Was ihnen Freiheit und Ehre gilt, haben sie in zehn Jahren der Zerstörung aller materiellen und geistigen Freiheit, aller sittlichen Substanz im deutschen Volk genugsam gezeigt. Auch dem dümmsten Deutschen hat das furchtbare Blutbad die Augen geöffnet, das sie im Namen von Freiheit und Ehre der deutschen Nation in ganz Europa angerichtet haben und täglich neu anrichten. Der deutsche Name bleibt für immer geschändet, wenn nicht die deutsche Jugend endlich aufsteht, rächt und sühnt zugleich, seine Peiniger zerschmettert und ein neues, geistiges Europa aufrichtet.

Studentinnen! Studenten! Auf uns sieht das sieht das deutsche Volk! Von uns erwartet es, wie 1813 die Brechung des Napoleonischen, so 1943 die Brechung des nationalsozialistischen Terrors aus der Macht des Geistes.

Beresina und Stalingrad flammen im Osten auf, die Toten von Stalingrad beschwören uns!

"Frisch auf, mein Volk, die Flammenzeichen rauchen!"
Unser Volk steht im Aufbruch gegen die Verknechtung Europas durch den Nationalsozialismus, im neuen gläubigen Durchbruch von Freiheit und Ehre!

« A Berlin sous les nazis » de Ruth Andreas-Friedrich

Extraits de son journal : mercredi 10 mars 1943 et mardi 23 mars 1943
Elle relate l'épisode de la Rose Blanche.

Mercredi 10 mars 1943.

Que se passe-t-il à Munich ? Les étudiants se seraient soulevés, dit-on. Des milliers de tracts auraient été distribués. Des inscriptions « A bas Hitler ! », « Vive la liberté ! », tracées sur les murs. Nous prêtons l'oreille, autour de nous. Nous brûlons d'obtenir des renseignements plus précis. Le soulèvement a-t-il des répercussions ? L'a-t-on déjà étouffé ? On dit que Freisler, le président du Tribunal du Peuple se serait rendu à Munich, en « mission spéciale ». La vérité ! Nous voulons savoir la vérité !

Mardi 23 mars 1943.

Nous la connaissons, à présent. Un courrier secret est arrivé de Munich. Un homme de liaison du groupe M. Il était porteur d'un rapport sur la situation et de deux tracts. Tout ce qui reste de la révolte des étudiants, qui aujourd'hui appartient déjà au passé : soulèvement, émeutes, arrestations, jugement. Voilà ce qui s'est passé là-bas, le 19 février : un nouveau gauleiter est nommé. Un nazi ultra, du nom de Paul Giessler. Dans la salle des fêtes de l'Université, il s'adresse aux étudiants rassemblés. Tempête contre le manque de patriotisme et de sens du sacrifice de la Jeunesse universitaire, s'élève contre l'instruction donnée aux femmes, qui, d'après lui, n'est pour elles qu'un moyen de faire la chasse aux maris et braille d'autant plus fort qu'il sent croître la révolte chez son public. Les étudiants quittent la salle. Puis, tout à coup, un cri s'élève : « Nous ne laisserons pas insulter nos camarades ! » Piétinements, trépignements, cris. Giessler doit lâcher pied. Des centaines de tracts s'envolent de la tribune. Au-dehors, un défilé se forme. A ce moment la police surgit. Ferme les portes de la salle et disperse le défilé. « Vive la liberté ! » Ces mots s'étaient sur les murs, comme si des mains invisibles venaient de les écrire.

A la Faculté de Munich, il y a un appariteur. L'aide-appariteur Schmidt. Il a vu, lors de l'arrivée de la police, quelques étudiants lancer une serviette dans la cour. La police doit être mise au courant d'une chose pareille. L'aide-appariteur Schmidt met la Gestapo au courant de la chose. Quelques heures plus tard, trois étudiants sont arrêtés. Hans Scholl, Sophie Scholl et Christoph Probst. Les garçons — soldats au front, en permission, pour poursuivre leurs études de médecine. La jeune fille, sœur de Scholl — étudiante en sciences naturelles.

Freisler reçoit, par téléphone, des ordres de Berlin. Dès le jour suivant, le Tribunal siège à Munich, sous sa présidence.

« Auriez-vous tué Hitler, si vous en aviez eu la possibilité ? », demande-t-on aux accusés.

— « Oui, sur-le-champ ! », répondent-ils, d'une seule voix. Hans Scholl prend tout sur lui, se met en avant, bravement, pour innocenter sa sœur.

— « Nous sommes devenus des esclaves et nous devons reconquérir notre liberté intellectuelle », déclare-t-il, dans sa plaidoirie. Et, lorsque Freisler prononce la sentence, il lui réplique fièrement :

« Dans peu de temps, c'est vous qui serez ici à ma place ! »

Deux jours après leur arrestation, le 22 février, à seize heures trente, Hans Scholl, Sophie Scholl et Christoph Probst montent à l'échafaud. Leur dernier mot est : « Vive la liberté ! » Sophie Scholl a eu la jambe brisée, au cours de l'interrogatoire. Il faut la porter, jusqu'au lieu du supplice. Elle prie : « Dieu, tu es mon refuge dans l'éternité, Amen !... »

Tel est le rapport. Nous le lisons, toutes portes verrouillées, Hinrichs, Frank, Andrik, Flamm, Heike, Wolfgang Kühn et moi. Puis Hinrichs déplie le tract. Groupés autour de lui, nous prenons connaissance de l'appel lancé par nos amis, nos compagnons de lutte de Munich.

III - La résistance de la communauté juive allemande de 1933 à 1938-1939.

A – Présentation de la communauté juive en Allemagne de 1933 à 1938-1939 et les mesures discriminatoires.



Le boycott des magasins juifs - avril 1933

Depuis les Lumières allemandes, les relations entre Allemands chrétiens et Allemands juifs s'étaient consolidées, et les Juifs allemands se sentaient intégrés pour la plupart dans la société allemande. La montée de l'antisémitisme, la prise du pouvoir par le parti nazi en 1933, le boycott des magasins juifs décrété le 1^{er} avril 1933 par Goebbels, ainsi que l'exclusion croissante des Juifs de la société avec les lois raciales de Nuremberg furent un choc pour les 500 000 Juifs allemands. Beaucoup de Juifs allemands réalisèrent alors pour la première fois de leur vie qu'ils étaient juifs, et les actions des nazis engendrèrent chez eux une nouvelle conscience de soi.

La politique antijuive du III^e Reich a été codifiée par quelques 500 textes législatifs entre 1933 et 1943 et se traduisit par un processus d'exclusion progressive et systématique de tous les secteurs de la vie publique jusqu'à l'isolement quasi-total après le pogrom de novembre 1938.



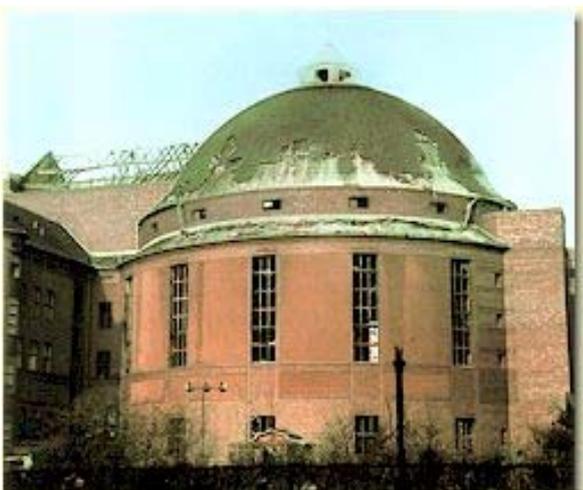
Le lendemain du pogrom
Magasins juifs saccagés
Berlin, 10 novembre 1938

Le pogrom dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, appelé également la "Nuit de Cristal" (Kristallnacht), première persécution massive des juifs, fragilisa définitivement leur position

en Allemagne. Dans toute l'Allemagne, des synagogues furent brûlées et détruites, environ 7 500 magasins juifs furent saccagés, une centaine de juifs perdirent leur vie cette nuit-là, et au moins 26 000 juifs furent arrêtés et internés dans les camps de concentration de Dachau, de Sachsenhausen et de Buchenwald, où des centaines de personnes furent assassinées les jours suivants. C'est pourquoi l'émigration s'intensifia jusqu'à ce qu'elle fut interdite en octobre 1939 (environ 278 000 juifs sur les 525 000 présents en Allemagne en 1933 émigrèrent pendant cette période). Les Juifs allemands émigrèrent vers les pays européens, les Etats-Unis, l'Amérique latine et la Palestine. 30 000 furent livrés aux nazis dans les pays occupés par les Allemands pendant la guerre. Des centaines de Juifs allemands exilés rejoignirent les Brigades internationales, et plusieurs milliers combattirent le régime hitlérien au sein des armées alliées et des mouvements de résistance des pays dans lesquels ils résidaient.

En outre, les pays européens, en particulier, montrèrent de vives réticences à l'émigration et présentaient leurs conditions aux candidats à l'émigration, affirmant leur préférence pour les artisans alors que les intellectuels n'étaient pas souhaités. C'est pourquoi, la représentation nationale juive (Reichsvertretung) organisa des cours d'apprentissage pour transformer médecins, juristes, professeurs et artistes en cordonniers, tailleurs, coiffeurs, etc.... Elle proposa même des cours de langues étrangères pour rendre leur intégration plus facile.

Au moment où la guerre éclata, entre 150 000 et 200 000 Juifs se trouvaient encore en Allemagne. Leur sort devint de plus en plus précaire : obligés à porter l'étoile jaune dès l'âge de six ans à partir de septembre 1941, les portes des appartements marquées également, les Juifs livrés à leurs persécuteurs devenaient une proie facile. En outre dans les grandes villes, à commencer par Berlin, la capitale, les Juifs furent rassemblés dès le 16 octobre 1941 et transportés vers l'Est. La population allemande dans sa grande majorité se contenta, sans trop vouloir savoir, de la thèse officielle qui expliquait que les Juifs, déchus définitivement de la nationalité allemande, étaient simplement regroupés et déplacés dans les territoires occupés par le Grand Reich. Mais parmi les Juifs circulaient les rumeurs les plus terrifiantes : on parlait d'exécutions massives et on s'inquiétait que les déportés ne donnent pas signe de vie.



Le lendemain du pogrom
La synagogue détruite à Berlin-Wilmersdorf
10 novembre 1938

Chronologie des mesures antisémites nazies et des débuts de la Shoah

- 30 avril **1933** - loi instaurant un numerus clausus dans les écoles et universités allemandes
- 29 septembre - loi interdisant aux Juifs d'être propriétaires de terres allemandes
- 4 octobre - interdiction aux Juifs en Allemagne de publier des journaux
- 17 mai **1934** - les juifs sont privés d'assurance-maladie
- 22 juillet - interdiction pour les Juifs, en Allemagne, d'obtenir un diplôme de droit
- 21 mai **1935** - les juifs sont exclus du service militaire en Allemagne
- 15 septembre - lois de Nuremberg
- janvier **1937** - adoption de lois allemandes interdisant aux juifs l'exercice de dizaines de professions dont comptables, restaurateurs, pharmaciens, docteurs, banquiers, professeurs pour Allemands, infirmiers, suppression des allocations familiales pour les Juifs
- 26 avril **1938** - adoption dans le Reich d'une loi exigeant des Juifs qu'ils annoncent leurs propriétés et leurs biens
- 14 juin - loi allemande pour l'enregistrement des commerces tenus par des Juifs
- 6 juillet - adoption dans le Reich d'une loi obligeant les Juifs à cesser toute activité commerciale
- 25 juillet - tous les médecins juifs sont interdits d'exercer dans le Reich
- 17 août - les Juifs du Reich reçoivent l'ordre de faire figurer Israël ou Sarah au côté de leur nom sur les documents officiels
- 27 septembre - les Juifs sont interdits d'exercer une activité juridique dans le Reich
- 5 octobre - application d'une loi dans le Reich ordonnant aux Juifs de faire appliquer un tampon « J » sur leur passeport
- 9-10 novembre - nuit de cristal
- 15 novembre - les Juifs sont exclus des écoles non-juives du Reich
- 21 février **1939** - les Juifs sont obligés de se défaire de tout objet en or et en argent
- 30 avril - adoption d'une loi privant les Juifs de protection locative : ils sont alors expropriés et relogés dans des maisons « juives » septembre un couvre-feu est imposé aux Juifs du Reich. Interdiction pour les juifs du Reich de posséder des radios
- 23 novembre port de l'étoile jaune obligatoire pour les Juifs de Pologne
- décembre - les Juifs de Varsovie (Pologne) sont placés dans des quartiers qui leur sont réservés. Ce système de ghettos, mis peu à peu en place dans tout le Reich, facilitera les exterminations massives qui suivront.
- 12 décembre - les juifs polonais âgés de 14 à 60 ans sont mis aux travaux forcés (30'000 Juifs dans 50 camps de travail)
- 1er mars **1940** - les premiers prisonniers arrivent au camp d'Auschwitz avril le camp de concentration d'Auschwitz entre en activité ; des Juifs, Tziganes, homosexuels et résistants y seront déportés continûment de tout le Reich, pour y être exterminés, jusqu'aux derniers mois de la guerre.
- 20 juillet - premières exécutions de Juifs en Pologne, en représailles de l'assassinat d'un policier allemand.
- juillet **1941** - Goering ordonne à Heydrich de préparer la « Solution finale de la question juive »
- septembre - les Juifs allemands sont contraints de porter l'étoile jaune
- 3 septembre - essais de gazage au zyklon B à Auschwitz
- 5 décembre - première extermination massive dans les camions à gaz à Chelmno
- 1942** - les Juifs allemands n'ont plus le droit de posséder d'animaux de compagnie
- avril - les Juifs allemands sont bannis des transports publics
- mai - les Juifs de France, Belgique, Pays-bas, Croatie, Slovaquie et Roumanie sont

contraints de porter l'étoile jaune
septembre - les Juifs allemands sont privés de vivres

15 septembre 1935

Le 15 septembre 1935, à Nuremberg, pendant le congrès du parti national-socialiste allemand (le NSDAP, en abrégé, *nazi*), Hitler promulgue ses premières lois antisémites.



Le dictateur prive les juifs de la citoyenneté allemande.

Par la loi «*sur la sauvegarde du sang et de l'honneur allemand*», il leur est interdit d'épouser ou de fréquenter des «*Aryens*», c'est-à-dire des citoyens allemands réputés de race pure.

Les mariages mixtes antérieurs sont dissous. Il défend également aux Juifs d'employer des Allemandes de moins de 45 ans !

«Pénétré de la conviction que la pureté du sang allemand est la condition de la conservation du peuple allemand et animé de la volonté inflexible de garantir la nation allemande à jamais, le Reichstag a adopté à l'unanimité la loi suivante qui est promulguée ci-après :

«article premier. Les mariages entre juifs et habitants du Reich de race allemande ou parents sont interdits. Les mariages qui auraient été contractés nonobstant cette interdiction sont nuls, même si, dans le dessein de tourner la loi, ils ont été conclus à l'étranger...

«article 2. Les relations en dehors du mariage, entre juifs et habitants de race allemande ou parents, sont interdites.

«article 3. Il est interdit aux juifs de faire travailler dans leur ménage des personnes de race allemande ou parents de sexe féminin, âgées de moins de 45 ans...»

“A Berlin sous les nazis” de Ruth Andreas-Friedrich

Extraits de son journal: jeudi 10 novembre 1938 et vendredi 11 novembre 1938
Elle décrit les conséquences de la nuit de cristal pour la communauté juive

Jeudi 10 novembre:

C'est quelque chose de tout à fait différent qui nous attend. Pas seulement le Dr Weissmann, dans le lit d'Andrik. L'appartement tout entier est envahi. Lévy est arrivé, Jochen Cohn, également. Ils sont assis sur mon lit et jouent à l'écarté. « Pour changer les idées », dit Lévy, en s'excusant. Il a l'air épuisé, il n'est pas rasé... Jochen Cohn se passe la main sur le front, d'un geste confus. « Si nous avons fait irruption chez vous, c'est que... » — « Ou est Andrik ? » — « Il est allé faire un tour chez le Dr. Hirschberg : le téléphone ne répond pas, chez lui. Il y a de grandes chances pour qu'ils soient venus l'arrêter. » — « L'arrêter ? » — « Oui, l'arrêter. Pour l'emmener au paradis des forçats, au ciel des Juifs ! Celui qui n'a pas disparu à temps, peut faire son testament. » Dans la chambre d'Andrik, deux autres « invités » se sont installés. « Seulement pour une nuit », supplient-ils timidement. « Jusqu'à ce que le plus dur soit passé. » Le téléphone sonne. « Vous êtes chez vous ? » Je reconnais la voix de Franz Wolfheim. Elle est rauque et bouleversée. « Ouvrez-moi la porte de l'immeuble. Je suis en bas dans cinq minutes. » Un sixième « invité » ! Nous attendons qu'il soit arrivé pour tenir un conseil de guerre. Deux sur mon lit. Deux sur le lit d'Andrik. Le plus petit dormira dans le fauteuil. Le Dr. Lévy est installé par terre. Avec deux tapis et les coussins encore disponibles. Quand Andrik arrive, tout est en ordre. « L'as-tu ramené avec toi ? » Il secoue la tête. « Trop tard ! Ils étaient là, avant moi : Sperling aussi a disparu, ainsi que Peter Tarnowsky, Ernst Angel et le petit Schwarz. J'ai vu trois S.S. le cueillir chez lui et le pousser dans un camion. Il y en avait déjà dix-sept, à l'intérieur, entassés comme du bétail. Il était le dix-huitième... » Andrik sort de sa poche un journal du soir et lit à haute voix : « Vingt ans de « surveillance protectrice » pour tout Juif détenteur d'armes. Le Reichsführer et chef de la Police allemande a rendu le décret

suivant : il est interdit à toute personne, considérée comme juive d'après les lois de Nuremberg, de posséder quelque arme que ce soit. Les contrevenants seront conduits dans des camps de concentration pour y purger une peine de vingt ans de surveillance protectrice. » Lévy et Wolfheim, décontenancés, font un geste vers la poche de leur veste. Weissmann les tranquillise : « Cela n'a plus d'importance. De toute façon si l'on nous surprend ici, ce sera fini. » Nous nous taisons, le cœur serré. « As-tu fermé la porte à clef ? » Je m'effraie, soudain, de mon propre courage. Andrik me reconforte, d'une tape affectueuse sur l'épaule. « Va dormir, ma petite : le sommeil consolide les nerfs. » Son ton bienveillant de vieil oncle a le don de m'irriter. Je m'insurge : « Je n'ai pas la moindre envie de dormir. Et d'ailleurs, quel abri aurais-tu la prétention de m'offrir ? » Andrik rayonne. « Celui de mes bras, voyons ! Nous allons nous installer chez Kornberg, il est en voyage. Sa chambre est vide. Avec un peu de chance, il ne l'aura même pas fermée à clef. »

Kornberg est notre voisin de palier. Voyageur de commerce. Un bon garçon. Qui ne nous en voudra certainement pas de notre installation nocturne.

A une heure, le calme règne dans la maison. Chacun dort, le mieux qu'il peut. Demain, nous aviserons.

Vendredi 11 novembre 1938.

Ils les ont tous embarqués. Tous les Juifs — tous les hommes — sur lesquels ils ont pu mettre la main. Pas seulement à Berlin, mais dans tout le Reich. Sans mandat d'arrêt. Là où ils se trouvaient, chez eux, dans la rue. Plus d'un, à ce qu'on dit, dut les suivre, sans avoir pu mettre ses chaussures. Seuls ceux qui avaient été avertis à temps, ont pu échapper à la razzia. Dieu merci, un bon nombre avait été prévenu. Des centaines ont pu se cacher chez des amis. Des centaines ont cherché — et ont trouvé — refuge chez des inconnus. Une petite voisine a hébergé deux fugitifs juifs. Elle ne savait même pas d'où ils venaient, elle ne connaissait même pas leurs noms. Dans la Frankfurter Allee, des ouvriers ont rapporté, aux propriétaires juifs des magasins dévastés, les marchandises qui avaient été éparpillées sur la chaussée.

« A Berlin sous les nazis » de Ruth Andreas-Friedrich

Extrait de son journal : mardi 24 février 1939

Fuir pour des milliers de Juifs reste la seule chance de salut mais les pays qui offrent asile imposent des critères d'entrée très sélectifs.

Se sauve qui peut !

Nous empilons des bagages, nous déménageons des maisons, nous vendons de la vaisselle aux enchères, nous portons des bibliothèques chez les brocanteurs. Sept fois les œuvres de Heine. Neuf fois la « Montagne magique » de Thomas Mann. Onze fois « A l'Ouest rien de nouveau » et douze fois la Bible. Quand on n'est pas en train de transporter des meubles, on se penche sur un atlas. Où se trouve La Paz ? La Nouvelle-Zélande doit avoir ouvert ses frontières, provisoirement. En Uruguay, on a besoin de médecins. Les cultivateurs peuvent émigrer en Palestine. Le globe se rapetisse. Le Brésil semble n'être plus qu'à un saut de puce, Londres devient une promenade d'après-midi au Wannsee. Quand, plus tard, nous voudrions rendre visite à nos amis, il nous faudra prendre un billet pour le tour du monde. Les professions intellectuelles sont moins demandées. Celui qui a le temps et les moyens de le faire, essaie d'apprendre, à la dernière minute n'importe quel métier manuel. Des avocates se lancent dans l'art de la confiserie, étudient auprès de spécialistes de la marinade, la mise en conserve des rollmops. Tel se spécialise dans la préparation de liqueurs aux œufs à prix modéré, tel autre, dans la confection des patrons. Cours accélérés de gymnastique, de massages médicaux, de soins des enfants en bas âge, de cuisine, de repassage, de ravaudage, de confection des gants. Se sauve qui peut ! Dans la semaine qui vient, les Hirschberg partent pour l'Angleterre. La semaine d'après, les Weissmann s'envolent vers l'Amérique. Les Wolfheim et les Lévy sont déjà partis.

« A Berlin sous les nazis » de Ruth Andreas-Friedrich

Extraits de son journal : mercredi 4 janvier 1939 et lundi 16 janvier 1939

Ruth Andreas-Friedrich témoigne des conditions de vie épouvantables de ses amis Juifs de retour de Buchenwald.

Mercredi 4 janvier 1939.

« Il est là... il est là ! Il est revenu ! » La voix, au téléphone, bégaie, sanglote, hoquette, triomphe. J'appelle Andrik, qui est dans l'autre pièce : « Andrik ! Kurt Hirschberg est revenu ! » Nous laissons tout en plan et nous nous précipitons dans la Sächsische Strasse. Lisel est dans l'embrasure de la porte. Ses yeux sont rouges d'avoir pleuré. « Chut ! », murmure-t-elle, en mettant le doigt sur sa bouche. « Chut ! Il dort ! Le docteur vient juste de partir. » — « Le docteur ? » Elle hoche la tête. « Tout est abîmé. Les mains, les pieds, les oreilles. Gelés ! On les laissait debout, dans le froid, par dix-huit degrés au-dessous de zéro. C'était le premier palier dans l'échelle des sanctions, à ce qu'il m'a dit. » Elle nous indique la porte de la chambre et essuie à nouveau les larmes qui coulent sur son visage. « C'est affroyable, ce qu'ils lui ont fait subir. » Nous hochons la tête. Tout mot de consolation nous semblerait ridicule.

Deux heures plus tard, nous sommes assis au chevet de Kurt Hirschberg. Le médecin lui a entièrement bandé les bras et la tête. Entre les pansements blancs, son visage au crâne rasé semble de cire. « Vous voir à nouveau ici ! » Nous nous efforçons de ne rien laisser paraître de l'effroi qui nous a saisis, à le voir si changé, physiquement. « Cela a été très dur ? » — « Très dur », dit la voix, qui sort des oreillers. « Très dur, quand il faut rester dans les rangs quinze heures

d'affilée. En carrés de trois cents. Plantés comme des recrues prussiennes. Le chapeau à la main. Les objets de valeur à la main. Quinze heures sans manger, sans boire, sans sortir une seule fois des rangs. Trois d'entre nous sont morts, cette nuit-là. D'une angine de poitrine, de rétention d'urine. Très très dur. Très dur, lorsqu'on est étendu dans des baraques surpeuplées. Entassés à même le sol, comme des sardines dans une boîte. Si l'un de nous, dans son sommeil, se tournait, c'étaient cent soixante-quinze hommes qui devaient se tourner en même temps que lui. Cent soixante-quinze hommes, genou contre genou. Bras contre bras. Tu ne dors pas, tu ne veilles pas, tu es allongé, comme assommé. Dur... très dur... désespérément dur. Très dur, lorsqu'ils vous forcent, les membres raidis par le froid, le désespoir au cœur, à chanter des chansons sentimentales : « Brun foncé est la noisette, brun foncé tu es aussi... » On n'a pas de manteau. On n'a pas de gants. On a le crâne rasé. On est debout dans le froid. On est gelé jusqu'aux os et l'on chante : « Brun foncé est la noisette... » Très dur, quand, ivres de leur puissance, ils déversent sur toi leur bile. Le poing sur la gueule, le canon du fusil entre les jambes. Hop là ! Sale Juif ! Celui qui n'obéit pas, est suspendu par les bras, liés derrière le dos. Introduit dans un conduit de cheminée. Rossé, maltraité, secoué, jusqu'à ce que ses dents s'entrechoquent. Nous avons senti les morsures du froid, nous avons obéi. Nous sommes restés au garde-à-vous, quand ils ont pendu deux de nos camarades, auprès de l'arbre de Noël illuminé... Nous avons chanté « Brun foncé est la noisette... », « Mon beau sapin » et « Mais la voiture roule... » Parce que nous avons glissé des feuilles de papier journal sous notre chemise, pour ne pas mourir complètement de froid, ils nous ont obligés à rester debout, pendant deux heures, devant la porte d'entrée, les mains à la couture du pantalon. Les mains nues, par dix-huit degrés au-dessous de zéro. Nous avons... » Il s'interrompt : « Très dur, incroyablement dur, quand... quand... on n'est plus un être humain... » Il dit cela sans pathos. Il dit cela sans colère. Comme s'il enregistrait une découverte scientifique.

« Quand quittez-vous le pays ? », lui demande Andrik, d'une voix sans timbre. « Dès que j'aurai reçu notre visa pour l'Angleterre. Dans les quatre semaines qui viennent, j'espère. »

Comment peut-on supporter de telles souffrances ! pensé-je, en descendant l'escalier, avec Andrik.

46527

DEUTSCHES REICH

J 4.9.42




REISEPASS

Nr. 5393/42

NAME DES PASSINHABERS
Julius Israel Fliess

BEGLEITET VON SEINER EHEFRAU

UND VON KINDERN

STAATSANGEHÖRIGKEIT:
DEUTSCHES REICH

Dieser Paß enthält 32 Seiten

Der Inhaber hat von der Deutschen
Leistungskasse ein Sichtsvermerk
9,85
Berlin, den 4. Sep. 1942

Deutscher Reichspolizei
A 30. SEP. 1942
Uhr
Marschallamt Brand



Nr. 13948-11892-218-42 Gebühr 8,- RM

für Julius Israel Fliess
(Name des Inhabers)

zur ein- maligen Aus- u. Wiedereinreise in das Reichsgebiet
über jede amtlich zugelassene deutsche Grenzübergangsstelle
über die Grenzübergangsstelle(n) Sachsen
Zelland Sachsen
Berlin, den 4. Sep. 1942

Der Sichtsvermerk kann zum Grenzübertritt bis zum
12. November 1942 einschließlich benutzt werden.
Berlin O 25, den 4. Sep. 1942 194

Der Polizeipräsident
i. A.
Metzger
Polizei



Reisepaß für Julius Fliess, ausgestellt vom Berliner Polizeipräsidenten am 4. September 1942 mit „J“-Stempel, dem Zwangsnamen „Israel“ und dem deutschen Sichtvermerk.

B – Les aspects spécifiques de la Résistance et de l'opposition des Juifs en Allemagne.

Ceux qui restèrent en Allemagne essayèrent de sauver leur dignité en prenant activement part au travail des institutions juives restantes, et s'entraidèrent afin de limiter la détresse des personnes persécutées et menacées de déportation. Certains se dressèrent contre l'injustice quotidienne et contre les crimes nazis, d'autres essayèrent de survivre à la persécution en se cachant, comme Victor Klemperer par exemple.(voir annexe)

Les organisations culturelles et caritatives juives qui se mirent en place essayèrent de limiter l'exclusion des Juifs de la vie sociale et de remédier au dénuement financier croissant de la population juive exclue de l'économie.

Concernant ces aspects, on peut distinguer la résistance politique entre 1933 et 1942 qui fut le fait d'environ 2 000 hommes et femmes pour la plupart jeunes militants de gauche et d'extrême gauche, assimilés ou issus des mouvements de jeunesse juifs, les stratégies de défense de la part des notables de la Reichsvertretung – Reichsvereinigung ainsi que les activités du jüdischer Kulturbund, sans oublier les actions de protestation collective ou individuelle ainsi que l'aide à la fuite illégale ou à la plongée dans la clandestinité.

Enfin quand on sait qu'il n'y eut pratiquement pas de résistance armée en Allemagne comme il y en eut dans les pays occupés, un tel engagement constituait a fortiori pour des Juifs un risque d'isolement et de répression aggravé.

L'histoire de Victor Klemperer.

C'est grâce à l'écriture, en particulier grâce à son journal, que Victor Klemperer va s'opposer au nazisme, de 1933 à 1945. Même s'il continue à vivre sous une apparence soumise et conforme, la tenue de son journal va lui permettre en tout premier lieu de manifester sa liberté intérieure et d'assurer la continuité de la raison et de la pensée critique, y compris lorsque tout se défait, lorsque, comme il le note dans son journal, tout « *nage dans la même sauce brune* », dans « *l'homogénéité absolue de la langue écrite* » et dans « *l'uniformité de la parole* ».



Victor Klemperer

Quand en janvier 1933, les nazis arrivent au pouvoir, Victor Klemperer est professeur de « Romanistik » à la Technische Hochschule de Dresde depuis 1920. Il a alors 52 ans.

Ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler que Victor Klemperer réalise vraiment son altérité en tant que juif. Jusqu'alors il se considérait essentiellement, sinon exclusivement, comme allemand, un allemand de confession protestante et d'origine juive, totalement acquis à la patrie allemande et aux idéaux de la germanité. En mars 1933, au vu des premières mesures antisémites prises par les nationaux socialistes, il note dans son journal : « *je ressens en fait plus de honte que de peur, honte pour l'Allemagne. Je me suis toujours considéré comme allemand.* ». A le lire, les nazis agissent à l'encontre de ce qu'il appelle les « *valeurs allemandes* ». Son nationalisme est désormais sérieusement ébranlé.

La résistance intellectuelle de Victor Klemperer n'a été possible qu'avec la participation active de ses proches, en premier lieu de sa femme, Eva, « *aryenne* ». Elle représente son auditoire permanent. C'est elle qui va prendre les décisions importantes quand les risques encourus par Victor sont extrêmes. Ce dernier ne doit qu'à son mariage de ne pas être déporté et exterminé. Prévue pour le printemps 1945, comme pour tous les « *mésalliés* », sa déportation fut empêchée par l'anéantissement de Dresde les 13 et 14

février 1945.

Tout au long de ces années, Eva subit les mêmes humiliations et les mêmes exactions que lui sinon parfois pires encore, les nazis ne pardonnant pas à des « mésalliés » de protéger des juifs.

Il faudrait encore mentionner quelques uns de leurs proches, notamment leur amie Anne-Marie Köhler qui a conservé durant les années les plus sombres les différents cahiers et les feuilles volantes du journal. Sa persévérance a permis à ce formidable document de nous parvenir. L'opposition au régime nazi du Docteur Anne-Marie Köhler n'était d'ailleurs un secret pour personne puisqu'elle a été prise à partie publiquement durant les années 1930 par une feuille nazilocale en ces termes « *Celui qui se rend en consultation chez le Dr Köhler en disant « Heil Hitler ! » sera mal servi* ». La possession du journal n'était évidemment pas sans risques. Depuis le printemps 1942, il était clair pour Eva comme pour Anne-Marie, que la saisie de la moindre des pages du journal de Victor Klemperer aurait valu à son détenteur d'être envoyé vers les camps de la mort. Son journal par son existence même, est donc aussi un témoignage sur la résistance quotidienne d'Allemands totalement étrangers au national-socialisme, même s'il s'est assurément agi d'une toute petite minorité.

1 – Les activités de la jeunesse.

Beaucoup de jeunes Juifs avaient rompu les liens avec la communauté bourgeoise des Juifs établis, ne se disaient ni Juifs, ni Allemands mais internationalistes et avant tout communistes. Farouchement pro-soviétiques, ils considéraient que le bolchevisme apporterait la solution idéale aux Juifs de tous les pays.

Les jeunes Juifs communistes ou socialistes se retrouvaient dans des organisations de la jeunesse juive où ils se livraient à des actions de propagande. Mais après leur interdiction en 1938, il ne subsistait que quelques groupes clandestins opérant dans le plus grand isolement, dont le célèbre groupe Herbert Baum.

Le groupe de Herbert Baum et Marianne Cohn – Baum.

Herbert Baum et sa femme Marianne, qui luttèrent depuis 1933 au sein des jeunes communistes, fondèrent en 1938 un groupe de résistance. Ces membres étaient des jeunes Juifs âgés de 18 à 39 ans, proches du communisme, issus de familles modestes qui n'avaient pu émigrer faute de moyens et de relations à l'Étranger. En outre, depuis le pogrom de novembre 1938, les Juifs se sentaient de plus en plus menacés. Baum avait plusieurs contacts dont celui de Werner Steinbrinck (demi-juif ayant obtenu le statut « aryen ») et d'Irène Walter qui procura divers matériaux nécessaires tels que le papier ainsi que Suzanne Wesse qui grâce à son aide financière permit au réseau de subsister. À l'automne 1940, le groupe Baum entreprit une manifestation semi-publique afin de rendre hommage à Rudi Arndt (premier militant communiste juif) exécuté à Buchenwald. En 1940-41 la cellule fut renforcée avec l'arrivée d'une quarantaine de jeunes Juifs contraints avec 900 autres de travailler dans l'entreprise Siemens. À partir de 1941, l'activité clandestine du groupe consista à éditer et à diffuser des tracts antifascistes. Ils étaient le plus souvent diffusés par la poste aux armées. D'autres étaient collés sur les murs de la capitale, dénonçant le régime nazi et prophétisant sa défaite inéluctable, en raison de la coalition anglo-américano-soviétique. Leur but était de frapper l'opinion et de « réveiller » la population. Désireux de se montrer aussi courageux que les autres, certains du réseau n'ont pas hésité à se déplacer sans leur étoile jaune.

Le 18.05.1942, Herbert Baum, sa femme, Hans Joachim, Gerd Meyer, Sala Kochman, Suzanne Wesse et Irène Walter mirent le feu à une exposition de propagande

anticommuniste, organisée par les nazis à Berlin, intitulée *Le Paradis soviétique* (*das Sowjetparadies*). Le 11 juin 1942, la Gestapo annonça le suicide de Herbert Baum. Mais certains pensent qu'il n'a pas résisté aux tortures infligées par les membres de la Gestapo. D'autres résistants furent exécutés ou déportés. Les représailles de la Gestapo ne s'arrêtèrent pas là : 500 juifs berlinois furent déportés en camp de concentration à la suite de cette action.

Adolf Eichmann fit, en outre, clairement savoir aux représentants juifs que des mesures analogues suivraient en cas de récidive.



Herbert Baum



Marianne Baum

2. Les notables de la Fédération des Juifs d'Allemagne (die Reichsvertretung – Reichsvereinigung).

Par définition, la Reichsvertretung est une association autonome de droit public, fondée le 17 septembre 1934. En 1938, elle fut remplacée par la Reichsvereinigung, organisation non autonome, placée sous la surveillance de la Gestapo. Le grand rabbin Leo Baeck en était le président, son directeur Otto Hirsch.

En tant qu'association de droit public, elle englobait toutes les organisations publiques juives d'aide sociale, d'assistance professionnelle et d'assistance économique.



Leo Baeck

Un des exemples de la résistance par l'assistance est la Winterhilfe juive, œuvre d'aide pendant l'hiver, calquée sur une institution d'aide sociale nazie. Elle fut entièrement financée par des dons venant des Juifs allemands. En 1938, cette organisation venait en aide à 25 % de la population juive allemande.

Mais les actions de résistance de loin les plus importantes furent les protestations contre les mesures gouvernementales et les tentatives, notamment après le pogrom de 1938, de contourner les ordres de la Gestapo ou de faire circuler des informations secrètes parmi la population juive pour lui permettre de survivre dans la clandestinité.

Ces notables, favorables au strict respect de la légalité, se sont à plusieurs reprises exposés eux-mêmes à la répression nazie. Dès octobre 1933, les dirigeants de la Reichsvertretung se sont adressés à Hitler en déclarant qu'ils ne voulaient pas renoncer à l'espoir que les Juifs puissent avoir une place dans le nouveau Reich. A l'inverse, si le Führer avait réellement l'intention de détruire le judaïsme allemand, il était instamment prié de ne plus leur cacher l'amère vérité.

Lorsqu'en 1935, après les lois raciales de Nuremberg, la Reichsvertretung voulut faire lire par les rabbins dans les synagogues une prière de Kol-Nidre s'élevant contre la diffamation des Juifs par le régime, cette initiative courageuse entraîna immédiatement l'arrestation du grand rabbin Leo Baeck et d'Otto Hirsch. Des rabbins furent interdits de parole pour avoir dans leurs sermons défendu les valeurs éthiques du judaïsme contre les calomnies abjectes du Stürmer, infâme feuille antisémite rédigée par Julius Streicher, Gauleiter de Franconie. Depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir et les premiers signes annonciateurs des persécutions, les Juifs allemands revenaient aux synagogues. C'est aux rabbins qu'incombait alors la difficile tâche de reconforter les fidèles désemparés. Beaucoup de rabbins firent preuve d'un courage admirable en prêchant de façon ouverte ou cachée contre le régime malgré les mouchards de la Gestapo présents dans les synagogues comme d'ailleurs dans les églises chrétiennes. Les allusions à la lettre « H » contenue dans les noms des grands ennemis du peuple d'Israël, l'évocation du vizir Haman, farouche persécuteur des Juifs sous le règne du roi Assuérus, époux de la belle juive Esther, et finalement la victoire d'Esther sur Haman et son châtiment (Livre d'Esther) permettaient à l'auditoire d'établir le lien avec d'autres noms ennemis plus récents également marqués par la lettre « H », tels Himmler, Heydrich et Hitler, et d'espérer en la victoire de l'histoire sur eux.

Après le pogrom de 1938, les protestations devinrent plus rares.

Mais cela ne signifiait en aucun cas que les notables renonçaient à toute protestation. L'occasion de montrer leur détermination se présenta en 1940 lors des premières déportations organisées en Bade-Palatinat. La Reichsvereinigung osa alors intervenir auprès d'Adolf Eichmann pour demander l'arrêt de la déportation des Juifs de Bade-Palatinat et le retour des personnes arrêtées dans leurs foyers, sinon l'ensemble des dirigeants de la Reichsvereinigung démissionneraient. Les notables avaient en outre, par des voies officieuses, averti leurs coreligionnaires concernés par la déportation de quitter leurs domiciles et de ne pas les regagner. Pour appuyer sa demande auprès d'Eichmann, toute la Reichsvereinigung décréta un jour de jeûne pour l'ensemble des 1275 membres du personnel qu'elle employait encore dans ses services. Des prières et des sermons consacrés aux déportés devaient également être prononcés dans les synagogues et toutes les activités culturelles suspendues pendant une semaine en signe de protestation. Irrité, Adolf Eichmann intervint aussitôt. Il interdit les manifestations prévues et procéda « par mesure préventive » à l'arrestation du directeur de la Reichsvereinigung, Otto Hirsch – ce fut sa deuxième arrestation – de Julius Seligsohn et de Robert Eppstein, membres de la direction. Il fit également planer la menace de sanctions aggravées sur la Reichsvereinigung et la communauté juive au cas où de telles initiatives devraient se répéter. A la suite de cette menace qui fut tout sauf vaine, la Reichsvereinigung conclut

que seul l'abandon de toute protestation et le strict respect des ordres imposés par le RSHA pouvaient encore préserver la survie d'environ 165 000 Juifs allemands dont 36 % avaient plus de soixante ans. Tous dépendaient, appauvris, de l'assistance de la Reichsvereinigung qui était leur seul soutien. La décision de celle-ci fut d'autant plus compréhensible voire justifiée que le régime prenait non seulement les notables mais également toute la communauté juive en otage. Il fallait par conséquent éviter tout ce qui pouvait inciter Adolf Eichmann à mettre ses menaces à exécution.

3. Les activités de la Fédération culturelle des Juifs (jüdischer Kulturbund).

Cette forme de résistance consistait à développer la conscience d'une spécificité culturelle et intellectuelle juive. Elle exprimait aussi le refus de la communauté juive à se résigner.



Kurt Singer

Le chef d'orchestre et réalisateur Kurt Singer créa en 1933 la "*Fédération culturelle des juifs allemands*" ("*Kulturbund deutscher Juden*") pour permettre aux artistes juifs de continuer à exercer leur métier, et pour œuvrer contre l'exclusion des Juifs de la vie culturelle en Allemagne. Mais en 1935, les autorités nazies contraignirent la scène culturelle juive à fonder la "*Fédération du Reich des associations culturelles juives*" ("*Reichsverband der jüdischen Kulturbünde*") et placèrent son travail sous le contrôle direct de la Gestapo. Au moyen de cette mesure et de l'interdiction qui fut faite aux "*aryens*" d'assister aux représentations culturelles juives, la Gestapo transforma la fédération en un instrument de mise à l'écart de la population juive, isolée ainsi dans un ghetto culturel et intellectuel. Kurt Singer fut arrêté en Hollande en 1940 et déporté à Theresienstadt, où il mourut en février 1944. Cependant, la portée morale de cette action ne doit pas être sous-estimée. Elle a, en effet, apporté du réconfort et de la dignité aux Juifs exposés presque quotidiennement aux humiliations et aux agressions antisémites.

4 – Les actions de protestation collective ou individuelle ainsi que l'aide à la fuite illégale ou à la plongée dans la clandestinité.

Antisémitisme, indifférence, minimisation des faits ou peur pour soi et sa famille des représailles sont les raisons principales évoquées pour tenter d'expliquer l'attitude du peuple allemand à l'encontre des Juifs allemands. Il serait inexacte et injuste de conclure que les Allemands aryens ont tous approuvé les persécutions et l'extermination des Juifs. Comme preuve du contraire, certains leurs ont apporté de l'aide, parfois au péril de leur vie.

Les uns étaient des Juifs ou des personnes juives d'origine, les autres catholiques ou protestantes.

a. Edith Wolff et le groupe sioniste « Chug Chaluzi » (cercle des pionniers).

Le groupe sioniste clandestin "*Chug Chaluzi*" ("*Cercle de pionniers*") se forma au printemps 1943 autour de Jizchak Schwersenz et d'Edith Wolff. Ses 40 membres, provenant pour la plupart des mouvements de jeunesse sionistes, refusèrent de se résigner. Ils apportèrent leur aide aux déportés dans les camps de concentration à l'Est et essayèrent de fuir à l'Étranger.



Fête Chavouot du groupe
"Chug Chaluzi" - Berlin, 1943

Edith Wolff, considérée par les nazis comme "*métisse de 1^{er} degré*", reçut une éducation protestante, mais elle se déclara juive par protestation contre la politique raciale nazie et devint pacifiste et sioniste. Elle permit à plusieurs persécutés de fuir, avait beaucoup de contacts avec des Juifs qui se cachaient, et leur procura des cartes de rationnement. Lorsqu'en 1941 commença la déportation massive de Juifs à Berlin, le groupe parvint à trouver des cachettes à quelques personnes menacées, et fabriqua également des faux-papiers, ce qui sauva la vie à Jizchak Schwersenz lors d'une razzia de la Gestapo. Celui-ci put fuir en 1944 en Suisse, puis à Haïfa. Edith Wolff fut arrêtée en 1944 par la Gestapo pour avoir procuré des cartes de rationnement à des Juifs ; elle put couvrir ses contacts avec des Juifs cachés et fut condamnée à une lourde peine de prison. Elle survécut au régime nazi.

b. Werner Scharff et la « communauté pour la paix et le renouveau ».

Werner Scharff fut l'initiateur de la "*Communauté pour la paix et le renouveau*" ("*Gemeinschaft für Frieden und Aufbau*"), une association d'aide aux persécutés, à laquelle adhéraient une vingtaine de personnes juives et chrétiennes. Electronicien, Werner Scharff profita de son poste d'installateur des circuits électriques dans les locaux de la synagogue de la Lewetzowstrasse, transformée en centre administratif de la déportation, pour accéder aux listes de convois, rayer les noms de connaissances et les prévenir à temps de se cacher. Il profita de son réseau de connaissances étendu pour aider les Juifs à se procurer des faux papiers, de l'argent et des cachettes. Il rédigea aussi des tracts pour « la communauté pour la paix et le renouveau », qui voulaient informer la population allemande du véritable caractère du régime nazi, inciter les soldats à déposer les armes, et qui appelait à la résistance contre le nazisme. Werner Scharff fut déporté en août 1943 à Terezin d'où il arriva à s'enfuir.



Werner Scharff

A l'automne 1943, Winkler entra en contact avec Werner Scharff. Winkler était employé au tribunal de première instance de Luckenwald et assista à partir de 1933 en tant que greffier à des interrogatoires de la Gestapo. Révolté par ce qu'il y vit, il devint un ennemi du régime et décida d'apporter son aide aux persécutés en les cachant.

En octobre 1944, la Gestapo démantela ce réseau et arrêta Hans Winkler et Werner Scharff. Ce dernier fut assassiné le 16 mars 1945 dans le camp de concentration de Sachsenhausen, quelques semaines avant la libération du camp.

La plupart des membres de ce groupe de résistance purent survivre grâce à la confusion qui régnait en Allemagne lors des derniers mois de la guerre.

c) Des associations catholiques et protestantes, notamment les Quakers mais aussi des individus isolés ont secouru les Juifs.

On estime ainsi, qu'à Berlin 5 000 Juifs furent ainsi cachés et sauvés. C'est certes un nombre infime comparé à celui des disparus mais il accrédite la thèse que des Allemands ont risqué leur vie pour arracher des personnes juives à la déportation et à la mort. Ainsi, Madame Inge Deutschkron, juive berlinoise qui, avec sa mère a pu échapper à

la déportation grâce à l'aide de familles allemandes et d'un chef d'entreprise farouchement antinazi. Comme elle, d'autres personnes ont eut la vie sauve grâce aux soutiens d'Allemands restés anonymes. Seules les actions des hommes et des femmes, honorés comme « Justes parmi les actions » sont passés à la postérité.

En outre, les manifestations populaires et spontanées des Allemandes dans la Rosenstraße à Berlin a permis de libérer leurs maris juifs.

La Rosenstraße à Berlin

L'histoire du IIIe Reich n'a connu que deux manifestations populaires spontanées devant lesquelles le régime a reculé : la guerre pour le crucifix dans les écoles au pays d'Oldenburg et la manifestation de la *Rosenstraße* à Berlin.

Le 27 février 1943, les nazis raflent à Berlin les derniers Juifs de la ville. Il s'agit pour la plupart d'hommes mariés à des femmes de souche «*aryenne*», autrement dit de bonne race allemande.

Plusieurs centaines attendent dans un bâtiment de la *Rosenstraße* d'être déportés dans un camp d'extermination. Mais leurs épouses vont obliger le pouvoir à faire marche arrière.

À la veille de ce drame, la plupart des Juifs encore présents en Allemagne au début de la Seconde Guerre mondiale ont déjà été déportés dans des camps d'extermination dans le cadre de la Solution finale mise au point par Hitler et ses sbires. Seuls ceux mariés à des non-juifs - en allemand, les Mischehen - ont été provisoirement épargnés, ainsi que leurs enfants - les Mischlinge. Ils sont au nombre de 20.000 environ, dont la moitié à Berlin. Dépouillés de l'essentiel de leurs biens et chassés de leur profession, ils sont astreints aux travaux forcés dans des usines de munitions. L'administration nazie est gênée dans son oeuvre de mort par les liens affectifs qui rattachent ces Juifs aux autres Allemands. Elle s'efforce par tous les moyens de persuader les conjoints non-juifs de demander le divorce et dans ce cas, le conjoint délaissé ne tarde pas à être arrêté et déporté. Mais relativement rares sont les couples qui acceptent ainsi de se séparer.

Cependant, le 31 janvier 1943, les Allemands essuient à Stalingrad une cuisante défaite et le 13 février 1943, à Berlin, devant une foule hystérique, le ministre de la propagande Joseph Goebbels proclame la «*guerre totale*». Pour Hitler, il n'est plus question d'épargner les derniers Juifs allemands. C'est ainsi que le 27 février 1943, ils sont arrêtés sur leurs lieux de travail par centaines.

Ils sont conduits dans cinq centres de détention au cœur de Berlin. L'un d'eux est situé 2-4, *Rosenstraße* (rue *Rosenstraße* ou *rue des roses*). Le bâtiment est à deux pas de la Burgstraße, une rue où se trouve le quartier général de la *Gestapo* pour les affaires juives. Le soir, des épouses constatant l'absence de leur mari se rendent devant le centre de détention. Le lendemain, un dimanche, jour de repos, elles sont plusieurs centaines qui crient devant la façade : «*Rendez-nous nos maris !*» Ceux-ci, à travers les murs, leur répondent comme ils peuvent. La manifestation se prolonge les jours suivants et même après la tombée de la nuit, malgré un froid glacial. Elles rassemblent par moments plusieurs centaines de personnes dont quelques hommes. La *Gestapo*, rapidement alertée, fait intervenir la police. Mais à peine les policiers dispersent-ils le groupe que celui-ci se reconstitue aussitôt. Une brigade SS est appelée à la rescousse. Elle menace de mitrailler les manifestants mais en vain la détermination des manifestants ne faiblit pas. Enfin, au bout d'une semaine, Goebbels se résigne à suspendre la rafle des Mischehen. À partir du 6 mars, les détenus du 2-4, *Rosenstraße* sont autorisés à rejoindre leur famille.

Cet épisode peu connu des persécutions antisémites montre que les citoyens allemands pouvaient faire fléchir les nazis et freiner le génocide juif... sous réserve de le vouloir vraiment. Ruth Andreas-Friedrich, résistante témoigne de cet événement dans son journal.

« A Berlin sous les nazis » de Ruth Andreas-Friedrich

Extrait de son journal : dimanche 7 mars 1943

Ruth Andreas-Friedrich témoigne des événements de la manifestation de la Rosenstrasse à Berlin.

Dimanche 7 mars 1943.

Quelques-uns, au moins, sont revenus. Les Juifs, dits « privilégiés ». Les conjoints juifs des couples mixtes. Après les avoir triés et séparés des autres, on les a conduits dans un camp de regroupement. Pour examen et jugement définitif. Le jour même, les épouses de ces hommes ont décidé de se mettre à la recherche de leurs maris. Six mille femmes non juives se sont rassemblées, dans la Rosenstrasse, devant la porte du bâtiment où étaient emprisonnés les « Juifs apparentés à des Aryens ». Six mille femmes ont appelé leurs maris. Ont crié, ont hurlé vers leurs maris. Sont restées là, heure après heure, jour et nuit. Dans la Burgstrasse, est installé le Q.G. des S.S. A quelques minutes, seulement, de la Rosenstrasse. L'on fut très péniblement impressionné par cet incident, à la Burgstrasse. On jugea qu'il ne serait pas de bonne politique de tirer, à la mitrailleuse, sur six mille femmes. Délibérations entre les chefs S.S. Débats, ça et là. Dans la Rosenstrasse, les femmes se révoltent. Menacent, réclament leurs maris, à grands cris. « Les Juifs privilégiés devront être réintégrés à la communauté », décide, enfin, dans l'après-midi du dimanche, le quartier général des S.S. Celui qui, par bonne fortune, est marié à une Aryenne, peut faire ses paquets et rentrer chez lui. Les autres seront transportés en wagons de marchandises et déportés. Dans une direction inconnue — vers un but inconnu. Adieu, Peter Tarnowsky, ami de Kant, de Hegel et de Schopenhauer ! Adieu, citoyen allemand. Homme d'honneur de la tête aux pieds ! Adieu pour toujours !

C – Les Juifs dans les camps de concentration

Pendant la sinistre opération de novembre 1938 (Nuit de Cristal) où des incarcérations de juifs furent effectuées en masse à travers toute l'Allemagne, la population de Buchenwald s'éleva à près de 20 000, multipliant par plus de deux ses effectifs.

Dans le camp de concentration de Dachau, le premier, ouvert en 1933, le nombre de prisonniers militants juifs comme militant non juifs fluctua. Jusqu'en 1939 il était encore possible d'en sortir après une période d'internement fixée par les tribunaux, mais avec la guerre il ne fut plus question de remise en liberté et les conditions d'internement pour les Juifs y étaient infiniment plus terribles.

En effet, les Juifs étaient relégués à la dernière catégorie des prisonniers, en conséquence de quoi, ils étaient rarement nommés à des postes de responsabilités dans le système d'auto-administration que les nazis avaient instauré dans les camps. Ils étaient encore plus mal nourris que les autres, chargés des travaux les plus pénibles et exposés à la vindicte des gardiens qui pouvaient les tuer comme bon leur semblaient.

Les Juifs formaient donc un groupe à part. En outre, force est de constater le clivage entre les détenus juifs communistes et les détenus juifs « tout court ». En effet les communistes ont œuvrés en priorité dans l'intérêt de leur clan politique.

Les Juifs prolongeaient leur combat jusque dans les camps de concentration et d'extermination mais la lutte bien que courageuse fut vouée à l'échec, comme dans le camp de Sachsenhausen en 1942, à Buchenwald en avril 1945, ou encore à Auschwitz - Birkenau en octobre 1944. En effet, le 7 octobre, plus d'une centaine de prisonniers se révoltèrent. Ils tuèrent des gardes SS, et firent exploser le crématoire IV grâce à de la poudre fournie par des femmes, elles aussi juives, qui travaillaient dans une usine, l'Union - Werke. Les hommes furent mitraillés et les quatre femmes pendues devant leurs camarades, dans le camp afin de servir d'exemple et de dissuader toute autre tentative de révolte. Quant aux chambres à gaz, elles continuèrent leur œuvre de mort jusqu'en 1944.

Conclusion

On ne peut clore ce chapitre dédié à la résistance juive sans insister une nouvelle fois sur sa nature particulière. De toutes les résistances contre le totalitarisme hitlérien, celle des Juifs allemands opérant en Allemagne a été certainement la plus menacée. Les Juifs allemands n'étaient pas une catégorie sociale comme les ouvriers, les hommes d'Église, les hauts fonctionnaires et les militaires allemands qui combattaient le régime pour des raisons idéologiques. Ils étaient l'ennemi de race que le régime avait décidé de « liquider ». Par conséquent, les résistants juifs luttèrent non seulement pour un projet de société meilleur, plus fraternel, libéré des préjugés raciaux, ils luttèrent aussi pour la survie de la population juive allemande. Ils ne pouvaient pas, comme les jeunes combattants dans le ghetto de Varsovie, mourir un fusil à la main. Leurs armes étaient morales et c'est avec elles qu'ils sont morts en martyrs pour la cause de leur peuple.

Les juifs ne peuvent être comparés aux autres groupes considérés comme opposants politiques et / ou idéologiques et pourchassés comme tels.

En fin de compte et malgré des exemples individuels et collectifs de solidarité, force est de constater que les Juifs restés en Allemagne ne parvinrent pas, que ce soit par la résistance politique, diverses formes d'opposition ou de stratégies à briser l'isolement qui les enserra progressivement et facilita leur élimination.

1938, l'année tragique de la première persécution massive, constitua les prémices de l'extermination de tout un peuple, annoncée avec la « solution finale »

Texte de Heydrich

31 juillet 1941

Texte rédigé par Adolf Eichmann à la demande de Reinhard Heydrich et signé par Herrmann Göring :

"Complétant les dispositions de l'arrêté du 24 janvier 1939 vous chargeant d'apporter à la question juive la solution la plus favorable selon les circonstances, par l'émigration ou l'évacuation, je vous donne mission par la présente de prendre toutes les mesures préparatoires nécessaires, qu'il s'agisse de l'organisation, de la mise en œuvre et des moyens matériels, pour obtenir une solution totale à la question juive dans la zone d'influence allemande en Europe. Tous les autres organes gouvernementaux doivent coopérer avec vous à cet effet.

Je vous charge, en outre, de m'adresser sous peu un plan d'ensemble sur les mesures préparatoires à prendre concernant l'organisation, la mise en œuvre et les moyens nécessaires pour réaliser la solution finale désirée de la question juive."

Le 29 novembre 1941 Heydrich convoque la Conférence de Wannsee; elle se tiendra le 20 janvier 1942 et portera sur la question juive. Un rapport en fut rédigé en trente exemplaires. Il cite parmi les possibilités de solution les fusillades et les camions à gaz.

Ce protocole évalue le nombre de Juifs à éliminer à onze millions, en comptant ceux des territoires non encore occupés.

"Au cours de la solution finale, les Juifs de l'Est devront être mobilisés pour le travail avec l'encadrement voulu. En grandes colonnes de travailleurs, séparés par sexe, les Juifs aptes au travail seront amenés à construire des routes dans les territoires ce qui sans doute permettra une diminution naturelle, substantielle de leur nombre. Pour finir, il faudra appliquer un traitement approprié à la totalité de ceux qui resteront car il s'agira évidemment des éléments les plus résistants, puisque issus d'une sélection naturelle, et qui serait susceptibles d'être le germe d'une nouvelle souche juive, pour peu qu'on les laisse en liberté."

« A Berlin sous les nazis » de Ruth Andreas-Friedrich

Extraits de son journal : mercredi 4 janvier 1939 et lundi 16 janvier 1939

Ruth Andreas-Friedrich témoigne des conditions de vie épouvantables de ses amis Juifs de retour de Buchenwald.

Mercredi 4 janvier 1939.

« Il est là... il est là ! Il est revenu ! » La voix, au téléphone, bégaie, sanglote, hoquette, triomphe. J'appelle Andrik, qui est dans l'autre pièce : « Andrik ! Kurt Hirschberg est revenu ! » Nous laissons tout en plan et nous nous précipitons dans la Sächsische Strasse. Lisel est dans l'embrasure de la porte. Ses yeux sont rouges d'avoir pleuré. « Chut ! », murmure-t-elle, en mettant le doigt sur sa bouche. « Chut ! Il dort ! Le docteur vient juste de partir. » — « Le docteur ? » Elle hoche la tête. « Tout est abîmé. Les mains, les pieds, les oreilles. Gelés ! On les laissait debout, dans le froid, par dix-huit degrés au-dessous de zéro. C'était le premier palier dans l'échelle des sanctions, à ce qu'il m'a dit. » Elle nous indique la porte de la chambre et essuie à nouveau les larmes qui coulent sur son visage. « C'est affroyable, ce qu'ils lui ont fait subir. » Nous hochons la tête. Tout mot de consolation nous semblerait ridicule.

Deux heures plus tard, nous sommes assis au chevet de Kurt Hirschberg. Le médecin lui a entièrement bandé les bras et la tête. Entre les pansements blancs, son visage au crâne rasé semble de cire. « Vous voir à nouveau ici ! » Nous nous efforçons de ne rien laisser paraître de l'effroi qui nous a saisis, à le voir si changé, physiquement. « Cela a été très dur ? » — « Très dur », dit la voix, qui sort des oreillers. « Très dur, quand il faut rester dans les rangs quinze heures

d'affilée. En carrés de trois cents. Plantés comme des recrues prussiennes. Le chapeau à la main. Les objets de valeur à la main. Quinze heures sans manger, sans boire, sans sortir une seule fois des rangs. Trois d'entre nous sont morts, cette nuit-là. D'une angine de poitrine, de rétention d'urine. Très très dur. Très dur, lorsqu'on est étendu dans des baraques surpeuplées. Entassés à même le sol, comme des sardines dans une boîte. Si l'un de nous, dans son sommeil, se tournait, c'étaient cent soixante-quinze hommes qui devaient se tourner en même temps que lui. Cent soixante-quinze hommes, genou contre genou. Bras contre bras. Tu ne dors pas, tu ne veilles pas, tu es allongé, comme assommé. Dur... très dur... désespérément dur. Très dur, lorsqu'ils vous forcent, les membres raidis par le froid, le désespoir au cœur, à chanter des chansons sentimentales : « Brun foncé est la noisette, brun foncé tu es aussi... » On n'a pas de manteau. On n'a pas de gants. On a le crâne rasé. On est debout dans le froid. On est gelé jusqu'aux os et l'on chante : « Brun foncé est la noisette... » Très dur, quand, ivres de leur puissance, ils déversent sur toi leur bile. Le poing sur la gueule, le canon du fusil entre les jambes. Hop là ! Sale Juif ! Celui qui n'obéit pas, est suspendu par les bras, liés derrière le dos. Introduit dans un conduit de cheminée. Rossé, maltraité, secoué, jusqu'à ce que ses dents s'entrechoquent. Nous avons senti les morsures du froid, nous avons obéi. Nous sommes restés au garde-à-vous, quand ils ont pendu deux de nos camarades, auprès de l'arbre de Noël illuminé... Nous avons chanté « Brun foncé est la noisette... », « Mon beau sapin » et « Mais la voiture roule... » Parce que nous avions glissé des feuilles de papier journal sous notre chemise, pour ne pas mourir complètement de froid, ils nous ont obligés à rester debout, pendant deux heures, devant la porte d'entrée, les mains à la couture du pantalon. Les mains nues, par dix-huit degrés au-dessous de zéro. Nous avons... » Il s'interrompt : « Très dur, incroyablement dur, quand... quand... on n'est plus un être humain... » Il dit cela sans pathos. Il dit cela sans colère. Comme s'il enregistrait une découverte scientifique.

« Quand quittez-vous le pays ? », lui demande Andrik, d'une voix sans timbre. « Dès que j'aurai reçu notre visa pour l'Angleterre. Dans les quatre semaines qui viennent, j'espère. »

Comment peut-on supporter de telles souffrances ! pensé-je, en descendant l'escalier, avec Andrik.

Lundi 16 janvier 1939.

Ils reviennent tous, peu à peu. Ceux de Buchenwald et ceux de Sachsenhausen. Peter Tarnowski, Kurt Sperling, Ernst Angel, Heinz Rosenthal et Paul Weiss. A Sachsenhausen, on était astreint au travail. Mais on mourait de froid et les punitions étaient dures. A Buchenwald, près de Weimar, le travail était interdit. Pour des centaines de prisonniers, un seul water-closet. « La semaine de la mort », c'est le nom qu'on donnait aux sept premiers jours de détention. Mauvaise nourriture, grippe intestinales, diarrhées. Les hommes se tordent de douleur. On se met en rangs pour pouvoir sortir. On fait la queue devant les W.C. Départ pour l'au-delà. A Berlin, le peuple se plaint de ce que les réserves de café s'épuisent. « Allemands, buvez du thé ! », proclament les marchands de café. A Buchenwald, il n'y a pas de thé. Pas de café ni de lieux d'aisance. A Buchenwald, plusieurs centaines d'hommes sont morts en l'espace d'une semaine. Assommés, fusillés, torturés à mort. « Brun foncé est la noisette. » Tout en murmurant ce refrain, j'essaie d'oublier ce jeune communiste qu'on a fouetté à mort, tandis qu'un gramophone jouait « Am Brunnen vor dem Tore. »

IV - Justes

Anonymes ou personnages publics, individuellement ou collectivement, des hommes et des femmes ordinaires sont venus au secours des juifs, plongés dans la tourmente.

Allemands-aryens, ils étaient opposés au national-socialisme par conviction religieuse, politique ou simplement par pure humanité envers leur prochain : L'idée même de condamner quelqu'un pour être né « juif » leur était non seulement inimaginable mais aussi insupportable.

Ainsi, pour leur courage et pour l'aide qu'ils apportèrent aux juifs, Ils reçurent de l'état d'Israël le titre honorifique de « juste parmi les nations ». Nous apporterons donc dans un premier temps une définition précise de « juste parmi les nations » ainsi que les critères de reconnaissance. Enfin nous présenterons l'action de quelques justes allemand, symbole du courage et de la détermination dont il fallait faire preuve sous ce régime de terreur...

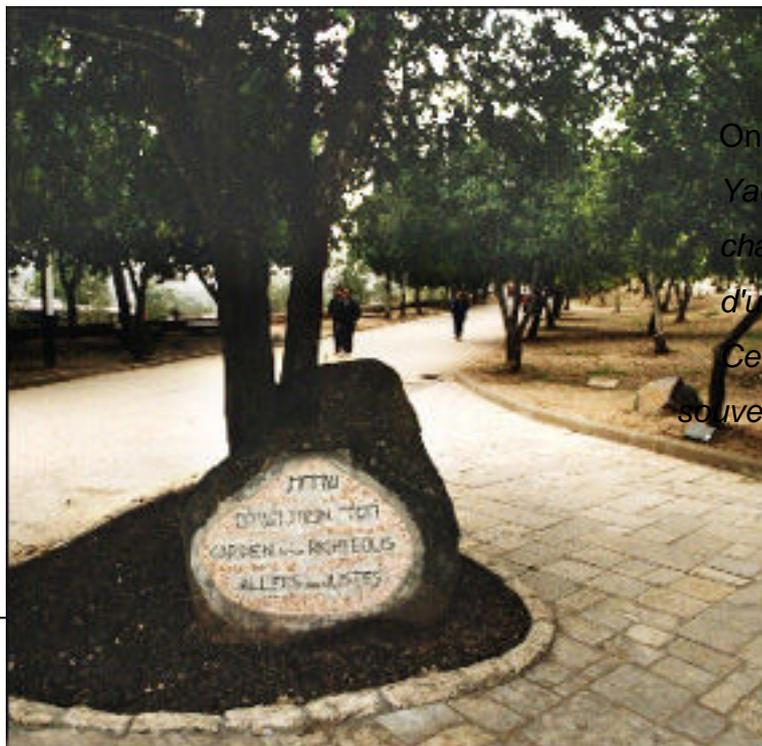
A - Qu'est-ce qu'un "Juste parmi les nations" ?

L'idée de « Justes des Nations » vient du Talmud. Au long des générations, il a servi à désigner *toute personne non juive ayant manifesté une relation positive et amicale envers les Juifs*.

Le Mémorial Yad Vashem décerne le titre de *Juste des Nations* aux non-Juifs qui pendant la Seconde Guerre mondiale et la Shoah ont aidé des Juifs en péril, **au risque de leur propre vie, sans recherche d'avantages d'ordre matériel** ou autre. Le titre de Juste des Nations est décerné sur la foi de témoignages des personnes sauvées ou de témoins oculaires et documents fiables.

Ces "Justes parmi les nations" sont honorés à **Yad Vashem**, à Jérusalem.

« Et je leur donnerai, dans ma maison et dans mes murs, un mémorial (Yad) et un nom (Shem) qui ne seront pas effacés »
Bible, Isaïe 56



On peut voir ici ***l'Allée des Justes*** à Yad Vashem (Jérusalem) : au pied de chaque arbre planté, on y trouve le nom d'un "Juste".

Cette allée a pour but de garder le souvenir des Justes

B - Les Critères de reconnaissance d'un "Juste"

➤ Le titre de Juste doit respecter certains critères tels que :

-Le fait d'avoir apporté une aide dans des **situations où les juifs étaient impuissants et menacés de mort** ou de déportation vers les camps de concentration.

-Le sauveteur était **conscient** du fait qu'en apportant cette aide, il **risquait sa vie**, sa **sécurité** et sa **liberté personnelle**. (car les nazis considéraient l'assistance aux juifs comme un délit majeur).

-Le sauveteur **n'a exigé aucune récompense** ou compensation matérielle en contrepartie de l'aide apportée.

-Le sauvetage ou l'aide est **confirmé par les personnes sauvées** ou attesté par des témoins directs et, lorsque c'est possible, par des documents d'archives authentiques. (ce qui rend la qualification de "Juste" subjective)

➤ L'aide apportée aux juifs par des non-juifs a revêtu des formes très diverses :

- **Héberger** un juif chez soi, ou dans des institutions laïques ou religieuses, à l'abri du monde extérieur et de façon invisible pour le public.

- L'aide à un juif à se faire passer pour un non-juif en lui procurant des **faux papiers** d'identité ou des certificats de baptême (délivrés par le clergé afin d'obtenir des papiers authentiques).

- L'aide aux juifs pour gagner un lieu sûr ou à **traverser une frontière** vers un pays plus en sécurité, notamment accompagner des adultes et des enfants dans des périples clandestins dans des territoires occupés et aménager le passage des frontières.

- L'adoption temporaire d'enfants juifs (pour la durée de la guerre).

C - Des exemple de Justes

➤ Oskar Schindler

Oskar Schindler est né le 28 avril 1908 à Zwittau, dans la province de Moravie (Tchécoslovaquie). Son père, Hans, est d'origine autrichienne, sa mère, Louisa, est une fervente catholique. De tempérament sportif et extraverti, Oskar se marie très jeune avec la fille d'un fermier, Emilie, malgré l'opposition déclarée de leurs familles respectives. Regagnant Zwittau après son service militaire, il multiplie les frasques et n'aura dès lors que des relations intermittentes avec son épouse. Celle-ci lui restera cependant fidèle tout au long de sa vie.

En 1938, l'Allemagne envahit les Sudètes, faisant de la Bohême-Moravie un Protectorat germanique. A l'automne 39, la Pologne tombe sous la botte nazie.

Arrivé à Cracovie dans les fourgons des troupes allemandes, Schindler perçoit tout de suite les avantages qu'il peut tirer de l'occupation. La ville, important noeud ferroviaire, est en effet propice aux affaires. Elle lui permettra de devenir chef d'entreprise et de connaître, pour la première fois, la prospérité. Schindler jette son dévolu sur la Compagnie Rekord, une modeste fabrique spécialisée dans le matériel de cuisine : casseroles émaillées, cocottes, etc. La compagnie employait jusqu'à une époque récente quelque 45 ouvriers, mais se trouve en cessation de paiement et ne fonctionne plus qu'au ralenti depuis la mise sous séquestre d'une partie de ses machines. Elle constitue donc à tous égards une excellente occasion.

Grâce à Abraham Bankier, directeur administratif de la Rekord, Schindler trouve des investisseurs juifs au sein d'une population en désarroi, contrainte de vivre de trocs après la confiscation de ses avoirs par l'administration allemande. Les premières commandes militaires arrivent au début de 1940, grâce à la bienveillance intéressée de l'inspection des armements que Schindler "arrose" généreusement. Ces commandes, très lucratives, lui permettent d'agrandir l'entreprise, d'acheter de nouvelles machines et d'engager de nouveaux employés. Dès l'été, 40, la DEF (Deutsche Emailwaren Fabrik) d'Oskar Schindler tourne jour et nuit, avec le concours de 250 salariés polonais.

A la demande de ses amis de l'Inspection, Schindler se lance dans la fabrication d'obus antichars dans une aile de l'usine. Poussé par le comptable Itzhak Stern, qui a su gagner sa confiance, il commence à recruter des travailleurs juifs par l'entremise d'Abraham Bankier et sous le contrôle du bureau de placement du Judenrat (conseil juif). Ces derniers ne perçoivent aucun salaire, leurs employeurs versant quant à eux une dîme au quartier général SS de Cracovie : 7,5 Reichsmark par jour pour un travailleur qualifié, 5 pour un manoeuvre ou un jeune. Mais Schindler inspire confiance à ses recrues, en les assurant qu'ils seront, chez lui, à l'abri des persécutions et survivront à la guerre. Cependant, la Gestapo a vent d'arrangements et de trafics dont Schindler se serait rendu coupable; Celui-ci est arrêté, mais relâché, au bout de quelques heures, grâce à l'intervention de ses protecteurs, alertés par sa fidèle secrétaire et petite amie, polonaise, Victoria Klonowska.

Le 28 avril 1942, Schindler fête son trente-quatrième anniversaire. Au cours d'une cérémonie réunissant l'ensemble de son personnel, il embrasse innocemment une adolescente juive. Un employé mal intentionné le dénonce. Il est arrêté une nouvelle fois par la Gestapo, accusé de violation des lois raciales et conduit à la sinistre prison de Montelupich. Après cinq jours de détention, il comparaît devant Rolf Czurda, chef des services de sécurité de Cracovie. L'intervention de plusieurs notables amis lui sauve la mise une fois encore. Schindler, libéré sur-le-champ, demande effrontément une voiture pour être reconduit chez lui... Lorsque les "procédures" antisémites se multiplient, avec déportation des "inutiles", Schindler réussit à sauver douze de ses employés promis à la mort. En octobre 1942, il prend le risque d'intervenir au cours d'une nouvelle "Aktion" afin de maintenir en place son équipe de nuit. Peu de temps après, il est contacté par un dentiste viennois du nom de Sedlacek, émissaire d'une organisation de secours juive de Budapest. Il fait à celui-ci un compte rendu de la situation et en reçoit des fonds qu'il fait parvenir à des organisations de résistance.

Lorsque Amon Goeth, commandant du camp de travaux forcés de Plaszow, situé à dix kilomètres de Cracovie, propose aux industriels allemands employant du personnel juif d'installer leurs usines dans l'enceinte même du camp, Schindler soutient que les

machines de la DEF ne peuvent être déplacées sans dommages ni perte de temps. En contrepartie, et en gage de sa bonne volonté, il rachète à un vieux couple un terrain dont il fait un camp annexe, en payant lui-même les frais d'installation (barrières, miradors, latrines, bains-douches, lavoir, salon de coiffure, cabinet dentaire, magasin d'alimentation, baraquements, etc.), pour un montant total de 300 000 Reichsmark. Le projet est agréé avec enthousiasme par les autorités. Deux ateliers seront construits, l'un destiné à la fabrication de marmites, l'autre à celle d'obus. Cette année-là, la DEF présentera un bénéfice de 15, 8 millions de Reichsmarks... Fidèle à ses engagements, Schindler protège son personnel en maintenant les gardes SS et ukrainiens à l'extérieur de l'usine, les officiers sont seuls autorisés à y pénétrer pour inspection. Il veille à l'hygiène en faisant bouillir le linge pour écarter le risque de typhus, et assure à tous une alimentation meilleure et plus abondante qu'à Plaszow. Bien que les journées de travail soient longues, personne ne mourra d'épuisement dans son usine.

Mais les efforts de Schindler et les pots-de-vin versés aux services administratifs pour maintenir la DEF en activité ne suffisent pas. Au cours de l'été 44, le haut commandement ordonne en effet la désaffectation de Plaszow et ses annexes. Les employés de la DEF devront se rendre au camp en attendant d'être "regroupés" ailleurs - les hommes au camp de Gross-Rosen, où ils travailleront dans les carrières de l'entreprise Terre et Pierre, les femmes à Auschwitz. Schindler conçoit alors un plan aussi habile qu'audacieux pour sauver " ses " Juifs. Il propose de démanteler l'usine et de la transférer en Tchécoslovaquie où il réinstallera ses ouvriers qualifiés. A Berlin, il contacte et persuade le colonel Erich Lange qui lui garantit de nouveaux contrats. Le service du déploiement donne un avis favorable, et le site de la nouvelle entreprise est choisi sur proposition de l'ingénieur Sussmuth : ce sera le, petit village de Brinnlitz, à proximité de Zwittau où se trouve une usine de textiles appartenant à deux profiteurs de guerre, les frères Hoffnran. Une semaine plus tard, l'entrepôt de ces derniers est réquisitionné afin qu'y soit installée la fabrique d'obus de Schindler.

Pour accélérer les opérations, l'industriel multiplie une fois encore les pots-de-vin et recense ses employés. Le 15 octobre 1944, environ 800 hommes de la Liste de Schindler quittent Plaszow pour Brinnlitz. Trois cents femmes les rejoindront, au bord de l'épuisement, après un terrifiant séjour à Auschwitz. Placé, sous la tutelle du Sturmbannführer Hassebroeck (commandant de Gross-Rosen et de 103 camps annexes en Pologne, Allemagne et Tchécoslovaquie), Brinnlitz a été équipé, une fois de plus, aux frais de Schindler qui déboursa chaque jour 7,5 Reichsmarks par ouvrier "hautement qualifié", et 5 pour les autres. Mais alors que la DEF de Cracovie avait fabriqué pour plus de 16 millions de Reichsmarks de matériel de cuisine et de matériel militaire, l'usine de Brinnlitz ne produira pas un seul obus utilisable. Schindler, anticipant - et souhaitant - la défaite allemande, freine en effet la production sous prétexte de "problèmes techniques" et ferme les yeux sur les sabotages commis par ses ouvriers sur les machines-outils et les fours de moulage. Les autres fabricants dépendant de lui - la production d'obus a été répartie, pour raisons de sécurité, entre plusieurs usines, chargées respectivement des douilles, des amorces et de l'assemblage - protestent, tempêtent, exigent des contrôles. Mais Schindler ne se laisse pas intimider. Il berne les délégués de l'inspection de l'armement en leur offrant du cognac, des cigarettes et de somptueux repas copieusement arrosés. Il joue l'industriel bafoué, dénonce ses fournisseurs et, en dépit des mises en demeure, poursuivra son manège pendant sept mois sans être inquiété. Avec l'aide discrète autant qu'efficace d'Emilie, qui partage à nouveau sa vie, il veille à l'hygiène de son personnel, évitant une épidémie de typhus qui entraînerait la fermeture immédiate du camp. Il fait également passer de la nourriture aux employés, portant la

ration quotidienne à 2 000 calories par personne. Au cours de l'hiver 1944-45, il place en outre plusieurs anciens détenus d'Auschwitz dans des usines de Moravie et en accueille aussi à Brinnlitz où ils sont soignés.

Face aux pressions croissantes des troupes russes, l'Allemagne commence à évacuer ses camps en tentant d'effacer les traces des crimes nazis. Il est prévu qu'en cas de repli, les prisonniers de Brinnlitz seront soumis à une ultime sélection, les plus valides rejoignant le camp de Mauthausen, les autres étant exécutés sur place par les hommes du commandant Liepold. Pour éviter un tel massacre, Schindler intervient auprès de Hassebroeck, dénonçant les excès et les beuveries de Liepold. A la fin du mois d'avril, ce dernier est transféré dans un bataillon d'infanterie SS. Le jour de son anniversaire, Schindler annonce à ses employés l'effondrement imminent de la tyrannie, ainsi que son intention de rester à Brinnlitz jusqu'au cessez-le-feu, afin de prévenir d'éventuelles exactions.

Schindler, de par la proportion de juif qu'il a sauvé reste un exemple exceptionnel. Cependant, d'autres allemands, moins connus, ont également reçu le titre honorifique de « justes parmi les nations » pour leurs actes de courage.

Le sergent Hugo Armann,

Sergent dans la waffen S.S, en poste à Baranowice en Pologne orientale, il a aidé de nombreux juifs à s'enfuir du ghetto et leur a fourni des armes, ce qui leur a permis de gagner les forêts où ils ont rejoint les partisans.

Le commandant Eberhard Helmrich, directeur d'une station agricole à Drohobycz, en Pologne, a aidé un grand nombre de femmes juives en leur procurant des faux papiers d'identité en tant que Polonaises et Ukrainiennes ; ceci leur permit de gagner Berlin où son épouse Donata leur trouvait un emploi dans des maisons allemandes qui ignoraient tout de leur origine. Donata Helmrich est aussi « Juste parmi les nations »

A Przemysl, en Pologne, **le commandant Max Liedtke** empêcha les SS d'effectuer une rafle des juifs de la ville en ordonnant à ses soldats de s'opposer à ce qu'ils franchissent un pont. Il fut révoqué de son poste et envoyé au front. Il mourut en captivité chez les Russes.

Le sergent Anton **Schmid,** stationné à Vilna en Lithuanie, fut exécuté en avril 1942 pour avoir aidé des juifs à l'intérieur et à l'extérieur du ghetto de la ville.

Ruth Andreas-Friedrich, 1901-1977, journaliste et écrivain berlinoise, cache et héberge de nombreux Juifs, des amis comme de simples voisins ou des personnes inconnues qui lui sont envoyées. Privés de toutes ressources, elle collecte pour eux des cartes d'alimentation et d'habillement. Avec « la troupe de choc » ou encore « l'association » qu'elle forme avec son compagnon Andrik Krassnow et d'autres personnes, ils transportent les biens de leurs amis Juifs au-delà de la frontière du IIIème Reich afin qu'ils puissent les récupérer, la loi concernant le transfert de devises punissant les Juifs de lourdes peines de prison.

Avec courage et ingéniosité, ils obtiennent des visas pour leur permettre de quitter l'Allemagne et quand il en est encore temps et grâce à un réseau de relations sûres, ils obtiennent la libération de personnes emprisonnées. Le groupe fabrique aussi de vrais-faux papiers d'identité, vole des attestations de dommages de guerre et passent en contrebande des tracts et des comptes rendus en Suisse et en Angleterre via la Suède. Le groupe reproduit également en une cinquantaine d'exemplaires le sixième tract de Hans et Sophie Scholl afin que d'autres Allemands en prennent connaissance.

Ursula Meissner

Une jeune comédienne appelée Ursula Meissner, la fille d'un ami des Latte, qui habitait seule le grand appartement de ses parents au Prenziauer Berg, [est sollicitée pour cacher trois Juifs qu'elle ne connaît pas, trois membres de la famille Latte].

« Vous pouvez déjà rester ici ! »

La jeune fille de vingt ans, qui jouait au Théâtre national de Prusse dirigé par Gustaf Grundgens (1), n'hésita pas un instant quand elle ouvrit la porte aux Latte. « Vous pouvez déjà rester ici ! » dit-elle en les accueillant tous les trois.

Elle ne dit pas « l'un de vous peut rester », ou « vous pouvez rester deux jours », ou « vous pouvez rester deux semaines tout au plus ». Elle ne posa aucune condition.

« Ce fût la première et la dernière fois », se rappelle Konrad Latte, « que nous avons goûté le luxe de pouvoir nous cacher tous les trois sous un même toit. Plus tard, nous n'avons plus osé attendre cela de personne, nous nous sommes séparés. »

« Mais c'était tout naturel ! »

Quand j'ai demandé à cette femme de soixante-dix-huit ans, qui vit à Genève avec son époux, l'ancien ambassadeur de Grèce Calogeras, pourquoi elle avait donné refuge à une famille menacée qu'elle ne connaissait pas, elle répondit, étonnée : « Mais c'était tout naturel! »

Était-elle consciente du danger qu'elle courait ? « Je n'ai pas pensé aux risques », répondit Mme Meissner. Non, elle n'a jamais eu de contact avec un mouvement de résistance, ni alors, ni plus tard. « Malheureusement ! » ajouta-t-elle. « Peut-être étais-je trop insignifiante, ou tout simplement trop jeune, j'avais toujours l'air plus jeune que mon âge. »

La spontanéité et l'imprudence dont fit preuve Mme Meissner en offrant son aide aux Latte peuvent stupéfier. Et naturellement cela suscite des doutes et des questions chez tous ceux qui, dans de telles circonstances, ont fermé leur porte. Comment pouvait-on être aussi naïf ? Ursula Meissner n'était-elle pas informée des dangers auxquels elle s'exposait ? Devait-elle quelque chose à Curt Weiss ?

« On veut pouvoir encore se regarder dans la glace le lendemain »

Comment quelqu'un en arrive-t-il à risquer sa vie et sa liberté pour des gens menacés qu'il ne connaît même pas ? Entre-temps, cette question a donné lieu à des montagnes d'enquêtes sociologiques, psychologiques, anthropologiques. Qu'est-ce qui rend certains êtres capables d'agir contre l'instinct le plus fort, l'instinct de conservation ? Souffrent-ils d'un déséquilibre ? Sont-ils des saints ? Sont-ils particulièrement naïfs, particulièrement endoctrinés ou un peu fêlés ?

A la plupart des explications fournies pour ce comportement énigmatique, manque l'élément décisif. Ce que m'a dit Mme Meissner ne se distingue pas le moins du monde de la réponse qu'ont donnée des centaines d'autres sauveteurs : il y avait là quelqu'un qui avait besoin d'aide; les risques, on y a réfléchi après coup. Très rares, parmi ceux qui ont aidé les Juifs, sont ceux qui ont pris plus tard l'initiative de raconter leurs interventions, et moins encore leur participation à la résistance. Miep von Santen, connue par le Journal

d'Anne Frank, avouera :

« Je n'ai rien de particulier. Je ne voulais pas me placer sous les feux de la rampe. J'ai fait seulement ce que l'on me demandait et ce qui me paraissait chaque fois nécessaire. » Ce n'est en aucun cas l'aveuglement devant les risques qui a rendu Miep von Santen et d'autres capables de secourir leur prochain. Ils ont vu d'abord la détresse des gens menacés, et ensuite seulement le danger qu'ils couraient eux-mêmes en offrant de les aider. Aucun d'entre eux ne s'est sciemment résigné à perdre la vie. Mais tous, ils furent spontanément prêts, par compassion et aussi par respect envers eux-mêmes, à assumer un risque qu'ensuite ils essayaient de limiter autant que possible. « On veut pouvoir encore se regarder dans la glace le lendemain », expliqua Mme Meissner.

« Ce qui se passait dans mon pays m'a remplie de honte... »

Dans une lettre à l'auteur, Ursula Meissner a ainsi résumé ses motifs : « J'étais allemande. Ce qui se passait dans mon pays au temps de Hider m'a remplie d'une honte très, très, très profonde. Je ne pouvais pas y remédier, mais je n'étais pas forcée d'être complice... Tout châtement éventuel aurait glissé sur moi comme de l'eau sur les plumes d'un oiseau, car je savais que j'avais agi comme il le fallait. »

Mme Meissner considérait qu'il allait de soi de rester, même pendant les bombardements, dans son appartement avec ses protégés, contrairement aux prescriptions. Dans la cave qui servait d'abri antiaérien, ses « hôtes » auraient été trop remarqués.

Déjà à l'école...

L'attitude courageuse d'Ursula Meissner devant le risque avait une préhistoire. A l'école, déjà, elle avait dénié tout respect aux professeurs nazis et repoussé leurs offres. Dans sa classe, elle avait été la seule à refuser d'entrer dans le Bund Deutscher Mädel, l'Union des filles allemandes. Ses professeurs en étaient d'autant plus affectés qu'Ursula Meissner était une excellente sportive. Quand le directeur lui demanda les raisons de son refus, elle répondit : « Ça ne me plaît pas. » A la propre stupéfaction d'Ursula, il se contenta de cette réponse laconique.

Toutefois, l'écolière consciente de soi n'aurait guère pu se permettre cette insolence et quelques autres, si elle n'avait pas été sûre du soutien de ses parents. Pour sa confirmation, un ami juif de son père lui avait envoyé le Knauers Weltlexikon [Encyclopédie assez simple, très répandue.]. Le libraire était un délateur et avait averti la Gestapo que la famille se faisait expédier des livres par un juif. Le père d'Ursula se vit rapidement mis en demeure par ses supérieurs de renvoyer le cadeau. Le père, un fonctionnaire prussien, refusa, ce qui fut noté dans son dossier personnel. Mais hormis cette réprimande, son indiscipline n'eut pas de conséquences.

Toutefois, la jeune Ursula Meissner savait aussi qu'avec son attitude de refus, elle marchait sur la corde raide. Un demi-frère de son père avait été envoyé dans un camp de concentration parce qu'il avait « ouvert trop grand sa gueule ».

Le logement de la Schivelbeiner Strasse fut, pour la famille Latte, la première étape de leur vie dans la clandestinité. Pendant un moment, ils purent se nourrir des vivres qu'Ursula Teichmann avait apportés dans son sac à dos. Plus tard, ils en furent totalement réduits à la générosité de leur « logeuse ».

Ursula Meissner avait présenté ses trois hôtes comme des « amis dont la maison avait été détruite par les bombardements ». Les bruits de l'appartement étaient épiés par les voisins intéressés, ceux du dessus comme ceux du dessous.

« Vos amis ont l'air passablement juifs ! »

Et ce genre de voisins n'était pas rare. Mieux valait aussi éviter que les « clandestins », encore inhabiles, « émergent » trop souvent et quittent leur logis au grand jour. Ursula

Meissner n'attendit pas bien longtemps avant de se faire interpeller par une autre habitante de l'immeuble : « Vos amis bombardés ont l'air passablement juifs ! » Pour la famille Latte, cette remarque lancée sur le palier fut le signal de la disparition immédiate. D'une heure à l'autre, ils se retrouvèrent tous les trois réduits à demander l'aide d'un autre inconnu : le pasteur Harald Poelchau, dont leur amie du Mecklembourg leur avait laissé le numéro de téléphone.

[Grâce à l'aide de ce pasteur et d'autres encore, des inconnus, de musiciens et d'acteurs, des gens qui l'hébergeaient pour une nuit... Konrad Latte réussit à survivre. Il sera le seul de sa famille.]

Peter Schneider,
Encore une heure de gagnée, Comment un musicien juif survécut aux années du nazisme,
Grasset, 2002

Ces hommes, et ces femmes au cœur du III^{ème} Reich, symbole même de la puissance du nazisme, peuvent aujourd'hui témoigner, par leur sacrifice, que tout homme, même dans le pire des régimes, peut garder une part d'humanité, ce qui, de nos jours, est un des plus beaux messages d'espoir...

La résistance civile

à l'étranger : les exilés

La résistance des exilés.

Les exilés allemands qui ont résisté au national-socialisme venaient d'horizons différents. Divisés, voire opposés sur le plan politique, religieux ou culturel, ils avaient pourtant des objectifs communs : incarner à l'étranger une autre image de l'Allemagne et entreprendre tout ce qui était en leur pouvoir pour contribuer à la chute de la dictature nazie. Il s'agissait également pour les Allemands démocrates exilés d'éviter la mise en application des plans alliés de la division du Reich après la défaite nazie, et de tenter d'influencer les gouvernements alliés pour que l'Allemagne ait une place dans l'Europe de l'après-guerre. Il s'agissait également pour les exilés résistants, soumis même à l'étranger aux représailles des autorités nazies, de se procurer des informations sur ce qui se passait en Allemagne, ainsi que de faire passer clandestinement des tracts, des messages et de la littérature censurée. La résistance des exilés, au delà de ses fonctions de représentation, d'information à l'étranger et de soutien de la résistance en Allemagne, jouait donc également un rôle d'intermédiaire, de passeur entre la résistance intérieure et l'étranger.

I. La résistance politique

Les objectifs de cette forme de résistance étaient de soutenir les résistants restés dans le Reich et d'informer l'opinion mondiale sur la nature répressive et criminelle du régime nazi. Il s'agissait également de trouver des alliés à l'étranger pour isoler politiquement, moralement et économiquement le Reich et le mettre sous pression, afin de contribuer à la chute du régime nazi, mais aussi de poser les bases théoriques et idéologiques pour la reconstruction d'une Allemagne démocratique après la guerre.

A - la politique des émigrés en France :

Le témoignage de Peter Gingold, résistant, nous fait très bien comprendre les raisons de leur émigration en France. « Tout d'abord j'aimerais faire quelques remarques sur l'émigration allemande en France. On estime à 30 000 à 35 000 le nombre d'émigrés allemands venus en France jusqu'à la veille de la dernière guerre. Une grande partie d'entre eux a vécu dans la clandestinité. Cette émigration allemande était diverse d'un point de vue social, politique ou culturel. Nous étions cependant davantage des exilés que des émigrés. Bertolt Brecht souligne bien la différence entre émigrés et exilés. Dans un texte intitulé : « *Sur le sens du mot émigrant* », il écrit :

« J'ai toujours trouvé faux le nom qu'on nous donnait : « émigrants ».

Le mot veut dire expatriés ; mais nous

ne sommes pas partis de notre gré

pour librement choisir une autre terre ;

nous n'avons pas quitté notre pays pour vivre ailleurs, toujours s'il se pouvait.

Au contraire nous avons fui. Nous sommes expulsés, nous sommes des proscrits.

Et le pays qui nous reçut ne sera pas un foyer, mais l'exil. »

Car nous n'étions pas des émigrés volontaires qui ont choisi un autre pays pour y vivre pour toujours. Nous étions réfugiés, chassés, bannis. Le pays qui nous accueillait nous offrait un exil, pas un domicile. Brecht ajoutait encore :

« Ainsi nous sommes là, inquiets, au plus près des frontières

attendant le jour du retour... »

Le plus grand nombre des émigrés se sont réfugiés en France pour échapper à la politique raciste des nazis. Les émigrés purement politiques étaient moins nombreux. Les poètes, les écrivains, les journalistes et les artistes antinazis, de même que les permanents du parti communiste et du parti social-démocrate étaient particulièrement haïs et tous furent contraints d'émigrer.

La France était l'asile préféré des émigrés. C'était le pays de la déclaration des Droits de l'Homme, de la Révolution de 1789, malgré la conjoncture politique qui était alors bien différente. Depuis le territoire français, il était par ailleurs possible de rester en contact avec l'Allemagne et d'exercer une influence sur l'action antifasciste qui s'y menait. Le Parti communiste allemand (KPD) pouvait développer son activité à la frontière pour soutenir la résistance en Allemagne. Pour cela, les militants devaient être en contact avec le PCF, ainsi qu'avec d'autres organisations comme la Jeunesse communiste, le Secours Rouge ou la CGTU. Les socialistes allemands entretenaient des relations avec la SFIO, la CGT, etc. La réalisation de ces actions antifascistes en direction de l'Allemagne n'était possible que grâce à ces soutiens.

Les émigrés antifascistes allemands contribuèrent sans aucun doute à l'information sur l'Allemagne fasciste et sur sa préparation à la guerre. Ils permirent aussi de renforcer le mouvement antifasciste français. Les livres « Das Braunbuch » (Le livre brun) et « Hitler treibt zum Krieg » (Hitler mène à la guerre), édités en 1934, jouèrent un grand rôle dans ce travail d'éclaircissement, notamment en fournissant une documentation sur les préparatifs de guerre des nazis. Tout cela contribua à renforcer la solidarité des populations envers les réfugiés allemands. Pendant la période du Front Populaire leur sort s'améliora. Ils obtinrent des permis de séjour et de travail, et la possibilité de régulariser leur situation.

C'était le temps de la création du comité préparatoire pour le Front Populaire Allemand avec Heinrich Mann dans lequel Georg Bernhard joua un grand rôle.

Ainsi la guerre civile espagnole fut l'occasion d'un développement des activités des émigrés allemands en France. L'exemple du Front Populaire Français incita les émigrés allemands à se regrouper sous la présidence d'Heinrich Mann. Mais en raison des Procès de Moscou, la coopération avec les communistes allemands fut refusée et cette tentative de créer un Front Populaire Allemand avorta.

Ainsi plusieurs partis politiques s'exilèrent :

- *sociaux-démocrates* (SPD)
La SOPADE, direction exilée du SPD, s'installa en 1933 à Prague, puis en 1938 à Paris, et trouva finalement refuge en juin 1940 à Londres. Ses objectifs étaient d'informer l'étranger sur la nature du régime hitlérien, de diffuser clandestinement des tracts dans le Reich, de soutenir les groupes de résistance sociaux-démocrates restés en Allemagne, et de mettre en place des réseaux permettant à des persécutés de fuir l'Allemagne.

- *communistes* (KPD)
Selon les instructions de Moscou, seuls les plus hauts fonctionnaires du parti qui avaient pu échapper à l'arrestation par les nazis s'exilèrent en 1933 en URSS, où fut fondé le comité central et le bureau politique exilés du KPD. Ernst Thälmann, le dirigeant du parti, et Ernst Torgler, le chef de la fraction communiste au Reichstag, avaient été arrêtés en février-mars 1933. En 1935-36, la tentative de former un *Front populaire contre le nazisme* avec les sociaux-démocrates se solda par un échec, car ceux-ci refusèrent de se plier aux directives de Moscou. A partir de 1945, les dirigeants communistes exilés à Moscou furent nommés à des postes clefs de l'administration dans la zone d'occupation soviétique, puis prirent la direction du parti SED ("*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*") et du gouvernement lors de la création de la RDA.

Les politiciens centristes exilés Carl Spiecker et Otto Klepper fondèrent à la fin de l'année 1937 à Paris le DFP, *Parti de la Liberté allemand* ("*Deutsche Freiheitspartei*"), qui poursuivit ses activités à Londres après l'occupation de la France par l'armée allemande. Hans Albert Kluthe, membre du DFP, fut le rédacteur en chef du journal libéral exilé "*Das wahre Deutschland - Auslandsblätter der deutschen Freiheitspartei*", et établit le programme de la radio antifasciste allemande "*Deutscher Freiheitssender*" qui émettait à partir d'Angleterre.

B) résistance armée

Pendant la guerre, des Allemands ont également combattu dans les armées alliées, comme par exemple les écrivains Klaus Mann, qui a combattu aux côtés des Américains, et Stefan Heym, qui a travaillé pour les services de propagande de l'armée américaine. Des déserteurs se sont également joints aux armées alliées. D'autres Allemands ont choisi de s'engager dans les mouvements de résistance des pays occupés. Ainsi, à partir de 1941, plusieurs centaines d'Allemands se sont engagés dans la Résistance française, notamment dans la division *Travail anti-allemand* du *Front National de Libération* (FNL). Leur tâche consistait à apporter leur aide dans tous les domaines pour lesquels des connaissances linguistiques ou de civilisation étaient nécessaires, comme l'espionnage, la prise de contact avec des Allemands, et la diffusion de propagande antifasciste au sein de l'armée allemande. De nombreux Allemands, surtout des communistes, ont également résisté et combattu dans le maquis aux côtés des *Franco-tireurs et Partisans Français* (FTP). D'autres résistants allemands se sont engagés dans les mouvements gaullistes. Au printemps 1944 s'est constitué dans le maquis français, sur le modèle du *Comité National de l'Allemagne libre* ("*Nationalkomitee Freies Deutschland*") fondé à Moscou, un *Comité de l'Allemagne libre pour l'Occident* (*Komitee "Freies Deutschland für den Westen"*), qui a été reconnu après la libération de la France comme une division à part entière de la Résistance française.

II - Résistance culturelle

A- au niveau de la littérature

L'écriture de l'exil dénonçait le national-socialisme, informait l'opinion mondiale sur la nature de la dictature nazie en diffusant des journaux comme le *Pariser Tagesblatt*, des brochures, des livres ou des tracts antifascistes, en rédigeant des articles pour la presse étrangère (Heinrich Mann par exemple collaborait à la *Dépêche de Toulouse*), mais traitait également de l'exil des difficultés à être apatride, clandestin, constamment en fuite. Les résistants ont organisé des conférences et des expositions, ont monté des cabarets satiriques, ont mis en scène des pièces de théâtre allemandes interdites en Allemagne, et ont fondé des comités de lutte antifasciste. Il s'agissait d'une résistance intellectuelle qui s'est exprimée de façon individuelle dans des oeuvres littéraires ou des actions ponctuelles, mais qui a également donné lieu à la création de cercles de réflexion et de publications antifascistes destinées à éveiller et faire réagir les consciences contre la dictature hitlérienne.

Différents témoignages d'anciens exilés résistants ont permis de mettre en relief l'activité incessante des intellectuels émigrés :

Au cours de l'année 1933, surtout après l'incendie du Reichstag au mois de février, et jusqu'à l'automne, la plupart des écrivains menacés quittèrent l'Allemagne pour la France. Parmi eux: Anna Seghers, Heinrich Mann, Erika et Klaus Mann, Bodo Uhse, Alfred Döblin, Kantorowicz, Ludwig Marcuse, Hasenclever, Ernst Weiss, Egon Erwin Kisch, Joseph Roth, Lion Feuchtwanger, Maximilian Scheer, Rudolf Leonhard, Hans Marchwiza, Schwarzschild, Budlawski, rédacteur en chef du mensuel « *Die Weltbühne* », Georg Bernhard, ancien rédacteur en chef de la « *Vossische Zeitung* ».

Le 10 mai 1934, date du premier anniversaire du jour où furent brûlés les livres en Allemagne,

l'association des écrivains allemands à Paris fut créée, ainsi que la « Bibliothèque des livres brûlés » (Freiheitsbibliothek), boulevard Arago. Avec l'aide des intellectuels libéraux et des organisations ouvrières, les émigrés allemands donnèrent naissance à un certain nombre de publications : journaux, revues, livres, par exemple, le journal « Der Gegenangriff », plus tard « Deutsche Volkszeitung », l'organe du « Front Populaire Allemand », « Das neue Tagebuch » de Schwarzschild, l'AIZ, un journal illustré, et d'autres encore. On publia également « Das Braunbuch » sur le procès de Reichstag et sur la terreur en Allemagne. Le tirage de ce livre fut important. Il connut plusieurs éditions et fut traduit en plusieurs langues.

Dans le cadre de la préparation du congrès international des écrivains pour la défense de la culture en 1935, il y eut une large collaboration franco-allemande. La plupart des intellectuels de l'immigration allemande vivaient dans une grande pauvreté, ils avaient faim, et c'est seulement grâce à la solidarité française qu'ils purent survivre. Un comité français de secours vint à leur aide, composé entre autre de Paul Langevin, Charles Nicolle, Henri Wallon, des écrivains comme Jean Richard Bloch, Georges Duhamel, Romain Rolland, Henri Barbusse, ainsi que des permanents de partis politiques, de la CGT et d'autres organisations. Des antifascistes allemands furent invités par des familles françaises. Beaucoup trouvèrent chez elles un hébergement, surtout ceux vivant dans l'illégalité. Dans chaque manifestation, au 1^{er} mai, au 14 juillet, il y avait toujours un appel à la solidarité pour les victimes du fascisme hitlérien, avec notamment des banderoles sur lesquelles on pouvait lire par exemple : « Liberté pour Ernst Thälmann ! »

La France fut jusqu'à la guerre le seul pays où les antifascistes allemands réussirent à faire vivre, de décembre 1933 à mai 1940, un quotidien, le **Pariser Tageblatt**, devenu en juin 1936 le **Pariser Tageszeitung** (sous-titre : Quotidien anti-hitlérien, tirage environ 14 000 exemplaires).

Les objectifs de cette presse des émigrés étaient multiples. Etablir un lien entre les adhérents d'un parti et au-delà entre les réfugiés allemands en France, certes. Mais ces publications étaient aussi des organes de combat contre le national-socialisme et en ce sens c'étaient bien des organes de résistance.

Ils avaient aussi pour fonction d'informer les Français sur ce qui se passait en Allemagne, les rédactions des journaux français ne se privant évidemment pas d'utiliser les informations de ces publications allemandes. Pour leur faciliter la tâche, Les **Nouvelles d'Allemagne** et les **Nouvelles d'Autriche** paraissaient en français. Plusieurs pièces de théâtre « résistantes » furent écrites et/ou mises en scène en France. L'auteur allemand le plus joué entre 1933 et 1939, ce fut Ferdinand Bruckner qui écrivit à Maisons-Laffitte où il s'était installé *Les Races*. Cette pièce, dont son auteur dira qu'elle fut la « première pièce antinazie » créée dès novembre 1933 à Zurich, fut présentée dans sa version française au théâtre de l'œuvre en mars 1934.

A la même époque, Frédéric Wolf rédigeait en Bretagne un drame dénonçant l'antisémitisme nazi : Professeur Mamlock, drame qui fut bientôt porté à l'écran.

Environ 2 500 écrivains germanophones s'exilèrent pour des raisons racistes ou politiques, car ils risquaient leur vie en Allemagne. Mais ces écrivains avaient des convictions politiques et intellectuelles tellement différentes qu'ils n'ont pu parvenir à s'unir. Le 1^{er} Congrès international d'écrivains pour la défense de la culture, organisé par l'Association de défense des écrivains allemands ("*Schutzverband deutscher Schriftsteller*", SDS) eut lieu à Paris en 1935 ; des écrivains français, notamment André Gide, André Malraux, Henri Barbusse, Paul Eluard et Aragon, y participèrent. Cette manifestation trouva un grand écho dans la presse internationale, mais souligna encore plus les divergences idéologiques profondes entre les exilés et leur incapacité à s'unir, même s'ils partageaient le même sort et la même hostilité envers Hitler. En dépit de ces divisions, la littérature de l'Exil a tout de même atteint son objectif, qui était de combattre la terreur nazie avec l'arme que représentent les mots : les écrivains et journalistes exilés purent contribuer à mobiliser l'opinion mondiale contre la terreur nazie, diffuser des

informations politiques grâce à leurs réseaux d'informateurs restés dans le Reich, et former ainsi un efficace instrument de contre-propagande redouté par le régime nazi. Les persécutions dont furent victimes les écrivains et journalistes pendant le Troisième Reich en sont la preuve ; la politique culturelle du Reich consistait à éliminer les contestataires, surveiller les maisons d'éditions, censurer et brûler les livres mis à l'index. Les écrivains, qui s'étaient pour la plupart exilés, formaient la majorité des personnalités pour lesquelles les nazis avaient engagé des demandes d'extradition.

B - Dans le graphisme : John Heartfield (1891-1968)

Peintre allemand. Attiré très tôt par le marxisme, Heartfield, qui vit à Berlin depuis 1913, est influencé par George Grosz ; celui-ci l'introduit dans le groupe dadaïste en 1918. Avec Grosz, Heartfield exécutera quelques photomontages de style futuriste (*Dadamerika*). En juin 1920, il participe à la Foire internationale dada (avec Raoul Hausmann et Grosz). Peu après cette date, Heartfield crée ses premiers photomontages, spécialité pour laquelle il abandonnera bientôt la peinture. Son frère, Wieland Herzfelde, le fondateur des éditions Malik (qui n'avait pas "anglicisé" son nom), joua également un certain rôle dans le mouvement par ses audaces typographiques et lui consacra un livre important en 1971. Membre du Parti communiste allemand, Heartfield devint le principal auteur d'affiches "modernes" stigmatisant la montée du nazisme, tout en appliquant sa maîtrise dans le photomontage à des couvertures de revues, des jaquettes de livres, des décors de théâtre et de cinéma. Il est en particulier engagé en 1930 comme collaborateur du journal ouvrier *Arbeiter Illustrierte Zeitung* (A.I.Z.), dont il illustre de nombreuses couvertures de photomontages dont la violence fera dire à Louis Aragon que Heartfield "est le prototype et le modèle de l'artiste antifasciste". En 1933, il se réfugie à Prague, puis en Angleterre de 1938 à 1949 ; il rentre, en 1950, en Allemagne de l'Est et s'installe jusqu'à sa mort, le 26 avril 1968 à Berlin-Est, où il créera des affiches et des décors pour le Berliner Ensemble et pour le Deutsches Theater.

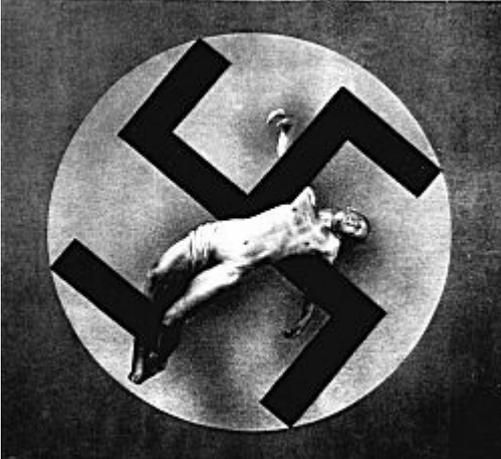
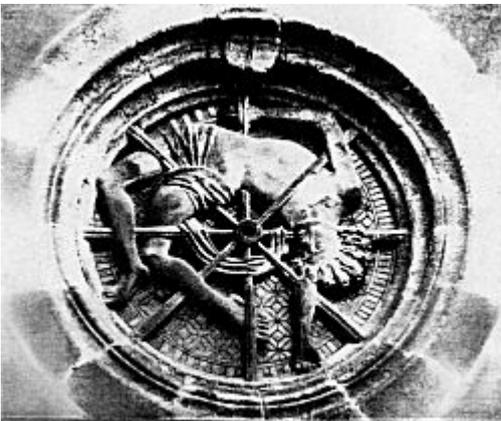


Photographie représentant John Heartfield en 1934.

Voici quelques unes de ces œuvres :



Autodafé



Heartfield n'a pas hésité à utiliser l'image d'Hitler dans certaines de ses

affiches.



C - l'aide scientifique :

Les scientifiques dont les travaux étaient déconsidérés par les autorités allemandes ou qui étaient d'origine juive se sont pour la plupart exilés en Angleterre ou aux États-Unis, où ils ont travaillé pour les gouvernements étrangers, y compris pour l'élaboration de nouvelles armes et technologies. Albert Einstein, au delà de son travail scientifique, a également profité de sa notoriété mondiale pour s'engager activement dans la lutte politique au moyen de conférences, d'interventions dans des universités et d'articles de journaux.

D - l'aide apportée par la religion :

Le pasteur Hermann Maas fit en 1933 un voyage en Palestine afin de trouver des possibilités de fuite pour les juifs allemands. Ce réseau donna naissance au *Comité ecclésiastique international d'aide aux réfugiés allemands* ("*Internationales kirchliches Hilfskomitee für deutsche Flüchtlinge*"). Il faut souligner également les initiatives individuelles, comme celle du Père jésuite Friedrich Muckermann, réfugié aux Pays-Bas, qui parvint à diffuser clandestinement en Allemagne des tracts antinazis dans des cercles religieux en Rhénanie et en Westphalie. Des adolescents, comme Theo Hespers, Walter Hammer et Karl Paetel, ont pu à partir de leur pays d'exil diffuser des journaux et des tracts antinazis en Allemagne.

III. Les tentative d'union des forces résistantes

Les projets d'union des différents mouvements de résistance exilés échouèrent notamment en raison des divergences politiques. La volonté du journaliste exilé à Londres Sebastian Haffner, de son vrai nom Raimund Pretzel, de former un gouvernement allemand exilé qui disposerait de son propre service de propagande et d'une organisation d'aide aux réfugiés, ne put s'imposer en raison des divisions internes entre les divers mouvements de résistance, et la Résistance allemande n'avait donc pas d'organe unifiant les forces ni de gouvernement exilé susceptible de représenter politiquement "l'autre Allemagne" à l'Etranger.

A - Front populaire allemand

De célèbres exilés allemands, notamment Wilhelm Pieck, Walter Ulbricht, Willy Brandt, Ernst Bloch, Lion Feuchtwanger, Heinrich et Klaus Mann et Ernst Toller, apposèrent leur signature à un appel à la formation d'un *Front populaire allemand* ("*Deutsche Volksfront*"), publié à Paris le 19 décembre 1936. L'expérience de ce *Front populaire allemand* se solda par un échec, en raison des frictions et des oppositions politiques entre les divers partis ; dès 1937, le Front se disloqua, avant d'être dissous officiellement en 1939 en raison du pacte conclu entre Hitler et Staline.

B - Union franco-allemande

Au mois de mai 1939 naquit l'*Union franco-allemande* ; ses fondateurs, parmi lesquels les émigrants allemands Alfred Döblin, Franz Werfel, Otto Klepper, Willi Münzenberg et Hermann Rauschning, et les Français Paul Boncour et Yvon Delbos, anciens ministres des Affaires Etrangères, se sont engagés pour la préservation de la paix et la cohabitation pacifique des nations européennes, sur la base des valeurs humanistes traditionnelles de la civilisation occidentale.

C - "Council for a Democratic Germany" (CDG)

En 1944 fut fondé aux États-Unis le "*Council for a Democratic Germany*" (CDG), présidé par Paul Tillich ; l'objectif de cette organisation était de représenter à l'Etranger les forces démocratiques allemandes de tous les horizons politiques. Le CDG a ébauché un programme pour une Allemagne démocratique après la guerre, s'est résolument opposé à la division du pays après la défaite nazie, et a réclamé d'autre part une dénazification par l'éducation des Allemands à la démocratie, en souhaitant que cela soit fait par d'anciens exilés allemands. Le CDG fut un échec, car les décisions devaient être prises à l'unanimité, ce que les oppositions internes entre les représentants des divers partis rendirent impossible.

D - Comité national de l'Allemagne libre ("*Nationalkomitee Freies Deutschland*", NKFD)

Ce comité fut fondé en 1943 par la section politique de l'armée soviétique et par le comité central du KPD exilé à Moscou ; ses objectifs étaient, au moyen d'un travail de propagande, de détourner les prisonniers de guerre allemands du nazisme et d'encourager les soldats allemands à désertre. Le NKFD tentait de rallier toutes les tendances politiques à l'union contre Hitler ; dans ses rangs, on ne comptait pas uniquement des communistes, mais aussi, par exemple, une centaine de pasteurs, prêtres et étudiants en théologie de la Wehrmacht, prisonniers dans les camps russes, qui se sont joints au NKFD en raison des persécutions dont étaient victimes les Églises dans le Reich. Les communistes, notamment Wilhelm Pieck et Walter Ulbricht, futurs dirigeants de la RDA, ont finalement pris la tête du NKFD, qui est devenu un instrument de propagande entre les mains du gouvernement soviétique.

E - L'Autre Allemagne ("Das Andere Deutschland") et Allemagne Libre ("Freies Deutschland")

En 1937 fut fondé en Argentine le comité *L'Autre Allemagne ("Das Andere Deutschland")*, et en 1941-42 naquit au Mexique le mouvement *Allemagne Libre ("Freies Deutschland")*. En 1943, ces deux comités créèrent des organismes de coordination dans toute l'Amérique latine, où vivaient beaucoup d'Allemands, et où s'opposaient nazis et résistants allemands. D'inspiration communiste tout comme le NKFD, ces comités, dont Heinrich Mann avait la charge honorifique, regroupaient toutefois des résistants allemands de tous les horizons politiques et idéologiques. Leur travail consistait à informer l'opinion mondiale en diffusant des publications antifascistes et à développer des concepts pour la nouvelle Allemagne d'après-guerre.

Toutes ces tentatives d'union se soldèrent la plupart du temps par des échecs et ne furent pas sans conséquences pour beaucoup de leurs participants.

IV. Les représailles nazies

L'*Offensive de la Vérité ("Wahrheitsoffensive")* menée par les exilés résistants contrecarrait la stratégie de propagande nazie qui consistait à minimiser le danger et à masquer les intentions réelles du gouvernement national-socialiste. Les résistants exilés revendiquaient la représentation d'une autre Allemagne, ce qui contredisait la prétention nazie d'une identité totale entre le gouvernement et l'État, le national-socialisme et l'Allemagne. La propagande nazie tentait d'établir un monopole sur tout ce qui était allemand, en l'adaptant à sa propagande. Les résistants exilés qui tentaient de préserver l'héritage de la tradition culturelle allemande et de la démarquer du régime nazi représentaient donc un danger pour celui-ci. Le gouvernement national-socialiste a par conséquent tenté par tous les moyens d'éliminer cette opposition : propagande nazie, interventions diplomatiques, surveillance des exilés et de leurs activités à l'Étranger par des agents de la Gestapo et par les consulats et ambassades allemands, demandes d'extradition, internement en camp de concentration en cas de retour en Allemagne, privation de la nationalité allemande, confiscation des biens, prise en otage de la famille des exilés ou encore enlèvements et meurtres.

A - propagande nazie

La propagande de Goebbels opposait de façon systématique aux informations antinazies publiées à l'Étranger par des exilés des démentis et des déclarations officielles. En présentant les exilés comme des informateurs peu dignes de foi, la dictature nazie tentait de neutraliser l'opposition au régime, mais aussi de conserver à l'Étranger l'illusion que le Reich restait un État de Droit, et par là même un partenaire comme les autres dans les relations diplomatiques internationales. L'arme la plus efficace de la contre-propagande nazie consistait à jouer avec la peur du communisme des gouvernements étrangers. Étant donné que la grande majorité des émigrants étaient des communistes, qui avaient dû fuir pour échapper aux poursuites qui les menaçaient en Allemagne et à l'internement dans des camps de concentration, cet argument de la propagande nazie était plausible, et a contribué à discréditer les activités des résistants allemands exilés. En 1933, le premier ministre anglais, Lloyd George, a ainsi déclaré dans un article de journal que l'Allemagne constituait un rempart au communisme, et que la chute du régime nazi entraînerait inévitablement l'anarchie et la prise du pouvoir par les communistes ("*Communism must follow if Hitler fails*").

B - interventions diplomatiques

Les tentatives d'intimidation des gouvernements étrangers par des interventions diplomatiques furent très nombreuses et systématiques. La pression diplomatique exercée par le gouvernement nazi était considérable et laissait souvent peu de liberté de manœuvre aux pays concernés. Les exemples d'interventions diplomatiques ne manquent pas ; ainsi, le régime nazi a tenté à plusieurs reprises, au moyen de demandes d'extradition auprès des gouvernements étrangers, de faire revenir de force des résistants allemands en Allemagne, afin de les mettre "hors d'état de nuire". Les motifs de ces demandes d'extradition étaient la plupart du temps des calomnies ; les personnes concernées étaient souvent accusées de délits tels que la corruption ou le recel de biens, car les autorités allemandes ne voulaient en aucun cas que des accusations d'ordre politique suscitent des problèmes diplomatiques. En effet, la pression de l'opinion internationale était considérable ; la presse et les organisations humanitaires déclenchaient systématiquement des campagnes de presse contre l'Allemagne, en l'accusant de violer le droit d'asile. Ces demandes d'extradition furent parfois vouées à l'échec grâce au refus des pays concernés de livrer les exilés. Les demandes d'extradition ont parfois donné lieu à des accords avec des gouvernements étrangers, comme entre les polices politiques du Reich et de la Hongrie, pour livrer les émigrants ou prendre des mesures contre des exilés. Certains pays ont également pris des mesures contre les résistants allemands dans le cadre de la politique de l'*Appeasement*, pour éviter tout conflit avec le régime hitlérien ; ainsi, lorsque les Pays-Bas ont emprisonné des émigrants allemands communistes, cette décision, qui allait totalement dans le sens de la politique hitlérienne, fut saluée par la presse nazie. D'autres interventions locales, comme celle du chef de la police de Stockholm, qui a interdit la distribution de tracts antinazis aux marins et voyageurs, ont également contribué à entraver les initiatives des résistants allemands, et furent louées par le régime hitlérien. Les interventions diplomatiques visaient également à interdire la propagande antinazie à l'étranger. Les autorités allemandes sont ainsi intervenues auprès du gouvernement suisse pour tenter d'interdire le cabaret satirique *Le Moulin à Poivre* ("*Die Pfeffermühle*") d'Erika Mann, la fille de l'écrivain Thomas Mann, et pour empêcher la publication de livres antifascistes.

C - représailles juridiques

Le régime nazi a mis en place dès son arrivée au pouvoir tout un arsenal de lois et de mesures visant à décourager et punir toute propagande ou activité antinazie ; les exilés furent souvent victimes de cet acharnement nazi à détruire toute forme d'opposition. Tout d'abord, la presse allemande exilée était interdite ; les contrevenants commettaient selon le régime nazi un crime de haute-trahison et étaient par conséquent menacés de la peine de mort. La législation concernant la *trahison sournoise* ("*Heimtücke*gesetz"), promulguée le 21 mars 1933, interdisait également toute critique orale envers le régime nazi. D'autre part, les exilés qui revenaient en Allemagne, puisqu'ils étaient considérés comme des traîtres à la patrie, étaient internés par *mesure préventive* en camp de concentration. L'un des buts de ces représailles était d'éviter tout contact entre des personnes ayant vécu à l'étranger et la population du Reich manipulée par la propagande nazie. Il s'agissait également d'empêcher toute communication entre des résistants exilés et l'opposition illégale au sein du Reich.

Par ailleurs, la loi sur la privation de la nationalité allemande du 14 juillet 1933 permettait au régime hitlérien de priver de leur nationalité les exilés allemands qui critiquaient la politique nazie. En 1935-36, un projet de privation massive de la nationalité des exilés allemands n'a finalement pas été mis en application par crainte de représailles de la SDN, indésirables à cause des Jeux Olympiques de Berlin. Les exilés, notamment les catholiques, les socialistes et les communistes, furent souvent pris comme prétexte pour justifier des représailles au sein du Reich ; ces mesures étaient sensées décourager toute tentative de résistance à l'étranger, qui serait ainsi lourde de conséquences.

D - prises d'otages

En 1933, la famille de Philipp Scheidemann, un éminent parlementaire social-démocrate de la République de Weimar, fut prise en otage et envoyée en camp de concentration après la publication de l'un de ses articles dans le *New York Times*. Scheidemann se rétracta et sa famille fut libérée. Pour le régime hitlérien, ce cas était sensé statuer un exemple : l'incident aurait prouvé, selon la presse nazie, que les émigrants ne propageaient que des mensonges et des calomnies à l'Étranger ; ces représailles avaient pour but de dissuader les émigrants de poursuivre leur travail d'information dans la presse étrangère. Un autre cas de prise d'otages a suscité l'indignation de l'opinion mondiale. En décembre 1933, l'ancien parlementaire social-démocrate Gerhard Seger parvint à s'échapper du camp de concentration d'Oranienburg et à trouver refuge en Tchécoslovaquie ; ses tentatives visant à faire fuir sa famille, afin qu'elle le rejoigne dans son exil, échouèrent. En janvier 1934, sa femme et sa fille âgée de deux ans furent emprisonnées en *détention protectrice* ("*Schutzhaft*"). Seger ne se laissa pas intimider par ces représailles et rédigea un livre dans lequel il décrivait ce qu'il avait vécu et observé dans le camp d'Oranienburg. La publication de ce livre a soulevé de nombreux commentaires dans la presse internationale, qui s'est également indignée de la prise d'otages. Ainsi, en avril 1934, un journal anglais titrait : *Baby labelled "Political Prisoner N° 58"*. Ce cas a suscité un scandale diplomatique ; et grâce à la pression de l'opinion mondiale, Madame Seger et sa fille furent finalement remises en liberté après trois mois de détention, et furent autorisées à rejoindre Gerhard Seger à Londres. Le régime nazi dut se contenter de priver la famille Seger de sa nationalité allemande.

E - enlèvements et meurtres

Lorsque toutes ces mesures n'atteignaient pas leur but, le régime nazi n'a pas hésité à enlever et à assassiner des résistants allemands exilés. L'assassinat en août 1933 du pacifiste Theodor Lessing, qui s'était exilé en Tchécoslovaquie en février 1933, illustre bien que les résistants allemands n'étaient pas à l'abri des représailles de la dictature nazie, même à l'Étranger. Le gouvernement aurait même promis une prime de 80 000 Reichsmark à la personne qui parviendrait à abattre Lessing. Les résistants qui organisaient la diffusion de tracts et de littérature illégale à partir des pays voisins étaient tout particulièrement exposés au danger. Ainsi, la Gestapo a essayé à plusieurs reprises d'enlever un fonctionnaire de la SOPADE, Otto Thiele, qui organisait à partir de son pays d'accueil, la Tchécoslovaquie, des activités illégales dans le Reich. Une prime de 10 000 Reichsmark aurait été promise aux ravisseurs, qui furent finalement arrêtés par la police tchécoslovaque. Ce type de mesures a déclenché des vagues de protestations dans les pays concernés, qui se sont insurgés contre cette violation de la souveraineté territoriale ; l'opinion publique internationale a également fortement protesté contre ces crimes.

La liste des exilés morts pour leur conviction est assez longue et inscrire les noms de ces résistants ne suffiraient pas à leur rendre hommage. Pour qu'ils soient représentés à leur juste valeur il faudrait parler de leurs actions pour renverser une machine à tuer. Malgré la distance et les difficultés indénombrables rencontrées à cette époque pour communiquer et défendre ses opinions politiques, ces personnes inscrites dans notre histoire y ont cru et c'est certainement grâce à tous ces résistants aussi bien les exilés que les autres que l'horreur a pu être arrêtée. Hélas, les mouvements de résistance d'exilés allemands ont échoué en raison de leur isolement dans leur pays d'accueil, du manque de soutien de la communauté mondiale et surtout du manque de coordination entre les différents types d'opposition au nazisme. Mais les



Gegen Ende der Weimarer Republik gehört auch Willy Brandt (hier mit seiner Frau Carlota und Tochter Ninja, Stockholm, 1. Mai 1944) zur SAP. Er emigriert nach Hitlers Machtübernahme im Auftrag des SAP-Spitzenfunktionärs Jakob Walcher nach Norwegen. 1936 hält Brandt sich illegal in Berlin auf, um Kontakte zu SAP-Gruppen aufzubauen und sich über die Lage in Deutschland zu informieren. Brandt, der immer in enger Verbindung mit den Arbeiterparteien Norwegens und Schwedens steht, nimmt am Spanischen Bürgerkrieg als Korrespondent teil. Ende 1937 setzt er sich für den Zusammenschluss von SAP und SPD ein. Nach dem Angriff deutscher Truppen auf Norwegen tarnt sich Brandt als norwegischer Soldat und flüchtet nach seiner Entlassung aus der Kriegsgefangenschaft nach Schweden. Dort wird er in kurzer Zeit zu einem führenden Sprecher des deutschen Exils und bereitet den Zusammenschluss von Sozialisten und Sozialdemokraten durch die Entwicklung gemeinsamer politischer Vorstellungen für die Nachkriegsordnung Deutschlands vor. Nach 1945 kehrt Willy Brandt nach Deutschland zurück. Er wird 1957 Regierender Bürgermeister von Berlin, 1964 Vorsitzender der SPD und ist von 1969 bis 1974 deutscher Bundeskanzler. Er stirbt 1992.

Literatur
Willy Brandt:
Links und frei.
Mein Weg 1930–1950.
Hamburg 1982

Willy Brandt:
Erinnerungen.
Frankfurt a. M./Berlin 1992

Hans G. Lehmann:
In Acht und Bann. Politische
Emigration, NS-Ausbürgerung
und Wiedergutmachung
am Beispiel Willy Brandts.
München 1976

Einhard Lorenz:
Willy Brandt in Norwegen.
Die Jahre des Exils 1933 bis 1940.
Kiel 1989



Der Schriftsteller Heinrich Mann ist seit 1931 Präsident der Sektion »Dichtkunst« der Preußischen Akademie der Künste und gilt als scharfer Kritiker des deutschen Obrigkeitsstaates. Er emigriert im Frühjahr 1933 nach Paris und wird dort Sprecher der deutschen Kulturemigration sowie Präsident des Schutzverbandes deutscher Schriftsteller. Seit September 1935 steht er an der Spitze des Vorbereitenden Ausschusses für die Schaffung einer Deutschen Volksfront. Der Aufruf des Ausschusses für die Schaffung einer Deutschen Volksfront vom Dezember 1936 spiegelt die politische und kulturelle Breite der »Volksfrontbewegung«; Neben den Sozialdemokraten Rudolf Breitscheid und Georg Decker unterzeichnen ihn die Liberalen Otto Klepper und Georg Bernhard, der führende Kommunist Franz Dahlem, der Sozialist Eduard Weckerle und der kurze Zeit später aus der KPD ausgetretene Willi Münzenberg. 1940 flieht Heinrich Mann über Spanien und Portugal in die Vereinigten Staaten, wo er 1950 in Santa Monica stirbt.

Literatur
Klaus Schröter:
Heinrich Mann in Selbstzeugnissen
und Bilddokumenten.
Reinbek b. Hamburg 1967

Willi Jasper:
Heinrich Mann und die Volksfront.
Bern/Frankfurt a.M. 1982

Stefan Ringel:
Heinrich Mann.
Ein Leben wird besichtigt.
Darmstadt 2000

résistants, en dépit de leur échec, ont montré au monde entier un autre visage de l'Allemagne, celui du soulèvement des consciences allemandes révoltées par le national-socialisme.

Sozialdemokraten im Exil

Prag ist zwischen Mai 1933 und Frühjahr 1939 das wichtigste Zentrum der sozialdemokratischen Opposition. Der Vorstand der Exil-SPD (SOPADE) unter Otto Wels und Hans Vogel versucht, sich programmatisch neu zu orientieren und die Verbindungen nach Deutschland aufrechtzuerhalten. Ein großes Problem bleibt die Armut vieler deutscher politischer Flüchtlinge.

Ab Ende 1933 erscheinen im Exil sozialdemokratische Zeitschriften und Flugblätter. Sie sollen den Verlust des legalen Informationsapparates in Deutschland ausgleichen. Die Druckschriften werden heimlich und unter großen Gefahren für die Verteiler über die deutsche Grenze in das Reich geschafft.

Der Einfall deutscher Truppen in die Tschechoslowakei zwingt den Vorstand der SOPADE 1939 zur Flucht. Von Paris führt der Weg vieler Sozialdemokraten über Südfrankreich, Spanien und Portugal bis nach Schweden und in das Londoner Exil. Einige führende sozialdemokratische Emigranten – unter ihnen Hans Vogel, Curt Geyer, Fritz Heine und Erich Ollenhauer – können mit Unterstützung der britischen Labour Party dort einen neuen Exil-Vorstand aufbauen.

Ende 1941 vereinigen sich Mitglieder der Exil-SPD, der Sozialistischen Arbeiterpartei, der Gruppe Neu Beginnen und des Internationalen Sozialistischen Kampfbunds (ISK) zur Union deutscher sozialistischer Organisationen in Großbritannien. Sie legen so den Grundstein für eine neue sozialistische und demokratische Gesamtpartei, die sich programmatisch gegen eine ideologische und organisatorische Zusammenführung von Sozialdemokraten und Kommunisten wendet.

Die deutschen Sozialdemokraten in Schweden wollen durch die Wahl eines Landesvorstands symbolisch bekräftigen, dass sie Teil der gesamten deutschen Sozialdemokratie sind. Immer wieder stoßen Mitglieder sozialistischer Gruppen hinzu und bereiten so eine gemeinsame demokratisch-sozialistische Partei vor, die in sich verschiedene Richtungen vereinigen soll.

Deutscher Nachrichtendienst	
1336 Str.6.	Abgeschlossen: 4. Juli 1936
I. Aus den Betrieben	1
1) Der Terror	1
Die allgemeine Einschüchterung der Arbeiter - Die Verfolgung einzelner Oppositioneller von Arbeitsplatz zu Arbeitsplatz - Die Gewerkschaften	
2) Widerstandsbewegungen	2
3) Betriebsveranstaltungen	11
4) Einzelberichte	15
aus Belgien, Dänemark, Hollanden, Mitteldeutschland, Bayern, Österreich, aus dem Rheinland und von der Saarzone	
II. Der Abzug der Sozialisten	24
Leistungsänderung der Krankenkassen - in der übrigen Sozialversicherung - bei der Arbeitslosenversicherung - in der Sozialfürsorge der Gemeinden - Die Militärrenten-Interaktion	
III. Aus der Verwaltung	49
Gemeindeführung und Gemeindefürsorge	

Deutscher Nachrichtendienst der SOPADE Prag, Juli 1936

Viele Sozialdemokraten sammeln Informationen über die NS-Herrschaft in Deutschland, die über die Grenzsekretariate nach Prag gebracht werden. Seit 1934 stellt Erich Rinner diese als »Deutschland-Berichte« der SOPADE zusammen und macht die »Grünen Hefte« zu einer zuverlässigen Informationsquelle über das nationalsozialistische Deutschland. Sie wollen ein schonungsloses und reales Bild der sozialen und politischen Verhältnisse in Deutschland bieten. Auszüge aus den »Deutschland-Berichten« werden verkleinert und als »Informationsblätter« oder als »Deutscher Nachrichtendienst« von Kurieren illegal nach Deutschland gebracht.

Die Mitglieder des Vorstandes der SOPADE (Bild Vorderseite) arbeiten im Exil an unterschiedlichen Orten gegen die NS-Diktatur in Deutschland:

Erich Ollenhauer, Vorsitzender der Sozialistischen Arbeiterjugend, flieht 1933 nach Prag, 1938 nach Paris, schließlich über Portugal nach London, wo er 1941 Mitglied des Parteivorstandes der Exil-SPD wird. Er unterstützt den Zusammenschluss sozialistischer und sozialdemokratischer Gruppen zur Union deutscher sozialistischer Organisationen in Großbritannien und gilt gegen Ende des Krieges als Sprecher der deutschen Sozialdemokraten. 1946 kehrt Ollenhauer nach Deutschland zurück und wird später Vorsitzender der SPD.

Hans Vogel wird 1912 für die SPD in den Bayerischen Landtag gewählt und gehört seit 1920 auch dem Reichstag an. Gemeinsam mit Otto Wels und Artur Crispian wird er 1931 Vorsitzender der SPD und baut nach seiner Flucht 1933 in Prag die Exil-Partei auf. Seit 1939 ist er Vorsitzender der SOPADE. 1940 wird Vogel in Frankreich interniert, entkommt jedoch über Spanien und Portugal in die USA und geht später wieder nach London.

Der Journalist Friedrich Stampfer gehört in Prag zu den Herausgebern des »Neuen Vorwärts«. 1938 flieht er nach Paris und erreicht 1940 die Vereinigten Staaten. Erst 1948 kehrt er nach Deutschland zurück.

Der frühere Berliner Polizeipräsident Albert Grzesinski geht 1933 nach Frankreich ins Exil und ist dort Vorsitzender einer Flüchtlingskommission im Innenministerium, bevor er 1938 nach New York emigriert. Dort stirbt er 1947.

Siegmund Crummenerl, seit 1933 Hauptkassierer der SPD, wird am 26. April 1933 in den Parteivorstand gewählt. 1938 geht er nach Paris, wo er am 22. Mai 1940 stirbt.

4.3 Sozialdemokraten
im Exil



Mitglieder des Vorstandes
der SOPADE
von links: Erich Ollenhauer, Hans Vogel,
Friedrich Stampfer, Otto Wels, Albert Grzesinski
und Siegmund Crummenerl
Prag, Mitte 1933



Der KPD-Vorsitzende Wilhelm Pieck mit engen Mitarbeitern von links: Paul Wandel, Herbert Wehner, Bedřich Geminder, Wilhelm Pieck, Hede Link, M. Schering, Eleonore Pieck, M. Lassmann
Moskau, 3. Februar 1936

Kommunisten im Exil

Viele KPD-Mitglieder und -Funktionäre müssen nach der NS-Machtübernahme Deutschland verlassen. Sie emigrieren vor allem in die Tschechoslowakei, nach Frankreich und in die Sowjetunion. Einige Mitglieder des Zentralkomitees (ZK) versuchen von Paris aus, nach Deutschland hinein zu wirken. Seit der »Brüsseler Konferenz« 1935 in Kunzewo bei Moskau unterstützt die KPD zwar offiziell die Einigungsbemühungen von demokratischen, sozialistischen und kommunistischen Gruppen, distanziert sich aber ab 1937 zunehmend wieder von diesen Versuchen.

Auf der »Brüsseler Konferenz« wird auch ein neues Politbüro bestätigt. Franz Dahlem, Paul Merker, Walter Ulbricht und Herbert Wehner sollen eine Auslandsleitung bilden, die bis September 1936 in Prag, danach in Paris und Moskau agiert. Viele Beschlüsse der Exil-Führung und der Auslandsleitung gelangen jedoch nicht mehr nach Deutschland, da die Gruppen dort inzwischen gezwungen sind, noch konspirativer zu arbeiten. Die KPD baut nun »Abschnittsleitungen« auf, die von Prag (Mitte), Kopenhagen (Nord), Amsterdam (West), Brüssel (Südwest) und Zürich (Süd) die Kontakte nach Deutschland verbessern und aufrechterhalten sollen.

An der »Berner Konferenz« der führenden KPD-Funktionäre 1939 bei Paris nehmen nur noch Emigranten und keine Vertreter der illegalen Organisation aus Deutschland mehr teil. Auch dies zeigt, wie wenig Verbindungen zwischen dem Exil und den kommunistischen Widerstandsgruppen noch bestehen. Nach Kriegsbeginn 1939 verlegt das Zentralkomitee der KPD seinen Sitz endgültig nach Moskau und orientiert sich weiterhin bedingungslos an den Zielen der sowjetischen Politik.

Ab Mitte der dreißiger Jahre wird die Situation der deutschen Emigranten in der UdSSR immer schwieriger. Mehr als 1.100 Mitglieder und Funktionäre der KPD fallen den stalinistischen »Säuberungen« zum Opfer; viele andere deutsche Kommunisten müssen lange Jahre in sowjetischen Gefangenenlagern verbringen. Zu den prominentesten Opfern des Terrors in der Sowjetunion gehören die ZK-Mitglieder Hugo Eberlein, Leo Flieg, Hermann Remmele, Hermann Schubert, Fritz Schulte sowie Heinrich Süßkind, Heinz Neumann, Willy Leow und Hans Günther.

Nach dem deutsch-sowjetischen Nichtangriffspakt vom August 1939 werden mehr als 1.200 Deutsche, zumeist Kommunisten, von der sowjetischen Geheimpolizei an die Gestapo ausgeliefert. Die kommunistische Propaganda fordert jetzt nicht mehr den unmittelbaren Sturz Hitlers. Als die deutschen Truppen im Sommer 1941 die Sowjetunion angreifen, werden auch rund 300 deutsche Kommunisten, die noch in der sowjetischen Hauptstadt leben, in entlegene Gebiete gebracht.

Deutsche Kommunisten, die außerhalb der Sowjetunion vor Hitler Zuflucht gesucht haben, verfügen nur noch über sporadische Kontakte zur Parteiführung und sind auf Zeitschriften und Veröffentlichungen angewiesen. Ihnen schlägt oftmals das Misstrauen ihrer Gastländer, aber auch der Parteiführung in Moskau entgegen.

Seit Sommer 1943 engagieren sich deutsche Kommunisten vor allem im Nationalkomitee Freies Deutschland, das in der Nähe von Moskau auf Anregung der Politischen Abteilung der Roten Armee und mit Unterstützung des Zentralkomitees der Moskauer Exil-KPD gegründet wird. Andere dienen in alliierten Armeen, um auf diese Weise den Nationalsozialismus zu bekämpfen.

Pieck zählt in der Weimarer Republik zu den führenden kommunistischen Funktionären. Im Februar 1933 emigriert er nach Prag, von dort nach Paris und später nach Moskau. Da Ernst Thälmann in Deutschland inhaftiert ist und die Nationalsozialisten dessen unmittelbaren Nachfolger John Schehr im Februar 1934 ermorden, übernimmt Pieck den Vorsitz der KPD im Exil. Er wirkt vor allem nach außen, ist in dieser Funktion aber im Zuge der Stalinischen »Säuberungen« auch beteiligt an der Verfolgung vieler deutscher Kommunisten, die vor dem Nationalsozialismus Zuflucht in der Sowjetunion gesucht haben. Pieck zählt 1943 zu den Gründern des Nationalkomitees Freies Deutschland. 1945 kehrt er in die Sowjetische Besatzungszone Deutschlands zurück und wird 1949 zum ersten Staatspräsidenten der DDR gewählt. Dieses Amt hat er bis zu seinem Tod im September 1960 inne.

Literatur
Wilhelm Pieck – Aufzeichnungen zur Deutschlandpolitik 1945–1953.
Hrsg. von Rolf Badstübner und Wilfried Loth.
Berlin 1994

Willi Münzenberg



Der in Erfurt geborene Münzenberg (hier mit Babette Gross und Margarete Buber-Neumann, 1931) tritt 1919 der KPD bei, ist von 1919 bis 1921 Sekretär der Kommunistischen Jugendinternationale und steht bis 1933 der Internationalen Arbeiterhilfe vor. Er baut mit Hilfe der Komintern ein breit gefächertes kommunistisches Medienunternehmen auf. Nach dem Reichstagsbrand erhält Münzenberg in Frankreich durch Vermittlung von Henri Barbusse politisches Asyl. Er gründet einen Verlag und veröffentlicht Aufsehen erregende »Braunbücher« über den Reichstagsbrand und den Terror in Deutschland. 1935 ergreift Münzenberg die entscheidende Initiative zur Gründung einer deutschen »Volksfront« gegen den Nationalsozialismus, der Vertreter unterschiedlicher Parteien angehören. Meinungsverschiedenheiten mit der KPD-Führung und Auseinandersetzungen mit Walter Ulbricht führen 1938 zum Bruch mit der KPD. In einem französischen Internierungslager festgehalten, flieht Münzenberg im Juni 1940 beim Vorrücken der deutschen Truppen. Sein Tod im selben Monat auf dem Weg in die Schweiz ist bis heute ungeklärt. Münzenbergs Lebensgefährtin Babette Gross kann in das mexikanische Exil entkommen.

Margarete Buber-Neumann ist die Frau des früheren Chefredakteurs der »Roten Fahne« und ZK-Mitglieds Heinz Neumann. Heinz Neumann wird 1934 in der Schweiz verhaftet und ausgewiesen. Über Frankreich kommen er und seine Frau 1935 in die Sowjetunion. Heinz Neumann wird 1937 verhaftet, am 26. November 1937 durch das Militärkollegium des Obersten Gerichts der UdSSR zum Tode verurteilt und erschossen. Seine Frau Margarete wird zu fünf Jahren Lagerhaft verurteilt, 1940 von der Sowjetunion aber nach Deutschland abgeschoben. Bis zur Befreiung 1945 ist sie im Frauen-KZ Ravensbrück inhaftiert.

Literatur
Babette Gross:
Willi Münzenberg. Eine politische Biographie.
Leipzig 1991 (zuerst Stuttgart 1967)

Diethard Kerbs/Walter Uka:
Willi Münzenberg.
Berlin 1988

Käthe Niederkirchner



1909 in Berlin als Tochter des Rohrlegers und kommunistischen Gewerkschaftsfunktionärs Michael Niederkirchner geboren, erlernt Käthe Niederkirchner den Beruf einer Schneiderin. Sie tritt 1925 dem Kommunistischen Jugendverband, 1929 der KPD bei. 1933 emigriert sie mit ihrer Familie in die Sowjetunion und ist weiterhin als Schneiderin tätig. Daneben besucht Käthe Niederkirchner mehrere Lehrgänge. Ihr älterer Bruder Paul wird 1939 vom sowjetischen Geheimdienst verhaftet und kommt im Butyrka-Gefängnis in Moskau ums Leben. Nach dem deutschen Angriff auf die Sowjetunion meldet sich Käthe Niederkirchner freiwillig für einen Einsatz in Deutschland. Am 7. Oktober 1943 springt sie gemeinsam mit Wilhelm Piecks Schwiegersohn Theodor Winter über Polen aus einem sowjetischen Flugzeug ab. Sie sollen Kontakt mit Berliner Kommunisten aufnehmen, werden aber auf dem Weg dorthin entdeckt. Theodor Winter wird im KZ Sachsenhausen, Käthe Niederkirchner am 28. September 1944 im KZ Ravensbrück erschossen.

Literatur
Eberhard Panitz:
Käthe Niederkirchner. Eine biografische Erzählung.
Schkeuditz 1995

Carola Neher



Die bekannte Schauspielerin (hier mit ihrem Sohn Georg), 1900 in München geboren, steht der KPD nahe und ist von 1925 bis zu dessen Tod 1928 mit dem Dichter Klabend (Alfred Henschke) verheiratet. 1933 emigriert sie mit ihrem Mann Anatol Becker nach Prag, 1934 nach Moskau. Im Dezember 1934 wird ihr Sohn Georg geboren. Anatol Becker wird 1936 verhaftet, 1937 von einem sowjetischen Gericht zum Tode verurteilt und erschossen. Im Juli 1936 wird auch Carola Neher von der sowjetischen Geheimpolizei festgenommen und 1937 zu 10 Jahren Haft verurteilt. Sie stirbt am 26. Juni 1942 im Lager Sol-Ilets bei Orenburg an Typhus. Ihr Sohn wächst zunächst bei Freunden, dann in einem sowjetischen Kinderheim auf, ohne das Schicksal seiner Eltern zu kennen.

Literatur
Tita Gaehme:
Dem Traum folgen. Das Leben der Schauspielerin Carola Neher und ihre Liebe zu Klabend.
Köln 1996

Die drohende Verfolgung durch die Nationalsozialisten, aber auch der Wille, von außen den Nationalsozialismus zu bekämpfen, eint viele Gegner des Nationalsozialismus im Exil. Schriftsteller, Politiker, Publizisten geben in der Emigration zwar niemals bedingungslos frühere Positionen auf, dennoch verbindet sie die gemeinsame Lebenserfahrung und das Gefühl der Vereinsamung im Exil. Die Aussicht, den Nationalsozialismus aus dem Exil ohne fremde Hilfe besiegen zu können, schwindet bei vielen Emigranten Ende der dreißiger Jahre. Erst der Beginn des Zweiten Weltkrieges stärkt die Hoffnung, dass die Herrschaft Hitlers überwunden werden kann.

Die Flüchtlinge, die Deutschland seit 1933 verlassen müssen, empfinden sich dennoch als Repräsentanten deutscher Kultur. Sie vertreten die ganze Breite der deutschen Dichtung, der Bildenden Kunst und der Wissenschaft und genießen nicht selten im Ausland großes Ansehen. Während sehr viele Wissenschaftler an ausländischen Universitäten bald neue Arbeitsmöglichkeiten erhalten, müssen viele Schriftsteller oft mühsam ihr Leben fristen. Da Flüchtlinge nur selten eine Arbeitserlaubnis erhalten, bietet die Publizistik oftmals die einzige Form legaler Erwerbstätigkeit. Neben den Kampf gegen den Nationalsozialismus tritt deshalb die Selbstbehauptung als Schriftsteller und Künstler. Immer aber kommt es darauf an, politische Stellung zu beziehen und gleichzeitig an die Traditionen einer freiheitlichen deutschen Kultur zu erinnern.



Der international renommierte Schriftsteller, 1929 mit dem Nobelpreis ausgezeichnet, ist lange vor der Machtübernahme Hitlers als konsequenter Gegner des Nationalsozialismus bekannt. Angesichts des nationalsozialistischen Wahlerfolges warnt Thomas Mann bereits im Oktober 1930 in seiner Berliner Rede »Appell an die Vernunft« vor dem drohenden Rückfall in die Barbarei. Er ist seitdem starken Anfeindungen der politischen Rechten ausgesetzt. Im Februar 1933 kehrt er von einer Vortragsreise nicht mehr nach Deutschland zurück. 1936 wird ihm und seiner Familie die deutsche Staatsbürgerschaft aberkannt. Mann hält sich zunächst in Frankreich, später in der Schweiz auf und setzt im Exil seine publizistische Tätigkeit fort. Zwischen 1937 und 1940 gibt er in Zürich gemeinsam mit dem Schweizer Publizisten Konrad Falke die kulturell-literarisch orientierte Exilzeitschrift »Maß und Wert« heraus. Seit 1938 in den Vereinigten Staaten lebend, hilft Mann zahlreichen Emigranten, dem nationalsozialistischen Terror zu entkommen, und setzt sich immer wieder persönlich für eine Verbesserung der Lage der deutschen Flüchtlinge in den USA ein. Die Mitgliedschaft in politischen Exil-Organisationen wie dem Council for a Democratic Germany lehnt er jedoch strikt ab. Erst 1952 kehrt Thomas Mann nach Europa zurück. Er lebt bis zu seinem Tod im August 1955 in der Schweiz.

Literatur
Thomas Mann im Urteil seiner Zeit.
Dokumente 1891–1955.
Hrsg. von Klaus Schröter.
Hamburg 1969

Hermann Kurzke:
Thomas Mann.
Epoche – Werk – Wirkung.
München 1985



Die älteste Tochter Thomas Manns flieht unmittelbar nach der nationalsozialistischen Machtübernahme im März 1933 in die Schweiz. Dort leitet die Schauspielerin gemeinsam mit Therese Giehse das Kabarett »Die Pfeffermühle«, dessen politisch-literarisches Programm auch international große Erfolge feiern kann. 1936 emigriert Erika Mann in die Vereinigten Staaten. Neben ihrer publizistischen Tätigkeit nutzt die Schriftstellerin besonders ihre ausgedehnten Vortragsreisen, um über die Situation im nationalsozialistischen Deutschland aufzuklären und für die Unterstützung der deutschen Emigranten in den USA zu werben. Durch ihre Mitarbeit in zahlreichen Hilfsorganisationen und Unterstützungskomitees kann sie vielen Flüchtlingen aktiv zur Seite stehen. Während des Krieges arbeitet Erika Mann wiederholt in London für die Deutschland-Redaktion des Britischen Rundfunks BBC, später als Kriegsberichterstatlerin für amerikanische Zeitungen im Nahen Osten und in Westeuropa. Erika Mann setzt nach dem Kriegsende ihre journalistische Tätigkeit als Korrespondentin in Deutschland fort, wo sie unter anderem über den Nürnberger Hauptkriegsverbrecherprozess berichtet. Als ihr Antrag auf amerikanische Staatsbürgerschaft wegen des Vorwurfes, Kommunistin zu sein, nicht bearbeitet wird, folgt sie 1952 ihrem Vater in die Schweiz.

Literatur
Erika Mann:
Briefe und Antworten.
Band 1: 1922–1950.
Hrsg. von Anna Zanco Prestel.
München 1984

Irmela von der Lühe:
Erika Mann. Eine Biographie.
Frankfurt a.M./New York 1994
(2. Auflage)

Bertolt Brecht



Als wichtiger Stückeschreiber repräsentiert Bert Brecht zu einem großen Teil das künstlerische Leben der zwanziger Jahre und findet mit seinen Arbeiten große Anerkennung. Er bekennt sich zum Marxismus und wird deshalb von der politischen Rechten heftig angegriffen. Bereits im Februar 1933 flieht Brecht über Prag und Wien nach Zürich, wenig später nach Dänemark. 1939 emigriert er nach Schweden, ein Jahr später nach Finnland, 1941 schließlich über die Sowjetunion in die USA. In Santa Monica bei Hollywood schreibt er regelmäßig Beiträge für Exilzeitschriften, arbeitet weiter künstlerisch und versucht, mit Drehbüchern seinen Lebensunterhalt zu verdienen. Nur das Drehbuch für den Film von Fritz Lang »Hangmen also die« über das Attentat auf Reinhard Heydrich wird – mit der Musik von Hanns Eisler – realisiert. Brecht wird 1944 schließlich aktives Mitglied des Council for a Democratic Germany, das auf Anregung des Theologen Paul Tillich von deutschen Emigranten in New York gegründet wird. Als Brecht 1947 in den USA politisch überprüft wird, kehrt er über Paris und Zürich nach Berlin (Ost) zurück, wo er mit Helene Weigel das Berliner Ensemble aufbaut. Er stirbt am 14. August 1956 in Berlin.

Literatur

James K. Lyon:
Bertolt Brecht in Amerika.
Frankfurt a.M. 1984

Klaus Völker:
Bertolt Brecht. Eine Biographie.
München/Wien 1976

Les militaires

LA RESISTANCE MILITAIRE ALLEMANDE AU POUVOIR NAZI, UNE EVIDENCE AUSSI FORTE QUE LA RESISTANCE CIVILE

Pour certains membres de l'état major, issus de l'ancienne aristocratie impériale, Hitler n'est rien d'autre qu'un intrigant issu du peuple. D'autres considèrent que sa politique est dangereuse et qu'elle va conduire à un nouveau conflit aux conséquences imprévisibles. Une troisième catégorie pense que sa conception de l'homme est inacceptable. Cependant, par delà cette division à peine perceptible se présente une cassure radicale entre ceux qui sont décidés à aller jusqu'au bout et ceux qui retiennent un serment personnel de fidélité prêté au Führer. La prudence affichée par une majorité tient sans doute à l'extraordinaire efficacité de la garde rapprochée d'Hitler de plus en plus prudente, au fur et à mesure que la fin semble inéluctable.

I – HITLER EST PERCU COMME UN INTRIGANT PAR CERTAINS MILITAIRES DE HAUT RANG

Hindenburg et Ludendorff apparaissent comme des opposants d'un autre âge. Ils semblent plus indisposés par les ambitions d'Hitler, pour autant qu'elles contrarient les leurs, que par le caractère néfaste et anti-humaniste de sa politique. Seuls, les événements vont les conduire à résister.

Même si le propos peut sembler exagéré, au regard de l'histoire, le premier militaire qui résiste à Hitler est le maréchal Paul Von Hindenburg. Outre les idées dont il n'a cure, le vieux maréchal affiche un profond mépris pour cet homme issu du peuple qui a osé se présenter contre lui et qui prétend devenir chancelier. Jusqu'à sa mort, malgré les sirènes de la droite comme von Papen, il tente de résister à la personnalité débordante du Führer. Pour la droite, il est évident, qu'Hitler, ne peut et ne doit constituer qu'un moyen de conforter un pouvoir fragilisé par la crise. Il est tout aussi évident qu'à la première occasion on devra s'en débarrasser. Il est impensable de se laisser manipuler par cet homme qui représente si peu l'idéal allemand qu'il prétend incarner. Toutefois, mal conseillé par une droite réactionnaire prête à tout pour conserver le pouvoir, Hindenburg nomme Schleicher en 1932 et dès janvier 1933, sur les conseils de ce dernier, il appelle Hitler au pouvoir.

Le maréchal Ludendorff affiche le même mépris pour Hitler, cet homme « qui n'est même pas allemand ». Cependant, lui aussi a besoin de ce meneur d'homme pour rallier l'Allemagne à sa cause et mettre en place un régime fort. Il se présente comme le champion qui va détruire la république de Weimar, ce « ramassis de politicards véreux » qui ont laissé les vainqueurs « planter un coup de poignard dans le dos » à l'Allemagne. Tous les moyens sont bons pour parvenir à ses fins, peu importe si cela passe par une alliance contre-nature. Il sera toujours possible de trouver un moyen d'éliminer ce « gêneur ». Certes, le maréchal ambitieux se reconnaît des convergences objectives avec l'activiste nazi, mais ce n'est que pour mieux asseoir son propre destin. La rocambolesque issue du coup d'état de Munich, plus ou moins soutenu par une partie de l'armée, et son élection manquée contre Hindenburg en 1925 oblige le maréchal à prendre du recul par rapport à ses ambitions politiques. Il se brouille très rapidement avec Hitler, dont il ne partage ni la philosophie, ni les ambitions politiques. Toutefois, face au « retentissant, Mein Kampf » son œuvre, « la guerre totale » base de l'action de son parti nationaliste le Tannenberg Bund. Il meurt finalement relativement isolé en 1937, laissant le champ libre à Hitler. Avec Hindenburg, c'est le dernier des dinosaures de l'empire qui s'éteint.

II – CERTAINS HAUTS GRADES DE L'ETAT MAJOR ENTRENT EN REBELLION ACTIVE FACE AUX RISQUES INCONSIDERES DE GUERRE.

L'un des plus connus, quoique le plus mystérieux est sans conteste Wilhem CANARIS. Amiral allemand né en 1905. Il dirigea durant quelques années l'Abwehr, c'est-à-dire les services secrets allemands. Il eut des contacts avec les alliés durant la guerre et se trouva naturellement impliqué dans le complot dit des généraux en juillet 1944. Arrêté, il fut déporté et exécuté au camp de concentration de Flossenbürg en 1945. Il fut l'un des fédérateurs de cet esprit de renouveau anti-nazi qui frappa l'Allemagne. Il semble cependant que son obstination de chef du contre-espionnage, ne lui ait jamais permis d'établir de liens sérieux avec les puissances étrangères, malgré la bonne volonté des services du Vatican, de la Suisse ou de certains pays « neutres ».

Dès lors que les plans d'Hitler commencent à être connus, à savoir l'annexion de l'Autriche et des Sudètes puis l'invasion de la Pologne, un certain nombre d'officiers manifeste son opposition. La grande crainte de ces officiers est une défaite à l'image de celle de 1918.

La figure emblématique de cette résistance militaire à la politique expansionniste nazie est le chef d'état major de l'armée de terre, le Général Ludwig Beck. Il tente de renverser le régime en réunissant autour de lui d'autres officiers, mais doit rapidement déchanter devant le peu de portée de son discours. La cause semble perdue, les généraux sont fascinés par Hitler et répondent avec fougue à son discours.

La réaction d'Hitler est sans faille, tous les officiers un peu trop timorés sont limogés. Il ne peut y avoir la moindre faille dans le système de défense de la Wehrmacht.

Sur le front de l'Est, le général Franz Halder, successeur de Beck est également persuadé que l'invasion de la Pologne est une erreur grossière qui conduit à la guerre. Toutefois qu'il s'agisse de lui ou de Von Brautisch, aucun ne se résigne à entamer une action contre Hitler, d'autant que la Wehrmacht vole de victoire en victoire à une vitesse extraordinaire.

Les exactions des « Einsatzgruppen », troupe d'élite nazie, massacrant les populations vaincues, après le passage de l'armée indignent une bonne partie des officiers issus de l'aristocratie impériale, notamment le Général Von Treskow. Après maintes tractations, avec les cadres de l'armée de terre, il conclut de manière assez directe qu'il faut abattre Hitler.

D'une manière ou d'une autre ces militaires sont mêlés de très près à l'opération Walkyrie même s'il semble qu'elle soit plus une affaire de civils. Elle reste une action de longue haleine dont l'attentat manqué du 20 juillet 1944 reste le point culminant. Certes, le dictateur est toujours vivant, mais la réaction de sa garde rapprochée montre combien l'événement a déstabilisé le Führer. Quand bien même, la réaction serait totalement disproportionnée, elle montre bien un régime aux abois, conscient de l'inéluctable arrivée des Alliés sur le front Ouest et des Russes sur le front Est. Ce n'est plus qu'une question de temps. Peut-être d'ailleurs est-ce la même réflexion que l'on trouve du côté de certains militaires las de la guerre. Il devient urgent d'attendre. Pourquoi précipiter ce que le destin a déjà décidé.

III – IL EST DIFFICILE DE S'ATTAQUER A UN HOMME AUQUEL ON A PRETE SERMENT DE FIDELITE D'AUTANT QU'HITLER EST TRES PROTEGE.

S'ils sont nombreux à trouver que le Führer va un peu loin, voire trop loin, bien peu, l'histoire nous le prouve, sont décidés à franchir le pas, mais surtout à courir le risque de voir leur projet éventé. Les exemples de répression sont si marquants dans les esprits, que beaucoup, même parmi les plus valeureux, préfèrent renoncer.. Bien peu à manifester la volonté de Beck ou de Canaris ; bien peu ose s'attaquer à l'efficace Gestapo. A l'occasion d'une exposition à Paris sur les attentats contre Hitler, l'un des auteurs d'un document de presse évoque la dureté de la justice militaire, symbole du totalitarisme

national-socialiste. Aucune tentative contre Hitler n'est possible tant le système de délation est perfectionné.

Le mouvement vers la liberté existe, mais il a bien du mal à se faire connaître et surtout à se faire accepter par l'étranger. En la matière, il est difficile de faire la part entre la réalité et la part d'intoxication. Toute information est souvent prise pour une tentative de déstabilisation qui n'incite guère à l'aventure d'un côté du front comme de l'autre.

Pour aussi valeureux que soient les militaires, ils subissent les pressions d'un régime dont ils ne comprennent que le mot obéissance. Toutefois, s'ils sont nombreux à ne plus vouloir se laisser manipuler, ils sont beaucoup plus discrets au niveau du passage à l'acte. Ainsi, bien que de prestigieux militaires aient tenu à marquer leurs différences avec leur chef, la majeure partie demeure lui apportée, à défaut d'un soutien enthousiaste, une bienveillante neutralité qui leur sauve la vie. Il restera, comme le dira plus tard le maréchal Rommel, à quelques temps de sa mort programmée, à s'arranger avec son honneur.

Conclusion générale :

A force d'assimiler, nazi et allemand, l'habitude a été prise de considérer que l'ensemble des allemands avaient épousé la doctrine d'Hitler. On a longtemps parlé de l'Allemagne nazie, érigeant ce pléonasme au rang d'institution.

60 années, il a fallu attendre près de 60 années pour qu'enfin soit prise en compte la réalité de la résistance allemande. Pour de nombreux observateurs, y compris les enseignants issus de la résistance il semblait naturel de ne pas distinguer entre les allemands.

Lorsque de Gaulle, décida de rencontrer le chrétien-démocrate Konrad Adenauer, lorsque le président Kennedy vint rencontrer le Bourgmestre Willy Brandt en déclarant « Ich bin berliner », il fallu se rendre à l'évidence, l'Allemagne ne pourrait plus être perçue de la même manière. Il fallait envisager son destin de manière différente. Si jusqu'ici, il semblait évident d'imaginer qu'il n'y avait eu aucune résistance à la déferlante totalitaire, s'il semblait évident que l'Allemagne ne pouvait se décliner qu'au travers des grands messes d'avant guerre à Nuremberg, nous nous trouvions en face d'idées reçues qui ne pouvaient résister à un examen sérieux. Qu'on se souvienne des presque 100.000 personnes assassinées parce que déficientes mentales et de ces religieux élevant des protestations et obligeant Hitler à changer de méthode (au moins provisoirement) ; qu'on se souvienne de ces opposants politiques déportés dans les nombreux camps de concentration, qu'on se souvienne de ces associaux, condamnés à la déshumanisation, ces artistes dégénérés comme Otto Dix, réduits au silence, qu'on se souvienne de tous ces intellectuels contraints de quitter l'Allemagne pour des contrées plus hospitalières : France, Grande- Bretagne ou USA , comme Thomas Mann, ou Albert Einstein.

La résistance prit des tours les plus divers en touchant l'ensemble de la population : militaire, fonctionnaire, civil, religieux, ouvriers ou jeunes étudiants . Hitler, fut certes adulé, mais pas forcément de manière aussi spontanée qu'il y paraît, à l'examen des documents ou des témoignages. Il faut en effet intégrer l'idée que la propagande et le régime de terreur ont considérablement altéré la notion de vérité.

Comment une telle doctrine a-t-elle pu se développer ? Sur quel terreau humain, s'est développé ce cancer ? Crises économique et sociale, recherche du bouc émissaire, crainte de l'étranger, peur de l'inconnu, haine du Juif et une incroyable dose d'ignorance, attisés par les discours manipulateurs et populistes du Führer. Il n'est même plus question de résister, il suffit simplement de sauver sa peau et éventuellement ce qui peut encore l'être pour le pays. Est-ce que le mot résister peut encore avoir un sens dans une telle ambiance totalitaire.

Résister ? Quelle idée ! Personne ne semble prendre cette attitude au sérieux. Les solutions proposées par le nouveau régime ne laissent la place qu'à une alternative : l'acceptation ou la mort. Et cependant, ils sont nombreux à dire non à Hitler, beaucoup plus nombreux qu'on n'a pu le croire. Et, au fur et à mesure que les langues se délient on en apprend, chaque jour un peu plus sur cette lame de fond qui soulève les âmes généreuses éprises de liberté, ou de simple idée de justice. Tout d'abord, ces milliers de gens qui sont revenus des camps, ces millions de gens rentrés des combats, et plus que tout, ces cohortes de morts dont le souvenir est savamment entretenu par ceux qui ont survécu, ceux qui ont résisté.

Résister, toujours résister, ne serait-ce qu'à l'idée de se laisser aller. C'est ce que déclarait le chancelier Kohl en donnant de manière très symbolique, la main au président Mitterrand. Ne plus jamais se laisser mettre en situation d'accepter l'inacceptable. Il est clair qu'en la matière, le développement des outils de communication et la construction européenne, pour peu que l'on ne se laisse pas envahir par les vieux démons du nationalisme étroit et des égoïsmes corporatistes, constituent autant de moyens d'accéder

à un esprit de tolérance et à la construction d'une terre faite pour les hommes dans leur diversité.

Il convient alors d'avoir toujours présent à l'esprit, ce que les hommes sont capables de faire afin que cela serve de garde-fou à toute tentative hasardeuse. Même, si l'idée paraît puérile, il faut mettre hors-la-loi, tout régime qui nie la personne afin de mettre une doctrine humaniste à vocation universel, une espèce de l'ONU de la pensée. (Une doctrine faite par des êtres humains, pour des être humains, avec des êtres humains).